

صكلا من الامم المتحدة

# Guide Arts et Spectacles

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14218 - 5 F

JEUDI 11 OCTOBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## La tuerie de Jérusalem et la crise du Golfe

### Washington est prêt à condamner la violence israélienne

#### Embarras

DANS le secret de ses bureaux, M. Saddam Hussein ne remercia jamais assez Israël, son ennemi juré. Par le sang versé à Jérusalem, l'Etat juif a d'évidence offert au maître de Bagdad une précieuse victoire politique. Ce fameux « lien » entre la crise du Golfe et le conflit israélo-palestinien - déjà présent à l'esprit de nombreux Arabes - que M. Saddam Hussein s'efforçait d'imposer depuis bientôt deux mois pour faire oublier sa défaite koweïtienne, le voilà donc désormais établi dans les discours des hommes d'Etat.

Autant qu'un crime, la fusillade de Jérusalem - qu'il y ait eu ou non provocation - apparaît donc comme une énorme faute. Comment, après avoir pris soin pendant des semaines de maintenir un « profil bas », Israël a-t-il pu tomber dans ce piège sanglant ? Une commission d'enquête, peut-être, tranchera. L'important, c'est que l'ordre des urgences proche-orientales s'en retrouve bouleversé. La disparition du Koweït de la carte du monde, la violence de la répression irakienne dans l'émirat, le sort de milliers d'otages occidentaux : tout cela est - provisoirement - relégué au second plan. Avec l'aide objective d'Israël, la diversion fait son œuvre.

Deux jours après la tuerie de Jérusalem, le Conseil de sécurité des Nations unies devait reprendre, mercredi 10 octobre, l'examen de deux projets de résolution, l'un yéménite, l'autre américain. Ce dernier « condamne la violence et particulièrement la réponse excessive israélienne ».

Se déclarant « très attristé », le président américain George Bush a, mardi, « déploré » la fusillade de Jérusalem et appelé Israël à « une plus grande modération ».

### Saddam Hussein et les sourds-muets

par Jacques Amalric

La guerre de Corée aurait-elle eu lieu si le secrétaire d'Etat de Truman, Dean Acheson, n'avait pas exclu, dans un discours prononcé en janvier 1950 devant le National Press Club de Washington, la péninsule coréenne du « périmètre défensif » des Etats-Unis en Asie ?

Persone ne peut répondre avec certitude à cette question, mais il est évident que les propos d'Acheson ont été interprétés par Staline - pour ne rien dire des responsables communistes de Pyongyang - sinon comme un feu vert américain à ses entreprises, du moins comme l'indice du peu d'intérêt que les Etats-Unis portaient à cette région du monde.

On s'en était douté sur le moment mais on commence à en avoir la confirmation au fur et à mesure que s'ouvrent les archives du Kremlin et que se délient les langues de certains officiels soviétiques : s'il avait eu la certitude que l'invasion de la zone sud de la Corée par les troupes du Nord, qui étaient sous le contrôle des Soviétiques, serait considérée comme inacceptable par Washington, Staline y aurait regardé à deux fois.

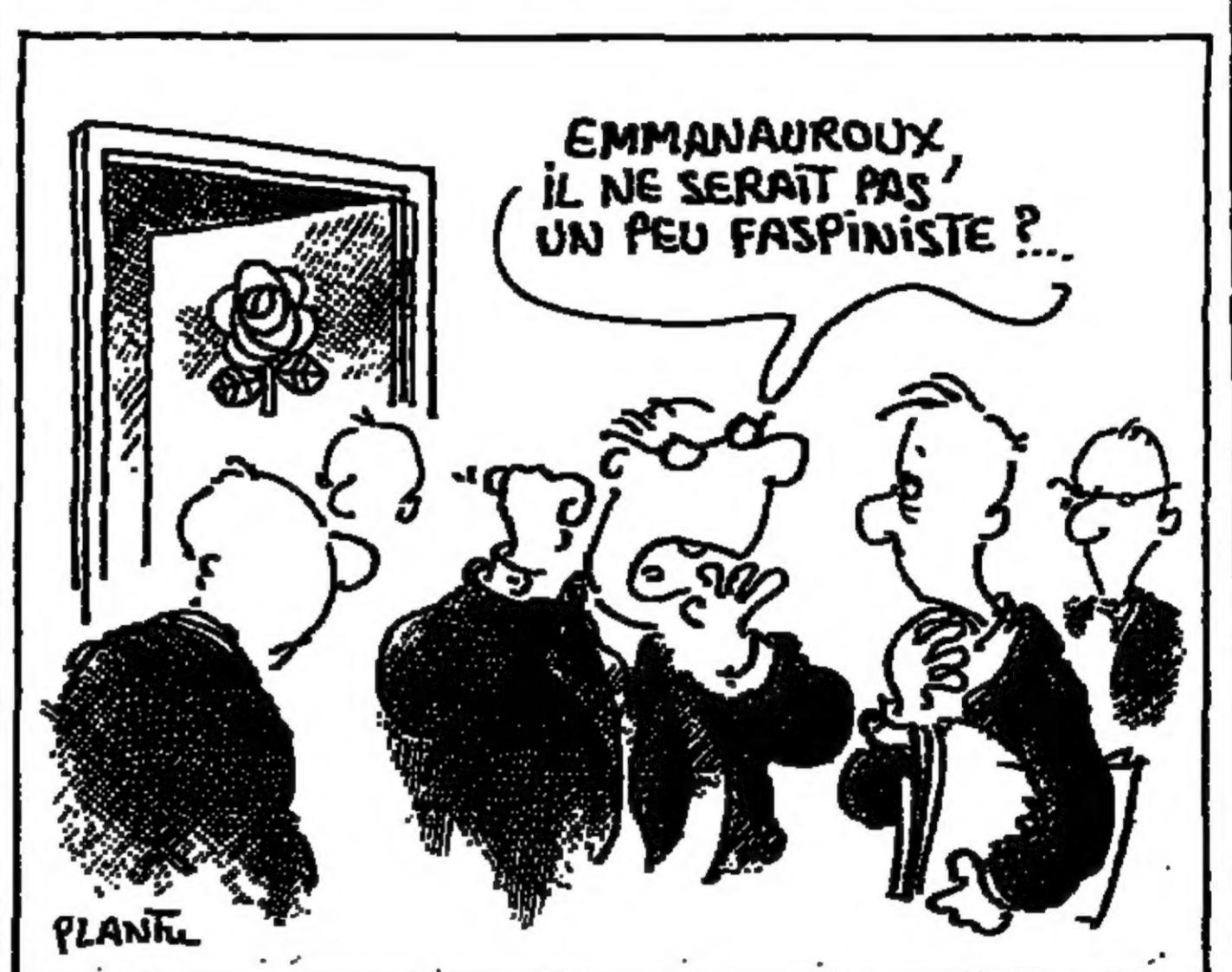
Saddam Hussein, en envahissant puis en annexant le Koweït, a-t-il lui aussi mal interprété les signaux venus « d'en face » ?

Lire la suite et nos informations page 6

## La succession de M. Mermaz à l'Assemblée

### M. Auroux devient président du groupe socialiste

M. Jean Auroux, ancien ministre, député de la Loire, a été élu, mercredi 10 octobre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Proche de M. Fabius, M. Auroux a recueilli, au troisième tour, 113 voix contre 109 à M. Emmanuel Jospin. M. Auroux succède à M. Mermaz, nouveau ministre de l'Agriculture. Il s'agit d'une victoire pour M. Fabius, dont les amis avaient menacé de quitter la direction du PS au cas où les partisans de M. Jospin l'auraient emporté.



Lire nos informations ainsi que l'article de PATRICK JARREAU, page 9.

## Nouvel afflux d'étudiants à l'Université

Les universités françaises vont accueillir, en cette rentrée d'octobre, au moins cent mille étudiants supplémentaires.

Cette poussée sans précédent crée les conditions d'une rentrée difficile.

Malgré le plan d'urgence décidé en janvier dernier et de réels efforts budgétaires, le gouvernement a du mal à suivre le rythme. 230 000 m<sup>2</sup> de locaux nouveaux ont été aménagés en quelques mois. Mais près du tiers de ces constructions est destiné à des formations d'ingénieurs et de techniciens. Les universités stricto sensu ne gagneront cette année que 175 000 m<sup>2</sup> de surfaces nouvelles dont 35 000 m<sup>2</sup> en location. La grande masse des étudiants va donc se retrouver plus à l'étroit encore que les années précédentes.

Explosion des effectifs, manque de locaux et insuffisance d'enseignants créent les conditions d'une rentrée universitaire très délicate et expliquent l'extrême prudence du ministre de l'Éducation nationale.

Lire dans « Le Monde Éducation » l'article de GÉRARD COURTOIS page 15 - section B

## Les petits frères des beurs

Malgré une meilleure intégration culturelle, les enfants d'immigrés maghrébins sont plus désespérés que leurs aînés

par Robert Solé

Retour à la case départ ? Neuf ans après l'embrasement des Miniguettes, la banlieue lyonnaise a connu depuis samedi de nouvelles scènes d'émeutes. Et, comme en 1981, les émeutiers étaient, pour la plupart, des enfants d'immigrés maghrébins. Il s'agit des petits frères des beurs d'aujourd'hui. Parfois, de tout petits frères, transportant des pierres dans leurs cartables. Mais, surtout, des adolescents, de quinze, seize, dix-sept ans ou davantage dont l'environnement a changé et qui voient le monde avec d'autres yeux.

C'est une nouvelle génération, sans mémoire », souligne le sociologue Adil Jazouli, qui vient de visiter une quinzaine de banlieues « chaudes » de Lyon, Marseille et Paris.

Ces jeunes ne se réclament pas du combat de leurs aînés : pour eux, la « Marche pour l'égalité » de 1983, c'est aussi loin que la guerre de 14-18. On a repeint les façades de leurs immeubles, on leur a donné des centres socio-culturels. Ils trouvent cela normal et l'accueillent comme un dû, ignorant tout ce qu'il a fallu faire pour l'obtenir. Pas de mémoire, mais pas d'espoir non plus.

Contrairement au début des années 80, où les fils de Maghrébins manifestaient une sorte de rage constructive et visaient une émancipation sociale, les émeutiers d'aujourd'hui ont le sentiment qu'ils n'ont rien obtenu.

Certains de leurs grands frères continuent encore dans ces cités de banlieue, sans travail, à la charge des familles. D'autres sont en prison. Mais d'autres encore ont réussi à s'intégrer, ne serait-ce qu'en décrochant un poste d'animateur socio-culturel après une vague formation.

Lire la suite page 14 - section B et page 2, un entretien avec M. ROLAND CASTRO

## Les luttes de pouvoir en Iran

MM. Rafsanjani et Khamenei marquent des points face aux « radicaux »

page 4

## L'Allemagne au singulier

VIII. - Des intellectuels pris de vitesse

page 8

## Tabagisme et alcoolisme

Avant le débat au Sénat, un entretien au « Monde » de M<sup>me</sup> Simone Veil

page 13 - section B

## Confusion municipale à Nice

Plusieurs conseillers, opposés au nouveau maire, ont démissionné

page 42 - section D

Une sélection d'annonces immobilières se trouve pages 38 et 39 - section D

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section D

## La mort d'Eugène Descamps

L'ancien secrétaire général de la CFDT, décédé lundi, laissera l'image d'un syndicaliste authentique

Eugène Descamps, ancien secrétaire général de la CFDT, est décédé le lundi 8 octobre à son domicile, dans la Drôme, à l'âge de soixante-huit ans.

Quelle image retient d'Eugène Descamps ? Celle du chrétien qui a été secrétaire général, « par intérim », de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) ou celle de l'humaniste qui, pendant dix ans à la tête de la CFDT, a été l'artisan de sa « déconfectionnalisation » puis de son option socialiste ?

Difficile de séparer les rôles, de distinguer « l'Eugène » de Descamps. L'homme était d'une

piton. Sa pensée ne se décollait pas. « Optimiste tragique », selon la formule d'Emmanuel Mounier, l'inquiétude et l'espérance semblaient toujours livrer combat chez lui. « C'est parce que l'injustice a broyé nos pères et nos camarades que nous sommes entrés dans le combat pour la justice et la dignité humaine », déclarait-il en 1963. L'injustice, il devait la découvrir rapidement. Né à Lomme le 17 mars 1922, dans la périphérie industrielle de Lille, Eugène Descamps est issu d'une famille ouvrière. Son père a deux cartes en poche : l'une de la CGT, l'autre de la SFIO. La tradition socialiste et laïque.

A treize ans, alors qu'il est apprenti coiffeur dans une entreprise de téléphonie, son patron lui administre une paire de gifles. Il le quitte, sur ordre de son père. Humiliation.

MICHEL NOBLECOURT

Lire la suite page 34 - section D

## PARIS - ÎLE DE FRANCE

Les Hauts-de-Seine en guerre contre la toxicomanie

Grand Stade : l'Essonne deux fois candidate

page 36 - section D

### A TOUCH OF FRED

Broche Panthère  
or et émail :  
ses yeux  
en émeraude et diamants  
vous la feront aimer  
pour la vie.

Prx : 29 500 F  
- Baby - Panthère : 19 500 F

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> - 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mériken - Espace  
« Galeries Lafayette » - Paris - Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène  
Cotté, Neuville - 22, boulevard de la Croisette, Cannes -  
Hôtel Loews, Monte-Carlo - 20, rue du Marché, Genève  
- Beverly Hills - Houston.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark-Norvège, 6 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Irlande, 180 IR ; Italie, 80 p.; Japon, 2 000 Y ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$ ; USA (autres), 2 \$.

## DÉBATS

Banlieues

## Un entretien avec M. Roland Castro

« Il faudrait créer un grand ministère de la ville »

Dans l'entretien, qu'il nous a accordé, M. Roland Castro, député (Mission Banlieues 89), explique pourquoi, selon lui, l'explosion de Vaulx-en-Velin était prévisible. Il faudrait, affirme-t-il, « créer un grand ministère de la ville ».

« Depuis l'explosion de l'été 1981 aux Minguettes à Vénissieux, non loin de Vaulx-en-Velin, rien n'aurait donc changé ? Pourtant, on a tenté de s'attaquer aux problèmes des villes et des banlieues en perdant. En pure perte, à votre avis ? »

« Ce serait pire, peut-être, si l'on n'avait rien fait. La ville, c'est un ensemble qui concerne l'éducation, la santé, la culture, la police, le travail, l'urbanisme. Il suffit qu'un maillon de la chaîne soit mal tenu et tout craque. Aux Minguettes, par exemple, nous savions, la semaine dernière, que le climat se dégradait à cause d'une situation mal gérée par la police... »

« C'est-à-dire ? »

« Il y a eu une accumulation de frustrations liées à l'assassinat d'un jeune, à la mise en liberté provisoire d'un chauffeur de taxi auteur d'un meurtre d'un gosse qui ne voulait pas payer... Tout cela s'est accumulé. Il a suffi qu'un maillon lâche, le maillon policier en l'occurrence — comme la semaine dernière, à Massy, c'était le maillon pauvreté avec des bonbonnes de gaz, — et tout a sauté. La nouveauté, à Vaulx-en-Velin, c'est qu'il y a eu une petite émeute et que

le réel a fait irruption dans le champ télévisuel.

« Vous n'avez pas l'air vraiment étonné par ce qui s'est passé à Vaulx-en-Velin ? »

« Non. Cela fait très longtemps qu'il y a à Vaulx-en-Velin, on dit et on écrit qu'un vrai danger de guerre civile menace. Que la « question sociale » est devenue aujourd'hui la question urbaine. Dans beaucoup d'entreprises, le patronat a fait de réels efforts et l'oppression est moins forte qu'autrefois. En revanche, la question urbaine est plus grave que celle du travail.

« Qu'appellez-vous la question urbaine ? »

« Il y a de plus en plus d'endroits qui sont de véritables réceptacles à problèmes : chômage, précarité de la langue, immigration récente. Tout s'accumule. La France paraît avoir découvert un de ces endroits au cours du week-end. Pourtant, on savait très bien que la police n'allait plus depuis longtemps dans certains quartiers de Marseille. On le savait, mais ce n'est jamais le moment d'en parler, parce que ça demande un temps fou. Et puis, soudain, on le voit à la télé. Avec de belles images de flammes en plus.

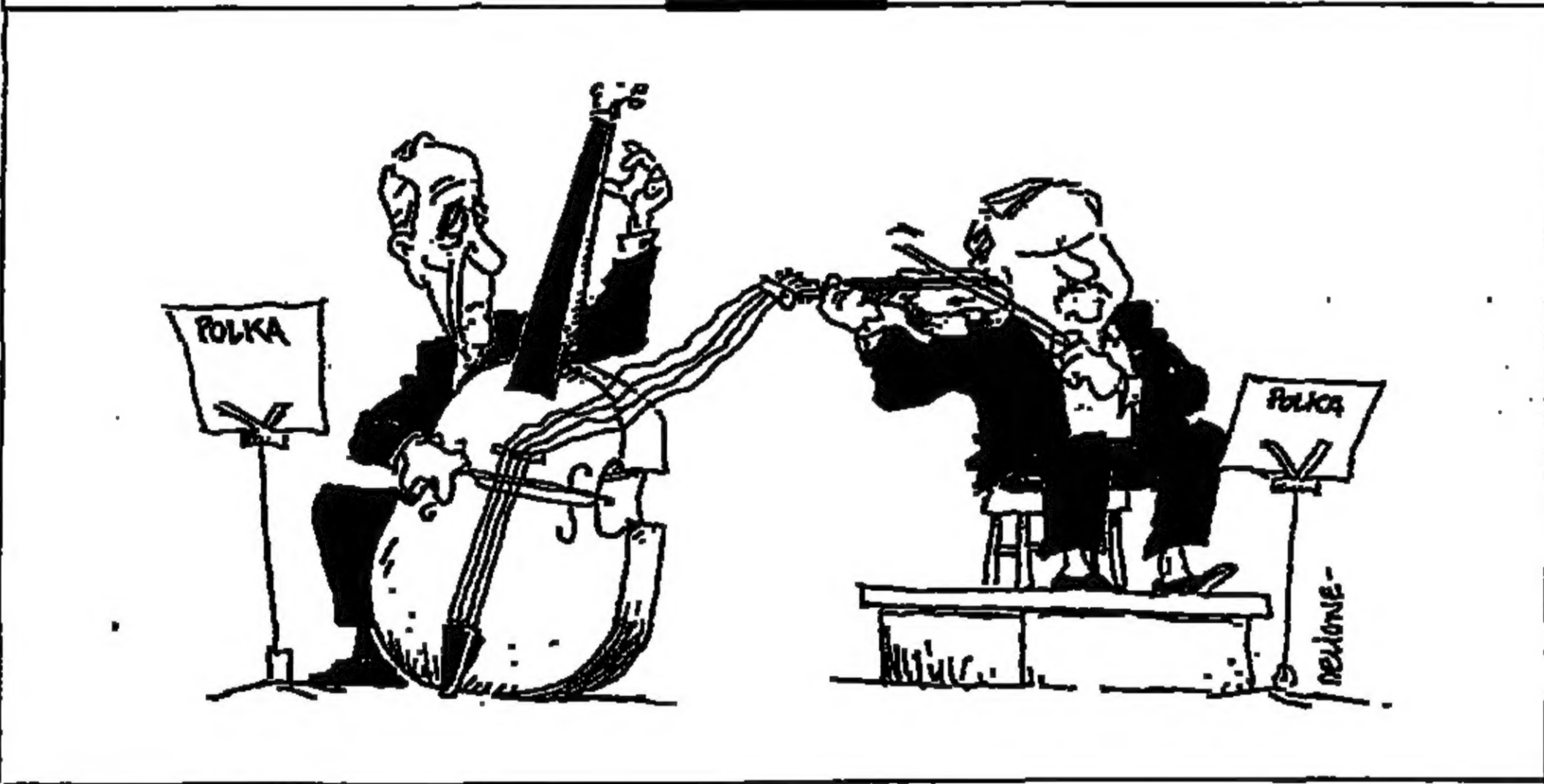
« Et l'on pense alors qu'on aurait dû regarder, écouter, savoir, prévoir, faire quelque chose. Mais quoi ? »

« Beaucoup de gens, de maires notamment, y compris celui de Vaulx-en-Velin, se sont attaqués au problème et ramont contre vents et



marées. Nous devons comprendre que nous sommes en face de deux catégories de questions : celles d'ordre législatif, et celles qui relèvent de la déshérence idéologique. Depuis dix ans, nous sommes tous « bousillés » par le discours de la performance. Depuis dix ans, on nous répète qu'il n'y a plus que les gagnants qui comptent. Le Parti communiste s'est effondré et, pour le même prix, les gens sont passés de la dictature du prolétariat au stade de pauvres types paumés dans la société. Le social est bousillé. Depuis cinq ans, l'éducation en France se fait principalement avec les feuilles de la Cinq.

## TRAIT LIBRE



Environnement

## L'Etat ne peut pas tout

par Jacques Vernier

Il était grand temps de proposer un plan national pour l'environnement. Ce n'est pas l'opposition qui s'en plaindra, elle qui n'a pas eu à rougir de l'immense œuvre législative accomplie depuis vingt ans : loi de 1964 sur l'eau, loi de 1975 sur les déchets, loi de 1976 sur les établissements industriels polluants, loi de 1976 sur la protection de la nature et les études d'impact, loi de 1987 sur les risques majeurs, création des agences de l'eau, de l'agence pour les économies d'énergie, de l'agence des déchets, de l'agence pour la qualité de l'air, du conservatoire du littoral. Toute cette œuvre lancée au cours de la décennie 70 sous l'impulsion pionnière de Robert Poujade, notre premier ministre de l'environnement, a besoin aujourd'hui d'un nouveau souffle.

L'essentiel des débats en cours porte peu ou prou sur la question suivante : l'Etat et ses règlements feront-ils tout ? La politique de l'environnement ne doit-elle pas aussi reposer sur trois autres piliers : les citoyens, les collectivités locales, une incitation économique et fiscale ?

Une politique de l'environnement ne peut exclusivement reposer sur l'Etat, ses règlements et ses contrôles. Les citoyens doivent aussi être en mesure de défendre leur environnement. Ce qui implique d'abord une amélioration des enquêtes publiques, études d'impact ou études de danger (meilleure publicité de ces enquêtes ou études, organisation d'auditions publiques, possibilité pour des associations de demander des contre-expertises à un conseil national ou régional de l'environnement indépendant et doté de moyens financiers). Ce qui implique aussi que ces conseils nationaux ou régionaux de l'environnement puissent prononcer rapidement un sursis à exécution, effectif, des ouvrages contestés. Ce qui implique, donc,

qu'on abandonne le principe juridique qui veut que la justice ne puisse ordonner la démolition d'un ouvrage public, même « mal planté », car il est tout à fait choquant que les ouvrages publics bénéficient d'une sorte d'impunité.

Dans cette optique, il faut aussi créer un véritable droit de l'environnement ayant valeur constitutionnelle, dont chacun puisse se prévaloir, même s'il n'y a pas eu infraction à un règlement administratif, même s'il y a eu passivité ou carence de l'Etat.

Il faudrait, enfin et plus que tout, une éducation à l'environnement, un véritable civisme de l'environnement. Les collectivités locales (régions, départements, communes) doivent avoir un rôle d'acteur (traiter les eaux, éliminer les déchets, gérer les parcs naturels) ou de planificateur (schémas d'aménagement des déchets, inventaires des paysages ou des sites à protéger...), mais il ne faut pas leur confier la police de l'environnement (ni la définition des normes ni leur contrôle sur le terrain). L'Etat, meilleur garant des intérêts lointains ou futurs, doit assurer le gardiennage du patrimoine naturel, comme il assure le gardiennage du patrimoine monumental.

On a créé les agences de bassin hydrographique pour éviter de découper les cours d'eau en rondelles départementales : il serait aberrant de faire peu ou prou le chemin inverse. Imagine-t-on d'ailleurs un président de conseil général sanctionnant les maires qui ne construiraient pas leur station d'épuration ou qui exploiteraient une décharge sauvage ?

Enfin on court le risque que les régions, départements ou communes, eux-mêmes réalisateurs d'ouvrages publics importants, soient dans bien des affaires juges et parties. Seule exception peut-être, le bruit, phénomène très local, où l'on peut penser

qu'un maire sera un bon arbitre entre des intérêts locaux divergents.

A propos des incitations économiques et fiscales, les redevances perçues par les agences de l'eau, ou sur les avions, ou sur certains polluants atmosphériques, ont fait la preuve de leur efficacité.

L'opposition n'est pas hostile à ces taxes ou redevances, à condition qu'elles viennent se substituer et non se rajouter à la fiscalité existante (à l'image de l'Allemagne qui a remplacé sa vignette sur les automobiles par une taxe assise sur la pollution). Par exemple un « libéral » ne peut pas être hostile au fait qu'on taxe toutes les matières plastiques chlorées (PVC ou autres) qui se dissolvent dans l'environnement ou renchérissent sensiblement le prix d'incinération des déchets.

D'ailleurs, il peut s'agir, le cas échéant, non pas de taxes supplémentaires, mais de déductions de taxes ou de subventions pour des produits ou productions écologiques, comme on l'a fait pour l'essence sans plomb, comme certains pays le font pour des voitures allant au-delà des normes de pollution légales, comme certains voudraient en France supprimer la taxe foncière sur certains terrains pour protéger les zones humides ou les forêts, comme il existe des aides européennes pour les technologies industrielles propres ou pour des pratiques de production agricole moins intensives. Il peut s'agir, enfin, de mécanismes financiers de consignes, comme la consigne que le Danemark et l'Allemagne ont mise en place sur les bouteilles en plastique et comme celles que l'on pourrait imaginer sur les batteries ou sur bien des produits recyclables.

► Jacques Vernier, maire de Douai, est porte-parole de l'Union pour la France (UPF) pour les problèmes d'environnement.

« Ce bain idéologique a déchiré le tissu social et provoque une véritable crise morale qui empêche toute ambition affichée sur l'avenir de la ville. A Banlieues 89, et avec d'autres — avec la délégation interministérielle à la ville, dirigée par Yves Dauge, avec Gilbert Bonnemaison, — nous nous battons sur des concepts simples tels que l'égalité urbaine, le droit à la ville pour tous, le refus de l'exclavement. Nous voulons que toutes les parties de la ville soient belles. Et, pendant ce temps-là, on apprend qu'un congrès du PS à Rennes, l'ambition politique se réduisant au choix entre Jospin et Fabius. Entre Aoun et Geagea... »

« Et il n'y a pas que les élus politiques. L'administration française touche au pathétique : elle a atteint le degré absolu de l'incompétence. Le jour même où un projet de réhabilitation d'un quartier est lancé, il nous arrive d'apprendre que, dans la zone d'éducation prioritaire (ZEP), de ce même quartier, cinq professeurs sont retirés des effectifs !... »

« Quels remèdes proposez-vous ? »

« Six mesures d'ordre législatif. D'abord, organiser une vraie mobilisation politique. La gauche doit retrouver son identité : elle doit secouer les organismes d'HLM et faire obéir les administrations au droit et à l'œil sur ces questions-là. La suppression des poches de pauvreté, des poches d'exclusion, des poches de guerre civile, ce doit être une grande cause nationale qui mobilise tout le monde. On devrait même jumeler des villes françaises entre elles, Neully avec Montfermeil, par exemple... »

« Deuxième mesure : renouer un peu avec le jacobinisme pour obliger toutes les communes — je dis bien toutes — à construire des HLM et à loger les étrangers. Les étrangers sur notre territoire, c'est notre destin, notre histoire, notre grandeur. On ne reviendra jamais là-dessus. Il faut organiser leur accueil partout.

« Le système d'aide au logement doit être revu pour ne pas « ghettoïser » des immeubles entiers. La réhabilitation est une dette sociale. Elle ne doit pas se traduire par une augmentation des loyers.

« La péréquation de la taxe professionnelle est nécessaire pour éviter que les communes pauvres deviennent de plus en plus pauvres, et l'attribution des dotations de l'Etat aux communes doit briser la routine.

« Pour ce qui me concerne, j'ajouterais, en sachant que j'ai pu de chance d'être entendu aujourd'hui, le droit de vote des résidents étrangers lors des élections municipales. Parce que c'est avec des citoyens qu'on fera des villes, et non avec des assistés.

« Enfin, pour authentifier ce projet, il faudrait créer un grand ministère de la ville. Actuellement, un contrat de ville met en jeu dix-huit ministères ! Les budgets seraient réunis en un seul. Douze milliards de francs suffiraient. L'équivalent de 1 % du budget total de la nation. Comme la culture, en somme.

« Après quasiment une décennie de pouvoir de la gauche, il serait temps... »

« Il ne faut pas exagérer. Nous ne sommes tout de même pas dans une situation de type américain. Les tribunaux de Vaulx-en-Velin ne siègent pas toute la nuit comme ceux du Bronx à New-York. Du travail a été fait, mais plutôt dans le genre bricolage catholique social. Deux grandes causes nous attendent : faire de l'école le creuset de la laïcité et le moyen d'accès à la culture, et transformer la ville en un lieu où se fabriquent les citoyens. Observez : plus les villes sont pourries, plus il y a d'abstentions lors des élections et plus il y a de votes Le Pen. C'est qu'il y a une désertion de la citoyenneté.

« La ville comme grand dessein, est-ce possible en temps de crise ? »

« Nous sommes un pays riche qui pourrait consacrer 1 %, voire 2 % et pourquoi pas 3 % à la ville. Encore faut-il que les politiques comprennent l'enjeu et que les hauts fonctionnaires ne mettent pas de bâtons dans les roues. Quand je vois les gens du ministère du budget trancher de tout sans jamais aller sur place, quand je vois les énarques passer leur temps à s'entretenir pour faire avancer leur carrière, alors qu'ils devraient réinventer chaque jour le service public... Comment s'étonner alors que tout dans notre pays soit devenu froid, technique, sans âme, et qu'il faille des brasseurs comme celui de Vaulx-en-Velin pour que les yeux se dessillent un peu ? »

Propos recueillis par CHARLES VIAL

Golfe

## Les amis des opprimés

par André Bercoff

« MON Dieu, gardez-moi de mes amis : mes ennemis, je m'en charge. » L'aphorisme n'a jamais été aussi vrai qu'en cette crise du Golfe, devenue, comme tout événement d'importance, l'auberge espagnole des fantasmes géopolitiques, stratégiques ou idéologiques des glorieux combattants du front de Seine.

L'assimilation manichéenne bat son plein : on évoque la crise de Suez, l'expédition franco-anglo-israélienne, la lutte séculaire Occident-tiers-monde pour faire resurgir l'image d'un peuple arabe uni et décidé derrière Saddam Hussein face aux visages pâles ayant renoué avec leurs vieilles tares coloniales. Il pleut des imbecillités premières, tendez vos rouges tabliers.

Quand M. Saddam Hussein gaze cinq mille hommes, femmes et enfants kurdes à Halabja, s'agit-il d'un conflit Nord-Sud ? Quand M. Hafez el-Assad passe au fil de l'épée vingt-deux mille frères musulmans avec leurs familles dans sa bonne ville de Hama, est-ce un nouveau chapitre d'une guerre coloniale ? Quand le petit roi de Jordanie massacre des milliers de Palestiniens un certain mois de septembre 1970, porte-t-il la casquette du père Bugaud ou l'uniforme des marines ?

Ne répondez pas tous à la fois. Il y a, dans cette manière d'évoquer « les Arabes », « le peuple arabe », « les masses arabes » quelque chose d'obscur, pis de radicalement méprisante à l'égard desdits Arabes dont on est censé être « les amis ». Car enfin, à les croire unis comme un seul homme derrière un dictateur monomaniacal, on les prend vraiment pour un conglomérat de moutons de Panurge en train de défilier martèlement vers l'abattoir. Ce n'est pas parce que,

aujourd'hui, en Orient, les voix des poètes, des intellectuels, des artistes, des chercheurs, des professeurs, des membres de famille sont complètement occultées par le fracas des armes, qu'il faut confondre les vassaux du Raïs avec les lanterniers d'une Renaissance perpétuellement avortée par ses ranciers-vous manqués avec la bonne vieille dénicheuse.

Il faudrait enfin dire à ces hermétiques qui, du haut de leur liberté d'expression et de leurs aérolopes fromagères, prétendent donner des leçons à la terre entière, que les vieux schémas d'affrontement Nord-Sud passent désormais par la nécessité d'un finir avec le règne des Nérons pétroliers, des Caligula du désert ou des Mussolini de la forme et du djihad.

Quand j'entends certains expliquer que l'Irak, comme les jacobins, exporte la révolution à coups de balonnetto, je me demande s'il ne serait pas temps d'organiser un téléthon pour un certain nombre d'intellectuels qui ne se sont jamais consolés de la perte de leurs anciens maîtres à penser.

Il n'y a pas « les Arabes », « les juifs », « les Français », « les Papous » : il y a des Arabes, des juifs, des Français, etc. Bons et mauvais, lâches et courageux, fanatiques et tolérants : à chacun son destin et ses choix.

La vieille stratégie du Polaroid totalitaire et réducteur a rendu l'âme à Berlin comme à Santiago, à Moscou comme à Buenos Aires. Il est tragiquement dérisoire qu'elle demeure encore dans les têtes de certains « zéms des opprimés » qui ne se consolent pas de la perte brutale de leur fond de commerce. Il est tout de même permis de préférer des changements d'attitude à des morts en foultitude.

► André Bercoff est écrivain.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY  
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
conclue à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M.-Gautier  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

## Le Monde

André Fontaine, président  
François Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Orléans,  
directeur du développement  
S. rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F  
Tél. : 45-55-04-70 - Société filiale  
du journal Le Monde et Régie Presse SA

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composées 38-16 - Tapes LEMONDE  
ou 38-15 - Tapes LM

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vale normale-CEV
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :  
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

1501 60 11 1990

# ÉTRANGER

Après la tuerie de Jérusalem

## M. George Bush appelle Israël à faire preuve d'une « plus grande modération »

Le président américain George Bush a « déploré » mardi 9 octobre la fusillade de Jérusalem. Il a toutefois refusé de lier les événements de lundi - et plus généralement la question palestinienne - à ceux de la crise du Golfe.

« Très attristé » par « ces pertes inutiles en vies humaines », qui « ne doivent pas se reproduire », M. Bush a estimé que « les forces de sécurité israéliennes doivent être mieux préparées et agir avec une plus grande modération, en particulier quand il est question de recourir à la force ».

Selon M. Bush, le bain de sang de Jérusalem ne devrait pas entraver le consensus international à propos de l'invasion du Koweït. « Je ne crois pas que [M. Saddam Hussein] réussira à utiliser ce terrible incident pour lier les deux questions (...) La logique [du lien] tombe complètement à plat », appelant toutes les parties au

« calme ». Le président américain s'est d'autre part déclaré confiant face au ton de la communauté internationale à l'égard de la question palestinienne, devant le refus de l'Irak d'évacuer le Koweït.

Sortant d'une rencontre avec M. Bush, le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Faycal, a déclaré à Washington que les deux pays « déplorent cet incident, qui devrait nous servir à ouvrir ensemble et à coopérer pour mettre un terme à la crise du Golfe, afin que la communauté internationale et nos deux pays puissent se tourner vers la question de la paix et de la stabilité au Proche-Orient ».

La modération de la réaction saoudienne contraste avec le ton employé dans les autres capitales arabes. Et surtout avec celui de l'O.P., qui a demandé une réunion d'urgence du Conseil ministériel de la Ligue arabe.

S'élevant contre le soutien américain à l'État hébreu, M. Yasser Arafat a demandé mardi au président Bush depuis

Tunis s'il allait encore user de son droit de veto « pour protéger Israël ». Il a appelé la communauté internationale à soutenir le peuple palestinien dans sa tragédie et à assurer une protection urgente des lieux saints de Jérusalem et des populations palestiniennes, victimes d'une vague de crimes les plus abjects, perpétrés par les colons israéliens et les militaires.

Le chef du Front de libération de la Palestine (F.L.P.), M. Abou Abbas, a affirmé mardi à Bagdad que le Conseil central de l'O.P. allait étudier ce mercredi l'éventualité d'armer les populations palestiniennes à l'intérieur des territoires occupés.

L'ambassadeur du Koweït aux Nations unies a comparé la tuerie de Jérusalem à l'invasion de l'Émirat : « Nous ne connaissons que trop bien les souffrances de ce peuple sans armes. (...) Nous subissons une épreuve très douloureuse mais nous n'abandonnerons jamais le peuple palestinien à son sort ». L'ambassadeur égyptien a déclaré qu'Israël ferait une « grosse erreur » en cherchant à « utiliser la crise du

Golfe pour déformer la réalité de la crise palestinienne ». Le carnage de Jérusalem prouve incontestablement que l'occupation est la source de tous les maux au Proche-Orient.

À Téhéran, le président Rafsandjani a dénoncé mardi l'« odieuse crime commis par le régime sioniste », s'étonnant de l'attitude de l'Occident qui, selon lui, n'a pas accordé « l'importance nécessaire » à ce problème alors qu'il l'a fait pour le Koweït. À Beyrouth, le chef spirituel des musulmans pro-iraniens, Cheikh Mohammed Hussein Fadlallah, a déconseillé aux Palestiniens de recourir aux armes pour lutter contre Israël « dans la situation actuelle ». « Je ne pense pas qu'un recours aux armes contribue à la situation actuelle car il donnerait aux Israéliens un prétexte pour élargir l'intimidation par la force ».

Les événements de Jérusalem sont également dénoncés à travers le monde : Pékin et Moscou les ont « condamnés », le porte-parole de M. Gorbatchev demandant que l'ONU « manifeste la même unité et la même cohésion dans son

approche de la situation dans les territoires occupés que (...) sur l'agression irakienne contre le Koweït ».

En Europe occidentale, où la plupart des capitales ont fait état de leur émotion, la CEE a reproché à Israël son « usage excessif de la force », qu'elle juge « inacceptable ». « Consternés », les Douze ont estimé que ce drame « souligne une nouvelle fois la nécessité de résoudre le problème palestinien avec justice », soutenant « le principe de la convocation d'une conférence internationale de paix » au Proche-Orient sous les auspices de l'ONU. À Paris, la commission politique de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a exprimé « son horreur et son indignation » face à la « répression meurtrière », estimant que « le droit international doit être respecté partout ».

Enfin, à Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé un « appel pressant » à Israël afin que « cesse l'usage des munitions de guerre à l'encontre des civils ». (AFP, Reuters, AP)

## Le silence embarrassé du gouvernement de M. Shamir

Les Palestiniens enterrent leurs morts et de nombreux Israéliens demandent des comptes à la police

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Comme la consigne semble être de garder le profil le plus bas possible, aucun des hauts responsables de l'État n'a pris la parole, mardi 9 octobre, pour fournir de plus amples explications sur les événements de la veille sur le mont du Temple.

Si des silences ont valeur d'aveu, ce mutisme témoignerait que le gouvernement de M. Shamir est conscient qu'une tragédie pour d'appréciation a été commise par une police mal préparée à faire face à des milliers de manifestants.

La presse, plusieurs députés - de la majorité et de l'opposition - et certains responsables de la sécurité réclament des explications. La police avait bénéficié à l'avance, disent-ils, de suffisamment d'informations pour anticiper la journée qui allait être tendue.

Depuis vendredi dernier, certains imams avaient bel et bien appelé à une mobilisation pour protester contre les agissements des « Fidèles du mont du Temple ». Chaque année, en cette même période de la fête juive de Sukkot, ce groupe d'extrémistes religieux ultra-nationalistes se livre aux mêmes gesticulations, manifestant son intention d'affirmer la souveraineté israélienne sur l'esplanade des Mosquées.

L'opposition et la majorité parlementaires acceptent en général la version officielle des événements, selon laquelle les policiers n'ont ouvert le feu que lorsqu'ils se sont estimés en danger de mort - vraisemblablement au moment où les manifestants ont submergé le commissariat de police se trouvant à l'une des entrées de l'esplanade après avoir bombardé à coups de pierres les fidèles juifs réunis devant le Mur des lamentations.

Mais éditorialistes et députés ne comprennent tout de même pas pourquoi le nombre de policiers et de gardes-frontières était ce jour-là plus réduit encore que celui des effectifs habituellement déployés en des circonstances « normales ».

Chacun savait - ou aurait dû savoir - que plusieurs milliers de

pèlerins de Sukkot, israéliens ou étrangers, se rendraient au mur des Lamentations, cependant que plusieurs milliers de musulmans se réuniraient au même moment, quelques mètres plus haut, sur l'esplanade des Mosquées.

Le chef de la police, M. Yacov Ternier, dont il n'est pas certain que la carrière à ce poste soit très longue, a démenti qu'il ait disposé à temps d'informations suffisamment claires sur la situation dans la Vieille Ville. Il a refusé l'ensemble des critiques et affirmé que la police « n'avait aucunement l'intention de servir de bouc émissaire dans cette affaire ».

Etat d'alerte maximum

Peut-être s'agit-il moins, d'ailleurs, d'une question d'« informations » que de « perception ». Pour nombre d'Israéliens, les pèlerins d'un groupe comme celui des « Fidèles du mont du Temple », dont les membres, déguisés en robe blanche, affichent leur intention d'aller reconstruire « le troisième Temple » sur l'esplanade des Mosquées, relèvent d'un folklore sans conséquence.

Après tout, la police n'a-t-elle pas toujours réussi - cette année encore - à les contenir et à leur interdire de manifester trop ostensiblement sur le Haram-Al-Sharif (nom arabe de l'esplanade des Mosquées) ? Après tout, la Cour suprême n'a-t-elle pas récemment fixé de nouveaux des limites aux activités de ce groupe ?

Le problème est qu'il n'est pas certain que la population palestinienne lise avec attention les arrêtés de la Cour suprême israélienne et que les « Fidèles du mont du Temple » ont, à ce jour, toujours bénéficié d'une extrême mansuétude de la part des autorités. Le problème est encore que la plupart des Palestiniens prennent très au sérieux les agissements de ce groupe, effectivement « perçu » par eux, à tort ou à raison, comme une menace immédiate pour les lieux saints

musulmans - après tout, les « fous » n'ont pas manqué qui ont déjà tenté de s'en prendre aux mosquées du Haram...

Et il n'est pas impossible que la population palestinienne ait été renforcée dans ses convictions par M. Itzhak Shamir lui-même : quelques jours plus tôt, il avait publiquement annoncé qu'un nouveau quartier juif allait être édifié au beau milieu de la Jérusalem arabe, entre le mont des Oliviers et le mont Scopus. Pour avoir émis cette hypothèse, le maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, s'est fait rudoyer par le premier ministre, qui a catégoriquement démenti que ses propos aient pu contribuer à une quelconque détérioration du climat. Affaire de « perception », sans doute...

Dans les heures qui ont suivi le drame du mont du Temple, les autorités n'ont eu qu'une seule crainte, celle de réactions en chaîne dans les territoires occupés, avec l'engrenage de la violence, de nouveaux morts et une situation politico-diplomatique intenable. Le déploiement militaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est à la mesure de l'inquiétude du gouvernement. C'est l'état d'alerte maximal avec près d'un million et demi de Palestiniens sous couvre-feu, alors qu'un tract de la Direction unifiée du soulèvement (l'O.P.) appelle la population à « tuer soldats et colons en Palestine ».

Grève générale de deuil

Dans la partie arabe de Jérusalem, la grève générale de deuil était strictement observée : rues désertes, drapeaux noirs piqués çà et là. Alentour, les villages palestiniens de Silwan, Issawiya, Jebel Moukaber - où depuis trois semaines des affrontements avec l'armée ont lieu presque chaque nuit - étaient sous quasi-couvre-feu. Dans la Vieille Ville, il y a eu de nouveaux accrochages, et des grenades lacrymogènes ont été

lancées en direction du grand multi de Jérusalem - un homme de quatre-vingts ans - avant que le gouvernement ne décide dans la soirée de rouvrir l'esplanade des Mosquées et d'en rendre les clés au Waqf (les autorités islamiques). Le quartier juif était, en revanche, en pleine activité et des milliers de personnes se pressaient au mur des Lamentations.

La tension était le plus sensible là où la population avait le droit de manifester : dans le secteur arabe d'Israël, principalement en Galilée, chez les Arabes israéliens. Sans que la situation ne dégénère en affrontements avec les forces de l'ordre, il y eut des attroupements, des cortèges et de brèves manifestations.

Le débat à l'ONU sur les territoires occupés

## Les États-Unis prêts à condamner la « violence israélienne »

Le Conseil de sécurité des Nations unies après avoir poursuivi tard dans la nuit de mardi 9 au mercredi 10 octobre ses consultations sur l'éventuelle adoption d'une résolution après les incidents sanglants de Jérusalem qui ont fait 21 morts et 150 blessés, a remis à mercredi la suite des débats.

Deux textes étaient à l'étude, l'un émanant des États-Unis, l'autre du Yémen, bénéficiant du soutien de tous les pays non alignés du Conseil. Ces deux textes demandent, de façon différente, une enquête des Nations unies sur les affrontements de lundi entre manifestants palestiniens et forces de l'ordre israéliennes.

Le projet yéménite, tout en « déplorant les actes de violence commis par les autorités israéliennes », prévoit d'établir une commission de trois membres du Conseil de sécurité et de l'envoyer immédiatement afin d'examiner la situation présente à Jérusalem.

Le projet américain « condamne la violence et particulièrement la réponse excessive israélienne ». Il

« demande » au secrétaire général de l'ONU d'envoyer une mission dans la région pour enquêter (...) ainsi que de lui faire un rapport rapidement, dès le retour de la mission ».

Le texte américain est un « grand pas en avant », explique-t-on dans les milieux diplomatiques, dans la mesure où, pour la première fois depuis longtemps, il condamne en termes à peine voilés Israël. La dernière fois que Washington avait souscrit à une « condamnation » d'Israël, c'était en 1982 lors de l'invasion du Liban par l'armée israélienne.

Toutefois, note-t-on de même source, si les États-Unis vont plus loin qu'on ne s'y attendait, il n'est pas certain que leur texte soit accepté par les pays arabes. Le projet de résolution condamne en effet Israël mais préconise l'envoi d'une mission d'enquête par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar et non par le Conseil de sécurité, seul habilité à prendre des mesures contraignantes. (AFP, Reuters)

Haq cite des témoins assurant que « des soldats ont tiré sans avoir été provoqués et alors même qu'aucun désordre sérieux n'avait lieu ».

La plupart des morts et des dizaines de blessés graves ont été touchés à balles réelles soit à la tête, soit dans la partie supérieure du corps, a-t-on indiqué de source médicale européenne. Deux femmes figuraient parmi les victimes, qui ont été enterrées dans la nuit de lundi à mardi.

« Chirurgie de guerre »

Le nombre des blessures à la tête a surpris les milieux médicaux occidentaux travaillant dans les deux principaux hôpitaux palestiniens de Jérusalem : « C'était vraiment de la chirurgie de guerre ». De même source, on a confirmé que des grenades lacrymogènes avaient été tirées dans la cour de l'hôpital Makassed et dans l'aile abritant la maternité lors des affrontements entre soldats et familles des victimes. On a aussi précisé qu'une ambulance a essuyé les tirs des soldats : une infirmière palestinienne qui se trouvait dans le véhicule a eu le bras déformé par une balle.

ALAIN FRACHON

La commission d'enquête de la police sera remplacée par un organisme « indépendant ». Le ministre israélien de la police, M. Ronni Milo, a annoncé mardi soir la dissolution de la commission d'enquête de la police créée pour examiner les circonstances de la fusillade de lundi. Elle sera remplacée par une commission « indépendante », a-t-on appris de source officielle à Jérusalem. M. Milo, qui, quelques heures plus tôt, avait lui-même nommé les membres de la commission de la police, a estimé que les conclusions de celle-ci seraient fatalement considérées comme douteuses, compte tenu de sa composition. (AFP)

Sans établir de lien avec la crise du Golfe

## La France souligne la nécessité d'une conférence internationale sur la question palestinienne

Les « événements graves » qui se sont produits à Jérusalem imposent que les Nations unies « se prononcent rapidement », a déclaré mardi 9 octobre le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine. « On ne peut attendre pour cela que les résolutions du Conseil de sécurité concernant la question Irak-Koweït soient appliquées. C'est la responsabilité du Conseil de mettre en œuvre le droit qu'il a défini, la comme ailleurs », a-t-il expliqué. L'important, a encore estimé M. Védrine, est d'engager le processus qui « aboutira le moment venu à la réunion d'une conférence internationale » englobant les problèmes palestiniens, israéliens et libanais. « On n'a pas de raison d'établir un

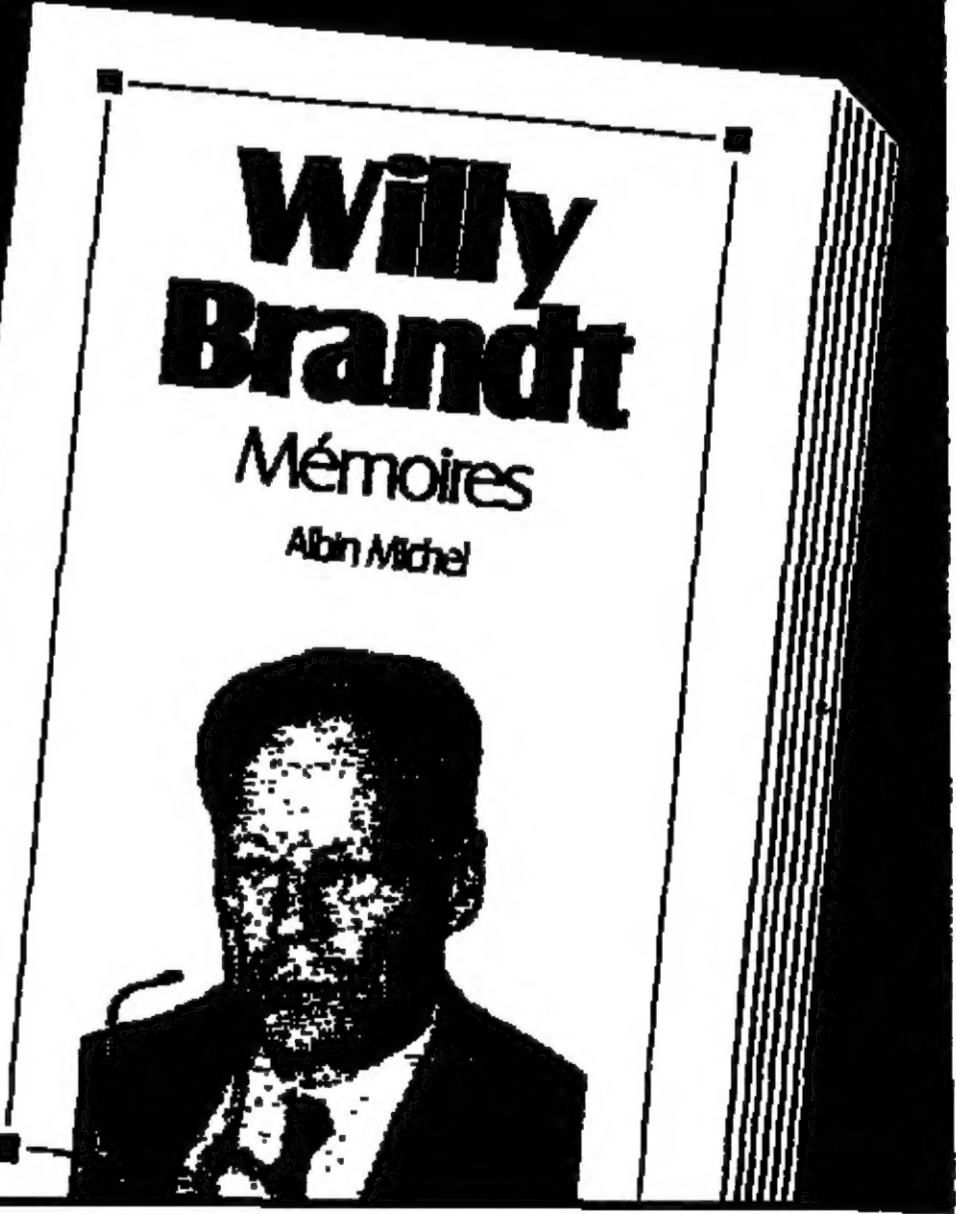
lien chronologique [entre la question palestinienne et celle du Golfe], a encore précisé M. Védrine. Si le problème se pose aujourd'hui, c'est dès aujourd'hui que la France dit qu'il souligne la nécessité absolue de cette conférence internationale ».

Le porte-parole de l'Elysée a déclaré que cette position était différente de celle des dirigeants irakiens ou palestiniens qui réclament que l'ensemble des problèmes du Proche-Orient soient traités au sein d'une même conférence : « Nous ne proposons pas plus qu'avant que, dans une grande conférence, on mélange tous les sujets. Plusieurs problèmes se posent ou se reposent en même temps. Cela ne

veut pas dire que la thérapie soit la même et qu'on fasse une jonction des plans ».

La « différence d'approche » avec les États-Unis sur la question israélo-palestinienne ne remet pas en cause la cohésion démontrée par le Conseil de sécurité de l'ONU à propos de la crise du Golfe, a encore dit M. Védrine. « Malheureusement la cohésion de la communauté internationale reste à créer sur le problème du Proche-Orient. En attendant elle s'expose au reproche de faire deux poids deux mesures. On ne pourra pas reprocher cela à la France », a-t-il enfin estimé.

UN ÉVÉNEMENT :  
LES MÉMOIRES DE  
WILLY BRANDT  
ENFIN PUBLIÉES.



# PROCHE-ORIENT

Après la tuerie sur l'esplanade des Mosquées

## M. Saddam Hussein a appelé à une « action arabe pour libérer Jérusalem »

Dans le discours lu, mardi 9 octobre, à la télévision par le présentateur habituel, le président Saddam Hussein a affirmé que l'Irak est parvenu à fabriquer un nouveau missile d'une portée de « plusieurs centaines de kilomètres ». Il a également appelé à une « action arabe » pour « libérer Jérusalem, prisonnière et triste ».

Le missile cité a été baptisé par le président irakien « Al Hijra », ce qui signifie « la pierre », en référence à l'intifada. Le chef de l'Etat irakien n'a donné aucune indication sur les performances de ce nouvel engin.

Faisant référence aux affrontements sanglants survenus la veille sur l'esplanade des Mosquées, M. Saddam Hussein a ensuite estimé que « Jérusalem, prisonnière et triste, ne sera pas guérie de ses blessures par des paroles ou des condamnations ». « Une action arabe est seule capable de soigner ses blessures, de briser le joug et de la libérer », a-t-il ajouté.

« Pour nous les Arabes, seule une action rapide, claire et bien déterminée est susceptible d'apaiser nos cœurs qui ont été affligés par ce qu'ont subi nos frères en Palestine », a-t-il poursuivi. « Cette action est la seule qui peut bouger les occupants hors des lieux saints des Arabes », a-t-il conclu. Il a aussi sommé les Israéliens de quitter « la Palestine » et les forces de la coalition occidentale déployées en Arabie saoudite de quitter les « sanctuaires sacrés de l'Islam ».

« Vous n'avez d'autre recours que celui de quitter la Palestine et les lieux saints des Arabes, comme les troupes américaines et leurs alliés n'ont d'autre choix que de quitter les terres saintes des Arabes et des musulmans », en Arabie saoudite, a-t-il encore déclaré. « Quittez nos terres, vous les tyrans. Autrement, deviendrez de vous ce qu'il adviendra », a-t-il menacé. « Le sang ne vous permettra pas de conserver la terre de Palestine », a conclu le président irakien.

M. Saddam Hussein a encore affirmé que les Arabes et les musulmans n'ont pas « à se précipiter des équipements et des armes sophistiquées que les Américains ont installés dans la région, croyant qu'ils sont capables de vaincre la volonté des Irakiens et des Arabes ».

Evoquant une réunion du commandement de l'armée irakienne qu'il a présidée lundi, il a déclaré avoir demandé à ses hommes « de se creuser la cervelle au maximum pour faire face aux armes et aux

équipements les plus complexes en ayant recours à des procédés simples ». « Plus vos armes sont lourdes, plus votre orgueil s'accroît et plus vos fautes s'accumulent, et ceux qui commettent des fautes tombent dans l'abîme où ont déjà chu le Crésus du Koweït [l'émir Jaber] et ses alliés lorsque leurs coffres-forts ont débordé de richesses illégales », a-t-il conclu.

De son côté, dans un communiqué, le ministère irakien des affaires étrangères a réitéré mardi son appel à un règlement « global » des problèmes du Proche-Orient, conformément à « l'initiative » proposée le 12 août par le président Saddam Hussein, et a exhorté les Arabes à « ne pas se contenter de condamnations verbales » au sujet de la tuerie de Jérusalem.

Le communiqué estime que « le nouveau crime commis par le régime sioniste illustre la politique

de deux poids-deux mesures pratiquée par les grandes puissances, et d'abord par les Etats-Unis. La protection américaine encourage l'entité sioniste à persister dans la pratique de ces crimes et dans le défi des droits de l'homme et du droit international. (...) L'Irak exhorte la nation arabe à ne pas se contenter de condamnations verbales (car) de tels procédés n'ont jamais pu mettre un terme aux crimes passés et ne pourront prévenir les crimes ultérieurs ».

Le communiqué invite enfin « les Arabes et tous les peuples et Etats épris de liberté à mettre l'accent, comme l'a fait l'Irak, sur la nécessité d'entamer tout de suite l'examen de tous les problèmes de la région conformément à des principes et des critères communs, et sur la base de l'initiative du président Saddam Hussein ».

## Le nouveau missile irakien

L'annonce de M. Saddam Hussein, selon laquelle l'Irak posséderait un « nouveau missile balistique d'une portée de plusieurs centaines de kilomètres », a de quoi laisser perplexes les services de renseignement militaires. Toutefois les Irakiens disposent d'une panoplie de missiles de moyenne et longue portée - 300, 600 et 900 kilomètres - bien connus des spécialistes occidentaux, la menace ne peut être sous-estimée.

A l'époque où la première fusée de fabrication irakienne destinée à la mise en orbite de satellites a été lancée, en décembre 1989, de la base d'Al-Anbar, l'armée irakienne avait déjà annoncé la mise au point de deux types d'engins balistiques d'une portée de 2000 kilomètres, fabriqués « sans l'intervention d'aucune partie étrangère » (le Monde du 9 décembre 1989).

Composée de trois étages, la fusée lancée en décembre dernier doit sans doute beaucoup au missile soviétique Scud (un engin mono-étage de 63 tonnes de poussée à propergols liquides), et au missile argentin Condor-2. La nouvelle arme annoncée par Saddam Hussein pourrait être le missile Tamouz-1, de 2000 kilomètres de portée, dérivé de ce premier

engin. Les Irakiens ne l'ont apparemment pas encore essayé.

Mais, selon des experts occidentaux, il pourrait être propulsé par des moteurs à propergol solide, d'utilisation très rapide. Les Irakiens développent également un autre missile à propergol solide, de 250 kilomètres de portée. Mais nul ne sait s'il est opérationnel.

Mais il ne suffit pas de savoir lancer un engin. Il faut encore lui assurer la capacité d'atteindre sa cible avec une précision suffisante. Autrement dit savoir le doter d'un système de guidage embarqué (centrale à inertie) réellement performant. Or le président irakien n'a fourni aucune indication sur les performances du missile Al-Hijra.

Les spécialistes, qui soulignent que les missiles irakiens envoyés sur l'Iran avaient une précision de l'ordre du kilomètre, en sont donc, sur ce point, réduits aux suppositions.

D'autre part, les Irakiens sont-ils capables d'équiper leurs missiles de têtes chimiques qui, selon certains spécialistes, ne seraient pas plus difficiles à mettre au point que l'arme à explosif gazeux dont ils disposeraient déjà selon le Los Angeles Times (le Monde du 7-8 octobre).

Ca. V.

IRAN : l'élection de l'Assemblée des experts

## Coup de force des pragmatistes menés par MM. Rafsandjani et Khamenei

L'élection le lundi 8 octobre de la nouvelle Assemblée des experts religieux (mojtaheds), chargés de choisir le « guide » de la République islamique, a été marquée par un net succès des pragmatistes. Cette victoire n'a cependant été rendue possible que grâce à un véritable coup de force préparé au cours des trois derniers mois par le tandem Rafsandjani-Khamenei au pouvoir à Téhéran depuis la mort de l'imam Khomeiny.

Elue pour la première fois en décembre 1982, l'Assemblée des experts, dont le mandat est de huit ans, est l'un des instruments essentiels mis en place par Khomeiny pour assurer la pérennité de la République islamique, de ses institutions et de leur orientation religieuse.

Bien que fort discrète, elle joue un rôle primordial puisqu'elle définit, théoriquement du moins, le droit de démettre le guide. Il était donc prévisible que les successeurs de l'imam fassent tout pour mieux la contrôler.

Les premières mesures dans ce sens ont été prises en juillet dernier, lorsque les experts religieux ont - à l'instigation probable du pouvoir - modifié le règlement intérieur de l'Assemblée et décidé que la candidature des mojtaheds désireux d'en devenir membres devait être validée par les six religieux qui font partie du Conseil des gardiens de la Constitution.

Ces derniers, qui appartiennent au courant conservateur du clergé et ont été désignés par l'ayatollah Khomeini, se sont aussitôt empressés de déclarer que seuls ceux qui avaient des connaissances religieuses suffisantes et une réputation de vertu sans tache pourraient être désignés comme candidats... après avoir été au préalable examinés par eux.

Une exigence humiliante devant laquelle ont refusé de s'incliner nombre de mojtaheds aux savoirs et vertus unanimement reconnus. C'est ainsi que plusieurs d'entre eux, dont l'ayatollah Mousavi Ardebili, qui avait occupé pendant près de dix ans le poste de juge suprême de la République islamique, et l'ancien procureur, l'ayatollah Khomeini, le mentor des étu-

dians de la ligne de l'imam, ont refusé de comparaître devant leurs examinateurs et se sont désistés. D'autres, dont l'actuel président du Parlement Mehdi Karubi et l'ancien ministre de l'Intérieur, Ali Akbar Mohtashemi, l'un des chefs de file des radicaux, ont piteusement échoué à l'examen et ont été recalés.

L'ayatollah Khomeini, dont les connaissances religieuses ne pouvaient être mises en cause, a été écarté pour ses activités passées de juge des tribunaux révolutionnaires, non sans avoir rappelé opportunément qu'il avait été nommé à ce poste par l'imam Khomeiny, dont il n'avait reçu que des encouragements. En revanche, le fils de l'imam, Ahmed Khomeiny, qui n'a jamais fait d'études religieuses, a été dispensé de l'examen.

Ce concours pour adultes a été créé dans les milieux politiques et religieux de Téhéran au climat de vive tension. Des véritables empoignades se sont déroulées au Majlis (Parlement) où les radicaux majoritaires ont crié à l'arbitraire et ont accusé le tandem Rafsandjani-Khomeini de vouloir éliminer les religieux indésirables, c'est-à-dire susceptibles de faire preuve d'indépendance à l'égard du pouvoir. Au cours d'une bousculade au Majlis, le président du Parlement, Mehdi Karubi, a glissé, s'est fracturé une cheville et a dû être hospitalisé.

### Une victoire à la Pyrrhus

En fin de compte, les refus et retraits de candidatures ont laissé près d'une centaine de mojtaheds en lice pour les quatre-vingt-trois sièges à pourvoir à l'Assemblée des experts, alors qu'il existe en Iran près de cinq mille mojtaheds. Dans plusieurs circonscriptions, le vote n'a pu avoir lieu faute de candidats et, dans près de la moitié des circonscriptions, il n'y a eu qu'un seul postulant. Un projet de loi stipulant qu'aucun vote ne pouvait avoir lieu avec un candidat unique avait auparavant été rejeté par le Parlement.

La victoire de MM. Rafsandjani et Khamenei, qui malgré leurs divergences passées ont fait preuve d'une remarquable solidarité constituée pendant une victoire à la Pyrrhus. Elle a jeté le discrédit sur un scrutin visiblement préfa-

briqué et a entraîné une désaffection populaire qui s'est manifestée par un taux de participation extrêmement faible. Elle a surtout approfondi le fossé qui s'est créé entre le pouvoir et l'établissement religieux après la disparition de l'imam.

La désignation de M. Khamenei, au lendemain de la mort de Khomeiny, comme guide spirituel de l'imam défunt, avait jeté une ombre sur la légitimité du successeur : il ne disposait d'aucune des qualifications requises par la Constitution et avait été réélu, deux mois après, aux termes d'une nouvelle Constitution, « en vue de dissiper les doutes malveillants qui auraient pu subsister ».

### Religieux emprisonnés et exécutés

La manière cavalière dont a été conduite l'élection de la deuxième Assemblée des experts ne manquera pas d'intensifier la bouderie de l'ensemble des religieux demeurés fidèles à l'imam. En particulier, l'affront fait à l'ayatollah Mousavi Ardebili, qui n'a rien d'un radical et est unanimement respecté par le clergé, sera interprété comme faisant partie d'un processus de « dékhomeinisation » qui n'ose dire son nom.

Dans le but de rétablir les ponts avec les religieux, alors que la base sociale et idéologique du régime se rétrécit de jour en jour, l'ayatollah Khomeini avait récemment adressé une lettre amicale et conciliante à l'ayatollah Montazeri, en disgrâce depuis son limogeage de ses fonctions de successeur désigné de l'imam en mars 1989. Le patriarche de Qom aurait, selon ses proches, répondu sur un ton désabusé : « Les croyants ne croient plus ni en moi ni en vous ».

Depuis cette disgrâce, les tribunaux créés spécialement en vue de juger les religieux ont condamné à diverses peines d'emprisonnement près de 2 800 membres du clergé, dont près de 400 sont enfermés à la prison d'Evin. Selon M. Rayshahi, l'ancien ministre des renseignements, environ une quinzaine de religieux ont été exécutés, sous diverses accusations dont celle d'homosexualité.

JEAN GUEYRAS

La politique syrienne au Liban

## Pour Damas, le temps n'est pas encore venu de combattre le général Aoun

DAMAS

de notre envoyé spécial

La Syrie passera à l'action - c'est-à-dire à l'assaut - pour éliminer le général Michel Aoun au Liban si c'est indispensable, à condition de recevoir un appel clair et solennel du gouvernement libanais et au temps opportun. En d'autres termes, elle tiendra les engagements pris auprès des autorités libanaises. Mais on considère à Damas que le temps n'en est pas encore venu, en raison de l'implication syrienne dans la crise du Golfe contre le vieil ennemi irakien. En attendant, le blocus du territoire du général « rebelle » continue.

Telle paraît être, en substance, la position de la Syrie face au dilemme auquel elle est confrontée au Liban. « Aoun ne pourra se maintenir à Baabda [le siège de la présidence de la République] que quelques semaines, quelques mois au plus », cette petite phrase du ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El-Chareh, a aussitôt donné lieu à deux interprétations contradictoires.

Les uns en ont retenu que « Aoun ne pourra se maintenir à Baabda », les autres - les aounites - n'ont pris en considération que les « quelques mois », qui semblent renvoyer l'intervention syrienne aux calendes grecques. La réalité est que, pour Damas, une intervention militaire au Liban ne pourrait plus mal tomber en raison de l'exploitation qu'en ferait le président Saddam Hussein.

Pourquoi donc les Syriens ont-ils autorisé le blocus - car il a bien fallu qu'ils permettent aux autorités libanaises de l'entreprendre pour que celles-ci s'y risquent ? Pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il fallait bien que le président Elias Hraoui fasse

quelque chose pour sortir de l'impasse et cesse de se morfondre dans son absence de pouvoir, au siège « provisoire » de la présidence à Beyrouth-Ouest.

Ensuite, parce que si la Syrie a pu se satisfaire durant près d'un an - l'élection d'un président libanais remonte à novembre 1989 - d'un général Aoun bloquant les institutions libanaises et constituant l'élément central de la guerre des chrétiens et donc de leur affaiblissement si utile à Damas, elle ne peut plus s'accommoder parce que l'on est parvenu trop près du point de désagrégation du Liban et de sa structure politique. Or les Syriens, dans la conjoncture actuelle, craignent fortement l'effondrement du Liban. Le chaos libanais qui, s'il s'installait de nouveau, serait aujourd'hui plus grand qu'il ne l'a jamais été, deviendrait en effet, en quelque sorte, contre-productif pour la Syrie.

### « Ligne rouge »

« On nous a tant et plus parlé de ligne rouge israélienne au Liban ; nous allons vous fixer cette fois une ligne rouge syrienne : celle où le maintien du général Aoun à Baabda ferait voter en delay le gouvernement et menacerait l'existence du régime du président Hraoui. Cet avertissement a été donné par les autorités syriennes à un gouvernement occidental ».

Dans le même temps, M. Assad ne cesse de répéter la question suivante : « Le Liban et la Syrie sont une nation et un peuple, soit. Mais sont-ils bien deux Etats ? » Non sans avoir pesé ses mots : « Oui, je suis le premier dirigeant syrien à être en mesure de le dire. » Tels sont, aujourd'hui, les deux fondements de la politique de Damas au Liban. La Syrie a signé les accords

de Taëf - du moins les passages la concernant. Si elle a pu, après cela, garder deux fers au feu, ces temps paraissent révolus.

Au cas où le choix consisterait, pour les Syriens, entre la chute du général Aoun et celle du gouvernement dit de Taëf - or on se dirige tout droit vers cette alternative - ils n'hésiteraient pas finalement à intervenir, le plus tard possible - « quelques semaines ou quelques mois » - mais à intervenir quand même.

LUCIEN GEORGE

## La Jordanie met en garde contre toute exploitation de la colère populaire

Dans un communiqué officiel publié, mardi 9 octobre, à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, le gouvernement jordanien, tout en renouvelant sa condamnation de l'« abominable tuerie », a exhorté les Jordanais « qui ont toujours su faire face aux ennemis de la nation » à « empêcher que quiconque exploite cette colère nationale sincère » et à « rester vigilants pour protéger leur patrie ».

AMMAN

de notre envoyée spéciale

C'est dans le calme et l'unité qui caractérisent la situation politique depuis le début de la crise du Golfe que la Jordanie a réagi mardi 9 octobre au massacre des Palestiniens sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. Toute la journée, dans les camps palestiniens comme à l'université ou dans les rues d'Amman, des manifestations ont eu lieu pour dénoncer ce « crime » et exiger du Conseil de sécurité des mesures adéquates pour condamner Israël et protéger les Palestiniens, ou appeler à la guerre sainte pour libérer la Palestine.

Tôt le matin, ils étaient environ cinq mille, portant des portraits du président Saddam Hussein, le leader de l'Olp Yasser Arafat et de son adjoint assassiné en 1988, Abou Jihad, au camp de Baka, le plus grand de Jordanie, à défiler dans les rues pour réclamer justice et appeler. Coran brandi dans les

maines des femmes, à la guerre sainte, « seule voie pour libérer la Palestine ». Majoritairement proches des islamistes, les manifestants, hommes et femmes séparés par un cordon de sécurité, ont brûlé des drapeaux israéliens, américains, soviétiques, et malmené les journalistes étrangers dont certains ont dû rapidement fuir devant la foule en colère. A l'université, plusieurs milliers d'étudiants ont défilé dans le calme alors qu'une centaine de femmes, massées devant les bureaux des Nations unies, ont poursuivi un sit in et une grève de la faim engagés lundi.

Largement déployées dans le centre d'Amman pour éviter tout incident, les forces de l'ordre n'ont eu à aucun moment à intervenir comme si un accord tacite avait régi le comportement des uns et des autres. Aussitôt après la tuerie, les autorités jordanienes avaient, semble-t-il, pris contact avec toutes les forces politiques du pays pour éviter le renouvellement des graves incidents qui avaient eu lieu après le massacre de Rishon-le-Sion en mai dernier.

### Armer la population ?

Certains officiels ne cachent pas en privé leurs craintes d'une exploitation du ressentiment populaire très fort en Jordanie, à propos d'une affaire qui, quoi qu'il en soit, renforce les thèses irakiennes sur la nécessité de lier directement la crise du Golfe à la question palestinienne. Convoquant par ailleurs les ambassadeurs des cinq

pays membres du Conseil de sécurité, le ministre des affaires étrangères par intérim, M. Ibrahim Izzeddine, leur a fait part de la profonde inquiétude du gouvernement et du peuple jordanien devant ce massacre et a exprimé l'espoir que le problème palestinien serait examiné avec « le même enthousiasme que les autres questions traitées par le Conseil de sécurité ».

Les deux chambres du Parlement jordanien, qui ne siègent pas officiellement, se sont enfin réunies en session informelle pour, elles aussi, condamner cet acte. Principal groupe parlementaire avec vingt des quatre-vingt sièges, les Frères musulmans avaient, auparavant, appelé dans un communiqué « à la guerre sainte et au martyre » demandant en outre « la création de l'armée d'Al Aqsa ».

Une délégation parlementaire représentant tous les groupes de la chambre devait être reçue mercredi par le premier ministre, M. Moudar Badiane, pour lui faire part des décisions prises lors de la session à huis clos de mardi. La chambre demanderait au gouvernement « d'entraîner et d'armer la population » pour faire face à toute éventualité.

Exprimée il y a quelques jours par le député islamiste Lath Choubayal, cette revendication placerait toutefois le gouvernement dans une position difficile, à un mois de la rentrée parlementaire au cours de laquelle le bloc islamiste entend bien monnayer avec plus de fermeté son soutien.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le numéro 166 de  
**FRANCE PAYS ARABES**  
 d'OCTOBRE vient de paraître  
 Au sommaire :  
**GOLFE :**  
 D'autres voix arabes  
**Dossier : YEMEN**  
 Mosquée de Paris  
 Dialogue avec le recteur  
 M. Tedjini Haddam  
 Les pages culturelles  
 et économiques  
 La chronologie - EURABIA  
 36 pages : 15 F  
 Vente en kiosques et librairies  
 Spécimen sur demande  
 FPA - 14, rue Augereau, 75007 Paris  
 Tél. : 45-55-27-52

القدس

## Force des pragmatistes Kafsandjani et Khama

... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...

... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...

... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...

## Le temps n'est pas encore mûr pour le général Aoun

... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...

... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...  
... de la ligne de l'Assemblée des experts...

# LA FUSION FAIT LA FORCE... QUAND ELLE S'ACCOMPAGNE D'AUDACE.

Les entreprises ont souvent les ambitions de leurs moyens. C'est raisonnable, c'est de la bonne gestion. Mais parfois aussi, cela fait hésiter, voire reculer.

Dans le projet de fusion PINAULT - CFAO, il y a une dimension qui est importante, c'est l'audace.

Plus on est solide, plus on se sent fort, et plus l'on peut oser.

Fort de son assise financière élargie et des capacités d'investissement qui en découlent, fort de son leadership dans le bois et de sa nouvelle position de leader européen dans la distribution spécialisée, fort enfin de l'élargissement de son territoire, le nouveau groupe PINAULT - CFAO aura plus d'audace pour grandir, se diversifier, s'étoffer... et devenir plus fort encore.

Cette audace nouvelle, tout le monde en profitera. Le nouveau groupe. Les hommes qui l'animent. Ses clients et tous ses actionnaires.

## PINAULT + CFAO

NOUS FERONS PLUS ENSEMBLE.

LES ACTIONNAIRES CFAO ET LES ACTIONNAIRES PINAULT SERONT INVITÉS A SE RÉUNIR EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES.

## LA CRISE DU GOLFE

## Le mouvement d'évacuation des ambassades à Koweït se poursuit

Le président George Bush, répliquant au message de M. Saddam Hussein diffusé quelques heures plus tôt par Radio-Bagdad, a déclaré, mardi 9 octobre, lors de sa conférence de presse, que sa patience était de plus en plus entamée par le refus des forces irakiennes de quitter le Koweït. M. Mikhail Gorbatchev devait adresser mercredi une lettre au président américain, pour lui rendre compte de la visite d'un ambassadeur soviétique, M. Evgueni Primakov, à Bagdad la semaine dernière.

Le mouvement d'évacuation des ambassades à Koweït se poursuit. A Bruxelles, le ministère des affaires étrangères a ainsi fait savoir mardi que les deux derniers diplomates belges encore présents quitteront leur ambassade dans les jours prochains en raison de conditions de vie devenues insupportables. Les Allemands et les Néerlandais avaient annoncé lundi qu'ils allaient faire de même, et l'Italie a évacué samedi sa mission.

Après ces départs, généralement pour Bagdad, il ne restera plus à Koweït qu'une poignée de diplomates : le chargé d'affaires, M. Jean-Pierre Galtier, et cinq autres diplomates français, deux diplomates britanniques, sept Américains, cinq Canadiens et deux Indonésiens.

L'ambassade de France « sera une des dernières à fermer », a déclaré mardi M. Roland Dumas, tout en reconnaissant que ce moment viendrait car « la résistance humaine a des limites ». Il a rappelé qu'à chaque évacuation les clés de l'ambassade concernée étaient remises « à une ambassade amie » et qu'une protestation était élevée auprès de Bagdad, pour signifier que la mission restait officiellement à Koweït, « de façon à ne pas admettre le fait accompli de l'annexion ».

## Moins de réfugiés en Jordanie

D'autre part, le Quai d'Orsay a confirmé mardi qu'un ressortissant français à Koweït avait été transféré à Bagdad dimanche par l'armée irakienne. C'est le Foreign Office qui avait annoncé lundi qu'un groupe de vingt-trois étran-

gers — vingt Britanniques, deux Américains, un Français — avaient ainsi été emmenés de force à Bagdad. Il reste, selon le porte-parole du Quai d'Orsay, un peu moins de quatre cents Français à Koweït.

En revanche, quatre cents Américains et leurs familles devaient être évacués mercredi du Koweït et d'Irak, à bord d'un Boeing-747 de la compagnie irakienne affrété par le gouvernement américain. L'avion devait décoller de Bassorah et gagner la Caroline-du-Nord après une escale à Londres dans la soirée.

Les autorités jordaniennes et un responsable de l'ONU à Genève ont fait savoir mardi que le nombre des réfugiés ayant fui le Koweït et l'Irak et transitant dans des camps en Jordanie est en constante diminution et atteignait en début de semaine son niveau le plus bas depuis le début de la crise. Le rapatriement de ces réfugiés, pour la plupart asiatiques, s'est en effet accéléré sous l'égide de leur gouvernement ou d'organismes internationaux. Ils n'étaient plus que vingt mille en Jordanie mardi, contre quarante-trois encore au milieu de la semaine dernière. — (AFP, Reuters.)

## Saddam Hussein et les sourds-muets

Suite de la première page

Ces signaux étaient-ils, une fois encore, plus qu'ambigus ? Pourquoi-il se douter que le rap d'un émirat allait déclencher une riposte américaine d'une telle ampleur ? Autant de questions légitimes, même si elles n'excluent en rien le comportement du maître de Bagdad.

Le dossier a été ouvert il y a trois semaines par la presse américaine et britannique (1). Le moins qu'on puisse en dire, à ce stade, c'est qu'il est accablant pour le pouvoir politique américain. Non que les éléments dont on dispose accablent la théorie du « complot », courante dans certains milieux français, selon laquelle Washington aurait poussé Saddam Hussein à la faute afin d'avoir un prétexte pour le supprimer. Mais parce qu'ils montrent, au-delà de l'imaginable, que les responsables américains ont pris pendant des mois leurs désirs pour la réalité : toujours traumatisés par leur expérience irakienne et la longue prise en otage de leurs diplomates à Téhéran, ils ont voulu se persuader que Saddam Hussein se normalisait, rentrait dans le rang des interlocuteurs raisonnables. Bref, ils ont commis un contresens total sur ses intentions.

On a déjà beaucoup épilogué sur la « bourde » de M<sup>re</sup> April Gaspie, l'ambassadrice américaine à Bagdad, qui, reçue le 25 juillet par Saddam Hussein, lui tient un langage « inspiré par l'amitié, non pas par la confrontation », affirme que son gouvernement ne veut pas prendre parti dans la querelle frontalière que l'Irak au Koweït et ne pipe mot lorsque son interlocuteur, poliment prié de s'expliquer sur les concentrations de troupes irakiennes à la frontière de l'émirat, laisse clairement entendre que « quelque chose arrivera si [on est incapable] de parvenir à une solution » par la négociation avec son voisin. Un semblant de négociation eut bien lieu le 1<sup>er</sup> août à Djeddah, entre un proche collaborateur du président irakien et le prince héritier du Koweït, mais il n'aboutit à rien. Le même jour, M<sup>re</sup> Gaspie, apparemment rassurée, quittait Bagdad pour prendre ses vacances aux Etats-Unis. Le lendemain, les troupes de Saddam Hussein entraient au Koweït.

Le rôle de M<sup>re</sup> Gaspie n'est certes pas glorieux. Il serait cependant injuste de lui faire porter seule le chapeau. Comme devait le reconnaître le département d'Etat à la suite de la publication par Bagdad du transcript de sa conversation avec Saddam Hussein, elle n'a fait à cette occasion que suivre à la lettre les consignes reçues. Jusqu'au dernier moment, les politiques à Washington n'ont pas voulu croire à la possibilité d'une invasion de l'émirat. Au courant depuis la fin juillet, grâce à leurs satellites, des concentrations de troupes irakiennes, ils ont toujours pensé que le dictateur bluffait et n'ont jamais pris au sérieux les mises en garde

israéliennes. Ils n'étaient pas les seuls, il faut le reconnaître, puisque jusqu'au 2 août nombre de dirigeants arabes n'ont pas cru, eux non plus, au risque d'une invasion, notamment le roi Fahd d'Arabie saoudite, le président Mubarak et même l'émir Jaber.

Une autre preuve de l'aveuglement américain est fournie par le témoignage donné le 31 juillet, devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, par M. John Kelly, secrétaire d'Etat adjoint chargé du Moyen-Orient. Lui aussi déclarait aux parlementaires, dont certains voulaient imposer des sanctions commerciales contre Bagdad en représailles aux menaces de Saddam Hussein de « détruire par le feu la moitié d'Israël », que le régime irakien évoluait dans le bon sens et que les Etats-Unis ne s'étaient pas engagés à défendre le Koweït en cas d'agression. Il fut entendu, notamment par les parlementaires du Middle West, préoccupés essentiellement de continuer à vendre blé, poulet, maïs et produits laitiers à Saddam Hussein (pour environ 1 milliard de dollars par an depuis 1983).

Plusieurs d'entre eux s'étaient d'ailleurs illustrés, au mois d'avril, en se rendant à Bagdad pour expliquer à Saddam Hussein qu'il n'avait aucun problème avec le peuple américain et que son banquier médiatique proposait seulement de quelques journalistes occidentaux « gâtés et prétentieux ». Cette dernière expression appartient au sénateur Alan Simpson, républicain du Wyoming, mais des hommes comme Robert Dole (Kansas), le leader républicain au Sénat, connu pour ses ambitions présidentielles et son influence, le sénateur Howard Metzenbaum, démocrate de l'Ohio, étaient eux aussi partie de cette peu glorieuse équipée. Leur intervention n'eut d'ailleurs que peu d'impact sur le fait l'affaire d'un Brent Scowcroft, conseiller pour les affaires de sécurité du président Bush, et adepte de la même Realpolitik que Henry Kissinger lorsque ce dernier conseillait, il y a quelques années, une entente américano-syrienne pour imposer une solution au conflit israélo-arabe.

Tous ces épisodes sont d'autant plus troublants que, depuis le début de l'année, Saddam Hussein avait multiplié déclarations et gestes pour le moins inquiétants. Le 24 février, lors de la réunion du Conseil de coopération arabe à Amman, il met en garde les dirigeants de la région contre la disparition de l'influence soviétique et l'arrivée massive des juifs d'URSS en Israël, il dénonce les projets de mainmise américaine sur le Golfe, réclame le retrait de l'US Navy de la région et dénonce le président Mubarak comme tête de pont de cette offensive américaine. Le discours ne retient guère l'attention de Washington ni d'ailleurs d'autres capitales occidentales.

De la même manière, les réactions internationales sont étrange-

ment modérées lorsque le maître de Bagdad fait exécuter un journaliste de l'Observer d'origine irakienne, accusé d'espionnage, et se fait surprendre en train d'essayer d'acheter les détonateurs nécessaires pour l'utilisation d'armes nucléaires. Le mois d'avril est également agité puisque c'est le 2 de ce mois que Saddam Hussein menace Israël de destruction grâce à ses armes chimiques. Et, à la fin du mois de mai, après que l'Irak eut fait longtemps la « une » des journaux britanniques avec l'affaire du canon géant, ce sont les « Etats frères » de la région qui sont accusés par Saddam Hussein, lors d'une réunion de la Ligue arabe à Bagdad, de mener une « guerre économique » contre l'Irak pour avoir refusé une hausse du prix du pétrole. Ces accusations seront d'ailleurs explicitées lors du discours prononcé par Saddam Hussein le 17 juillet, à l'occasion de la fête nationale irakienne.

Il n'y a pire sordide que celui qui ne veut pas entendre. L'adage s'applique parfaitement au comportement américain — mais aussi français, si l'on se souvient du voyage que M. Chevènement fit à Bagdad au début de l'année, — durant le premier semestre 1990. Rien ne prouve que Saddam Hussein ne se serait pas lancé dans de nouvelles aventures militaires si les Etats-Unis avaient parlé haut et clair dès les premiers signes de dérapage. Force est de constater, cependant, que ce réaliste cynique avait toutes les raisons de penser que l'invasion du Koweït ne serait, pour lui, qu'un mauvais moment à passer mais qu'elle serait finalement tolérée par Washington. Les Etats-Unis n'ont-ils pas été humiliés naguère au Vietnam puis en Iran ? Hier au Liban ?

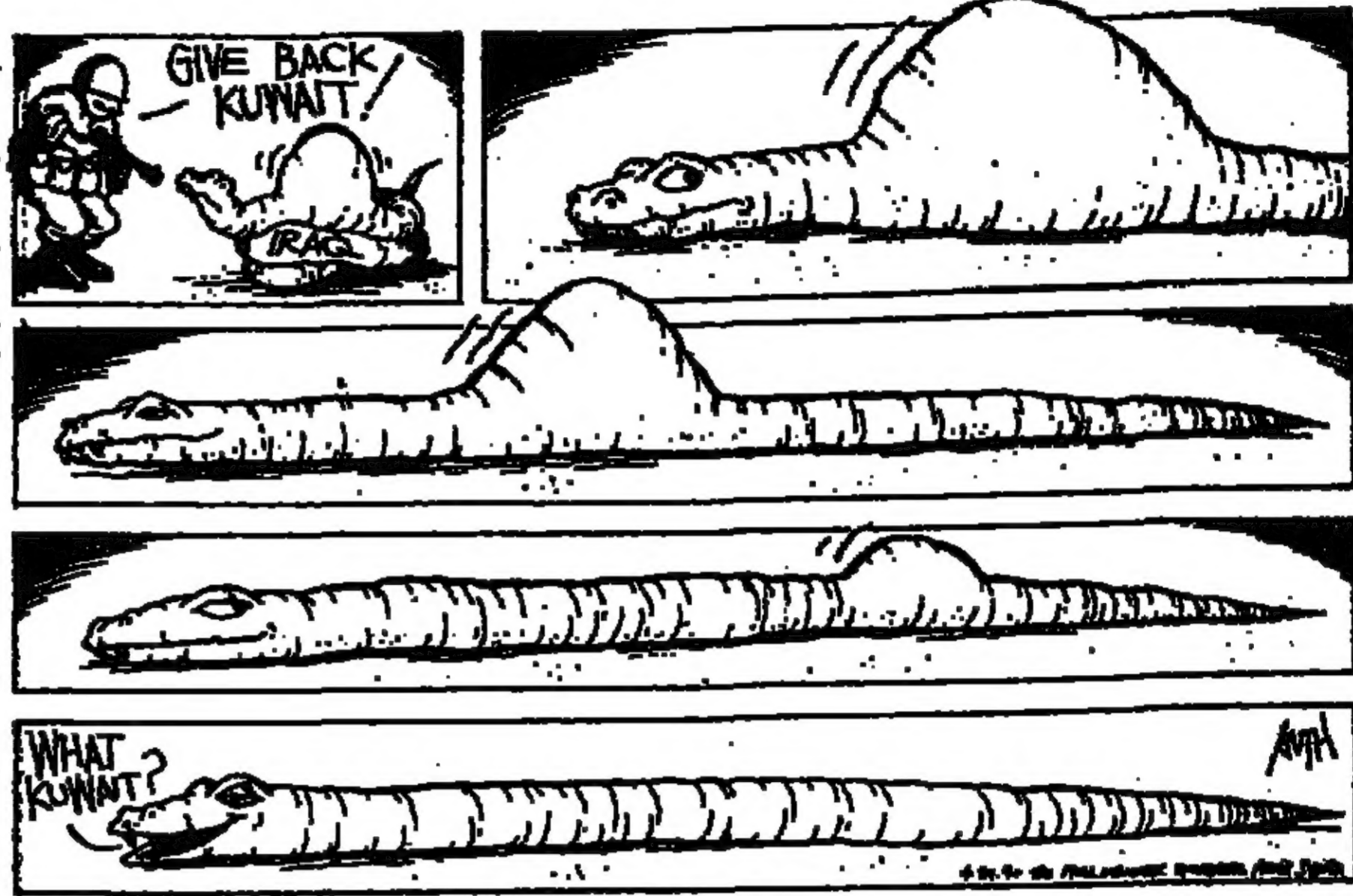
Mais il y a une autre leçon, plus inquiétante, à retenir des six mois qui ont précédé la crise du Golfe : Saddam Hussein est peut-être un joueur d'échecs, mais certainement pas de poker. Il ne bluffe pas. Il finit toujours par essayer de réaliser les objectifs qu'il s'est fixés. Il faut donc prendre au sérieux non seulement ses actes mais aussi ses déclarations.

JACQUES AMALRIC

(1) Voir notamment Newsweek du 1<sup>er</sup> octobre, Time du 1<sup>er</sup> octobre et The Economist du 29 septembre.

M. Chirac sera reçu vendredi 12 octobre par M. Mitterrand. — M. Jacques Chirac sera reçu « à sa demande » vendredi matin 12 octobre à l'Elysée par le président de la République. Le président du RPR avait écrit le 4 octobre au chef de l'Etat pour lui demander un entretien sur l'évolution de la situation dans le Golfe et les initiatives françaises. Au terme de cet entretien, M. Chirac réunit le bureau politique du RPR.

Rencontre sur les conséquences de la crise. — La revue les Cahiers de l'Orient organise les 11 et 16 octobre deux petits déjeuners-conférences consacrés aux conséquences économiques de la crise du Golfe et auxquels participeront notamment une trentaine de chefs d'entreprise. Entrée sur invitation. Téléphone au 47-34-58-52.



« Rendre le Koweït ? »  
« Quel Koweït ? »  
Illustration  
Herald Tribune  
du 10 octobre

## AFRIQUE

## RWANDA

## Les opposants réclament le départ des troupes étrangères

Les forces gouvernementales ont repris, mardi 9 octobre, Gaborone, une localité située en bordure du parc naturel de l'Alangera, a-t-on appris auprès de l'état-major de l'armée rwandaise. Les rebelles continuent, toutefois, de contrôler le Mutara, dans le nord-est du pays, une région de chasse traversée par une route stratégique par laquelle arrive une partie des importations qui transitent par le Kenya et l'Ouganda, notamment le pétrole.

Toute la région du Mutara est zone interdite. Son accès est soumis à une autorisation du ministère de la défense que celui-ci ne délivre pas. A Kigali, en revanche, hormis le maintien du couvre-feu nocturne, la situation semble revenir à la normale. Le seul signe visible de la tension des derniers jours est la présence de véhicules blindés aux principaux carrefours de la capitale.

Malgré tout, le gouvernement fran-

çais a demandé « très instamment » aux Français de quitter le pays. « L'hypothèse d'une nouvelle détérioration est envisagée », a expliqué, mardi, le porte-parole du Quai d'Orsay en soulignant « qu'il était mieux prendre les devants » pour éviter que des Français puissent être pris dans d'éventuels troubles.

De son côté, une association de Rwandais réfugiés en Belgique a demandé, mardi, la fin des interventions étrangères au Rwanda. M. Jean-Baptiste Ndahumwa, porte-parole du Front patriotique national (Fronpat), a déclaré « comprendre l'aspect humanitaire de ces interventions », tout en précisant que celles-ci devaient « s'effectuer dans un délai raisonnable ». Passé ce délai, les troupes étrangères devront quitter le pays sinon le Front « prendra des mesures ». Le ministre belge des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, vient de proposer, quant à lui, que

des organisations humanitaires comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) puissent intervenir au Rwanda pour s'assurer du respect des droits de l'homme. Il a « une fois de plus exprimé sa préoccupation quant aux circonstances dans lesquelles sont emprisonnés les détenus ». — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : huit Blancs blessés par un missile. — Huit Blancs, trois hommes et cinq femmes, ont été blessés, mardi 9 octobre à Durban, par une vingtaine de jeunes Noirs qui avaient, peu de temps auparavant, dérobé des cotteaux dans une boutique. Le chef de cette bande, un illuminé qui se prend pour le fils de Dieu, a été abattu. Selon la police, cette attaque n'avait pas de motivation politique. — (Corresp.)

## CENTRAFRIQUE : l'ouverture politique

## Le procès exemplaire d'un avocat contestataire

M<sup>re</sup> Nicolas Tiangaye, avocat centrafricain et opposant notoire, devait comparaître, mardi 9 octobre, devant la cour d'appel de Bangui pour « faute professionnelle ». Le président de l'Union internationale des avocats (UIA), un représentant de la Commission internationale des juristes et un bâtonnier du barreau de Paris assisteront à son procès à titre d'observateurs.

## BANGUI

de notre envoyé spécial

« Une armée dont on se sert pour asservir les autres est déjà elle-même asservie. Le marteau repartit aussitôt de coups que l'ennemi ». C'est pour cette citation à l'emphase poussièreuse, extraite d'un obscur pamphlet d'Antoine de Rivaroli, que M<sup>re</sup> Tiangaye risque d'être radié du barreau. En utilisant le vieil auteur français pour défendre, en juin, deux officiers centrafricains accusés d'atteinte à la sécurité de l'Etat, le jeune magistrat était loin de penser qu'il serait accusé en retour de « faute professionnelle ».

Certes, il admet avoir eu, lors de ce procès, des mots un peu rudes à l'égard des deux soldats de deuxième classe qui avaient dénoncé leurs supérieurs, traitant les délateurs de « va-nu-pieds » et de « rigoles ». Cet incident, ajouté à la sulfureuse citation, lui a valu de comparaître devant les magistrats de la cour d'appel de Bangui.

Ce procès disciplinaire — premier du genre contre un avocat centrafricain — n'abuse personne. Tel ministre qui fulmine à voix haute contre « ce petit ambiteux qui ne rêve que de prendre la place du chef de l'Etat » masque avec peine son désir (paragraphe par le gouvernement) de « casser » le jeune avocat, dont le nom figure en bonne place, parmi les 253 premiers signataires de la « Lettre ouverte » adressée, en mai, au président

André Kolingba. Le document, qui a recueilli entre 800 et 1 000 signatures, demandait la tenue d'une conférence nationale en vue de l'instauration du pluralisme politique. Dans ce petit pays enclavé, dont la population — essentiellement rurale — ne dépasse pas les 2,7 millions d'habitants, et où le kadi des uniformes — plus de mille militaires français, basés à Bangui et à Bouar, surveillent les frontières du Tchad — se confond avec le vert indolent de la brousse, une telle initiative a fait l'effet d'un pavé dans le marigot. Le chef de l'Etat, père successeur de David Dacko et de Jean-Bedel Bokassa, semble avoir été pris de court.

La processus d'ouverture politique, entamé avec plus ou moins de bonheur au Bénin, au Gabon ou au Zaïre, représentait-il donc un péril pour le gouvernement ? En tout cas, un grand nombre des signataires de la « Lettre ouverte » ont inopinément perdu leur emploi, sous couvert des « redéploiements exigés par le Fonds monétaire international ». Selon M<sup>re</sup> Tiangaye, « plusieurs centaines de fonctionnaires » auraient ainsi été sanctionnés. « Exception faite jusqu'à présent des enseignants du supérieur et des médecins », dont la mise à l'écart aurait pu provoquer des remous dans les universités et les hôpitaux, milieux « traditionnellement contestataires ».

## Vague de répression

Cette vague de répression n'a pas suffi à calmer les esprits. Les autorités ont, en tout cas, jugé utile de faire arrêter, la mi-septembre, une vingtaine de personnes réunies à titre privé dans une maison de Bangui. Les suspects, toujours détenus, font tous partie du comité de coordination pour la convocation d'une conférence nationale, à l'origine de la fameuse « Lettre ouverte ». Parmi les interpellés figurent le Professeur Adol Gomba, dirigeant clandestin du Front patri-

otique oubanguien, M. Henri Maidou, ancien premier ministre de l'ex-empire Bokassa, ainsi que divers autres politiciens déchu, comme MM. François Pehoua et Simon Narcisse Bongoza. Assigné à résidence depuis le 24 juillet, M<sup>re</sup> Tiangaye affirme être l'objet d'une surveillance serrée : « Je continue à travailler, mais il m'est interdit de sortir de Bangui », explique-t-il d'une voix calme. « Des policiers en civil suivent toutes mes allées et venues et mon téléphone a été placé sur écoute, ce qui ne me dérange pas : je n'ai rien à cacher ». Quant à son avenir, il le résume d'une boutade ironique : « Si je suis radié et que je ne peux plus exercer mon métier, eh bien ! je deviendrai un opposant professionnel... ».

M<sup>re</sup> Tiangaye se défend avec force du qualificatif de « subversif » que les cercles officiels alignent lui coller sur le dos. « Je n'ai jamais milité dans quelque parti que ce soit. Le seul camp auquel j'appartiens, c'est celui du droit et de la liberté », insiste-t-il. Au nom de ces nobles principes, il avait accepté de figurer parmi les six avocats de l'ancien empereur Bokassa. Au nom de ces mêmes principes, il défend, aujourd'hui, le général François Bozizé, opposant centrafricain emprisonné depuis plus d'un an sans jugement, et dont les rumeurs d'assassinat lancées par l'opposition en exil n'ont pas été démenties formellement par le gouvernement.

Le jeune magistrat considère comme irréversible le « bouleversement démocratique mondial ». « Ce n'est pas de gaieté de cœur que les Bongo, les Houphouët ou les Mobutu se soumettent à l'ouverture », constate-t-il. Le président Kolingba finira-t-il par venir aussi ? La prochaine — et premier — congrès du parti unique au pouvoir, le Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), qui doit se réunir du 18 au 23 octobre, donnera peut-être un début de réponse.

CATHERINE SIMON

1501 من المال

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les discussions sur la réduction du déficit budgétaire

### Le pas de deux de M. George Bush

WASHINGTON

de notre correspondant

Avancer d'un pas sur un terrain miné par les démocrates, pour battre en retraite précipitamment quelques heures plus tard sous la pression des républicains : le mardi 9 septembre n'aura pas été un bon jour pour le président Bush, qui a décidément bien du mal à reprendre les choses en main après avoir pas réussi à faire accepter par le Congrès un compromis susceptible de réduire le déficit budgétaire des États-Unis.

La journée avait commencé sans surprise. M. Bush apposant sa signature à une autorisation provisoire de dépenses votée la nuit précédente par les deux Chambres du Congrès, l'administration pouvait fonctionner, les frictions du week-end étaient dissipées pour un temps et les musées rouverts. Un peu plus tard, le président apparaissait dans la salle de presse de la Maison Blanche, et, lui qui l'on avait entendu quelques jours plus tôt exprimer d'amères récri-

minations à l'égard du Congrès, affichait des intentions très pacifiques et conciliatrices.

Tout particulièrement à propos des impôts : interrogé sur une éventuelle hausse du taux d'imposition des plus hauts revenus, en échange d'une réduction de la taxe sur les gains en capital, M. Bush expliquait que « l'affaire était sur la table », et indiquait qu'il était prêt à accepter un tel arrangement, à condition qu'il soit « *proprement équilibré* ».

#### Position de faiblesse

Sous des dehors anodins, c'était une nouvelle concession de taille aux démocrates : une hausse des taux d'imposition directe heurte de front la doctrine républicaine, et, beaucoup plus que diverses taxes à la consommation, consacrerait dans l'image du public le revirement forcé d'un président qui pour se faire élire avait juré de ne pas augmenter les impôts.

Cette hausse - et donc cette défaite politique - était le prix exigé par les démocrates en échange d'une baisse sur les plus-values en capital, mais les dirigeants républicains avaient vu dans l'affaire un marché de dupes, et dans la dernière phase des négociations budgétaires, la Maison Blanche y avait renoncé.

Les déclarations de M. Bush changeaient tout cela, ou plutôt elles auraient changé tout cela. Mais quelques heures plus tard, le président recevait un groupe de sénateurs républicains en émoi, et, selon toute apparence, faisait machine arrière. À l'issue de l'entretien, le sénateur Packwood, le principal membre républicain de la commission des finances, était catégorique : « *Nous avons tous dit : pas de marché sur les taux d'imposition, et il (M. Bush) a acquiescé. (...) Notre position*

uniforme est que nous n'accepterons pas de hausse des taux, quoi qu'il arrive... »

Le dernier mot n'est peut-être pas dit, d'autant que les démocrates, sentant la faille, ne vont pas manquer de pousser leur avantage. Mais en attendant, M. Bush s'est révélé en position de faiblesse. Il semble hésiter sur la conduite à tenir, au point de donner l'impression de changer de position entre le matin et l'après-midi. Et il est forcé de laisser l'initiative aux démocrates car ce sont eux qui ont élaboré le nouveau projet de réduction du déficit qui a permis de débloquer la situation (le Monde du 9 octobre). Reste à sauver les apparences, à faire semblant de croire que les choses évoluent selon ses vœux : « *Le Congrès a fini par agir et nous sommes à nouveau sur le bon cap* », a expliqué le président au cours d'une conférence de presse. Un cap que M. Bush semble désormais suivre, plutôt que déterminer.

JAN KRAUZE

□ Le juge David Souter a prêté serment devant la Cour suprême. M. David Souter, nouveau juge à la Cour suprême des États-Unis, a prêté serment mardi 9 octobre, devant la plus haute instance judiciaire américaine. Avec sa nomination, les conservateurs disposent en théorie d'une confortable majorité de six voix sur neuf. Cet ancien magistrat de l'Etat du New-Hampshire devient ainsi le cent cinquantième juge de la Cour suprême des États-Unis. David Souter a été désigné en juillet dernier par George Bush pour remplacer le libéral William Brennan, qui a siégé pendant trente-quatre ans. (Reuters)

## EUROPE

ALLEMAGNE : un an après les manifestations de Leipzig et de Dresde

### Les frustrés d'une révolution non violente

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont célébré ces derniers jours, à Leipzig et à Dresde, l'anniversaire des journées décisives du 4 au 9 octobre 1989, qui précéderont la chute du régime communiste en RDA.

DRESDE

de notre envoyé spécial

A Leipzig, où la prière de la paix du lundi soir était, voilà un an, le point de ralliement hebdomadaire des contestataires, des offices ont été célébrés, lundi 8 octobre, dans toutes les églises du centre-ville. Les participants se sont ensuite retrouvés sur le Ring, haut lieu des manifestations. Le président allemand, M. Richard von Weizsäcker, avait pris la parole dimanche à l'église Saint-Nicolas. A Dresde, après un office eucharistique à la Kreuzkirche, une cérémonie s'est déroulée près de la gare, théâtre des premiers affrontements en RDA. Quelques milliers de personnes y ont pris part, en silence, avec des bougies.

En ce dimanche 8 octobre 1989, le régime communiste choisissait le dialogue pour obtenir la dissolution pacifique d'une manifestation plutôt que de recourir à la force brutale. Cette offre avait toutes les chances de n'être qu'un piège, mais les manifestants n'avaient rien à perdre.

Depuis quelques jours, Dresde était en proie à une dangereuse escalade. M. Erich Honecker, qui ne voulait pas gâcher le quarantième anniversaire de la RDA, célébré en grande pompe à Berlin, le samedi 7 octobre, en présence de M. Mikhaïl Gorbatchev, avait cédé devant les milliers de personnes réfugiées dans l'ambassade de RFA à Prague, qui exigeaient que se rende en Allemagne de l'Ouest. Il avait donné son feu vert aux autorités tchécoslovaques pour les lais-

ser partir et avait mis pour seule condition que les trains les transportant transitent par la RDA. Cette condition, qui devait permettre aux autorités de garder la tête haute, se révéla fatale.

#### Trains de réfugiés

Sitôt la nouvelle du passage des trains connue, dans la nuit du 4 au 5 octobre, des milliers de personnes prenaient d'assaut la gare de Dresde. Certains par curiosité, comme l'ingénieur Herbert Wagner, aujourd'hui maire chrétien-démocrate de la ville. Beaucoup d'autres dans l'espoir de pouvoir prendre le train au vol. « *C'est la goutte d'eau qui fit déborder le vase* », se rappelle aujourd'hui Dieter Brandes, cinquante-huit ans, qui était sur place. Les policiers qui chargeaient violemment pour dégager la gare se sont heurtés pour la première fois à une résistance de gens qui n'avaient rien à perdre. Les pierres ont volé. Ce fut le début d'une répression brutale.

Le 7 octobre, le jour des cérémonies officielles du quarantième anniversaire, des manifestations ont lieu également à Berlin. Le même jour, à Dresde, le premier rassemblement organisé pour protester contre la brutalité de la répression se termine près de la gare par des centaines d'arrestations. La tension culmine lundi 9 octobre. La rumeur se répand qu'Erich Honecker est prêt à un bain de sang à Leipzig si la « *prière de la paix* » tourne à la manifestation de masse. Ils seront 70 000... Après les interventions angloissses de personnalités de la ville, y compris de quelques dirigeants communistes, la journée se termine dans le calme. On comprend alors que quelque chose a basculé. Le matin, le maire communiste de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, avait rencontré une délégation de

vingt personnes invitées à présenter les demandes des manifestants. Tout s'était décidé la veille, le dimanche soir 8 octobre. Non loin de la gare, sur la rue de Prague, une nouvelle manifestation de plusieurs milliers de personnes, menaçait de tourner à la tragédie. Les forces de l'ordre encerclaient la foule. Les gens s'étaient assis sur la chaussée, résignés, se tenant par les bras. C'est alors que vint l'offre de dialogue, retransmise à l'aide d'un mégaphone par un diacre catholique, Frank Richter.

Un an après ces événements, les Allemands de l'ex-RDA savourent leur liberté, même s'ils ont le sentiment d'avoir été floués par un processus d'unification trop rapide à leur goût. Ils auraient souhaité que l'ex-RDA apporte plus de sa personnalité dans le mariage, au lieu d'être purement et simplement avalée.

Les orateurs de ces derniers jours, dans les églises de Dresde et de Leipzig, ont multiplié les mises en garde contre la montée du radicalisme, de l'intolérance, contre le rejet des étrangers, et souhaité que la révolution non violente de 1989 continue à servir de modèle dans la difficile situation actuelle.

HENRI DE BRESSON

□ Signature du traité réglant le départ des troupes soviétiques de l'ex-RDA. - L'Allemagne et l'URSS ont signé, mardi 9 octobre, à Bonn, un traité réglant les conditions financières du séjour et du retrait de l'armée rouge des territoires de l'ex-RDA d'ici à la fin de l'année 1994. Le gouvernement allemand versera à l'URSS près de quarante milliards de francs en quatre ans et lui accordera un crédit sans intérêts de près de dix milliards de francs. (AFP)

### Nouvelle affaire d'espionnage politique au profit de l'ancienne RDA

BONN

de notre correspondant

Une femme de quarante-sept ans, haut fonctionnaire des services de renseignements ouest-allemands (BND), a été arrêtée le 30 septembre dernier et inculpée d'espionnage au profit de l'ancienne RDA. Le porte-parole de l'Office fédéral de protection de la Constitution a confirmé, mardi 9 octobre, les révélations du magazine Stern pour qui l'arrestation serait « la plus importante depuis l'affaire Guillaume ».

Cette femme, dont le nom n'a pas été rendu public, était chargée d'établir les synthèses hebdomadaires destinées au chancelier. Elle avait donc accès à tous les rapports des agents du BND, exerçant leurs activités à l'étranger, y compris en RDA. Il ne semble pas toutefois qu'elle ait pu mettre en danger ces agents infiltrés : la division du travail, habituelle aux services secrets, lui donnait accès à ces rapports sans qu'elle ait à connaître l'identité de leurs rédacteurs.

On se demande maintenant si M. Erich Honecker et son ministre de la police, M. Erich Mielke, n'étaient pas au courant avant le chancelier lui-même des analyses de situation élaborées par le BND. Cette hypothèse ne trouble pas outre mesure les services compétents de la chancellerie où l'on n'a jamais eu pour le travail du BND une très grande estime.

La télévision allemande indiquait par ailleurs qu'une autre affaire d'espionnage de haut niveau était sur le point d'éclater. Il s'agirait cette fois d'un fonctionnaire de l'Office de protection de la Constitution, chargé du contre-espionnage sur le territoire de la RFA. Ces révélations surviennent après l'arrestation, suivie d'une mise en liberté immédiate, de M. Herbert Grossmann, le dernier chef de l'espionnage est-allemand, qui avait succédé en 1990 à Markus Wolf.

L. R.

(Publicité)

« La société O.I.C.P.L. éditrice du magazine QUOI LIRE, a décidé, à la demande du groupe EXPRESS, d'arrêter définitivement toute publication portant mention du verbe LIRE afin de ne pas créer de confusion auprès des lecteurs. Pour ce faire, il sera procédé à la radiation du titre de propriété à l'I.N.P.I. »

## AFRIQUE

RWANDA

### Le départ des troupes étrangères

Le départ des troupes étrangères du Rwanda a été annoncé par le gouvernement rwandais. Les troupes étrangères, y compris celles de l'Organisation des Nations Unies, ont été invitées à quitter le pays. Cette décision a été prise dans le cadre d'un processus de paix visant à résoudre les conflits internes au Rwanda. Le gouvernement rwandais a déclaré que le pays était prêt à gérer ses propres affaires internes sans l'intervention étrangère. Cette annonce a été accueillie avec intérêt par la communauté internationale, qui observe de près l'évolution de la situation au Rwanda.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) continue à faire face à de graves difficultés financières. Malgré les efforts déployés, la situation ne semble pas s'améliorer. Le HCR a demandé une aide supplémentaire de la communauté internationale pour faire face à ses obligations envers les réfugiés. Les gouvernements des États membres de l'ONU sont appelés à soutenir le HCR dans ses efforts pour résoudre ces problèmes financiers.

## DIPLOMATIE

Malgré des coupes budgétaires

### Le Haut Commissariat pour les réfugiés ne parvient pas à redresser sa situation financière

GENEVE

de notre correspondant

La décade actuelle offre des « possibilités inédites » d'action au HCR. Le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU - mais encore faudrait-il que ce dernier dispose de ressources nécessaires, ce qui est loin d'être le cas. Une dure cure d'amincissement lui a été imposée cette année. Dix-neuf bureaux régionaux ont été fermés (sur une centaine) et trois cents postes - soit 15 % des effectifs - supprimés. Des programmes qui ne sont plus considérés comme d'intérêt vital, tels l'éducation des enfants et adultes réfugiés, ont disparu.

Ces mesures n'ont pas suffi à redresser la situation financière du HCR. Sur les 550 millions de dollars prévus dans le budget de 1990, 400 millions seulement ont été récoltés jusqu'à présent. Vingt-cinq millions ont été promis par des pays donateurs au cours de cette session. Il manque donc encore 125 millions pour boucler l'exercice de cette année. Pour 1991, 345 millions de dollars sont prévus au titre des programmes généraux. Il faudra y ajouter des montants que l'on n'est pas en mesure de préciser, pour les programmes spéciaux nécessaires par les événements, comme ce fut le cas cette année pour le Libéria. Si les négociations en cours sur le Cameroun et sur le Sahara occidental aboutissent, le HCR devra en outre assumer de nouvelles responsabilités de rapatriement qui se chiffrent en millions de dollars supplémentaires.

#### L'Afrique principale victime

Le continent noir est sans doute la principale victime des difficultés financières du HCR. Le haut commissaire a dénoncé « le peu d'engagement international à venir en aide aux populations démunies » des pays de la corne de l'Afrique. M. Stoltenberg a également fait état de sa « profonde inquiétude quant à l'effet paralysant, dû à la nature instable et imprévisible du financement de l'organisme qu'il dirige ».

Contrairement à l'ONU, à l'UNESCO, à l'OMS, dont le fonctionnement est assuré par les contributions obligatoires des États, le

HCR subsiste, au mois le mois, en dépendant de la bonne (ou mauvaise) volonté des pays donateurs. Avec tout ce que cela implique comme conséquences sur ses activités. On compte officiellement quinze millions de réfugiés de par le monde... En fait, il y en a davantage. Car le problème « n'est pas tant celui des réfugiés dont le statut et les droits sont clairement reconnus par des conventions et résolutions internationales, mais plutôt celui de savoir comment régler rapidement et efficacement mais de manière sûre et digne (le sort de) ceux qui ne répondent pas aux critères de réfugié ».

Ce point de vue a été exprimé par le haut commissaire norvégien Thorvald Stoltenberg, devant les quarante-trois membres du comité exécutif du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), réunis du 1<sup>er</sup> au 5 octobre. Cette session a donné lieu à une prise de conscience de l'ampleur du drame des migrations massives. Phénomène nouveau, l'URSS, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie, qui, pendant des décennies avaient marqué une hostilité - il est vrai décroissante - à l'égard du HCR, et n'y ont jusqu'à nouvel ordre que le statut d'observateur, ont cette fois-ci délégué à Genève des représentants de haut niveau qui ont pris une part active aux travaux.

ISABELLE VICHNIAC

### M. Jean-Marie Le Breton ambassadeur au Portugal

M. Jean-Marie Le Breton a été nommé ambassadeur de France au Portugal en remplacement de M. Pierre Hunt, a annoncé mardi 9 octobre le ministre des affaires étrangères.

[Né en 1927, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Le Breton a été en poste à Moscou (1967-1970), à Bucarest (1974-1978), à Ottawa (1974-1978), puis sous-directeur pour les affaires francophones à l'administration centrale (1978-1982). Il a été ensuite ambassadeur à Sofia (1983-1986), puis à Bucarest depuis janvier 1987 et jusqu'en juillet 1990.]

## ASIE

CHINE : la catastrophe aérienne du 2 octobre

### Pékin exprime son « profond regret » une semaine après...

PEKIN

de notre correspondant

Les autorités chinoises auront mis une semaine à exprimer publiquement leur « profond regret » pour la catastrophe survenue le 2 octobre à l'aéroport de Canton à la suite d'une tentative de détournement d'avion vers Taïwan, dans laquelle une trentaine de « compatriotes » de l'île nationaliste et quelques étrangers ont trouvé la mort. Ce n'est que mardi 9 octobre, une fois éteints les feux de la fête des Jours asiatiques, que la direction de l'aviation civile a rendu publiques ses conclusions attribuant l'entière responsabilité du drame à un pirate unique, répondant au nom de Jiang Xiaofeng, petit fonctionnaire de la province de Hunan, qui aurait été poursuivi pour préparation.

A en croire Pékin, le pirate aurait refusé l'offre du pilote de se poser à Hongkong, faute de réserves de carburant suffisantes pour gagner Taïwan. Il aurait provoqué l'accident en attaquant le pilote lors de l'atterrissage à Canton. Mais cette version officielle comporte tant de failles - à commencer par l'incertitude sur le fait de savoir si le pirate était ou non armé - qu'elle ne dissipe en rien les soupçons nés du flot des informations antérieures : l'ordre était vraisemblablement venu de très haut de tout faire pour que l'avion se pose en Chine populaire.

## Le Monde

Édité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 NRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



## L'ALLEMAGNE AU SINGULIER

## VIII - Des intellectuels pris de vitesse

Nous poursuivons la publication d'une série d'articles consacrés à l'unité allemande (le Monde des 2, 3, 4, 5, 6, 9 et 10 octobre) avec les réflexions des intellectuels de l'ancienne RDA, inquiets des conséquences d'une réunification trop rapide à leurs yeux.

BERLIN

de notre envoyé spécial

« Quand je suis partie en République fédérale, en juin 1988, j'avais un peu peur. Peur de ne pas pouvoir m'adapter car la RDA était un tout autre monde : on nous faisait croire qu'après quarante ans de dictature communiste, une autre Allemagne, avec ses valeurs propres, avait été réellement créée. Mais mes appréhensions se sont vite évanouies et le passage à l'Ouest s'est fait sans problèmes, et ce sera la même chose pour la plupart des intellectuels. Il faudra simplement attendre quelques mois car les choses sont allées très vite depuis la chute du mur. » Monika Maron, écrivain et fille d'un ancien dignitaire du régime communiste, installée aujourd'hui à Hambourg, fait partie de ces intellectuels de RDA pour qui il n'y a jamais eu vraiment de culture est-allemande mais seulement une sorte de variante provinciale, façonnée par des contraintes politiques, d'une littérature « allemande ». « La RDA, dit-elle, n'était pas un Etat mais seulement une parenthèse. » Contrairement à la plupart de ses collègues, elle n'a jamais douté de cette identité commune.

## « Comme des lions au zoo... »

En Allemagne de l'Est, les intellectuels jouissaient de conditions de vie relativement confortables. Ceux qui vantaient les mérites du régime et construisaient, dans des livres tirés à des dizaines de milliers d'exemplaires, le « socialisme nouveau », n'avaient aucune crainte à se faire. Fidèles serviteurs de leurs commanditaires, ils étaient des fonctionnaires choisis. Avant la chute du mur, l'Union des écrivains de RDA, présidée par Hermann Kant, touchait chaque année de l'Etat l'équivalent de 2,3 millions de deutschemarks qui étaient distribués parmi ses quelque mille membres. « Emoluments » auxquels venait s'ajouter une impressionnante variété de bourses. Pour les chanteurs de l'ancien système, compromis parfois avec la sinistre Stasi, l'avenir se présentait forcément sous un ciel sombre : leur raison d'être s'est effondrée avec Erich Honecker. Piteux de musée, ils n'ont plus qu'une issue : le recyclage.

Les intellectuels contestataires, toujours traqués par la censure, avaient eux aussi une vie matérielle décente. Ils étaient d'une certaine façon tolérés par un régime soucieux de son image de marque « culturelle » à l'étranger. Publiés à l'Ouest où ils avaient toujours un « réservoir » de lecteurs (même s'ils étaient

interdits dans leur pays), ils y détenaient de solides comptes en banque. Autre privilège de taille dans une dictature fermée : ces écrivains, comme Stephan Heym ou Christa Wolf, pouvaient se déplacer à l'étranger. Malgré eux peut-être, ils appartenaient à l'élite du pays. Ils écrivaient autant pour leurs compatriotes de RDA qui devaient deviner leur pensée entre les lignes que pour le public de la République fédérale. « Nous vivions comme des lions au zoo, explique un musicien de jazz, on nous donnait à manger, à boire, nous avions tout, mais à quel prix ? Il n'y a jamais eu de joie en RDA... » Et quel soulagement à présent, explique Monika Maron, « de ne plus toujours avoir à dire, comme il y a cinq ans, ce que les autres n'osaient pas dire (...). Un écrivain doit écrire des lignes et non entre les lignes. »

Ceux qui croyaient qu'il était possible d'instaurer un socialisme démocratique en RDA, après des années de lutte contre le nazisme et le communisme, ont été balayés par cette majorité qui souhaitait la réunification « tout de suite » et qui est plus préoccupée aujourd'hui par son niveau de vie et le chômage menaçant que par les états d'âme des intellectuels. Ces écrivains représentaient une culture qui s'était développée sous le règne de la dictature et de la censure. Pour Franz Schirrmacher, rédacteur en chef du supplément littéraire de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « c'étaient des privilégiés dans un monde extraterritorial ; c'est comme s'ils avaient vécu trente ans dans une ambassade et que subitement ils sortaient ». Ils écrivaient pour un public restreint et vendaient sous le manteau. Aujourd'hui, ils admettent leur « correspondance » et, comme Christa Wolf, que leur attitude était « un peu naïve ». Deux attitudes prévalent : celle des « vieux » qui se demandent comment ils ont pu vivre pendant quarante ans dans ces conditions et qui regrettent que les idées de la révolution de novembre et de Neues Forum pour une démocratisation de la RDA aient disparu, que la RFA ait plus ou moins annexé le pays. Et celle des « jeunes » qui, eux, n'ont qu'un désir : voyager, voir, lire.

Deux littératures, oui. Une d'Etat (en RDA) et une autre « commerciale » (en RFA) soumise aux lois du marché et de la concurrence. L'Allemagne de l'Est avait quelques spécialités locales : une prose sur les femmes, les anciens combattants, les peurs et les angoisses de chacun, la vie auprès des hauts-fourneaux et dans les usines. Une littérature « auf dem Boden » (sur le plancher) réaliste et morale, très « terre à terre ». Bref, socialiste : on écrivait pour les masses.

Heiner Müller, l'un des auteurs est-allemands les plus joués, reconnaît dans *Der Spiegel* que les écrivains étaient « des clowns et des bouffons du régime ; ils devaient être d'abord communistes et ensuite romanciers. Il n'y avait pas d'intellectuels au sein du Parti communiste, c'était une tragédie, le SED a réussi à coloniser l'intelligence ». Il s'agissait toujours pour l'Allemagne de l'Est, plus nationaliste, de mon-



PANC HO

trer sa différence par rapport à la RFA, la dérive de celle-ci vers l'Occident, de dénoncer l'opulence capitaliste et une société de consommation toujours plus éloignée des valeurs morales. De fustiger ce que ses intellectuels appelaient, avec leurs collègues de l'Ouest d'ailleurs, « la société des deux tiers », qui mettait en quelque sorte au rebut le « troisième tiers » de la population. Aujourd'hui, après la réunification, ils parlent de la « société d'un tiers ».

## La « mauvaise conscience » des écrivains

Le changement a été fulgurant et la révolution de novembre a rapidement échappé aux intellectuels. A Berlin-Est, le « cabaret » politique qui, voici un an encore, florissait, est devenu muet. Il n'y a plus de censure, et c'est tant mieux, mais les maîtres de la satire sont désorientés et manquent subitement d'inspiration.

L'affaire Christa Wolf illustre ce dilemme des intellectuels. En novembre de l'année dernière, au moment de la chute d'Erich Honecker, cette romancière publiait un récit écrit dix ans plus tôt, *Was bleibt* (Ce qui reste), qui raconte comment elle a été l'objet d'une surveillance permanente de la Stasi. Pourquoi avoir attendu dix ans ? Pourquoi ne pas avoir essayé, à l'époque, de faire publier un texte « sensationnel » ? lancent ses détracteurs qui soulignent que Christa Wolf était membre du SED. N'est-ce pas là un manque de courage ? Le débat, très virulent, en particulier en RFA, illustre cette « mauvaise conscience » de nombre d'écrivains est-allemands dont les qualités littéraires sont pourtant reconnues. Si le



régime communiste était prudent avec les écrivains qui jouissaient d'une certaine notoriété à l'étranger, et plus sévère à l'égard des jeunes talents, il a toujours en revanche contrôlé étroitement la presse, qui ne pouvait se permettre le moindre écart. Depuis la chute du mur, les journalistes de la radio et de la télévision ont été remplacés à Berlin-Est.

Dans les journaux, en revanche, il n'y a pas eu de grand chambardement : on s'est contenté de remplacer les éditoriaux. Les anciens rédacteurs sont restés en place et se livrent parfois à des autocritiques du genre : « Ai-je ou non bien fait durant toutes ces années ? L'ancien organe du Parti, *Neues Deutschland*, a vu ses ventes chuter de 80 % depuis un an. Le quotidien en vogue

aujourd'hui à Berlin-Est est le *Berliner Zeitung* qui tire à 450 000 exemplaires et a été repris par Maxwell et un groupe de presse de Hambourg.

Pour nombre d'artistes, la chute du régime d'Erich Honecker s'est traduite par une catastrophe financière : les subventions ont été supprimées, aucune entreprise n'a aujourd'hui les moyens de faire appel aux services d'un peintre ou d'un sculpteur pour décorer son hall d'entrée. Les maisons d'édition des deux Allemagnes se disputent les droits des écrivains (car ils avaient deux éditeurs, à l'Est et à l'Ouest). « La RFA, déplore-t-on, ne va s'intéresser qu'aux grands, qu'advient-il des petits... »

Même inquiétude parmi les cinéastes et les gens de théâtre

menacés de chômage ou déjà licenciés. Les plus connus d'entre eux ont été embauchés par des institutions ouest-allemandes. Les unions officielles d'écrivains et d'artistes sont en cours de dissolution, les Allemands de l'Ouest ne souhaitant pas fusionner avec des organisations soupçonnées d'avoir collaboré avec l'ancien régime.

A l'Ouest, c'est Günter Grass qui a le plus vigoureusement dénoncé la politique d'« annexion culturelle » de la RDA et la précipitation avec laquelle l'*Ausschluss* a été mené par le chancelier Kohl. A ses yeux, les Allemands de l'Ouest se sont comportés comme des « colonisateurs » imposant leur modèle à l'autre partie de l'Allemagne alors qu'un temps de « réflexion » eût été nécessaire pour se rapprocher progressivement dans le cadre d'une « confédération ». Selon l'auteur du *Tüftler*, on assiste actuellement, sur le plan culturel, à l'émergence d'une nouvelle Allemagne, certes, mais sans âme.

Si, depuis l'érection du mur de Berlin, en 1961, les écrivains est-allemands n'ont jamais abordé, à de rares exceptions près, cette barrière tabou (« parce qu'on avait occupé la fin du monde », dit Monika Maron, « parce qu'un s'était habitué à ne plus envisager ce qu'il y avait au-delà »), aucun livre n'est encore sorti sur sa chute et ses conséquences. « Tout a été si vite », remarque Holger Haase, journaliste du *Berliner Zeitung*, les écrivains ont apparemment des difficultés de réflexion. La culture est-allemande, si elle a jamais existé, ne survivera pas longtemps parce que les lois du marché vont jouer et que les échanges vont s'accroître. La culture en RDA, fait-il pour les gens sur place, « ce que lissent cet automne les Berlinais de l'Est, avec une délectation mêlée d'effroi, est un document signé Erich Mielke, ancien patron de la Stasi, intitulé « Je vous aime tous encore ! »

ALAIN DEBOVE

Prochain article :  
Un entretien  
avec M. Jacques Delors

VOYAGEURS AU MEXIQUE A. OROISI-AMERICAN

**Eternel Mexique**  
authentique Guatemala

Les indiens d'Amérique centrale vous ont réservé 15 000 ans de civilisations précieuses. Venez les découvrir dans les marchés colorés du Mexique et du Guatemala, autour des vestiges mayas nichés dans la forêt tropicale, ou sur les plages balayées par l'eau turquoise de la mer des Caraïbes.

Vous pouvez aussi, avec VOYAGEURS AU MEXIQUE, partir à l'aventure, découvrir le Mexique moderne, ou carresser les baléines grises qui viennent chaque hiver mettre bas dans les lagunes de Basse Californie. Demandez à VOYAGEURS AU MEXIQUE, 5, place André Malraux 75001 Paris. Tél. : (1) 42.96.67.15, le programme complet de ses vols et circuits.

VOYAGEURS AU MEXIQUE

Un seul pays, tous les voyages.

AA American Airlines

**Le Monde**  
SERVICE A DOMICILE  
HAUTS-DE-SEINE

**LE MONDE CHEZ VOUS**  
TOUS LES SOIRS AVANT 19 H  
PAR PORTEUR SPÉCIAL

POUR 135 F PAR MOIS SEULEMENT

Vous habitez les Hauts-de-Seine, vous pouvez bénéficier du service à domicile du Monde et de ses quatre avantages majeurs :

- **LA RAPIDITÉ**  
Le porteur du Monde passe chez vous chaque soir avant 19 heures pour vous remettre la première édition du Monde.
- **LA RÉGULARITÉ**  
Vous êtes certain de recevoir le Monde chez vous tous les soirs. Et même le samedi.
- **LA LIBERTÉ**  
Vous pouvez interrompre votre service du Monde à tout moment sur simple lettre.
- **LA SOUPLESSE FINANCIÈRE**  
Vous réglez par prélèvement automatique mensuel, soit 135 F par mois seulement ; le service à domicile est gratuit. Votre budget n'est donc jamais gravé.

Si vous souhaitez recevoir le Monde par porteur spécial, il vous suffit de nous retourner la demande de documentation ci-jointe le plus rapidement possible.

P.-S. : Si vous êtes déjà abonné au Monde et que le service à domicile vous intéresse, appelez le 06-04-03-21 (numéro vert - appel gratuit).

**DOCUMENTATION LE MONDE « SERVICE A DOMICILE »**

Oui, je désire recevoir la documentation complète sur le service à domicile du Monde sans aucun engagement de ma part.

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Bulletin à découper et à retourner à :

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

**LE MONDE**  
SERVICE A DOMICILE  
1, place Hubert-Bouve-Méry  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

021 PTN 02

سكس اى الال

صكنا بالاصل

# POLITIQUE

## L'élection de M. Jean Auroux à la présidence du groupe socialiste de l'Assemblée nationale

### Le soutien du premier ministre à M. Emmanuelli avait provoqué la colère des fabiusiens

### M. Rocard force l'allure

par Patrick Jorreau

Les députés socialistes, réunis mercredi 10 octobre, ont élu M. Jean Auroux (fabiusien) président de leur groupe à l'Assemblée nationale, où il succède à M. Louis Mermaz, nommé ministre de l'Agriculture le 2 octobre. M. Auroux l'a emporté par 113 voix contre 109 à M. Henri Emmanuelli (jospiniste), 16 à M. Michel Cofineau (proche de M. Chevènement) et 4 bulletins blancs. Ce vote avait été précédé par d'intenses manœuvres de couloir auxquelles avaient été mêlés, bon gré mal gré, M. Rocard et M. Mitterrand.

M. Louis Mermaz, entré au gouvernement, MM. François Mitterrand et Michel Rocard ont soudainement fait leur apparition au groupe socialiste. Les députés PS n'ont pas supporté de rester orphelins, même pendant une semaine. On ne parlait donc que du premier ministre et du président de la République, mardi 9 octobre, dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Le parrainage du premier en faveur de M. Henri Emmanuelli, proche de M. Jospin, avait le mérite de la clarté. M. Rocard lui-même s'était donné la peine de l'annoncer, la veille, en évoquant la «logique de restriction» du parti, engagée au lendemain du

congrès de Rennes. Le parrainage du second était déjà plus subtil. Faute de déclarations publiques, on devait se contenter d'interpréter des signes. M. Jean Auroux, candidat des fabiusiens, en avait reçu un de taille : une «conversation téléphonique» avec le président en personne, le matin même. Cela donnait à M. Auroux un petit air serein et détaché en début d'après-midi.

Mais voilà que les amis de M. Emmanuelli annoncent à leur tour que leur candidat avait lui aussi reçu un appel élyséen. Un appel, restait à en connaître le contenu. M. Auroux, de plus en plus serein, plaisait devant les caméras de télévision et les micros. Le président lui a déclaré, affirmant-il que «pour la sérénité du groupe, il valait mieux que ce soit lui qui soit élu». Et pour être sûr que le message est bien entendu, M. Auroux confie : «Si le président était aujourd'hui député, j'aurais une voix de plus».

Quelques instants plus tard, on prie ceux qui ont entendu ce que M. Auroux a dit de bien vouloir comprendre que ce n'était pas du tout ce qu'il avait voulu dire et que tout le monde avait mal entendu. Certes, apprend-on d'abord dans un démenti écrit, il y a bien eu conversation téléphonique, mais elle s'est en fait limitée à de banales considérations constitutionnelles. En fait de soutien, le président de la République, «conformément aux usages républicains et en vertu de la séparation des pouvoirs, n'a

à aucun moment affirmé un choix ou une préférence à l'égard de tel ou tel candidat».

Déjà moins serein, M. Auroux se donne la peine de venir distribuer et expliquer le démenti dans les couloirs et propose même spontanément aux caméras de télévision de recommencer sa prestation. Pour les partisans de M. Emmanuelli, l'occasion est trop belle de saisir cette «gaffe». Alors, ils font savoir, comme ça, l'air de rien, que leur poulain tient lui, «à maintenir le président de la République en dehors de cette désignation, qui est du seul ressort des députés du groupe».

Qu'à cela ne tienne : le soutien du président de la République s'était révélé moins facile que prévu pour les fabiusiens, il leur reste à dénoncer celui apporté par le premier ministre au candidat jospiniste. Vers 19 heures, l'air grave, M. Claude Bartolone, lieutenant de M. Fabius, vient à son tour devant les micros et les caméras. «Ce qui pose problème, c'est la prise de position du premier secrétaire et l'affirmation d'un axe Jospin-Rocard par le premier ministre. Il y a une situation de crise parce qu'on nous dit : Jean Auroux est un excellent candidat mais il a le péché originel d'être proche de Laurent Fabius. Nous en tirerons les conséquences en ce qui concerne notre participation au secrétariat national du PS». Encore plus grave, M. Bartolone ajoute : «Nous ferons tout pour sauvegarder le statut du secrétaire». Et il explique que M. Auroux est prêt à se retirer en faveur de M. Georges

Lemoine, candidat de compromis proposé l'après-midi même par les proches de M. Louis Mermaz, à la condition bien sûr que M. Emmanuelli fasse de même.

Ces dernières amabilités échangées en public, chaque courant est ensuite retourné à ses conciliabules : les rocardiens autour du premier ministre, les jospinistes avec le ministre chargé des relations avec le Parlement, les chevènementistes avec le ministre de la Défense et les fabiusiens avec le président de l'Assemblée nationale. Ce sont ces derniers qui ont eu la réunion la plus longue : trois heures et demie.

Les proches de M. Chevènement avaient eux aussi pas mal de choses à se dire. Dans l'après-midi, leur candidat s'appelait M. Jean-Paul Planchou et prônait le ralliement au deuxième ou au troisième tour à M. Henri Emmanuelli. En fin de journée, on apprendait que se serait en fait M. Michel Cofineau, vice-président de l'Assemblée nationale, qui défendrait les couleurs de Socialisme et République, mais cette fois jusqu'au bout. M. Jean-Pierre Chevènement, confiant ses proches dans les couloirs, n'avait pas apprécié du tout l'intervention de M. Rocard qui considérait son courant comme la «cinquième roue du carrosse». Quant aux jospinistes, ils décidaient de ne surtout rien décider.

PASCASLE ROBERT-DIARD

C'EST l'escalade. Partis du niveau groupe parlementaire, les socialistes sont arrivés, en une semaine, en passant par celui des stratégies de courant, à l'étage de la relation centrale du système institutionnel, celle du président de la République et du premier ministre. Ceux d'entre eux qui aspiraient à échapper à cette logique infernale ne pouvaient que constater, mercredi 10 octobre, qu'elle était la plus forte. Certains observaient qu'on pouvait s'y attendre, et qu'il aurait peut-être mieux valu éviter d'y prêter la main en ne nommant pas au gouvernement M. Louis Mermaz, quitte à beaucoup le décevoir...

La place qu'occupait le nouveau ministre de l'Agriculture à la tête du groupe socialiste de l'Assemblée nationale était une des rares survivances de l'avant-congrès de Rennes. M. Mermaz avait accédé à cette fonction, fin juin 1988, à la demande du président de la République, dans un contexte déjà marqué par la division des mitterrandistes - M. Pierre Mauroy, soutenu par M. Lionel Jospin, l'avait emporté un mois et demi plus tôt sur M. Laurent Fabius dans la compétition pour le poste de premier secrétaire du parti - mais où cette division n'avait pas encore produit tous ses effets. Pendant près d'un an et demi encore, le courant issu de la conquête du PS par M. Mitterrand

au congrès d'Epinal, en 1971, demeurerait la référence commune des frères ennemis jospinistes et fabiusiens, jusqu'à son éclatement, en janvier dernier.

Le congrès de Rennes allait, montrer, à la fois, qu'était révolue le temps où la vie du PS était dominée par la tension entre le bloc mitterrandiste et le bloc rocardien, mais qu'il était trop tôt pour redistribuer les cartes et que la «synthèse» générale était de rigueur. Faute de celle-ci, en effet, le premier ministre, avec sa cinquantaine de députés sur deux cent cinquante, serait apparu minoritaire au sein du groupe, et M. Mitterrand, par M. Fabius intermédiaire, minoritaire au sein du parti. Une construction aussi baroque n'est pas dans le goût de la V<sup>e</sup> République.

#### M. Chevènement hors de l'axe

M. Mauroy, premier secrétaire de «synthèse» à la barre du PS ; M. Mermaz, homme du président, à celle du groupe ; le couvercle était ainsi maintenu sur le chaudron, à condition que chacun fût d'accord pour y faire baisser la température. C'était le cas jusqu'à ce que le départ de M. Mermaz réduisît l'insuffisance des circuits de refroidissement mis en place. Et la pression qui s'exerce sur la présidence du groupe - fonction «institutionnelle», selon M. Mauroy - menaçait aussi la direction du parti. L'élection de M. Henri Emmanuelli par une coalition jospiniste et rocardienne aurait été considérée par le président de l'Assemblée nationale et ses amis comme devant entraîner leur départ du secrétariat national du PS, autrement dit la rupture de la synthèse imposée après Rennes et l'apparition d'une minorité ou d'une opposition dans le parti.

Ce scénario avait fait hésiter plus d'un député parmi les amis de M. Rocard et ceux de M. Jean-Pierre Chevènement. Les fabiusiens eux-mêmes, mis en difficulté par les propos inconsidérés de leur candidat, M. Jean Auroux, sur le soutien que lui apportait le président de la République - une fois encore, comme à Rennes, le chef de l'Etat risquait de faire les frais de l'affrontement entre ses héritiers, «s'étaient précipités sur la perche tendue par M. Mermaz et ses amis, celle du «troisième homme» que se proposait d'être un autre compagnon mitterrandiste de toujours, M. Georges Lemoine, le ministre de l'Agriculture n'étant plus disponible pour ce rôle. En annonçant que M. Auroux était prêt à se retirer en faveur de M. Lemoine si M. Emmanuelli en faisait autant, les fabiusiens cherchaient à se laver du soupçon d'une fois encore, comme à Rennes, ils se couvraient du patronage présidentiel.

En retournant la carte de l'axe majoritaire avec M. Jospin, alors qu'il aurait pu invoquer plus simplement, comme M. Mauroy, la répartition des responsabilités entre les différents courants, M. Rocard s'embarrassait ses amis et ses alliés. M. Chevènement, qui a gardé un mauvais souvenir des rumeurs qui avaient cours à Matignon, en août, sur son attitude dans la crise du Golfe, n'est pas disposé à s'inscrire bénévolement dans cet «axe»-là. M. Jean Poperen ne s'y est, quant à lui, jamais vu.

Depuis trois semaines, M. Rocard force l'allure dans ses rapports avec le PS. Les uns disent : il se croit tout permis. Les autres murmurent : pas pour longtemps.

M. Puech rencontre les élus socialistes. - M. Jean Puech, sénateur (UDF-PR) de l'Aveyron, président de l'Association des présidents de conseils généraux, a déclaré, mardi 9 octobre, «ne pas comprendre les raisons» qui avaient motivé les récentes déclarations, le concernant, du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe (le Monde du 6 octobre). M. Puech, qui venait de rencontrer les présidents socialistes de conseils généraux, démissionnaires de l'association depuis juillet dernier, et doit les revoir le 6 novembre, a ajouté : «La rupture n'est pas consommée». Les élus socialistes, dont M. Jean-Pierre Joseph, président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, ont exprimé le souhait de parvenir à «une représentation suffisante au sein des organes directeurs» de l'association.

#### Sept heures de débat au Sénat

### M. Mermaz promet d'«écouter les agriculteurs» et de «leur dire la vérité»

Les sénateurs ont longuement évoqué, mardi 9 octobre, les «difficultés actuelles et les perspectives de l'agriculture française», au cours d'un débat auquel a participé M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la forêt. Près de cinquante orateurs se sont succédé à la tribune pendant plus de sept heures, sous le regard attentif de nombreux responsables paysans, parmi lesquels M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Une fois la séance levée, M. Mermaz a eu, dans les couloirs du Sénat, ce moment décisif : «Finalement, c'est moins terrible qu'à Luxembourg. Ici, on se sent presque entre amis (1)». Le débat marathon auquel il venait de participer n'avait eu que très rarement, en effet, l'après des longues négociations communautaires. Pour ses grands débuts parlementaires, le nouveau ministre a été, en fait, un peu gâté. S'il s'est souvent légitimé, les débats d'actualité, puis qu'ils ne comportent pas de vote sur la politique du gouvernement, ne se prêtent guère aux attaques en règle. Mise à part une pique de M. Christian Bonnet (Rép. et ind., Morbihan), qui a contesté à «la culture de parti» du ministre socialiste «la fibre paysanne», il n'y a eu, malgré la surreprésentation des agriculteurs, ni bataille ni guérilla.

#### La négociation GATT

Les sénateurs s'étaient déplacés en nombre pour entendre le nouveau ministre plancher sur le dossier agricole français. M. Mermaz n'étant en fonction que depuis une semaine, la discussion a porté, en fait, sur la politique de son prédécesseur, M. Henri Nallet, qu'il a assumée sans faillir.

Matois, le ministre a pris soin, de surcroît, de délivrer un message sans aspérité. Il en a aussi profité, face à ce domaine encore nouveau pour lui, pour faire le tour du propriétaire. Dans son parcours, minutieux mais fade, M. Mermaz n'a pas épargné aux sénateurs le florilège des ministres néophytes. «Il faut écouter les agriculteurs, il faut leur dire la vérité, mais il faut, aussi, rechercher avec eux la réponse aux questions ardues qui se posent à nous tous», a-t-il commenté, avant d'analyser la mécanique des deux maux responsables de la crise endurée actuellement par une partie des agriculteurs français : la baisse des cours et la sécheresse.

Le ministre a expliqué à des sénateurs volontiers sceptiques que

l'effondrement des marchés résulte en grande partie d'une «rumeur» à propos de «brusques mesures de sanctions est-allemandes». «Nous savons, aujourd'hui, que (ces) rumeurs ne sont pas importantes, a-t-il ajouté. En outre, des interventions communautaires ont entraîné la baisse des prix, et le gouvernement a réagi rapidement et efficacement».

Après un éloge cursif de la politique agricole commune (PAC), M. Mermaz a procédé à l'inventaire des dysfonctionnements du secteur agricole (vieillesse de la population active, endettement des jeunes, charges excessives, etc.), avant de dresser, en regard, la liste des actions engagées par son prédécesseur rue de Varenne. Tout y est passé : «La suppression progressive des taxes frappant certaines productions», «la réforme des appellations contrôlées», mais, aussi, «l'aide aux agriculteurs en difficulté», sans oublier «la réflexion sur la réforme de la taxe sur le foncier non bâti».

Le ministre en a terminé, au petit trot, après un détour obligé par l'annonce de la position de la France en matière de commerce international : «Tout pays a le droit d'être exportateur de produits agricoles et alimentaires, sur un marché mondial équilibré, où les règles du jeu sont explicites et s'appliquent de la même manière à toutes les parties».

A propos des subventions, pomme de discorde entre l'Europe et les Etats-Unis dans les discussions du GATT, qui doivent aboutir à la fin de l'année, M. Mermaz s'est voulu clair : «L'Europe s'apprête à faire une offre de compromis, a-t-il admis, mais il va de soi que la Communauté ne pourra consentir à des concessions qu'à condition que la totalité des soutiens soit prise en compte et que tous ses partenaires commerciaux, Etats-Unis compris, consentent des concessions équivalentes».

#### M. François-Poncet : une crise profonde

L'estimation faite par les sénateurs de la situation agricole française a été, globalement, plus pessimiste que celle du ministre. La majorité des élus a souscrit aux propos de M. Jean François-Poncet (Rass. dém., Lot-et-Garonne), président de la commission des affaires économiques, pour qui la sécheresse n'a été «que le révélateur d'une crise beaucoup plus ancienne, grave et profonde». Elle «a fini par ébranler la confiance des agriculteurs dans leur avenir, dans la volonté des pouvoirs publics de l'assurer, dans l'attitude de la nation elle-même, qui paraît lointaine et indifférente au drame qu'ils vivent», a ajouté M. François-Poncet, qui préside une mission sénat-

oriale d'information sur l'avenir de l'espace rural. De nombreux sénateurs, parmi lesquels M. Roland du Luc (Rép. et ind., Sarthe), ont appelé de leurs vœux une meilleure compréhension entre les agriculteurs et les hommes politiques, de même qu'avec l'opinion publique.

Les intervenants, quand ils n'ont pas limité leur propos à une plate défense d'intérêts départementaux (de l'oise landaise au mouton des Pyrénées, en passant par le canard gras du Lot...), ont divergé de la description du ministre à propos de la négociation du GATT, les uns et les autres demandant la plus grande fermeté, ainsi que sur la PAC. M. François-Poncet n'a pas fait l'unanimité de la majorité sénatoriale lorsqu'il a affirmé qu'il n'y a pas de substitut à la PAC.

Quand le président de la commission des finances, M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), après avoir protesté contre la faiblesse

des crédits du ministère, a vitupéré, l'index accusateur, «contre les usages des eurocrates», M. Jean Huchon (Un., cent. Maine-et-Loire) et Félix Leyzour (PC, Côtes-d'Armor), autres pourfendeurs de la Commission de Bruxelles, se sont sentis en terrain familier. M. Jacques Chaumont (RPR, Sarthe) a regretté, pour sa part, que la PAC ne soit plus, selon lui, «le pilier de la construction européenne».

La diversité des situations que connaissent les agriculteurs s'est, en revanche, progressivement imposée à tous. M. Fernand Tardy (PS, Alpes-de-Haute-Provence) a observé, ainsi, que la crise actuelle ne touche ni les producteurs de vin de qualité, ni les producteurs végétaux hors-sol, ni les producteurs de fruits, et M. Gérard Dellaf (PS, Hérault) a prôné «le recours à l'aide différenciée».

M. Paul Girod (Rass. dém., Aisne) a poussé la logique de cette approche différenciée à son terme

en évoquant la crainte d'une agriculture à deux vitesses et de l'abandon d'une partie du territoire. M. René Régnault (PS, Côtes-d'Armor) a tenté de faire la synthèse de ces perspectives en évoquant la combinaison de deux types d'agriculteurs : les premiers plus performants, responsables de la compétitivité de l'agriculture, et les seconds plutôt tournés vers des prestations d'intérêt général, pour contenir la réduction du nombre d'exploitants et assurer la gestion de l'espace rural.

#### GILLES PARIS

(Lire page 33 un entretien avec M. Guy Le Fur, porte-parole de la Confédération paysanne.)

(1) M. Mermaz a participé, avec les principaux ministres de l'Agriculture de la CEE, lundi 8 octobre, à Luxembourg, à une réunion sur les propositions de la Commission européenne en matière de commerce international, que le Communiqué du GATT dans le cadre de l'Uruguay-Round.

VOYAGEURS EN ARGENTINE A CHOISI AEROLINEAS ARGENTINAS

## Rendez-vous à Ushuaia

Patagonie, Terre de feu, 13 jours à partir de 17.600F

Sur les traces de Magellan, Darwin, Charcot, Saint-Exupéry, explorez à votre tour le royaume du vent et de la mesure, pour atterrir, à l'extrémité du continent, sur le minuscule aéroport de la bourgade la plus australe du monde : Ushuaia.

Vous pouvez aussi, avec VOYAGEURS EN ARGENTINE, découvrir les Pays Andins, le Chili, l'île de Pâques, ou partir à la poursuite de Moby Dick. Demandez à VOYAGEURS EN ARGENTINE, 12, rue Sainte-Anne 75001 Paris. Tél. : (1) 42.86.17.77, le programme complet de ses circuits et expéditions.

VOYAGEURS EN ARGENTINE

Un seul pays, tous les voyages.

AEROLINEAS ARGENTINAS

# R

## vitesse

manches, de chômage et de... Les plus courts d'entre eux... Les plus courts d'entre eux... Les plus courts d'entre eux...

Le Monde

SERVICE A DOMICILE

HAUTS-DE-SEIN

MONDE CHEZ VOUS

LES SOIRS AVANT 19H

REPORTER SPECIAL

MOIS SEULEMENT

FINANCIER

MONTI



Modèle plissé d'Issey Miyake photographié par Tyen.

هكذا من اجل

# MODE

## SPECIAL

DEPECHE-TOI  
LA MODE BOUGE

DU 5 AU 27 OCTOBRE, LE **SPECIAL MODE 90**  
VA SECOURIR TOUS LES TALENTS DE LA MODE  
AU PRINTEMPS HAUSSMANN.

### LE MOUVEMENT DES CREATEURS

- HOMMAGE SPECIAL A ISSEY MIYAKE  
ET ROMEO GIGLI.
- UNIQUE AU MONDE, LE PRINTEMPS  
EXPOSE 125 ANS DE HAUTE COUTURE:  
WORTH, POIRET, LANVIN, FORTUNY, ETC.  
UNE COLLECTION EXCEPTIONNELLE DE  
160 MODELES PRESENTES AU PRINTEMPS  
AVANT LEUR VENTE AUX ENCHERES  
A DROUOT.
- LES GRANDS NOMS DE LA MODE  
DU PRINTEMPS: ANNE-MARIE BERETTA,  
CORINNE COBSON, CLAIRE DEDEYAN,  
DOLCE ET GABBANA, KENZO,  
HELMUT LANG, RIFAT OZBEK,  
SYBILLA, MARTINE SITBON,  
COSTUME NATIONAL, WORKERS FOR  
FREEDOM, KARL LAGERFELD,  
CHRISTIAN LACROIX...

### LES PRIX BOUGENT AVEC LA MODE.

- DES MODELES CREEES POUR CE  
**SPECIAL MODE** A DES PRIX TRES  
SPECIAUX: ODILE LANÇON: VESTE  
SPENCER **850F**,  
BERMUDA FLANELLE **650F**,  
BARBARA BUI: VESTE CINTREE **1995F**,  
PANTALON ETROIT FLANELLE **995F**,  
DIOR COORDONNEES: TAILLEUR VESTE GALBEE  
ET JUPE DROITE **2590F**,  
YVES SAINT LAURENT VARIATION: BLAZER  
GRAIN DE POUDRE ET JUPE DROITE **2990F**,  
CLAUDIE PIERLOT: ROBE FLANELLE **650F**.

### TOUS LES SHOPPINGS DU MONDE.

- LA MODE DU MONDE A TOUS PRIX:  
**LONDRES**: ACCESSOIRES LIBERTY,  
SHETLANDS, VESTES, JUPES AUSTIN REED,  
DUFFLE COATS GLOVERALL,  
CACHEMIRES PRINGLE...  
**MILAN**: ACCESSOIRES A L'ITALIENNE,  
SACS, BESACES, CHALES...  
BRENDA ASHE, LA ROSAE ET SANTA CROCE...  
**SANTA FE**: LONGUES JUPES EN COTON,  
CHEMISIERS BRODES...



14. Les violences dans la banlieue lyonnaise.  
15. « Le Monde éducation » : la rentrée universitaire en chiffres.

16. Les sciences expérimentales au collège.  
17. Une enquête sur les avocats du barreau de Paris.

19. Le contrôle des spots confié au BVP.  
Musiques : « The Black Rider », au TMP.

# La lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme

Avant le débat au Sénat, M<sup>me</sup> Simone Veil dans un entretien au « Monde » soutient le projet gouvernemental

M. Bruno Durieux inaugure la semaine européenne contre le cancer

Le Sénat examine à partir du jeudi 11 octobre le projet de loi contre l'alcoolisme et le tabagisme défendu par M. Claude Evlin, ministre des affaires sociales et de la solidarité. Après de nombreuses et importantes personnalités du monde médical (le Monde du 6 octobre), M<sup>me</sup> Simone Veil, députée européenne, apporte, dans l'entretien qu'elle a accordé au Monde, son soutien total à ce projet. L'ancien ministre de la santé des gouvernements de MM. Chirac et Barre, qui avait été à l'origine d'un important texte de loi contre le tabagisme, se prononce par ailleurs en faveur du projet gouvernemental controversé de contribution sociale généralisée.

De son côté, M. Bruno Durieux inaugure la troisième semaine européenne contre le cancer. Cette manifestation lancée le mardi 9 octobre sur le thème « tabac et alcool », et qui doit se poursuivre jusqu'au 14 octobre, a été l'occasion pour le nouveau ministre délégué chargé de la santé, de faire sa première intervention publique.

« Vous avez été à l'origine, il y a une quinzaine d'années, de l'adoption d'un texte de loi important qui porte votre nom, et qui visait à lutter contre le tabagisme. Quelle est aujourd'hui votre position vis-à-vis du projet gouvernemental de lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme ?

— Ce projet s'inscrit dans la ligne des dispositions que nous avions fait prendre en matière de lutte contre le tabac. Pour ce qui touche à l'alcool, nous avions commencé plus timidement en soumettant au Parlement un projet de loi sur la consommation de boissons. Nous savions en effet que le Parlement risquait fort d'opposer, à cette occasion, des dispositions beaucoup plus laxistes que celles que nous soumissions voir prises. Cela dit, il faut s'interroger sur les raisons qui font par exemple que la France est encore largement en tête pour ce qui concerne la consommation moyenne d'alcool par habitant.

— Qu'en est-il, selon vous, pour la consommation de tabac ?

— Lorsque j'ai commencé, il y a quinze ans, la lutte dans ce domaine, certains disaient que la nocivité de cette consommation n'était pas prouvée scientifiquement. Aujourd'hui, ils n'ont plus le droit de dire. On entend aussi souvent l'argument selon lequel la publicité en faveur des marques de cigarettes n'inciterait pas à la consommation et ne ferait qu'orienter les choix. En réalité, toutes les enquêtes qui ont été faites sur ce thème démontrent que la publicité a une action sur la consommation. D'ailleurs, quand on voit ces publicités, on comprend sans mal qu'il s'agit d'une incitation directe à fumer puisqu'elle valorise cette pratique en l'associant notamment au sport, à la virilité, à l'évasion, etc.

— Je ne vois pas pourquoi on dépenserait dans la publicité si elle n'avait pas pour but d'inciter à la consommation... Je crois qu'il faut insister très fortement sur les actions de prévention chez les jeunes et les très jeunes. Le programme d'action du Parlement européen pour les années 1991-1995 met au maximum l'accent sur ce thème et à une très forte majorité, le Parlement a suivi la demande d'une interdiction totale de publicité qui existe d'ores et déjà dans certains pays européens.

sur la nocivité du tabac. J'ajoute que le poids très fort du président de la République, qui avait tout à fait soutenu la campagne, avait permis que le ministère des finances ne cherche pas à freiner notre action.

— On a vu rapidement, dans les années qui suivirent, de nombreuses initiatives publicitaires régresser sans mal à contourner les interdictions qui avaient été mises en place. Craigniez-vous dès le départ un tel phénomène ?

— Bien sûr, c'est un sujet très difficile. On avait déjà dans le texte vu une échappatoire importante au principe avec l'autorisation de la publicité pour les courses automobiles. Il y avait eu là en effet certains soutiens du Parti socialiste à certaines compétitions automobiles et de personnalités directement concernées par cette activité.

— Sur ce sujet, les parlementaires sont donc, en définitive, selon vous, très sensibles, très perméables à l'action des lobbies professionnels ou des intérêts privés ?

— Je trouve que les parlementaires ont beaucoup changé. Les choses me semblent beaucoup moins difficiles. Aujourd'hui, il est quand même très intéressant d'observer que le poids de l'opinion publique compte davantage. L'opinion publique aujourd'hui a un rôle. Elle peut convaincre les parlementaires de voter des textes courageux.

— Pour résumer, si vous siégez au Sénat actuellement, voteriez-vous la loi que défend M. Claude Evlin ?

— Certainement. J'ajouterais que pour être crédible, puisqu'on parle beaucoup aujourd'hui d'économies en matière de santé, il faut en même temps lutter contre les principales causes de pathologies et de mortalité prématurée. Tout cela forme un tout.

— Quel est votre point de vue sur cet autre projet gouverne-

mental, la contribution sociale généralisée ?

— Je crois que l'idée de restructurer le financement de la Sécurité sociale va tout à fait dans le sens de ce qui se passe dans les autres pays européens. J'y suis tout à fait favorable. Si l'on analyse la structure du financement de la Sécurité sociale, on voit que la France a le système qui pèse le plus sur les cotisations patronales et le moins sur la fiscalité. On n'a pas en son temps, à cause de diverses oppositions, budgétisé le financement des allocations familiales. Il est bon de commencer dans ce domaine à condition d'accompagner cette mesure de réformes comme la séparation financière des différentes branches. C'est une réforme favorable et favorable entre autres aux entreprises. Elle devrait aussi permettre un contrôle parlementaire beaucoup plus rigoureux.

— Quand j'ai quitté le gouvernement, je me souviens d'avoir fait une note au premier ministre expliquant que l'on n'échapperait pas à une réforme très importante du système de couverture sociale. Tous les facteurs démographiques, technologiques ou sociologiques poussent à une augmentation des dépenses de santé. Il faut, comme l'explique le gouvernement, voir dans la contribution sociale généralisée une nouvelle répartition du financement mais pas une solution au problème de l'évolution des dépenses de santé ou de la retraite. On ne pourra d'ailleurs faire de réforme que si l'on sépare totalement les différentes branches. On y verra beaucoup plus clair dans les comptes et on pourra traiter différemment des problèmes qui sont de nature différente.

Pour sa première sortie publique, M. Bruno Durieux, le nouveau ministre délégué chargé de la santé, avait choisi de lancer la Semaine européenne contre le cancer, consacrée cette année à la lutte contre le tabac et l'alcool.

— S'accordant, comme il l'avait déclaré dès sa nomination, trois semaines pour « l'examen attentif des dossiers » dont il aura la charge, M. Durieux s'est refusé à toute déclaration spectaculaire. Il a simplement apporté son « soutien inconditionnel » aux promoteurs de la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, qu'ils soient français ou d'autres pays européens. « Il faut, a-t-il déclaré, éradiquer le tabagisme en France. » A cette fin, M. Durieux estime indispensable « l'interdiction absolue de la publicité pour le tabac ». « Lors de la discussion au Sénat, a-t-il expliqué, je serai au côté de M. Evlin, mais c'est à lui que reviendra de défendre ce texte. Un texte qui, nous l'espérons, sera le plus proche possible de celui qui a été déposé en première lecture au Parlement. »

— Comme l'a rappelé le professeur Maurice Tubiana, le président du comité des cancérologues de la Communauté européenne, au cours de cette même conférence de presse, les mesures prévues dans cette loi s'inscrivent dans la politique communautaire de lutte contre le cancer. Quant au choix du tabac et de l'alcool comme thème de la Semaine européenne contre le cancer, il se justifie, selon le cancérologue, par ce seul constat : en Europe, aujourd'hui, un tiers des cancers sont dus au tabac. D'autant plus, explique-t-il, que les effets nocifs du tabac s'accroissent à l'encontre non seulement des fumeurs, mais aussi des non-fumeurs exposés à la fumée des autres. Le professeur Tubiana ajoute que, parmi les adultes non fumeurs, la proportion de cancers serait trois fois plus élevée chez ceux dont les parents sont fumeurs.

En ce qui concerne l'alcool, la situation européenne est plus nu-

cée : si, dans la plupart des pays, il n'est directement responsable que de 3 à 4 % des cancers, en France et au Portugal, pays traditionnellement grands consommateurs d'alcool, 10 % environ des cancers lui sont imputables.

**La corrélation prix-consommation**

Dans un tel contexte, la Communauté européenne et le Parlement européen ont adopté depuis cinq ans plusieurs mesures importantes, notamment l'aiguillage des produits nocifs pour la santé contenus dans les cigarettes, la limitation de leur teneur en goudrons (d'abord à 15 mg, puis à 12 mg) et l'harmonisation des taux de TVA. Cette dernière mesure doit avoir pour conséquence, en France, une hausse sensible du prix du tabac. Elle est d'autant plus indispensable que plusieurs études, en particulier auprès des adolescents, ont montré le lien entre la consommation et le prix du tabac. C'est en France, en Grèce, en Espagne et au Portugal, pays où le prix du tabac est le plus bas, qu'on fume le plus. L'objectif des autorités européennes est donc d'aligner le niveau des taxes sur celui des pays où le prix du tabac est le plus élevé (Danemark et Irlande).

Reste enfin le problème de l'interdiction de la publicité pour le tabac et l'alcool. Là encore les résultats des études sont sans appel : il existe une nette corrélation entre l'agressivité des publicités et la consommation du tabac, surtout chez les jeunes. « Ces publicités qui font appel à la séduction, au succès, au sport, aux voyages, etc., sont intolérables tant elles violent la personnalité des plus jeunes », estime le professeur Tubiana.

Dans un tel contexte, l'importance de la discussion qui s'engage jeudi au Sénat. De son issue dépendra la crédibilité de la politique française de lutte contre le cancer et l'avenir de l'Europe de la santé.

FRANCK NOUCHI

## RÉGIONS

A propos de la révision du schéma directeur

Le conseil régional d'Ile-de-France prend ses distances avec l'Etat

Le conseil régional d'Ile-de-France marque un coup de frein à sa participation dans la préparation du futur schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Réuni mardi 9 octobre en séance exceptionnelle pour examiner le rôle qu'il entend jouer dans la conception de l'avant-projet, prévu pour le printemps prochain, le conseil a choisi d'emprunter une voie moyenne.

Entre la contradiction d'un texte avec les représentants de l'Etat et la pratique de la « chaise vide », la majorité RPR-UDF a décidé que l'exécutif régional sera « présent partout où l'on se rencontre, absent partout où l'on rédige ». Autrement dit, le conseil reprendra sa participation aux commissions « techniques » chargées d'examiner les solutions aux problèmes de transports, de logement, d'environnement, d'équipements publics, etc., ainsi qu'à la commission consultative plus politique. « Reprendre » car, après l'annonce, le 1<sup>er</sup> août par M. Delabarre, du plan d'extension du quartier de la Défense, le conseil régional avait marqué un « temps d'arrêt » en guise de protestation (le Monde du 9-10 septembre).

« Non à la cogestion »

Mais, désormais, les élus de la majorité RPR-UDF refusent toute responsabilité et tout rôle actif dans la rédaction de l'avant-projet de schéma directeur. Les experts de la région Ile-de-France, qui avaient participé à l'élaboration du Livre blanc l'an dernier, seront eux-mêmes dispensés d'intervenir dans cette rédaction. Ils seront, en revanche, mobilisés pour mettre au point le propre texte du conseil régional. Ainsi y aura-t-il deux textes de « brouillon » de schéma directeur.

En fait, la majorité RPR-UDF a cherché comment se dégager, sans laisser la place à d'autres — comme les représentants des départements, — d'une participation qui, à ses yeux, était trop au gouvernement, à dix-huit mois des élections régionales. Au terme du débat sans vote, au cours duquel se sont exprimés tous les groupes qui composent l'Assemblée régionale, le président, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a livré la clé de la stratégie de sa majorité : « Qui a déclaré : « Si nos idées ne plaisent pas au gouvernement, les électeurs jugeront, et l'occasion leur en sera donnée bientôt. »

CHARLES VIAL

(Lire page 36 notre rubrique Paris-Ile-de-France)

« Le lobby des publicitaires »

— Avez-vous, au moment de l'adoption de la loi Veil contre le tabagisme, été directement aux prises avec certains lobbies ?

— A cette époque, j'ai été confronté au lobby du tabac et surtout à la SEITA qui fut alors extrêmement agressive, disant notamment que l'on privilégiait les tabacs étrangers, essayant aussi de soutenir que les tabacs bruns n'étaient pas plus forts en nicotine et répandant l'idée que ces tabacs bruns étaient moins nocifs que les tabacs blonds. Maintenant, quand je regarde rétrospectivement la situation, je me rends compte qu'au fond il y avait bien sûr les lobbies du tabac mais qu'il s'agissait en fait bien davantage de celui des publicitaires. Ces derniers avaient été à l'origine d'un certain nombre d'articles qui étaient, ni plus ni moins, de la désinformation.

□ Deux organisations féministes contre la nomination de M. Bruno Durieux. — Deux organisations féministes, la Ligue du droit des femmes et le Mouvement français pour le planning familial (MFPF), protestent à leur tour contre la nomination de M. Bruno Durieux à la fonction de ministre délégué à la santé. Elles rappellent que M. Durieux est cosignataire, avec le Front national, d'une proposition de résolution prenant position contre la pilule abortive RU 486 (le Monde du 10 octobre). Le planning familial se demande « quelle politique en matière de droits des femmes pourrait élaborer un gouvernement qui devra composer avec des courants sensibles aux arguments de l'extrême droite ». La Ligue du droit des femmes estime de son côté que « la présence de Bruno Durieux est incompatible avec des options de gauche, ou alors ce gouvernement perdrait le peu de crédit qui lui reste auprès de celles qui ont contribué à le porter au pouvoir ».

## RELIGIONS

Un nouveau projet d'implantation de la secte divise la ville

## Louviers. dans la main de Jéhovah

LOUVIERS de notre envoyé spécial

Louviers, c'est encore la grande banlieue, à une heure de Paris, et déjà la petite province, chère à Balzac ou Maupassant. Les histoires de sectes n'y datent pas d'aujourd'hui. Les archives locales font remonter à Louis XIV une sombre affaire de possession. L'ordre érotique des Rose-Croix a ses quartiers près de là, au Neubourg. La célèbre voyante, Marita Carington, a un commerce florissant dans la ville, à quelques kilomètres de Bernay, le fief de M<sup>me</sup> Soleil.

Au marché de la croyance, les Témoins de Jéhovah prospèrent aussi dans l'Eure. Dans un rayon de 40 kilomètres autour de Louviers, ils sont déjà plus de 2 000, répartis en vingt-trois congrégations et leur imprimerie nationale, orgueil des 110 000 Témoins de Jéhovah français, se trouve aux portes de la cité.

Les deux célèbres publications de la secte la Tour de garde et Réveillez-vous, à raison de plus de 600 000 exemplaires chacune (14 millions dans le monde en 108 langues), sortent deux fois par mois des rotatives offset dernier cri, en quadrichromie, de Louviers. Dans cette maison de campagne, avant de se plier au jeu de la politique locale. Avec bonheur, malgré son étiquette gauchiste dans une ville sociologiquement de gauche, puisqu'elle a été élue maire en 1983, réélue six ans après. Elle a une grande-mère catholique d'origine polonaise. Elle se définit à la fois comme « voltairienne » et « pacifiste », aux antipodes donc de cet avatar du protestantisme américain que sont les Témoins de Jéhovah.

« Ils sont dans la ville depuis longtemps. Je les trouve plutôt gentils, inoffensifs, et surtout collants, dit Odile Proust. Je n'ai aucune compétence sur leur doctrine. Quelle raison objective avions-nous de leur refuser ce projet d'urbanisme, alors que des modifications du POS, nous en faisons tous les jours ? » Les Témoins de Jéhovah ne votent jamais. Le statut associatif de l'imprimerie leur permet d'échapper à la taxe professionnelle. « Il est complètement faux de dire que je leur ai dérobé le tapis rouge », affirme le maire de Louviers. Ajoutant, avec un brin d'agacement : « J'en ai assez de jouer les Jeanne d'Arc de causes qui ne sont pas les miennes. »

« Inoffensifs et surtout collants »

Après des tentatives infructueuses à Marolles, près d'Orléans, et dans la banlieue de Louviers, à Virovay et Incerville, les promoteurs de ce projet ont fini par trouver une oreille attentive auprès de la municipalité de la ville. Le 11 juillet dernier, en effet, le conseil municipal de Louviers acceptait une modification du Plan d'occupation des sols (POS) et une levée du droit de préemption de la ville sur la Zone à aménagement différé (ZAD) des Oiseaux. La communauté de Jéhovah va pouvoir y acheter 14 hectares de terrain, construire 300 studios et 8 hectares de bureaux.

La quarantaine, élancée, longue chevelure blonde, Odile Proust occupe le fauteuil de Pierre Mendès France, maire de Louviers de 1935 à 1958. Cette Parisienne, spécialiste du droit du travail, avait à Louviers sa maison de campagne, avant de se plier au jeu de la politique locale. Avec bonheur, malgré son étiquette gauchiste dans une ville sociologiquement de gauche, puisqu'elle a été élue maire en 1983, réélue six ans après. Elle a une grande-mère catholique d'origine polonaise. Elle se définit à la fois comme « voltairienne » et « pacifiste », aux antipodes donc de cet avatar du protestantisme américain que sont les Témoins de Jéhovah.

La récupération politique de l'affaire crève les yeux. Un seul conseiller de la majorité de droite (sur 24) était en désaccord et a démissionné. L'opposition de gauche a foncé dans la brèche ouverte, passant aujourd'hui à la guerre contre les sectes, soutenue par une partie du clergé catholique local, proche de Mgr Gallot, évêque du diocèse.

« Vos enfants seront contaminés ! »

Dans une salle archicombiste et surchauffée, vendredi soir 5 octobre, elle avait invité d'ancien Témoins de Jéhovah et de spécialistes de l'Association de défense de la famille et de l'individu (ADFI). Devant une poignée d'adeptes de la secte, venus en kamikazes, le député de gauche de la circonscription, François Loncle, s'est écrié : « On ne va tout de même pas faire de la ville de Mendès France la capitale française de la secte de Jéhovah ! Qu'ils exercent leur foi, mais pas en faisant main basse

sur une ville de 18 000 habitants. »

Louviers n'est pas à un paradoxe près : face à son opposition de gauche, c'est Madame la maire, femme de droite, qui fait figure de championne des droits de l'homme, de la tolérance et de la liberté religieuse. Mais elle qui rêve de voir sa bonne ville de Louviers, ville de confites et de procès, soixante-huitarde et « un peu schizophrène », devenir une cité comme les autres, aura cette fois tort à faire. Si les rivaux du futur centre jéhoviste préfèrent, à tout prendre, dit-on, ce voisinage à celui d'une mosquée, les yeux s'ouvrent aujourd'hui dans la ville sur les pratiques d'une secte dont celle-ci ignorait presque l'existence.

S'il n'est pas exact de dire qu'ils vivent « en autarcie » (« ils achètent pour 3 millions de francs par an aux commerçants locaux et ont une centaine de fournisseurs », explique-t-on à la mairie), la ville découvre les « nègres » qui travaillent sans salaire ni couverture sociale à l'imprimerie de Louviers. Elle apprend que 700 Témoins de Jéhovah sont en prison en France parce qu'ils refusent le service militaire, le service civil et même le statut d'objecteur de conscience, et que la rupture de tout lien familial et amical est promise à tout « exclu » qui a enfreint la loi de Jéhovah.

« Dans dix ou quinze ans, vos enfants seront contaminés », menace Robert Carbonnel, exclu au bout de trente ans passés chez les Témoins de Jéhovah, et vous serez un jour comme moi, privé de leur affection. » A Louviers, ce n'est pas encore la chasse aux sorcières, mais les « mauvais » esprits s'agitent.

HENRI TINCO

## SOCIÉTÉ

Les violences dans la banlieue lyonnaise

## Deux témoins contestent la version policière de l'accident de moto qui a provoqué la colère des jeunes de Vaulx-en-Velin

La reconstitution de la collision entre une moto et une voiture de police dans laquelle Thomas Claudio a trouvé la mort samedi 6 octobre à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, provoquant une explosion de violence parmi les jeunes d'origine arabe ou italienne, a eu lieu dans la matinée du mercredi 10 octobre. Un second témoignage est venu

contredire la version des faits donnée par la police.

M. Claude Evin, ministre des Affaires sociales, accompagné de MM. Gilbert Bonnemaison (PS) et André Diligent (CDS), vice-présidents du Conseil national des villes, s'est rendu le 9 octobre à Vaulx-en-Velin. Lors d'une réunion à la préfecture du Rhône en présence d'une délégation de

jeunes du quartier du Mas du taurau, le ministre a confirmé la volonté du gouvernement de voir la lumière faite rapidement sur les circonstances controversées de cet accident. Pour les jeunes, c'est l'une des conditions essentielles d'un retour au dialogue.

Répondant aux attaques des jeunes contre la police, M. Evin a admis que « tous les acteurs ne

s'étaient pas sentis concernés au même niveau ». « Les jeunes ont manifesté un message à leur manière, avec violence. Qu'ils sachent qu'il a été entendu, a-t-il ajouté. Il faut renouer le dialogue rompu et éviter que cela se reproduise ailleurs. »

MM. Bonnemaison et Diligent ont été chargés d'animer sur place une commission d'enquête

publique afin de dégager des solutions complémentaires à celles déjà mises en œuvre dans la commune.

Pour la quatrième nuit consécutive, des incidents ont éclaté à Vaulx-en-Velin, où ont eu lieu des scènes de pillage, ainsi que dans des communes proches. Une dizaine de voitures ont été incendiées.

## Les petits frères des beurs

Suite de la première page

Que d'animateurs socio-culturels d'origine maghrébine ! La filière est saturée, et les adolescents d'aujourd'hui savent qu'ils n'y accéderont pas. Ils se sentent condamnés à de petits boulots, à un statut d'ouvrier non qualifié, de garçon de courses ou d'aide-cuisinier. C'est un nouveau

prolétariat urbain, né de l'échec scolaire et égaré dans des stages de formation sans vrais débouchés. Un prolétariat qui, dès le plus jeune âge, baigne dans le chômage, le travail précaire et les allocations.

Même si elle a été « réhabilitée », Vaulx-en-Velin reste l'une des zones les plus pauvres de l'agglomération lyonnaise. Ce n'est pas tout à fait un hasard si le drame de la semaine dernière y a dégénéré en explosion. La plupart des émeutiers appartenaient à des familles très démunies. Beaucoup d'entre eux ont l'habitude de « gagner » leur argent de poche par des vols d'autoradios et de vélos, ou du chantage dans les magasins. Un nouveau pas a été franchi le week-end dernier avec le pillage d'un supermarché. Image inédite et troublante de ce qu'on ne voyait jusqu'à présent que dans le tiers-monde - à la télévision. Eux aussi, ils sont passés à la télé, et d'ailleurs s'en vantent : ils ont fait reculer les forces de l'ordre.

« Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est la haine », dit Christian Delorme qui l'on surnommait « le curé des Minguettes ». Haine de la police essentiellement. Il ne suffit pas de quelques commissaires intelligents, associés aux entreprises de réhabilitation dans les quartiers, pour régler ce problème-clé. Les jeunes beurs se sentent victimes en permanence d'un délit de faciès. Chaque contrôle d'identité est, pour eux, une humiliation. Il ne faut pas oublier qu'au cours des années 80, une dizaine de beurs ont été tués dans la banlieue lyonnaise, soit par des policiers, soit par des voisins déclarant ne pas supporter le bruit.

« La situation n'est pas très différente ici de celle de Paris ou de Marseille », remarque André Chazalotte, délégué du Fonds d'action sociale dans la région Rhône-Alpes. Mais, à Lyon, les choses sont toujours plus sourdes. Et quand ça explose, c'est plus fort qu'ailleurs. »

## Les foulards et Carpentras

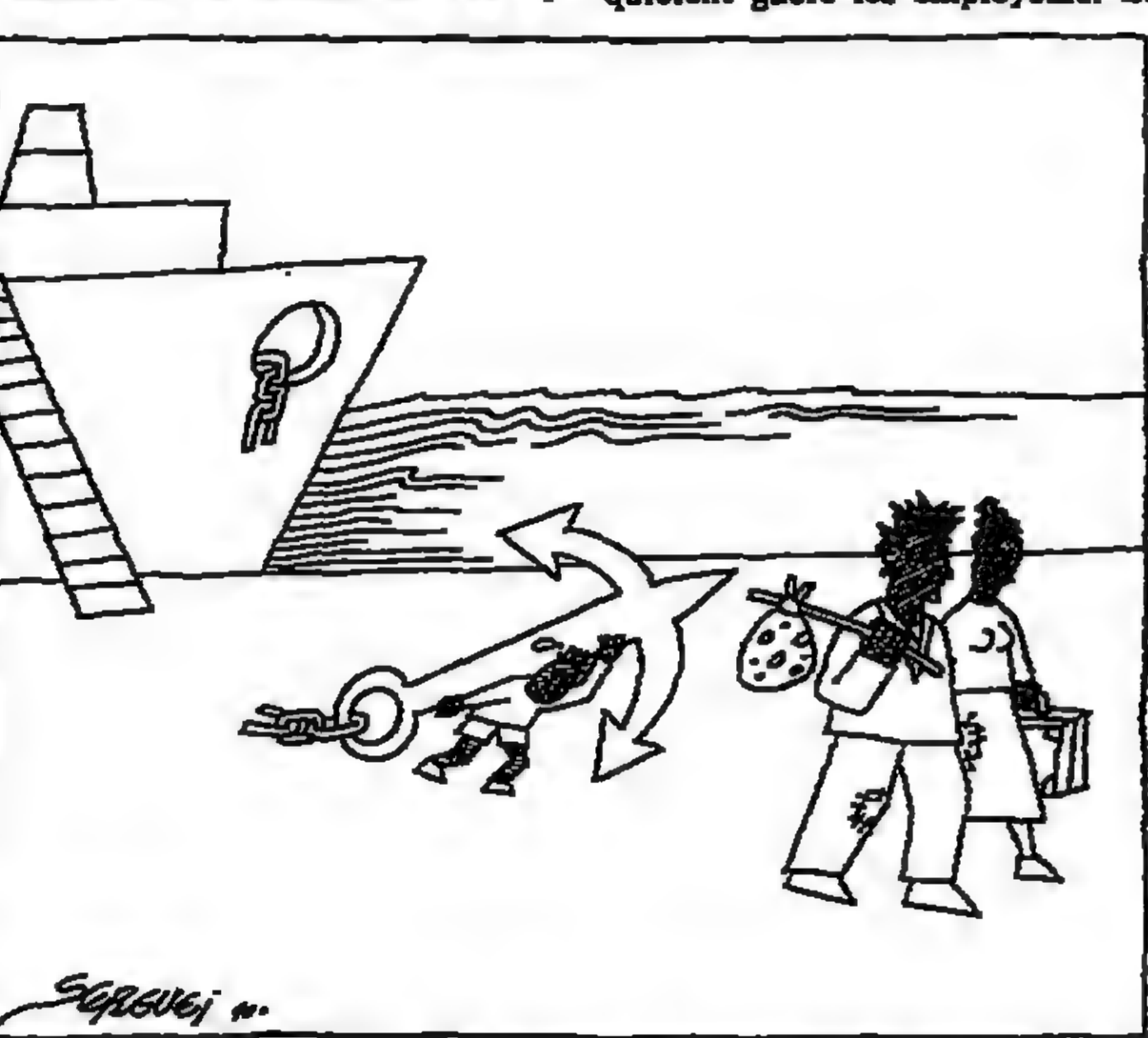
Les petits frères des beurs de 1981 n'ont ni leaders ni modèles. Un certain nombre d'entre eux avaient vibré aux premiers appels de SOS-Racisme. Mais ils auraient plutôt tendance aujourd'hui à traiter les responsables d'associations de « vieux » ou de « pourris ». Ils ne se reconnaissent pas en Harlem Désir (« c'est un Bouinty, noir dehors et blanc dedans », lance ironiquement certains). De SOS-Racisme, ils ont surtout retenu les slogans première manière : une exaltation de la différence culturelle qui a glissé, dans leur tête, vers une ethnité combattante. Dans beaucoup de banlieues, tout n'est-il pas vécu désormais en termes de discrimination ethnique ?

On a beaucoup débattu en France ces dernières années des problèmes de citoyenneté. Mais les petits frères des beurs de 1981 sont quasiment tous nés ici ; ils sont titulaires de la nationalité française et ne connaissent qu'une seule langue, le français. Culturellement assimilés, ils ne sont intégrés ni économiquement ni socialement.

Arabes ? Ils s'affichent comme tels, selon les jours, et sans trop savoir ce que cela signifie. La manière dont ils se réclament de la « révolte des pierres » dans les territoires occupés par Israël laisse sceptiques ceux qui les connaissent bien. Cependant, un certain nombre d'événements récents en France leur ont restés en travers de la gorge. Notamment l'affaire des foulards islamiques et les réactions à la profanation du cimetière juif de Carpentras. Ils ont assisté, impuis-

sants et silencieux, à une avalanche de mots, alors que le meurtre d'un beur, souligné-ils, ne provoque jamais autant d'indignation. S'y est greffée la crise du Golfe dans laquelle, sans oser le dire ouvertement, nombre d'entre eux se sentent solidaires de Saddam Hussein.

L'intégrisme musulman ? Quelques leaders de la révolte de 1981 y



avait basculé. La plupart en sont revenus. L'attrait pour l'islamisme est un phénomène qui se manifeste par vagues. Ces jeunes, prêts à se racrocher à tout ce qui passe, baignent dans un univers sans règles morales. Le petit trafic de drogue, qui s'est beaucoup développé depuis 1981, ne semble pas leur poser de problèmes de conscience. Dans ces poches de misère, le deal appartient à l'économie de survie. Cela ne veut pas dire que la drogue fasse nécessairement des ravages parmi eux. Nourris de feuilletons télévisés violents, amateurs de sports de combat et soucieux de leur « look », ces beurs n'ont que mépris pour les « loquax » que sont, à leurs yeux, les drogués. L'alcool, en revanche, les attire. Ils peu-

vent passer des soirées entières au pied d'un immeuble à vider des canettes de bière.

Et les parents, dans tout ça ? Absents, perdus, complètement largués, remarque Adil Jazouli. Les parents sont fatigués... Ils n'ont plus aucun contrôle sur leurs garçons. Les filles, elles, ne « zonent » pas et passent leur vie entre l'école et la maison. Des filles qui, parfois, étouffent. font des tentatives de suicide ou tombent dans la prostitution. Mais qui, beaucoup plus souvent, réussissent dans leurs études et ont une farouche envie de s'émanciper. Elles trouveront du travail beaucoup plus facilement que les garçons, parce qu'elles auront un diplôme et n'acquiescent guère les employeurs. Le

Samedi 6 octobre, un peu après 15 heures, avenue Maurice-Thorez à Vaulx-en-Velin, une collision entre une voiture de police et une moto Honda 1000 cm<sup>3</sup> a provoqué la mort de Thomas Claudio, vingt et un ans, le passager de la moto.

D'après les policiers, la moto avait été signalée pour avoir commis une infraction routière, quelques minutes avant l'accident. Ils affirment, de plus, que sur la Honda, qui arrivait en face d'eux, ni le pilote ni son compagnon, ne portaient de casque.

A la vue de la police, le conducteur aurait été pris de panique et aurait perdu le contrôle de sa moto. Ejecté, Thomas Claudio aurait alors été blessé mortellement à la tête en heurtant la chaussée. « Ce n'est qu'un banal accident de la circulation », avait conclu dimanche le cabinet du directeur départemental des polices urbaines.

Pour le conducteur de la moto, Laurent Assellie, vingt ans, et la famille de la victime, c'est d'une « bavure » qu'il s'agit. Le jeune homme, interrogé sur FR3 lundi 8 octobre, accuse : « Ils n'avaient ni gyrophare ni feux pour m'intercepter. Ils ont attendu qu'on soit au même niveau et ils se sont mis en travers. Je les ai percutés légèrement, on a tapé le trottoir de gauche, la moto est tombée par terre. Voilà. (...) Ils se sont mis volontairement au milieu de ma route. »

Laurent Assellie a également déclaré, lundi soir, qu'il portait un casque, que les policiers auraient conservé dans les locaux du commissariat, contrairement à leurs affirmations. Le jeune homme a ainsi démenti sa propre déposition et il a expliqué que, intimidé lors de sa garde à vue, il avait « signé sans le faire exprès ».

ROBERT SOLÉ

## Crédit gratuit pendant l'accalmie

VAULX-EN-VELIN

de notre envoyé spécial

Kamel, le gourmand, se remplit les poches de Malabar, Mourad, l'élégant, déniché des lunettes de soleil. Aziz, le fan de Michael Jackson, cherche des cassettes vierges. Et l'opulente Huguette, mère de famille nombreuse, garnit son chariot de « briques » de jus d'orange (pour les enfants) et de bouteilles de beaujolais (pour le mari).

En ce mardi 9 octobre, au soir du quatrième jour des « événements », le quartier du Mas du taurau, à Vaulx-en-Velin, profite d'une relative accalmie pour faire ses dernières emplettes à des tarifs défilant toute concurrence.

Devant la discrétion des forces de police - soulées d'éviter tout incident, des dizaines de gamins se faufilent dans les décombres du magasin Intermarché, incendié lors des pillages de dimanche.

Entre les poutres métalliques, les tôles défoncées et les flammes de cendre boueuse, ils dénichent des trésors d'après-émeute, souvent crasseux et

noirs. Ils les brandissent comme des trophées de guerre conquis de haute lutte dans la pénombre d'une carcasse naufragée.

L'heure est au pillage toléré, euphorique et bon enfant. Deux Antillais qui traversent la place Guy-Moquet déclenchent les vivats de la foule : dans un entrepôt voisin, ils ont trouvé une machine à laver qu'ils transportent en équilibre sur un chariot. Une mère de famille déboule d'une tour voisine en chaussons. Elle tient dans sa main droite la savate paternelle qui punira un gamin retardé.

## « Pacifistes » et irrédutibles

Les réserves du supermarché s'épuisent rapidement, les jeunes s'attaquent bientôt à un bureau de tabac et à un magasin d'optique, déjà sérieusement malmenés deux jours plus tôt. Les rideaux de fer n'opposent qu'une timide résistance aux pillards, soudain exaltés. Le ton change sensiblement. Les gamins se font agressifs. Ils se ruent sur les cartouches de cigarettes. Les aînés commen-

cent à critiquer leurs excès, tentent de les raisonner. En vain. Divergences dans les rangs. Certains veulent la paix. D'autres souhaitent encore en découdre avec les forces de l'ordre. Là-bas, à côté de l'école maternelle, un car de police-secours se tient prêt à déguerpir. CRS et gendarmes mobiles restent camouflés de l'autre côté du boulevard.

Le Mas du taurau s'offre une nouvelle soirée de tension. Un incendie allumé par l'un des pillards ravage deux magasins et nécessite l'intervention des pompiers. Mais ces derniers sont applaudis par les « pacifistes » qui souhaitent se démarquer des irrédutibles. Les dernières scènes de pillage, par leurs excès, ont coupé les émeutiers d'une partie de leurs troupes, soudain blâchées.

Plus tard dans la soirée, des incidents mineurs éclatent malgré tout : à Vaulx et à Vénissieux, une commune voisine, comme pour rappeler qu'une accalmie est toujours fragile sur le front des banlieues.

PHILIPPE BROUSSARD

## Questions

D'après la famille de la victime, les deux jeunes devaient justement, cet après-midi-là, aller chercher un casque pour Thomas.

Le pilote affirme bien connaître le conducteur de la voiture de police : « Je le tuais et il me tuait. Il m'a déjà contrôlé avec ma moto. Quand il m'a vu arriver, il savait que c'était moi. » D'après les premiers éléments de l'enquête, Laurent Assellie serait bien propriétaire de sa moto, mais il n'avait pas son permis.

Les policiers ne se privent pas de rappeler qu'il avait déjà été condamné pour cela, même si le jeune homme a, depuis, bénéficié d'une amnistie.

Les déclarations de Laurent Assellie sur les circonstances de la collision sont aujourd'hui confirmées par deux témoins.

## « Juste » révolte ou « manipulation » ?

Le premier s'était manifesté dès lundi à Lyon : « Je circulais derrière la voiture des policiers, et en face une moto arrivait. Le pilote avait sa voie normale. Sans gyrophare, sans clignotants, la voiture de police a littéralement coupé la route au motard. » Le quotidien *la Nouvelle République*, de Tours, publie, dans son édition de mercredi, un second témoignage, celui d'un Tourangeau qui, en déplaçant samedi à Vaulx-en-Velin, affirme avoir vu, depuis la fenêtre d'un immeuble, une voiture de police barrer la route à la moto sur laquelle avait pris place Thomas Claudio.

Selon ce témoin, M. Bernard Naudon, employé dans un laboratoire pharmaceutique, demeurant à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), qui se trouvait chez des amis au dixième étage d'un immeuble situé en face du centre commercial, « une voiture de police a poursuivi la moto, l'a rattrapée par la droite et s'est placée brusquement en travers de la rue, devant le deux-roues, qui a heurté le véhicule ». « Dans le choc, la moto s'est couchée. Le passager a été éjecté et sa tête a heurté le sol », ajoute-t-il, précisant que le passager de la moto ne portait pas de casque.

Une autre voiture de police est ensuite arrivée sur les lieux de l'accident. Ses occupants ont dressé le constat, selon ce témoin, et, alors que la foule commençait à prendre à partie les policiers et les pompiers, « la

première voiture s'est éclipée discrètement ».

Au-delà, les autorités s'interrogent aujourd'hui sur l'origine et la nature des violences qui depuis plusieurs jours se sont produites à Vaulx-en-Velin et dans d'autres communes.

Les incidents de samedi ont éclaté aussitôt après la mort de Thomas Claudio. Eus, policiers et éducateurs, pour beaucoup, sont prêts à admettre que la réaction des jeunes Vaulsais, ce jour-là, était presque une « juste » révolte. Mais, depuis dimanche et les scènes de pillage, tout le monde a été surpris par l'ampleur des événements et leur brutalité.

Mardi 9 octobre, le maire de la ville, M. Maurice Charrier (PCF), a fait état de témoignages concordants signalant la présence d'éléments extérieurs à la commune. Mais quand M. Charrier parle d'une « manipulation », il vise bien évidemment une autre catégorie d'individus : ceux qui auraient été repérés au volant de voitures équipées de radios CB, ou d'autres qui auraient incité vivement les manifestants à la surenchère.

Dans les couloirs de la mairie, on est persuadé que certains groupes, qui n'ont pas intérêt à ce que le quartier s'en sorte, profiteraient de la tension pour régler quelques comptes avec la police.

Celle-ci rappelle volontiers qu'elle a en effet mené un certain nombre d'opérations qui ont permis, depuis le début de l'année, l'arrestation, sur la commune de Vaulx-en-Velin, d'une vingtaine de personnes mêlées à des vols divers ou des trafics de grosses cylindrées. Le SRPJ de Lyon, de son côté, interpellé récemment cinquante-cinq personnes pour usage de stupéfiants, sept pour usage et vente.

Ces actions, estime-t-on de source policière, auraient en quelque sorte coupé les vivres des réseaux qui s'enracinent dans les quartiers de cette banlieue, le Mas du taurau mais aussi Saint-Jean, à Villeurbanne. Les éducateurs, cependant, ne sont pas convaincus que cette hypothétique « manipulation » pourrait suffire à expliquer le comportement de ces jeunes qui puisent leur imaginaire de combattants nocturnes dans l'initiation aux émeutes raciales des banlieues anglaises.

MARIE-NOËLLE TERRISSE et BRUNO GAUSSE

## Meurtre d'un jeune homme à Villeurbanne

## Un chauffeur de taxi condamné à quatre ans de prison avec sursis

LYON

de notre envoyé spécial

Marc Mongenot, cinquante-quatre ans, chauffeur de taxi, a été condamné le mardi 9 octobre à quatre ans d'emprisonnement avec sursis par la cour d'assises du Rhône, qui l'a déclaré coupable de « coups et blessures volontaires, avec arme, ayant entraîné la mort, sans intention de la donner » et de « détention illégale d'arme » pour avoir, le 21 janvier 1989, à Villeurbanne, tué un jeune homme de dix-huit ans, Farid Omrani, qui venait de lui lancer un jet de gaz lacrymogène (le Monde du 10 octobre).

L'insécurité, la violence, la montée de la délinquance, M. André Soulier, défenseur de Marc Mongenot, a largement exploité le thème de la peur pour demander l'acquiescement de son client au nom de la légitime défense. Mongenot, « isolé, pouvait craindre pour sa vie » lorsque l'un des trois clients qui ne voulaient pas payer leur course lui a aspergé le visage avec une bombe lacrymogène. En tout cas, M. Soulier a affirmé que le chauffeur de taxi avait tiré acci-

dentellement, dans un spasme provoqué par les effets du gaz. Ce faisant, il invitait les jurés à répondre « non » à la question sur « les coups et blessures volontaires ».

Le représentant du ministère public a rejeté la notion de légitime défense en faisant aux jurés un véritable cours de droit terminé par cette phrase : « Admettre ce légitime défense, ce serait revenir à la primitive et cruelle justice privée. » Mais, tenant compte des circonstances, des faits et de la personnalité de l'accusé, l'avocat général a demandé cinq ans d'emprisonnement, sans s'opposer au sursis, « afin de montrer que notre société accorde une valeur à la vie humaine ».

Pour M. Myriam Picot, conseil de la famille de Farid Omrani, le jeune homme a surtout été une nouvelle victime « du phénomène sécuritaire qui ronge notre société et arme des pères tranquilles comme celui-ci ». Et, tout en demandant « un arrêt équitable qui tienne compte de la personnalité » de Mongenot, l'avocat avait souhaité une décision « qui ne constitue pas un encouragement aux porteurs d'armes ».

M. P.

150

# Le Monde

## EDUCATION

### L'heure de vérité pour les universités

La rentrée va voir affluer 100 000 étudiants supplémentaires dans les amphithéâtres. Le ministère de l'éducation a bien du mal à suivre le rythme

**T**OUS les augures se seraient-ils trompés ? Il y a quelques mois encore, ils prédisaient au ministre de l'éducation nationale une rentrée universitaire 1990 catastrophique, évoquant la « poudre universitaire » et spéculant sur l'incapacité des pouvoirs publics à faire face, dans des délais aussi courts, à l'explosion brutale et sans précédent des effectifs d'étudiants.

M. Lionel Jospin n'avait pas été le dernier à sentir le vent du boulet : dès le mois de janvier, il obtenait l'adoption d'un plan d'urgence pour la rentrée 1990, décrochant 500 postes supplémentaires d'enseignants du supérieur et annonçant la construction, pour l'automne, de 200 000 m<sup>2</sup> de locaux nouveaux. En attendant la réalisation du plan à moyen terme, adopté en mai dernier et qui prévoit la construction, entre 1991 et 1995, de 1,5 million de m<sup>2</sup> pour accueillir les flots croissants d'étudiants.

#### Secret d'Etat

Au premier abord, cet effort aura été payant. Depuis la fin septembre, les étudiants ont commencé à reprendre, en douceur, le chemin des amphithéâtres. Si le gros des effectifs ne rentre que ces jours-ci, tout se passe, pour l'instant, sans anicroche. Et le ministre de l'éducation peut — comme la semaine dernière à Saint-Denis, Villetaud, Créteil ou Orléans — visiter ses chantiers en faisant preuve d'un optimisme prudent. Certes, souligne-t-il depuis des mois, les problèmes sont exceptionnels, le retard accumulé depuis quinze ans est accablant et les besoins sont considérables si l'on veut ouvrir largement les portes de l'enseignement supérieur. Mais l'effort engagé est indéniable et les grues, les sacs de ciment et les corps de métier qui s'activent sur les chantiers témoignent assez, aux yeux du ministre, de la volonté du gouvernement de tenir ses engagements.

Optimisme de façade ? En réalité, le moment de vérité est proche. D'ici deux à trois

semaines, quand les universités auront fait le plein, on mesurera mieux si les investissements consentis sont suffisants pour permettre l'accueil des nouveaux étudiants. Or le ministère, à l'évidence, tend le dos. M. Jospin n'a pas prévu d'intervenir avant la fin du mois, préférant attendre que la rentrée soit terminée pour en dresser le bilan. Plus symptomatique encore, aucun chiffre officiel n'est avancé, ni sur les prévisions d'effectifs ni sur la construction ou l'aménagement des locaux supplémentaires annoncés. Comme s'il s'agissait d'un secret d'Etat...

Il est vrai que le calme actuel est trompeur. Tout indique en effet que la rentrée sera cette année, aussi tendue que l'an dernier, sinon plus. Pour des raisons simples. La poussée des effectifs tout d'abord. Il y a un an, déjà, les prévisions du ministère de l'éducation avaient été brutalement pris à contre-pied : ils annonçaient 45 000 à 50 000 étudiants supplémentaires, il en vint en réalité 80 000, dont 46 000 pour les seuls premiers cycles. Ils prévoyaient une hausse de l'ordre de 5 %, elle fut en réalité de près de 8 %, portant le nombre total des étudiants à 1 111 000 dans les seules universités, sans tenir compte du reste de l'enseignement supérieur (classes préparatoires, grandes écoles, sections de techniciens supérieurs, etc.). Echaudés par cette bêtise, les services du ministère semblent avoir tablé, cette année, sur une augmentation du même ordre (+ 80 000 étudiants).

Mais tout permet de penser que l'on sera, à nouveau, loin du compte et que l'on devrait dépasser allègrement la barre des 1,2 million d'étudiants. Tout y concourt. Les résultats au baccalauréat de juin 1990 accentuent à nouveau la pression. Nombre de candidats record (plus de 500 000) et taux de succès très élevés (73,3 %) ont produit un cru exceptionnel dans les séries générales et technologiques : 360 000 élèves ont été reçus contre 340 000 à peine l'an dernier.

Ce sont donc quelque 20 000 bacheliers supplémentaires que



M. Jospin en visite à l'université de Créteil le 4 octobre dernier

l'enseignement supérieur doit accueillir en cette rentrée, pour l'essentiel dans les universités. La plupart des prévisions effectuées localement par les rectorats tablent, de fait, sur une augmentation d'au moins 10 % des flux d'entrée à l'université, c'est-à-dire des premières inscriptions en première année. Dans l'académie d'Orléans-Tours, par exemple, on s'attend à une croissance de 13 % ; dans celle de Versailles on prévoit 15 %.

#### Une pression cumulative

Or cette poussée s'ajoute à celle des deux années précédentes : pour l'ensemble des premiers cycles universitaires, l'augmentation du « stock » d'étudiants a été de 6 % à la rentrée 1988 et de 8,6 % à la rentrée 1989. Elle devrait se situer autour de 12 % cette année, soit

une croissance de l'ordre de 60 000 étudiants en un an. Dès lors, le nombre total d'étudiants pour les seuls premiers cycles universitaires (les deux premières années de DEUG et d'IUT) a toute chance d'atteindre 650 000 étudiants... soit l'équivalent de la population universitaire globale il y a vingt ans.

Cette crue exceptionnelle se poursuit dans les deuxième et troisième cycles. L'an dernier, on avait déjà constaté, en deuxième cycle, une augmentation du nombre d'étudiants équivalente à celle des DEUG (+ 8,6 %). Le mouvement général de prolongation des études, la volonté de plus en plus affirmée des jeunes de poursuivre leur formation, quitte à redoubler, jusqu'aux niveaux de qualification les mieux reconnus sur le marché du travail (bac + 4), tout contribue à gonfler les effectifs des licences et maîtrises. La croissance avait été de 27 000 étudiants à la rentrée 1989 ; elle devrait se situer autour de 40 000 cette année. Le troisième cycle lui-même n'est plus à l'abri : il a enregistré une croissance de 6 700 étudiants l'an dernier (+ 4 %) ; il devrait en accueillir environ 7 000 de plus cette année.

Au total ce sont donc, au bas mot, 100 000 à 110 000 étudiants supplémentaires qui tenteront, dans les prochaines semaines, de trouver leur place dans les amphithéâtres, les salles de travaux dirigés ou les bibliothèques. Le coup de bonhoir est d'autant plus spectaculaire qu'il porte exclusivement sur les disciplines classiques (lettres, sciences et droit), les disciplines médicales voyant, au contraire, leurs effectifs stagner ou régresser. Enfin, on peut noter que si les lettres et le droit continuent à supporter, en masse, le plus gros de cet afflux, les universités scientifiques sont désormais soumises à une pression très forte, liée à la croissance rapide des bacheliers

scientifiques depuis trois ou quatre ans. A l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, par exemple, l'on a enregistré cette année une augmentation de 35 % des premières inscriptions dans l'ensemble des disciplines scientifiques.

#### 175 000 m<sup>2</sup> ou 235 000 m<sup>2</sup> de locaux nouveaux ?

Pour faire face à cette explosion des effectifs, le ministère de l'éducation nationale s'efforce, depuis des mois, de mettre les bouchées doubles. M. Jospin l'a rappelé lors du conseil des ministres du 19 juin dernier : « Tout a été mis en œuvre pour que les 200 000 m<sup>2</sup> de surfaces nouvelles annoncées soient prêtes pour la rentrée. 60 000 m<sup>2</sup> correspondent aux mises en service d'opérations antérieurement programmées ; 96 000 m<sup>2</sup> sont des constructions supplémentaires ; 38 000 m<sup>2</sup> seront des locaux loués ».

Ce programme de constructions, d'aménagement ou de location de locaux a-t-il été tenu ? Le ministère entretient sur ce point le plus grand mystère. Il laisse même entendre que l'on atteindrait 250 000 m<sup>2</sup> de surfaces supplémentaires livrées d'ici la fin de l'année. Ce faisant, il joue en réalité sur les mots.

Les responsables, au ministère, des constructions universitaires estiment en effet à 230 000 m<sup>2</sup> environ l'ensemble des locaux nouveaux qui ouvriront cet automne. Ce chiffre n'est évidemment pas négligeable, mais il englobe toutes sortes de réalisations. Il comprend notamment environ 70 000 m<sup>2</sup> destinés aux IUT (instituts universitaires de technologie) et aux écoles d'ingénieurs dépendant des universités. Rien de surprenant quand on sait que la formation des ingénieurs et techniciens est devenue une priorité du gouvernement. Mais ces établissements sont loin,

à l'évidence, d'accueillir la grande masse des étudiants, une centaine de milliers tout au plus.

Si l'on s'en tient strictement aux constructions destinées aux filières classiques des universités, le résultat incite moins à l'optimisme. Aux 60 000 m<sup>2</sup> de locaux prévus dans des programmes arrivant normalement à échéance (en particulier dans le cadre des contrats de plan Etat-région), devraient s'ajouter de l'ordre de 80 000 m<sup>2</sup> au titre des mesures d'urgence et 35 000 m<sup>2</sup> en location. Soit 175 000 m<sup>2</sup> au total pour les universités, hors IUT et écoles d'ingénieurs. Sans oublier quelques milliers de mètres carrés pour les restaurants universitaires ce qui représente évidemment une amélioration appréciable, mais n'offre pas pour autant de locaux d'enseignement.

#### Des enseignants surchargés

A partir de ces données, la bataille de chiffres est inévitable. Le ministère ne manquera pas d'évoquer les chiffres globaux (230 000 m<sup>2</sup> de locaux construits ou aménagés et 35 000 m<sup>2</sup> en location, soit plus de 260 000 m<sup>2</sup>) et de mettre en avant un effort sans équivalent depuis une vingtaine d'années. D'autres retiendront en priorité les 175 000 m<sup>2</sup> de locaux d'enseignement destinés aux seules universités et qui paraissent bien minces pour endiguer l'essentiel de la marée étudiante. D'autant qu'une part non négligeable de ces locaux nouveaux (de l'ordre de la moitié) est composée de constructions légères, pour ne pas dire de modernes « préfabriquées ».

Enfin, l'analyse de l'évolution au cours des trois dernières années démontre que le ministère aura pu, au mieux, ralentir cette année la dégradation des conditions d'accueil dans les universités. En 1988, 1989 et 1990, l'on aura construit de l'ordre de 300 000 m<sup>2</sup> supplémentaires. Dans le même temps, l'augmentation des effectifs aura été d'environ 230 000 étudiants. Le constat est sans ambiguïté : on a construit environ 1,5 m<sup>2</sup> pour chaque nouvel étudiant, alors que les normes moyennes du ministère sont de l'ordre de 5 m<sup>2</sup>.

Dernier point délicat : la même analyse peut être faite pour le nombre d'enseignants. Considérables au regard des années antérieures comme du vivant trop maigre de jeunes chercheurs, les 1 500 créations de postes prévues pour 1990 dans l'enseignement supérieur ne permettent pas de faire face à l'afflux exceptionnel d'étudiants. Cette année encore, les universités feront feu de tout bois pour parvenir à « passer » le cap : travaux dirigés transformés en cours, suppression d'initiatives liées à la politique de rénovation des premiers cycles, appel à des agrégés du secondaire pour assurer bon nombre d'enseignements de DEUG, recours à des vacataires, multiplication des heures complémentaires. L'arsenal est connu et sera employé à fond. Mais jusqu'où sera-t-il possible de tirer sur la corde ?

GÉRARD COURTOIS

### Leçons de santé

Enseignants et médecins veulent développer la prévention dans les établissements scolaires

#### MONTPELLIER

de notre correspondant

**S**E brosser les dents protège l'enfant contre les caries, c'est une chose entendue. Mais surveiller son alimentation, ou éviter de boire et de fumer, peut lui sauver la vie. Cette évidence aux allures de slogan, promue désormais au rang de certitude scientifique, incite de plus en plus le milieu médical à favoriser la prévention et à militer pour l'instauration d'une véritable éducation à la santé dans les établissements scolaires. Ainsi, pour le professeur Pujol, président de la Fédération des centres de prévention contre le cancer, l'éducation nationale constitue « un outil puissamment égalitaire en matière de santé, car elle permet de transmettre à tous les bons messages, alors que ceux-ci varient selon que le milieu familial est plus ou moins aisé ».

L'enfance et l'adolescence sont en effet une période essentielle pendant laquelle il est possible d'intervenir pour éviter que l'enfant n'adopte des comportements dommageables, et pour lui donner des clés qui lui permettront de préserver par la suite son capital santé. Ainsi, 35 % des causes de décès par cancer sont dues à une mauvaise alimentation, et 30 % au tabac. Or il est aujourd'hui prouvé que 60 % des fumeurs commencent à fumer avant vingt ans. Autant tenter de sensibiliser les jeunes le plus tôt possible, comme le démontre une enquête réalisée en Angleterre sur deux promoteurs d'un collège, l'une issue d'un collège de fumeurs et l'autre de non-fumeurs : quinze ans après la sortie

des élèves, il y avait 50 % de fumeurs en moins dans le groupe qui ne fumait pas au collège.

Médecins et enseignants reconnaissent que l'éducation à la santé ne peut constituer une matière autonome. Elle peut en revanche être envisagée comme une discipline transversale, intéressant aussi bien les français, les langues, la biologie, l'économie sociale, que l'éducation physique et sportive.

#### « A bas la clope ! »

Le lycée technique de Bagnols-sur-Cèze (Gard) est l'un des premiers à avoir tenté l'expérience. Il y a deux ans, dans le cadre d'un plan d'action santé, il a mis sur pied une campagne de prévention contre le sida reposant sur des débats hebdomadaires au cours desquels huit élèves, choisis à tour de rôle, discutaient avec des membres du corps éducatif ou médical, puis rendaient compte de leurs entretiens devant la classe. Le même lycée avait organisé une campagne anti-tabac portant sur la réalisation d'affiches hautement suggestives montrant des poumons noirs dessinés sous des slogans du type « A bas la clope ! ». Là encore, des débats avec des personnalités du milieu médical ont été organisés.

M. François Sarrail, le proviseur de l'établissement, ne cache pas, cependant, les limites de ce genre d'intervention. « Ça a marché sur le coup, mais nous sommes vite revenus à l'évidence. Nous avons pesté les mégots ramassés sous le préau et fait des mesures scientifiques de la pollution. Les résultats n'ont pas été meilleurs qu'avant la campagne. » Le lycée persévère cependant. Cette année, plu-

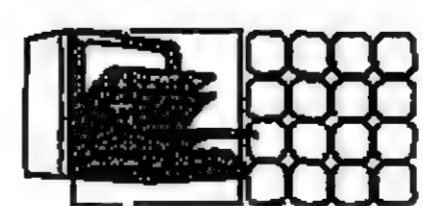
sieurs professeurs, toutes des femmes, ont souhaité participer à des stages de formation à l'éducation à la santé. On projette aussi de réaliser un « parcours santé » dans l'enceinte de l'établissement. Les enseignants qui le désirent peuvent enfin disposer d'un guide consacré à « l'éducation sur les cancers dans les établissements scolaires » à l'usage des « maîtres » que vient de rédiger, sous une forme rénovée, l'Union internationale contre le cancer.

A l'école primaire, on ne parle pas encore, de cancer, de drogue ou de sida. Les instituteurs essaient simplement de faire prendre conscience aux enfants qu'ils sont en bonne santé, pour les engager ensuite à préserver ce capital. M<sup>me</sup> Claude Cabrol, institutrice détachée par l'académie de Montpellier pour intervenir dans le primaire, tente depuis deux ans de transmettre ce message à travers toutes sortes d'initiatives. Que ce soit par l'étude de textes, de publicités, la rédaction d'affiches, de badges ou la réalisation de jeux consacrés aux habitudes d'alimentation, elle va d'école en école à la demande des enseignants, afin de les aider à développer leurs projets santé. « Au départ, ils ne se sentaient ni la compétence ni l'autorité nécessaires, reconnaît-elle. Les instituteurs ne considéraient la santé que comme contrepartie de la maladie, sans parvenir à penser en termes positifs, de bien-être ou de confort. Alors que notre propos n'est pas de savoir comment éviter une maladie mais simplement d'intégrer l'éducation à la santé dans une éducation globale de l'enfant. C'est un facteur de réussite scolaire, mais aussi de réussite tout court. »

JACQUES MONIN  
Lire la suite page 16

"Et la laïcité, nom de Dieu!"

Je me souviens du titre, j'ai oublié l'auteur...



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS  
Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.  
Un service du Cercle de la Librairie

\*Tapez dans titre : Et la laïcité, nom de Dieu!

## EDUCATION

POINT DE VUE

## Du bon usage des sciences expérimentales au collège

par Philippe Nozières

## REPÈRES

**ALLOCAIONS.** Les étudiants de douze académies, de France métropolitaine (Amiens, Besançon, Caen, Créteil, Grenoble, Lille, Nancy-Metz, Reims, Rouen et Versailles), de la Guyane et de la Réunion, peuvent obtenir des allocations d'études s'ils s'engagent à préparer et à passer un concours de recrutement de l'éducation nationale. Au total, 4 500 bourses de ce type sont proposées cette année, dont 3 000 pour le second degré et 1 500 pour le premier (départements de Seine-et-Marne, du Nord, du Val-d'Oise et de Seine-Saint-Denis, des Yvelines, de l'Eure, notamment). Le montant annuel de ces allocations est fixé à 49 000 F pour les étudiants titulaires d'un diplôme de niveau bac +2 désignant préparer une licence, et de 68 000 F pour les licenciés qui s'engagent à préparer la CAFES. Renseignements dans les recto-rats.

**BEAUX-ARTS.** M. Jack Lang a présenté, mardi 9 octobre, aux «nouveaux projets» pour l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. L'école de la rue Bonaparte accentue son exigence de qualité en révisant, tout d'abord, son mode de recrutement. Les candidatures seront dorénavant examinées par un jury collégial de professeurs et non plus par des enseignants isolés. D'autre part, le régime des études est modifié pour accorder aux nouveaux élèves une année d'orientation et pour laisser plus de place aux stages dans la scolarité. Un maître accueilli, en outre, des jeunes artistes à l'ordre de la vie professionnelle. Enfin, des artistes «visiteurs» transmettront leur expérience aux élèves durant des périodes de trois mois à un an. Ces innovations seront en partie financées par l'Etat (1,3 million de francs supplémentaires en 1991 pour les budgets d'investissement et de fonctionnement), mais aussi par une politique nouvelle de mécénat, de grandes entreprises s'engagent dans des partenariats à long terme pour soutenir l'établissement.

**HISTORIENS.** L'eau est le thème choisi cette année par les Archives de France pour la 38<sup>e</sup> édition du «Historien de demain», organisé avec l'éducation nationale et l'association des professeurs d'histoire et de géographie. Il s'agit, pour les élèves du cours moyen à la terminale, d'établir un dossier individuel

ou collectif illustrant un cas concret vécu localement. Les meilleurs dossiers, envoyés avant le 3 avril prochain, seront récompensés par des voyages et des livres. Renseignements au (1) 40-27-60-00.

**LANGUE ARABE.** L'Association arabe et pédagogique publique TextArab, une revue bimestrielle destinée à ceux qui, apprenant la langue arabe, souhaitent avoir accès à des textes courts et vivants, extraits de la presse, d'ouvrages littéraires, de films et de chansons. Chaque texte est précédé d'une présentation en français et accompagné d'un lexique en français et en arabe. Une cassette et un cahier d'exercices complètent chaque numéro. Renseignements et abonnements au (1) 42-37-69-50.

**NORMALE SUP.** — On ne prête qu'aux riches ! Si l'ENS de la rue d'Ulm est bien la seule à porter le titre d'Ecole normale supérieure, sans indication de son lieu d'implantation, elle partage en revanche avec les autres écoles normales supérieures, Fontenay-Saint-Cloud notamment, le privilège de voir son directeur nommé par le président de la République, contrairement à ce que nous avons écrit par erreur dans le Monde du 20 septembre.

**PRETS ETUDIANTS.** La ville de Chaumont (Haute-Marne) vient d'adopter un système de prêts d'honneur aux étudiants, accompagné d'un mécanisme original de prime à la réussite et au retour au pays. Ce prêt de 12 000 francs par an pendant trois ans sera accordé aux jeunes résidents à Chaumont, déjà bénéficiaires de bourses d'enseignement supérieur ou disposant d'un revenu individuel ou familial ne dépassant pas 20 % du plafond de ressources donnant droit aux bourses. Ce prêt sans intérêt, remboursable à partir de la deuxième année d'exercice de l'emploi, pourra être cumulé avec une bourse. Le montant de remboursement est réduit de 25 % lorsque les études auront été couronnées de succès sans redoublement, et de 25 % également lorsqu'un emploi sera trouvé dans l'arrondissement de Chaumont.

La suppression de la physique et de la chimie en 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>, annoncée au début de l'été, soulève des tempêtes. Le Conseil national des programmes (CNP) a approuvé cette mesure, estimant que le maintien d'enseignements séparés de sciences et de technologie était artificiel à ce niveau, qu'il fallait intégrer des notions élémentaires de physique dans l'enseignement de technologie. Sur le fond, je souscris entièrement à ces vues. Mais, dans les faits, on peut lire cette décision de manière très différente : soit comme la suppression pure et simple des sciences physiques au profit de la technologie ; soit comme un regroupement des deux disciplines au sein d'un enseignement renoué unique. Le débat reste ouvert au sein du CNP. En tant que physicien, il me paraît utile de préciser ma position personnelle.

Nul ne conteste la nécessité d'une introduction aux sciences expérimentales dès les premières années de collège. Un tel enseignement ne répond pas seulement à des besoins évidents en personnel scientifique et technique. Il introduit aussi une dimension nouvelle dans la formation des jeunes : savoir observer et porter un jugement critique sur un phénomène concret, apprendre à agir sur ce phénomène, à réaliser un objectif précis — autant de qualités trop souvent occultées dans un enseignement traditionnel axé sur la transmission des connaissances. Les sciences et la technologie devraient être une école de pragmatisme et d'ingénierie, l'occasion aussi d'éveiller la curiosité des enfants face au monde qui nous entoure, de maintenir la part de rêve et d'imagination qui, plus tard, les rendra créatifs.

Les programmes actuels de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> offrent trois enseignements : physique-chimie, technologie. Pour m'en tenir aux deux derniers, pour lesquels j'ai un minimum de compétences, j'en trouve le contenu quelque peu dogmatique. Pis encore, une telle parcellisation rend

chacun des enseignements inopérant, surtout pour des enfants de 6<sup>e</sup>, qui viennent de quitter le maître unique de l'école élémentaire. Par sa dimension sociale et culturelle, la biologie reste prioritaire, surtout à l'aube de l'adolescence. En revanche, un enseignement unique de sciences et techniques paraît bien préférable à ce niveau. Cet enseignement, comme celui de la biologie, devrait être groupé sur un semestre : il faut une demi-journée entière pour faire un travail expérimental significatif.

Une telle réforme n'est pas une solution de facilité, bien au contraire. Avant d'en examiner les modalités, il est bon de prendre un peu de recul.

Tout le monde souhaite alléger les programmes d'enseignement, trop lourds et ambitieux. Mais chaque discipline revendique son pré carré avec la dernière énergie. Diminuer, oui, à condition de le faire aux frais du voisin. Si l'on ajoute à cela l'absence de certains domaines qui pourraient utilement susciter l'intérêt des élèves (je pense à l'astronomie, ou à l'environnement), on arrive à une situation complétement bloquée. On ne réduit pas le poids de l'enseignement sans faire des choix.

## Gavage des oies

La solution «radical-socialiste» consistant à arracher chaque discipline de 2% pour faire un minimum de pain à chacun est la plus mauvaise. Pour qu'un enseignement soit significatif, il faut qu'il ait une place horaire suffisante. Si l'on veut élargir, c'est par le biais d'options : l'éducation n'est pas le gavage des oies !

Ma seconde remarque a trait au cloisonnement des disciplines et au dogmatisme qui entoure leur définition. Chacun s'emploie à démarquer physique et technologie : l'une «observe et comprend», l'autre «réalise». Mais enfin, de qui se moque-t-on ? Il s'agit d'enfants de onze ou douze ans, fraîchement émoulus de l'école primaire ! Ce n'est pas demain

qu'ils vont entrer dans la vie active. Faut-il vraiment leur parler de la structure d'un système de production ? A cet âge, il faut surtout acquiescer le sens du concret, apprendre à observer, à agir sur des systèmes simples. Où est alors la différence ? Existe-t-il des interrupteurs ou des va-et-vient «physiques» et «technologiques» ? Le fonctionnement d'un train ou d'un pédalier de bicyclette est-il différent selon le corps de rattachement du professeur ? Ici encore, chaque communauté défend son pré carré, soignant la spécificité du contenu et du langage : c'est absurde au niveau de la 6<sup>e</sup> et de la 5<sup>e</sup>.

Au-delà de ces remarques d'ordre général, je voudrais ajouter quelques commentaires plus précis sur ce que devrait être cet enseignement unifié.

a) C'est un enseignement de découverte, pas un enseignement de connaissances. Les programmes doivent donc être très succincts, limités à un tronc commun nécessaire pour poursuivre au niveau supérieur. Pour le reste, il faut laisser une large latitude aux enseignants dans le choix de leurs sujets, en fonction de leurs compétences, des intérêts de leurs élèves, des possibilités de l'établissement, de l'environnement local, etc. L'important est d'apprendre à l'enfant à observer, à réfléchir et à réaliser quelque chose de lui-même et peu importe quoi.

## Formation et sélection

b) C'est un enseignement concret, et donc d'une certaine manière manuel. C'est là aujourd'hui un mot tabou, il est de bon ton de décrire cette forme d'intelligence, pourtant aussi noble que l'intelligence abstraite. C'est pour moi une hérésie. La réalisation d'un projet exige que l'on mette la main à la pâte. Nous vivons à une époque qui privilégie ceux qui causent au détriment de ceux qui font. Je défends ceux qui font, sans grande illusion sur leur poids dans la hiérarchie sociale. Le travail manuel,

c'est avant tout savoir se battre avec une réalité concrète qui ne se laisse pas faire. C'est faire preuve de jugement, de responsabilité et d'initiative — des qualités bien étrangères à notre enseignement par trop livresque. Bien sûr, cet enseignement pratique doit s'adapter aux progrès technologiques et on parle à l'informatique.

c) Cet enseignement ne doit pas être un instrument de sélection qui est trop facile dans une discipline où le vrai se distingue (en principe) du faux. On retombe sur le vieux problème qui mine notre système éducatif : formation ou sélection. Qu'on le veuille ou non, l'enseignement est toujours défini en fonction de l'examén qui le sanctionne. Pour que l'enfant retrouve goût à l'école, il faut éveiller sa curiosité, pas organiser une course d'obstacles.

d) Un encadrement efficace au travail expérimental exige de toute évidence des moyens : dédoublement des classes, équipement des laboratoires, etc.

e) Enfin, cet enseignement suppose une étroite collaboration des professeurs de sciences physiques et de technologie au niveau d'un établissement (au niveau des élèves, un seul intervenant est préférable). C'est probablement là que le bât blesse, car les deux communautés ont des formations différentes, des traditions qui bien souvent les opposent. Pourtant, les deux sont nécessaires : c'est ensemble qu'ils doivent définir le contenu des enseignements, partager le travail, chacun acceptant d'oublier son affiliation pour ne voir que l'intérêt des enfants.

Savoir observer, raisonner est autrement plus important que l'acquisition d'un programme qui pour beaucoup sera un repoussoir. Mieux vaut un enseignement unique de sciences du concret — les leçons de choses de notre époque, — à condition qu'il soit bien fait et qu'il dispose du temps nécessaire.

► Philippe Nozières est professeur au Collège de France.

## Leçons de santé

Suite de la page 15

Bien que ces expériences soient encore sporadiques, le ministère de l'éducation nationale semble tendre une oreille de plus en plus attentive à ces préoccupations. Il vient d'obtenir, à partir de janvier 1991, la tutelle complète des postes de médecins scolaires, jusque-là gérés par le ministère de la santé. Le ministère de l'éducation nationale a également demandé et obtenu la création de cent cinquante postes de médecins scolaires supplémentaires, dont quatre-vingt-dix avaient été gelés par le ministè-

re de la santé. Ce changement de tutelle devrait s'accompagner d'un changement de statut et d'une nouvelle définition des missions du médecin scolaire qui donnent lieu en ce moment à d'âpres discussions. L'objectif est ambitieux : le nouveau statut devrait, à terme, permettre aux établissements de s'attacher les services de professionnels de la santé de façon permanente, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui dans un secteur où les vacataires sont légion. Plus floues sont aujourd'hui les évolutions prévisibles des programmes. L'éducation à la

santé doit pour l'instant se plier aux PAE (projet d'action éducative) et autres projets d'action santé. Pour André Legrand, directeur général des lycées et collèges, « nous souhaitons développer une vision transversale de la matière pour permettre à l'élève de faire le lien entre les différentes connaissances qu'il acquiert parfois de façon parcelaire. Mais nous n'en sommes qu'au stade des questions ».

Aujourd'hui, l'éducation à la santé dans les lycées reste souvent le domaine de prédilection du professeur de biologie, perçu comme le plus apte à traiter le sujet. En outre, constate André Legrand, « plus on monte dans le niveau scolaire, plus le principe de la transversalité devient difficile à appliquer ». Beau sujet de réflexion pour le

Conseil national des programmes.

La santé de l'enfant — et du futur adulte — ne s'arrête cependant pas aux portes de la classe. Les établissements doivent sans cesse apprendre aussi à gérer leurs propres contradictions. A ne pas prôner, par exemple, une nourriture riche en fibres pour servir ensuite trop fréquemment des filets à la cantine. Cet aspect des choses pourrait être discuté avec les collectivités en charge de la gestion des repas lors de la négociation des projets d'établissement, ce qui est encore aujourd'hui rarement le cas.

L'exemple doit encore passer par les adultes eux-mêmes, estime le professeur Tubiana, président du comité des experts européens sur le cancer auprès de la CEE. « Quand on pense qu'il y a

encore des établissements où les élèves sont autorisés à fumer, et où des professeurs fument devant les élèves, c'est monstrueux », s'exclame-t-il. Avant d'ajouter : « Beaucoup plus que de voir un médecin fumer devant un malade, car l'enfant, lui, est influençable ».

Enfin, l'école ne peut pas être une église d'où l'on ressortirait la conscience tranquille en oubliant d'accorder sa pratique quotidienne aux principes. C'est au prix de cette conscience-là que le nombre des cancers pourrait chuter. Qui qu'il en soit, les chercheurs estiment que les premiers effets d'une stratégie d'éducation à la santé en milieu scolaire ne pourront pas être mesurés avant dix ou quinze ans.

JACQUES MONIN

## Epidaure

Un immense cône métallique fiché en terre pour moitié, flanqué d'une sculpture moderne, avec un mur perpendiculaire recouvert de crevasse colorées : c'est dans ce bâtiment futuriste que s'est installé il y a un an Epidaure, l'espace de prévention contre le cancer de Montpellier. Initiative unique en France, Epidaure est née d'un partenariat entre le conseil général de l'Hérault, qui y a investi 15 millions de francs, et la Ligue contre le cancer, qui en assure le fonctionnement.

Outre des activités de recherche et de communication (1), cet outil de promotion de la santé a noué d'embellie des liens privilégiés avec l'académie de Montpellier. Celle-ci a accepté d'y détacher en permanence trois enseignants : une institutrice à temps plein et deux professeurs à mi-temps. L'un intervient dans les écoles, les autres dans les collèges et lycées de l'académie afin d'y faire la promotion de la santé. Plus de trois mille enfants ont déjà participé à des projets d'action pédagogique soutenus par Epidaure.

A l'inverse, le centre organise dans ses locaux des journées de formation pédagogique au cours desquelles les enseignants peuvent rencontrer le personnel médical et se perfectionner à

l'éducation à la santé. L'an dernier, le centre de prévention contre le cancer a organisé une session de formation à l'école normale de Montpellier. Vingt-cinq personnes ont pu la suivre alors que cent soixante en avaient fait la demande. L'expérience devrait être renouvelée.

Epidaure ouvre également ses portes aux élèves des collèges et des lycées. Sous les voiles de verre et de métal, où toute cigarette est proscrite, huit mille enfants de l'académie ont déjà visité l'exposition permanente et joué avec des bornes ordinateurs qui proposent des jeux consacrés à la santé. L'une permet de réaliser ses menus avec une alimentation équilibrée. Avec une autre, l'élève peut s'identifier à une tierce personne et choisir à sa place les comportements qu'elle adopterait en matière de santé (au restaurant, dans sa vie professionnelle, chez lui...). Les résultats s'affichent à la fin sur l'écran. Des outils de communication plus ludiques devraient permettre, à l'avenir, d'accueillir également les enfants des écoles.

J. M.

(1) C'est ainsi que s'est tenue à Epidaure, du 4 au 6 octobre, la conférence nationale sur l'éducation à la santé dans les écoles.

## LE MONDE diplomatique

Octobre 1990

- GOLFE : UN GENDARME AMBIGU. — Par CLAUDE JULIEN. « La puissante coalition assemblée contre l'Irak se propose-t-elle uniquement de faire respecter le droit international et de protéger les flux pétroliers ? » se demande CLAUDE JULIEN, qui met à nu les ambiguïtés et les contradictions de l'action croisée dans le Golfe.
- PUISSANCE SANS SERVITUDES POUR LA GRANDE ALLEMAGNE ? — Par JÉRÔME VAILLANT et JEAN-MICHEL PALMIER. L'Allemagne va-t-elle être la première puissance économique et démographique de la CEE. Cela déséquilibre l'Europe et inquiète de nombreux citoyens. Quel jeu jouera désormais la Grande Allemagne ? Que vont devenir, dans une économie de marché, les institutions culturelles de la RDA ?

## Également au sommaire :

- ÉTATS-UNIS : Le rêve américain n'est plus ce qu'il était, par Pierre Domergues.
- ÉDUCATION : L'école en quête de projet, par Gérard Controis.
- CORÉE : Séoul et Pyongyang préparent la paix, par Selig S. Harrison.
- HONGRIE : Nostalgie de grandeur et craintes de l'avenir, par Edouard Bailly.
- AMÉRIQUE LATINE : Le libéralisme contre la démocratie ? par Carlos Gabeta.

En vente chez votre marchand de journaux

## Ingénieurs\*!

Offre valable jusqu'au 30 avril 1991

Ordinateur ZENITH Supersport XT 14900 F.T.C.	Agenda Mesclon SHARP 10-7 MO H 1390 F.T.C.	Ordinateur AMSTRAD PC 2866 HD 30 avec module 12 MO 10900 F.T.C.
Calculatrice scientifique HANWITT-PHOCARD HP-25 S 1890 F.T.C.	Imprimante PANASONIC KX-P 1024 3690 F.T.C.	

Bureautique DURIEZ Informatique

\* Ingénieurs les prix. Ingénieurs le choix. Ingénieurs le service. Ingénieurs le conseil. Ingénieurs DURIEZ.

3 rue La Boétie 75008 PARIS (1) 47.42.91.49  
112 bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 46.33.20.43  
132 bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 43.29.05.60

1500

501

# SOCIÉTÉ

Une enquête commandée à la COFREMCA  
par le barreau de Paris

## Avocats, modes de vie

Avec cinq cents nouveaux stagiaires chaque année, le barreau de Paris, qui compte sept mille avocats, se renouvelle à une allure telle qu'il a paru indispensable à l'ordre des avocats de la COFREMCA pour mieux connaître ses administrés et mieux comprendre leur attitude (1). Cette enquête devait être communiquée le 10 octobre au barreau de Paris.

La COFREMCA n'est pas allée jusqu'à demander aux avocats parisiens ce qu'ils prennent au petit déjeuner, mais c'est tout juste. L'enquête que lui a commandée l'ordre des avocats de Paris, du temps du bâtonnat de M. Philippe Lafarge et sous la conduite de l'ancien bâtonnier M. Guy Danet, explore, en effet, les jardins secrets d'une profession pourtant habituée à faire parler d'elle et qu'on pouvait prétendre connaître.

Qui sont-ils ? Comment vivent-ils ? Pour la somme de 750 000 francs, l'ordre s'offre ainsi une photographie, que certains pourraient juger coltueuse, d'une profession au bord d'une mutation importante et controversée, en attente de réformes, qu'il s'agisse de la fusion avec les conseils juridiques - dont l'examen est prévu début novembre au Sénat, - de l'aide légale ou de la procédure pénale.

S'il est anecdotique d'apprendre que les avocats parisiens se marient moins que l'ensemble des Français, sont plus souvent locataires que propriétaires, vont près de deux fois plus souvent au cinéma, lisent plutôt plus de livres, mais regardent moins la télévision, achètent plus de quotidiens et moins d'hebdomadaires, jouent plus au tennis, mais sont exactement aussi religieux que la moyenne des Français (30 % disent ne pas avoir de religion), en revanche il est surprenant de constater qu'ils ne sont pas, loin s'en faut, « en voie de démocratisation » et que, de plus en plus, ce sont des jeunes gens de catégories socioprofessionnelles élevées qui sont attirés par la profession.

Ils sont ainsi plus nombreux que les élèves-magistrats à avoir un père exerçant une profession libérale, ou patron, ou cadre supérieur. 62 % possèdent soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs parents, une résidence secondaire. Leurs revenus, pour 28 % d'entre eux, sont inférieurs à 150 000 F par an, 35 % gagnent entre 150 000 F et 270 000 F, et 36 % plus de 270 000 F par an. Les plus hauts revenus font du juridique - ce qui ne surprend guère - et non du judiciaire.

Ils ont « un sentiment d'aise glo-

bal très fort », paraissent « bien dans leur peau » et « plus optimistes » que la moyenne des Français « quant à l'évolution de la société ».

Ils privilégient le risque et ont « un fort besoin d'expériences émotionnelles ». S'ils affirment que leur but premier est de s'épanouir, de développer leur personnalité et d'être utiles, 25 % d'entre eux, « si c'était à refaire », ne choisiraient pas la même profession. 13 % ne conseilleraient même pas à leurs enfants de devenir avocat. 50 % affirment d'ailleurs être venus au barreau « par hasard ».

Dans l'ordre, les plaisirs du métier sont : « trouver des solutions qui n'étaient pas évidentes », gagner et convaincre, être utile et en quatrième position seulement, bien gagner sa vie. 40 % ne pourraient se passer de plaider. Les avocats à Paris travaillent beaucoup : 46 % passent le week-end avec leurs dossiers, et 51 % travaillent plus de cinquante heures par semaine.

### Une majorité pour la fusion

S'ils sont à 48 % optimistes sur leur avenir, ils ressentent de « fortes menaces », dont la hiérarchie réserve quelques étonnements. Au premier rang : la dégradation de l'exercice judiciaire et, notamment, les délais d'attente jugés exaspérants devant les tribunaux ; le respect de moins en moins grand de la déontologie entre confrères. Viennent ensuite : la concurrence des experts comptables, l'implantation des cabinets étrangers en France et le conservatisme de la profession. Le projet de fusion ne vient qu'en neuvième position... juste avant l'extension de l'aide judiciaire. 87 % des avocats sont favorables à cette fusion, mais 52,9 % ne voient pas bien ce qu'ils ont à y gagner. 31 % estiment, d'autre part, qu'elle fera d'eux des commerçants.

Les avocats placent une grande confiance dans leur ordre (72 %), mais en attendant une meilleure défense de leur profession face aux pouvoirs publics. Se sentant incompris et mal aimés, ils aimeraient à 89 % que l'ordre lance une campagne publicitaire pour restaurer leur image. Ils ont aussi d'autres souhaits plus cocasses : « le contrôle des médias », puis la création d'une centrale d'achat pour obtenir de meilleurs prix de matériel de bureau...

AGATHE LOGEART

(1) : 501 avocats ont été interrogés pendant plusieurs mois, de février à juin 1990, par la COFREMCA, société spécialisée dans l'étude des modes de vie. L'institut de sondage Démocopia, qui a participé à l'étude, a travaillé selon la méthode des quotas à partir d'une liste exhaustive (tirée par l'ordre, et en utilisant comme critères l'âge, le sexe et le mode d'exercice professionnel).

### EN BREF

Un convoyeur de fonds tué, deux autres grièvement blessés par des malfaiteurs près de Lyon. Trois convoyeurs de fonds ont été victimes d'une attaque à main armée commise, mardi 9 octobre, par quatre malfaiteurs contre un fourgon blindé de la société Transval à Lantilly, à une quinzaine de kilomètres au nord-est de Lyon. Les trois hommes ont été atteints par de nombreuses balles, et l'un d'eux est mort peu après. Le véhicule blindé a été pris dans une véritable embuscade. Les malfaiteurs l'ont décapité entre une tracto-pelle et un camion de travaux publics avant d'ouvrir le feu sur ses occupants. Les auteurs de cette agression n'auraient pas réussi à s'emparer de l'argent contenu dans le fourgon.

Mme Simone Weber définitivement renvoyée devant la cour d'assises. La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, mardi 9 octobre le pourvoi formé par M<sup>me</sup> Simone Weber contre l'arrêt rendu le 3 juillet par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy (le Monde du 4 juillet). L'inculpée, âgée de soixante ans, incarcérée depuis le 9 novembre 1985, est donc définitivement renvoyée devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle pour y répondre de deux assassinats.

**ISTH** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
EXAMENS D'UNIVERSITÉ  
• DROIT  
• SCIENCES ÉCO.  
1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années  
TOUTES ÉPREUVES  
SUCCÈS CONFIRMÉS  
Enseignements annuels  
et stages intensifs d'été  
Centre Italie 45.85.59.35  
Centre Autriche 45.27.10.15  
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

# RADIO-TÉLÉVISION

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **■** signalé dans « le Monde radio-télévision » ; **□** Film à éviter ; **■** On peut voir ; **■** Ne pas manquer ; **■** Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 10 octobre

<b>TF 1</b> 20.40 Variétés : Sacré soirée. Avec Yves Duteil, Dominique Webb, Kaoma, Les Vagabonds, Mécano, Pacific, Per Shop Boys. 22.40 Série noire : Mort aux témoins. De Serge Moati. 0.05 Journal, Météo et Bourse.	<b>CANAL PLUS</b> 21.00 Cinéma : Le choix du destin. ■■ Film néerlandais de Paul Verhoeven (1977). 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : I want to go home. ■■ Film français d'Alain Resnais (1989). 0.45 Cinéma : Lady Paname. ■■ Film français d'Henri Jeanson (1949).	<b>LA SEPT</b> 21.00 Documentaire : William Burroughs. De Howard Brookner. 22.25 Documentaire : Les documents interdits. De Jean-Teddy A. Philippe. 22.30 Cinéma : Le premier maître. ■■ Film soviétique d'Andrei Mikhaïlov-Kontchoulovsky (1969). 0.10 Documentaire : Bonjour Djaillo. De K. Yousoupianova.
<b>A 2</b> 20.40 Feuilleton : Le mari de l'ambassadeur. 21.35 Série : La loi est la loi. 22.25 Magazine : Qui avez-vous fait de vos vingt ans ? Bernard Tapie. 23.30 Journal et Météo. 23.50 Magazine : Du côté de chez Fred.	<b>LA 5</b> 20.40 Histoires vraies. Sauve-toi Julia ! Téléfilm de Christian Bonyère, avec Robin Stevan, Diana Stevan. 22.10 Dédit : Les fugueurs. Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schenberg. 23.50 Rallye des Pharaons. 0.00 Journal de minuit.	<b>FRANCE-CULTURE</b> 20.30 Tire ta langue. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. 22.40 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.
<b>FR 3</b> 20.40 Magazine : La marche du siècle. Thème : « Homo, comme ils disent ». 22.20 Journal. 22.40 Magazine : Faut pas rêver. États-Unis : Le Grand Canyon ; France : Le garage des Rois ; Suisse : Les boîtes à musique. 23.35 Est-Ouest, l'Europe dans tous ses états. 0.20 Musique : Carnet de notes.	<b>M 6</b> 20.35 Téléfilm : Dans la peau d'une autre. De Karen Arthur. 22.20 Téléfilm : Casse-tête australien. De Donald Crombie. 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.	<b>FRANCE-MUSIQUE</b> 20.00 Opéra (donné le 30 juin au Grand Théâtre de Genève) : Les contes d'Hoffmann, opéra fantastique en trois actes, d'Offenbach, par l'Orchestre de la Suisse romande, le chœur du Grand Théâtre de Genève. 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club, en direct du Labyrinthe Saint-Germain à Paris.

## Jeudi 11 octobre

<b>TF 1</b> 13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour. 14.25 Téléfilm : Gaston Lapouge. 15.55 Série : Tribunal. 16.30 Tiersé : L'été à Evry. 16.35 Club Dorothée. 17.35 Série : Starsky et Hutch. 18.30 Jeu : Une famille en or. 18.55 Feuilleton : Santa Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Divertissement : Le bébé show. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Série : Paparoff. 22.10 Magazine : Ex libris. D comme déprime, D comme drogue. Invités : Kim Wozniak (Rush), Margaux Louri (Les anges dans les anges neurent), Adèle Basquez (la Ruche), Philippe Solers (pour Face aux ténés, de William Styron). 23.10 Documentaire : La saga du lion. 0.05 Journal, Météo et Bourse.	<b>CANAL PLUS</b> 13.35 Cinéma : La guerre des polices. ■■ Film français de Robin Davis (1979). Avec Claude Brasseur, Marlène Jobert, Claude Rich. 23.30 Journal et Météo. 23.50 Documentaire : La fin des paysans. Série proposée par Marie-Claire Amblard, Dominique Martineau et Michel Fauser. 1. Des années entières sous les arbres, de Francis Bouche.	<b>LA SEPT</b> 13.35 Série : Kojak. 14.35 Série : L'enquêteur. 15.35 Série : Soko, brigade des stupés. 16.25 Dessins animés. 18.30 Jeu : Télé-contact. 19.00 Journal images. 19.10 Jeu : Je compte sur toi. 19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Téléfilm : Secrets de femmes, passion hantée. De John Korty, avec Jane Seymour, Gerald McRaney. 22.25 Magazine : Reporters. Présenté par Patrick de Carolis. 23.50 Rallye des Pharaons. 0.00 Journal de minuit.
<b>A 2</b> 13.40 Série : Falcon Crest. 14.35 Série : Sentiments. 16.00 Feuilleton : Fabien de la Drôme. De Stelio Lorenzi (dernier épisode). Magazine : Giga. 17.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol. 18.00 Magazine : Eve raconte. Jean Gabin (9 <sup>e</sup> série). 18.15 Série : Que ça ne finisse, docteur ? 18.50 Divertissement : Drôles de têtes. 19.05 Série : Mac Gyver. 19.59 Journal et Météo. 20.35 INC. Le crédit à la consommation. 20.40 Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nihon et Bernard Benyamini. La vie quotidienne en URSS : Les enfants de la rue ; Méditerranée, danger. 21.50 Cinéma : La guerre des polices. ■■ Film français de Robin Davis (1979). Avec Claude Brasseur, Marlène Jobert, Claude Rich. 23.30 Journal et Météo. 23.50 Documentaire : La fin des paysans. Série proposée par Marie-Claire Amblard, Dominique Martineau et Michel Fauser. 1. Des années entières sous les arbres, de Francis Bouche.	<b>LA 5</b> 13.35 Série : Kojak. 14.35 Série : L'enquêteur. 15.35 Série : Soko, brigade des stupés. 16.25 Dessins animés. 18.30 Jeu : Télé-contact. 19.00 Journal images. 19.10 Jeu : Je compte sur toi. 19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Téléfilm : Secrets de femmes, passion hantée. De John Korty, avec Jane Seymour, Gerald McRaney. 22.25 Magazine : Reporters. Présenté par Patrick de Carolis. 23.50 Rallye des Pharaons. 0.00 Journal de minuit.	<b>FRANCE-CULTURE</b> 20.30 L'espérance et la nuit ou les tribulations de l'utopie. De Thomas Moore à Orville. 21.30 Profits perdus. Georges-Henri Rivière. 22.40 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.
<b>FR 3</b> 13.30 Magazine : Regards de femme. Invités : Joanne Cheff-Chick. Magazine : Océaniques. 14.05 Série : L'été à Evry (rediff.). Les arts, d'Alain Joubert (rediff.). 15.05 Feuilleton : L'or et le papier. 15.50 Variétés : Bons baisers de francophiles. Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invités : Tourné Kurdo, les Valéris, Jane Manson, Charlotte de Turckheim. 17.30 Alié Bibitz. Bouli : Kimbo. 17.45 Série : La famille Fontaine. 18.15 Magazine : C'est pas juste. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19-10 à 19-30, le journal de la région. 20.10 Jeux : La classe. 20.40 Cinéma : Agent trouble. ■■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1987). Avec Catherine Deneuve, Richard Bohringer. Tom Novembre. 22.15 Cinéma : États d'âme. ■■ Film français de Jacques Fansten (1986). Avec Robin Renucci, Jean-Pierre Bacri, François Cluzet. 0.15 Musique : Carnet de notes. Prédit et fugue sur le nom de Bach, de Liszt, par Daniel Chozempa (piano).	<b>M 6</b> 13.25 Série : Madame est servie (rediff.). 13.55 Série : Docteur Marcus Welby. 15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip. Émission présentée par Valérie Pascale. 16.45 Série : Magnum. 17.35 Variétés : Tungstène. Émission présentée par Fatine. 18.00 Série : Campus show. 18.25 Jeu : Zygomusic. 18.54 Six minutes d'informations. 19.00 Série : La fête à la maison. 19.25 Série : Roseanne. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Cinéma : Charlie et ses deux nénettes. ■■ Film français de Josi Saria (1973). Avec Jean-Pierre Marielle, Serge Sauvion, Jeanne Goupil.	<b>FRANCE-MUSIQUE</b> 19.30 Concert (en direct de Vienne) : Pelléas et Mélisande op. 80, de Fauré ; Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, Le tombeau de Couperin, La valse, de Ravel, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol : Jean-Philippe Collard, piano. 23.07 Poussières d'étoiles.

### Audience TV du 9 octobre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54,2	Roue fortune 14,3	McGyver 12,3	Act. région. 20,5	Bande ann. 1,8	Je compte... 2,0	Fête maison 3,4
19 h 45	80,6	Roue fortune 23,4	McGyver 14,9	19-20 info 13,8	Nulle part 3,5	Journal 1,4	Roseanne 3,0
20 h 18	69,9	Journal 29,9	Journal 18,1	La classe 10,1	Nulle part 3,1	Journal 3,1	Mad. servie 5,7
20 h 55	71,2	La Solitaire 32,7	3 hommes... 20,2	Invité claud. 8,8	Double dé. 4,6	Fucons nuit 6,0	Trésor fant. 3,0
22 h 8	69,7	La Solitaire 34,7	3 hommes... 20,3	Invité claud. 7,4	Double dé. 4,4	Fucons nuit 6,2	Clandestines 0,9
22 h 44	31,4	Ciel monté 18,9	Copine... 5,2	Télé région. 2,1	Monstror 0,7	Gool 3,0	Clandestines 3,2

Le Monde / SOFRES/NIelsen

## AGENDA

## AUTOMOBILE

Soyez, madame,  
assurée de notre considération...

L'année d'un Salon de l'automobile, mais aussi la concurrence effrénée que se font compagnies d'assurances, organismes de crédit et banques inspirent des « produits » particuliers qui peuvent être parfois originaux. Ainsi le groupe Azur, une mutuelle dont le siège est situé dans la bonne ville de Chartres propose-t-il depuis quelques semaines une assurance réservée aux femmes au volant. Le raisonnement est simple : les femmes sont plus prudentes que les hommes, elles ont beaucoup moins d'accidents graves qu'eux, elles ne prennent pas autant de plaisir que le sexe fort dans la vitesse. Elles considèrent qu'une voiture est d'abord un moyen de se déplacer, en tout cas, pas, ou moins, un moyen de « draguer » (sic) etc ! Pour tout dire, au fond, les femmes coûtent sur la route moins cher aux compagnies d'assurances que les hommes. Cela, pour Azur, mérite un effort.

Aussi ces contrats réservés aux dames permettent-ils 15 % à 20 % d'économie sur les tarifs, le malus n'est plus automatique, la « franchise » moins coûteuse (800 francs). Qui plus est, l'assurance dépannage n'exige plus que l'incident mécanique intervienne au-delà

des fatidiques 50 kilomètres qui séparent la conductrice de son domicile. Fichtre ! Il est vrai qu'une sorte d'examen de passage accompagne la proposition : il faut être la conductrice habituelle du véhicule, ne pas avoir été condamnée depuis vingt-quatre mois pour un accident, ne pas avoir été coupable d'un délit de fuite, ne pas avoir été surprise ivre au volant...

L'histoire ne dit pas, si, parallèlement aux propositions d'Azur destinées aux conductrices, le tarif des polices réservées aux hommes est resté au même niveau.

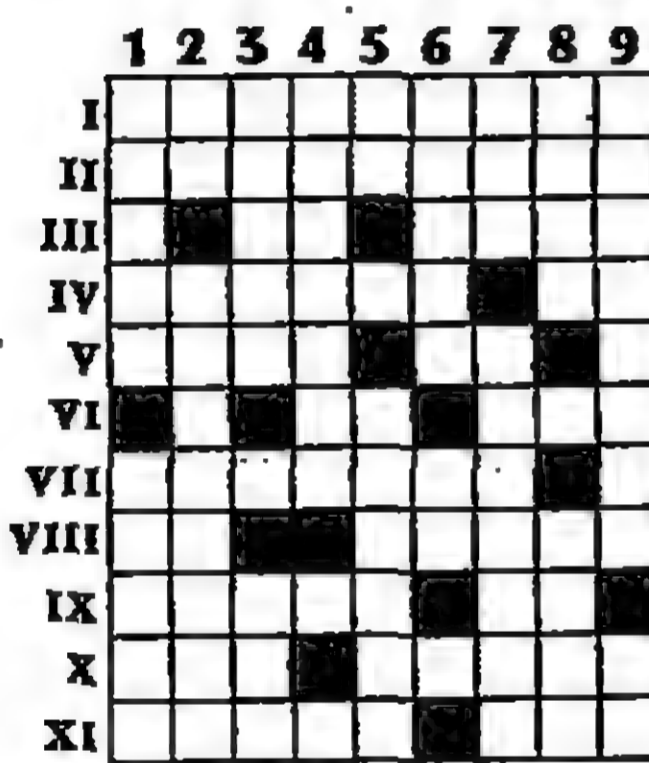
Côté banques, une initiative due à la BNP mérite également attention. A ses programmes habituels de crédit personnalisé, la Banque du boulevard des Italiens, à Paris, offre désormais la possibilité à tout acquéreur de sa voiture sans attendre la revente préalable de l'automobile qu'il veut remplacer. Ce « crédit relais », de trois mois, peut en effet faciliter, sans précaution, les négociations en tous genres qui accompagnent généralement ce type d'opération. Bien vu !

C. L.

► Azur : (16) 37-28-88-38.  
BNP : (1) 40-14-65-14.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5386



## HORIZONTALEMENT

1. Marmotter tout en fumant. — 2. Quand on l'améliore, il peut y avoir plusieurs entrées. — 3. Dans la Côte d'Or. Quand il est bon, se mesure en pintes. — 4. — Peut-être trouvées sur des charmes anciens. En France. — 5. Une certaine méchanceté. Préposition. — 6. Bande d'œuf. On lui fait faire un tour avant de rentrer. — 7. N'est parfois qu'une nouvelle. — 8. Dieu. Sont plus avancées que les quadrupèdes. — 9. En Savoie. Saint. — 10. Sans changement. Bien vraie. — 11. Unies. Dans certains commerces. Eau douce.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 11 OCTOBRE

« Une heure avec Victor Hugo », 12 h 15, 6, place des Vosges (Approche de l'Art).  
« L'Opéra Garnier », 13 h 30, hall d'entrée.  
« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 15 h 30, parvis de la Madeleine (P.-Y. Jassier).  
« Chefs-d'œuvre du Musée d'Orsay », 13 h 15, 1, rue de la Bibliothèque, sous l'éléphant (E. Romann).  
« Art minimal dans la collection Panza », 11 heures, Musée d'Art Moderne, 11, avenue du Président-Wilson.  
« Albert André, l'ami des nabab », fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York (G. Marbeau-Cane).  
« De la gare au musée, visite générale d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Bibliothèque, sous le rhinocéros (Arts et caetera).  
« Du quartier du Val-de-Grâce à Saint-Jacques-du-Haut-Pas », 14 h 30, RER Port-Royal (Paris pittoresque et insolite).

## VERTICALEMENT

1. Peut faire beaucoup d'effet. Chape fort quand elle est grande. — 2. Évoque une bonne façon de parler. Traces laissées naguère par des vapeurs. — 3. En Italie. Pronom. — 4. Une mousseline qui ne fait pas du tout purée. — 5. Pronom. Traverses des marais. — 6. Panier percé. Pas annoncé. — 7. N'admet pas. Quand on les pose, ça ne manque pas de cachets. — 8. Coule dans une file. Ne manquait pas de souffler. — 9. Garnies comme des coussinets. En Suisse.

## Solution du problème n° 5385

Horizontalement  
I. Joggeur. — II. Arrai. Eon. — III. M. Adouci. — IV. Billets. — V. Eau. — VI. Slip. — VII. Rase. — VIII. Escrim. — IX. Osa. Heurt. — X. Néo. Saf. — XI. Déca. Rein. — XII. Eteule. Es.

Verticalement  
1. Jambes. Onde. — 2. Oreilles. Et. — 3. Gr. Lussance. — 4. Goul. P.C. Eau. — 5. Elder. Rhé. — 6. Oserie. Ré. — 7. Reus. Amuse. — 8. Oc. Oserie. — 9. Enivre. Tins.

GUY BROUTY

## CARNET DU MONDE

## Décès

M. Guy Bayet, son épouse, Christine Alain et Stéphane, ses enfants, Alain Bokobca, M. et M<sup>me</sup> Jacques Bayet et leurs fils, M<sup>me</sup> Denise Bayet, M. et M<sup>me</sup> Bernard Bayet et leurs enfants, M<sup>me</sup> Yvonne Prouff, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Uguen, leurs fils et petites-filles, M. Lucien Prouff, M. et M<sup>me</sup> François Léon et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Philippe Pastor, leurs enfants et petits-enfants, ses frères, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, M<sup>me</sup> André L'Héritier, sa tante et marraine, Les familles Boucourechliev, Salomon-Bayet, Mandosse, L'Héritier, Depin, Dubout, ses cousins, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Guy BAYET, chevalier de la Légion d'honneur, professeur agrégé de géographie, président de la Société des agrégés de l'Université de 1960 à 1990,

survenu le 3 octobre 1990, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 octobre, à 8 h 45, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5.

L'inhumation aura lieu le même jour à Comman (Finistère) et sera précédée d'une célébration en l'église paroissiale.

121, avenue d'Italie, 75013 Paris.

M. Genevieve Zehring, présidente. Et le bureau national de la Société des agrégés de l'Université, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Guy BAYET, chevalier de la Légion d'honneur, professeur agrégé de géographie, président de la Société de 1960 à 1990, puis président d'honneur,

survenu le 3 octobre 1990, à l'âge de soixante-deux ans.

Il vous prie d'assister aux obsèques qui seront célébrées le vendredi 12 octobre, à 8 h 45, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5.

L'inhumation aura lieu le même jour à Comman (Finistère).

Société des agrégés de l'Université, 25, rue Descartes, 75005 Paris.

(Le Monde du 10 octobre.)

M. Jean Henri Cheymol, née Kerhary, son épouse,

Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Cheymol, ses enfants, Cédrick, Mélanie, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Cheymol et leurs enfants, ses frères, belle-sœur, neveu et nièces, ainsi que toute la famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean Henri CHEYMOL,

survenu le 8 octobre 1990, à Paris-13.

Le service religieux sera célébré le vendredi 12 octobre, à 15 h 30, en l'église de l'Immaculée-Conception, 63, rue du Dôme, à Boulogne (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation dans le cimetière de famille, à Charenton (Val-de-Marne).

86, boulevard de la République, 92100 Boulogne.

Les familles Rahal, Bouzid et Si-Ahmed ont le regret de faire part du décès de

Rahal HACHEMYA,

survenu dans la nuit du 5 au 6 octobre 1990, à l'âge de soixante-deux ans.

L'inhumation a eu lieu à Tanger, le 7 octobre 1990.

Merci à tous ceux qui ont manifesté leur soutien et réconfort.

Qu'elle repose en paix.

M<sup>me</sup> Françoise H. Girard, sa fille, Ses neveux, petits-neveux, Et arrière-petits-neveux, Ainsi que ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Fernande GIRARD, ancien directeur au ministère du travail, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur du Mérite social,

survenu le 7 octobre 1990 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La messe sera célébrée, le vendredi 12 octobre à 14 heures, en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris (5<sup>e</sup>), suivie de l'inhumation à Sermizelles (Yonne).

Il y associe le souvenir de son époux,

M<sup>me</sup> Charles GIRARD, avocat à la cour d'appel de Paris, conseiller général de l'Yonne, (1898-1976)

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à l'ASCA Val-de-Grâce, CCP 7931 91 V Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

16, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris.

Née en 1899, M<sup>me</sup> Girard est affectée au ministère de l'hygiène en 1922, où elle accomplit toute sa carrière. Elle est la première femme à avoir exercé les fonctions de directrice dans une administration centrale.

M<sup>me</sup> Yvonne Hayek Skaf, docteur D.S. Hayek, Diane Hayek, Dorine Hayek,

M. et M<sup>me</sup> Foulic Hayek, au Liban, M. et M<sup>me</sup> Maroun Rizk-Hayek, leurs enfants et petits-enfants, aux États-Unis,

M. et M<sup>me</sup> Antoine Skaf, leurs enfants et petits-enfants, au Canada,

M<sup>me</sup> Charlotte Noury, ses enfants et petits-enfants, au Canada,

M. et M<sup>me</sup> Fayez Abouchalack, leurs enfants et petits-enfants, à Paris,

M<sup>me</sup> Marie Chalhoub, ses enfants et petits-enfants, à Paris,

Ainsi que les familles Hayek, Skaf, Noury, Debs, Rizk, Aboujaoudé, Sarkisian-Taher, Cavoli,

Parientes, alliées et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Ezzat HAYEK, ancien consul honoraire du Liban à Genève,

leur très cher époux, papa, frère, beau-frère, oncle, grand-oncle, cousin, parent et ami, enlevé à leur tendre affection, le 7 octobre 1990, à l'âge de soixante-huit ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Le défunt repose en la chapelle des Rois.

La messe de sépulture sera célébrée en la basilique Notre-Dame, le jeudi 11 octobre, à 10 h 30.

L'inhumation suivra au cimetière du Petit-Saconnex.

Cet avis tient lieu de lettre de faire-part.

« On n'apprend rien que par l'amour. On ne peut savoir qu'en se donnant. »

Domicile : 24, parc Château-Banquet, 1202 Genève.

— Claude Heymann, son mari,

Danièle Heymann-Bertola, sa fille,

Stéphanie et Agnès, ses petites-filles,

Dominique Bertola, Sa famille, Et tous ses amis, ont le chagrin d'annoncer le décès de

Ere HEYMANN, née Marx,

le 1<sup>er</sup> octobre 1990.

Elle a désiré que l'on associe à son souvenir, celui

de son père, Bernard MARX,

de sa mère, Andrée MARX,

Marie-Louise MARX,

déportés et morts à Auschwitz.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 5 octobre.

Ris-Orangis.

M. Maurice HOUIS, directeur d'études à l'EPHE,

est décédé le 4 octobre 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

Ses obsèques, suivies de l'inhumation, ont eu lieu dans l'intimité familiale, le

5 octobre.

Ris-Orangis.

M. Maurice HOUIS, directeur d'études à l'EPHE,

est décédé le 4 octobre 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

Ses obsèques, suivies de l'inhumation, ont eu lieu dans l'intimité familiale, le

5 octobre.

Ris-Orangis.

M. Maurice HOUIS, directeur d'études à l'EPHE,

est décédé le 4 octobre 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

Ses obsèques, suivies de l'inhumation, ont eu lieu dans l'intimité familiale, le

5 octobre.

Ris-Orangis.

M. Maurice HOUIS, directeur d'études à l'EPHE,

est décédé le 4 octobre 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

Ses obsèques, suivies de l'inhumation, ont eu lieu dans l'intimité familiale, le

5 octobre.

Ris-Orangis.

M. Maurice HOUIS, directeur d'études à l'EPHE,

est décédé le 4 octobre 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

samedi 6 octobre, à Saint-Gildas-des-Bois (Loire-Atlantique).

Une messe sera dite le jeudi 11 octobre, à 18 h 10, en l'église Saint-Joseph-des-Carmes, 70, rue de Vaugirard, Paris-6.

De la part de M<sup>me</sup> Louis Et ses enfants.

1, rue des Eglantines, 91130 Ris-Orangis.

— Janine Mossuz Lavau, sa femme,

Brigitte et Emmanuelle Lavau, ses enfants,

Maurice et Thérèse Lavau, Serge et Janine,

Pierre et Dominique Lavau, Catherine, Mathilde, Jean et Antoine Lavau,

Isabelle, Michel et Caroline, Dominique Lavau,

ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Lucienne Mossuz, sa belle-mère,

ont l'immense douleur d'annoncer la mort de

Georges LAVAU, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 octobre 1990, en l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris-4<sup>e</sup>, où l'on se réunira à 10 h 30, suivie de l'incinération au columbarium du Père-Lachaise, entrée place Gambetta, Paris-20<sup>e</sup>, à 15 h 30.

17, rue de Douai, 75009 Paris.

— Anne de Cortieu-Lavau, ses enfants,

Jacques Lavau et Geneviève Letellier, son épouse,

Florence Lavau et Derek Russell, son époux,

Ses petits-enfants, Céline, Bertrand, Audrey Lavau, Yves, Serge, Frédéric Russell,

font part de la mort, le 7 octobre 1990, de leur père et grand-père.

Georges LAVAU.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Merri, jeudi 11 octobre, à 10 h 30, suivie de l'incinération au Père-Lachaise, à 15 h 30.

Il remercie le personnel de l'Hospitalisation à domicile du dévouement constant et du réconfort témoignés.

22, rue de Montessuy, 75007 Paris.

14, rue de l'Est, 02100 Saint-Quentin.

45, rue Perronet, 92200 Neuilly.

— Le président de la Fondation nationale des sciences politiques,

Le directeur de l'Institut d'études politiques de Paris,

Le président de l'Association française de sciences politiques,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 octobre 1990, de

Georges LAVAU, chevalier de la Légion d'honneur, directeur de la Revue française de science politique, professeur émérite à l'IEP, ancien directeur d'études et de recherches à la Fondation.

Une messe à son intention sera célébrée le jeudi 11 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Merri, Paris-4.

L'incinération aura lieu le jeudi 11 octobre, à 15 h 30, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise.

27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

(Le Monde du 9 octobre.)

— Jacky LHOMME

est décédé, le 23 septembre 1990, entouré de ses proches. Il avait trente-quatre ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise.

Pierre Jouanny, 168, rue de la Convention, 75015 Paris.

— Samuel et Jérôme Lodéon, ses enfants,

M<sup>me</sup> Jeanne Lodéon, M<sup>me</sup> Jenny Lodéon, née André,

sa tante, M. André Lodéon et M<sup>me</sup> Liliane Camouilly-Lodéon, ses frères et sœur,

Ses neveux et nièces, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Serge LODÉON,

survenu dans sa cinquante-septième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 10 octobre à Fort-de-France.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La Fondation Erik-Saia, représentée par sa présidente par intérim.

M<sup>me</sup> Ornella Volta, et par son administrateur, M. Pierre Joseph-Lafosse, à la douleur d'annoncer la disparition subite de son président fondateur.

M. André MOREL.

Nous n'oublierons jamais ses grandes qualités humaines, ses conseils éclairés, ni son généreux appui.

56, rue des Tournelles, 75003 Paris.

— M. Jean-Benoît Morla, Et toute sa famille, Les familles Dufau de Belfort, Morla, Poudiff, Boulic, Liège, Choquet, Mercier, Philippou, Guéri,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Josette MORLA,

survenue le 9 octobre 1990.

— M. Patrick Cartoux, M<sup>me</sup> Simone Palas, M<sup>me</sup> Bernadette Palas, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Daniel PALAS,

survenue, le 5 octobre 1990, dans sa cinquante-quatrième année.

Le service religieux sera célébré, le jeudi 11 octobre, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Maud, Georges, Michel, Suzanne Putois, Et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès de

Sacha PETERS,

décédé accidentellement à Munich, le 7 octobre 1990, à l'âge de vingt-quatre ans.

La Basile des Roys, 13540 Puyricard.

— M<sup>me</sup> Xavier Yacono, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Pierre Janoux, M. et M<sup>me</sup> Charles Yacono, ses enfants,

Anne-Sophie, sa petite-fille, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Xavier YACONO, ancien professeur à l'université d'Alger, professeur honoraire de l'université de Toulouse-Le Mirail,

survenu le 4 octobre 1990, dans sa soixante-deuxième année.

صكرا من الامم

## amis des opprimés

par Anne Bernheim

Les chaînes de télévision ont-elles le droit de dénoncer les erreurs de la justice ? En effet, depuis le 15 septembre, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a supprimé l'obligation du contrôle a priori des spots, tout en gardant le droit de dénoncer les erreurs de la justice. Cette suppression, emportée après moult tractations entre annonceurs, agences de publicité et télévisions, rompt avec vingt-deux ans d'un contrôle exercé par toutes les instances de régulation de l'audiovisuel, de la RFP au CSA. Un contrôle que les plus timides désignaient comme « censure déguisée ».

Mais sans doute les télévisions ont-elles été prises de vertige à l'idée

## COMMUNICATION

Une décision qui fait l'unanimité

### Le contrôle des spots publicitaires va être confié au BVP

Les télévisions préfèrent les chaînes, fussent-elles apparemment moins lourdes, à la liberté totale. Après avoir réclamé à cor et à cri et obtenu la fin du contrôle a priori des films publicitaires qu'elles diffusent, les voici qui font prestement machine arrière.

En effet, depuis le 15 septembre, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a supprimé l'obligation du contrôle a priori des spots, tout en gardant le droit de dénoncer les erreurs de la justice. Cette suppression, emportée après moult tractations entre annonceurs, agences de publicité et télévisions, rompt avec vingt-deux ans d'un contrôle exercé par toutes les instances de régulation de l'audiovisuel, de la RFP au CSA. Un contrôle que les plus timides désignaient comme « censure déguisée ».

Mais sans doute les télévisions ont-elles été prises de vertige à l'idée

du champ soudain élargi de leurs responsabilités. Compte tenu de la bataille qu'elles se livrent sur le plan des recettes publicitaires, le risque de diffuser un spot qui aurait le malheur de déplaire au CSA et l'obligation de le retirer pourrait leur coûter cher et brouiller leurs relations avec les annonceurs.

Les télévisions ont donc appelé à nouveau à des réunions avec l'Union des annonceurs (UDA) et l'Association des agences conseil en communication (AACC), pour trouver une parade qui les dégagerait de cette responsabilité. Certains de ceux qui se sont associés à cette version télévisuelle de l'arroseur arrosé, ont même lancé l'idée de créer leur propre commission de visionnage des spots. Mais cette nouvelle commission aurait créé le même univers procédurier que celui du CSA sans fournir à l'annonceur une garantie sûre.

Jouant les juges de paix dans ces « discussions plus qu'agitées », l'AACC et l'UDA ont rallié tout le monde à l'idée de confier l'examen des scénarios des spots au Bureau de

vérification de la publicité (BVP). Cette vénérable association régie par la loi de 1901, créée en 1935 et qui regroupe annonceurs, régies et agences publicitaires, médias et représentants des consommateurs, a déjà en charge le contrôle de la véracité des publicités paraissant dans la presse et à l'affichage. Cette solution a l'avantage d'unifier le contrôle de la publicité.

Mais les annonceurs gagneront-ils au change ? Le BVP, présidé depuis peu par M. Jean Aurin, ancien membre de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) et PDG des éditions Dargaud, a demandé l'an dernier la modification de 23 des 1310 dossiers qui lui ont été soumis et a exigé la cessation de parution de 3 % des campagnes (le Monde du 29 mai). Or, fin novembre 1989, le CSA avait refusé 0,3 % des scénarios qui lui avaient été présentés. Une liberté n'en cache pas forcément une autre.

YVES-MARIE LABÉ

Après l'engagement par le CSA d'une procédure devant le Conseil d'Etat

### Les chaînes se conforment davantage à la réglementation du parrainage

Durant tout l'été, le dossier du parrainage a mené les télévisions et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) au bord du divorce. La plupart des télévisions privées étaient accusées de ne pas respecter la réglementation en la matière. Les infractions, recensées par le CSA sont légion. La coupe déborde lorsque dans « Sacré soirée », Jean-Pierre Foucault cite cinquante-quatre fois le nom du parrain de l'émission.

Mi-septembre, une fois passée la période des avertissements et compte tenu de l'échec du « code de bonne conduite » proposé aux chaînes, le CSA engage une procédure de sanction devant le Conseil d'Etat à l'encontre des deux télévisions (TF1 et la Cinq) qui ne respectent pas la réglementation en vigueur (le Monde du 15 septembre). Dans le cas spécifique de Canal Plus, l'instance de régulation écrite au gouvernement afin de lui faire part de sa préoccupation. Mais celui-ci n'a pas répondu.

Les sanctions pouvant aller de la suspension de l'autorisation du programme pour un mois à une sanction pécuniaire équivalente à 3 % du chiffre d'affaires annuel de la chaîne incriminée, voire au retrait pur et simple de l'autorisation, les télévisions ont obtempéré.

Depuis quelques semaines, le CSA a noté que les chaînes avaient commencé à « nettoyer » leur écran, en se conformant davantage à la réglementation du parrainage (apparition du nom ou de l'emblème de la marque en début et en fin d'émission en lui ajoutant le cas échéant, comme le CSA l'a concédé en juillet, son secteur d'activité ou sa signature). Prenant acte de cette évolution, le CSA a donc indiqué que la procédure engagée devant le Conseil d'Etat pourrait ne pas être menée à terme. A condition que la mise en conformité des chaînes soit permanente et ne constitue pas une parade temporaire.

Y.-M.L.

Dans une lettre à M. Jack Lang

### L'ARP s'élève contre le projet de directive sur les droits d'auteur

« Les auteurs, réalisateurs et producteurs français n'ont rien à espérer d'une harmonisation communautaire [des droits d'auteur], dont la finalité ne peut être qu'une révision en baisse de leurs droits, par rapport à une législation nationale qui (...) est la plus favorable au développement de la création. » Dans une lettre adressée au ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, l'ARP, la société civile des auteurs-réalisateurs-producteurs de cinéma, vient de prendre une position très ferme contre la proposition de directive communautaire sur les droits d'auteur (le Monde du 9 octobre).

L'ARP refuse par avance toute « gestion collective obligatoire » des droits pour le câble et redoute les conséquences de la directive pour les droits satellites. « De telles conceptions auraient, si elles étaient adop-

tées, des conséquences très graves sur l'exploitation des œuvres cinématographiques (...). Elles sont par contre acceptables pour les sociétés de perception et de répartition de droits musicaux qui fonctionnent sans appliquer ces principes », et qui espèrent « en contrepartie de leur soutien aux projets de la Commission, obtenir sa mansuétude dans le domaine du droit de la concurrence. »

« Les auteurs-réalisateurs que nous représentons ne sauraient accepter un tel compromis », poursuit l'ARP, qui estime que « les sociétés de perception ont (...) montré, en France même, leurs limites dans la défense des intérêts réels des auteurs français et européens. » Le front uni des créateurs européens face à la Commission de Bruxelles, qui avait consacré les récents débats sur les droits d'auteur, à Rome, a donc vécu.

#### EN BREF

La Générale des eaux entre dans TCT Actualités télévisées. - La Générale des eaux et le groupe France Construction entrent dans le capital de l'agence audiovisuelle TCT Actualités télévisées à l'occasion d'une augmentation de capital - de 1 000 000 de francs à 1 961 500 francs, - assortie d'une prime d'émission de 24 millions de francs. Le nouveau conseil d'administration, présidé par M. Elie Davidson, comprend six représentants du groupe fondateur (51 % des parts), trois du groupe Générale des eaux (32,66 %), et un du groupe France Construction (16,33 %). Cette augmentation de capital intervient après le retrait du groupe Maxwell du capital de TCT.

FAUST, entre art et technologie à Toulouse. - La troisième édition de FAUST (Forum des arts de l'univers scientifique et technique) se tiendra à Toulouse du 23 au 28 octobre. A la fois salon, marché des technologies de la création, lieu de colloques variés (sur la télévision haute définition ou le découplage économique

culture, entre autres), FAUST verra plusieurs créations de spectacles dans divers espaces de la « ville rose ». Point commun à toutes ces manifestations : elles cherchent à concilier progrès technologique et création artistique, qu'il s'agisse de musique, danse, langage ou images.

Renseignements : FAUST, Mairie de Toulouse, (81) 21-44-74.

Réseau câblé pour Strasbourg et le Parlement européen. - Le réseau câblé de télévision de Strasbourg a été inauguré lundi 8 octobre au Parlement européen. Les députés européens sont les premiers résidents strasbourgeois à pouvoir bénéficier de dix-neuf chaînes de télévision, pour 50 francs par mois (prix de l'abonnement collectif, l'abonnement individuel étant fixé à 99 francs). Construit et exploité par Communication Développement, filiale de la Caisse des dépôts, le réseau de l'agglomération strasbourgeoise comptera à terme plus de 600 kilomètres de fibre optique.

#### Création d'une nouvelle chaîne cryptée

### Computer Channel une télévision pour les professionnels de l'informatique

Dès le mois de janvier 1991, les professionnels de l'informatique et des télécommunications disposeront d'une nouvelle télévision à page : Computer Channel. Le lancement de cette chaîne sera annoncé lors du Forum informatique et télécommunication qui se tiendra au CNIT du 9 au 12 octobre prochain.

Le principal maître d'œuvre de ce projet, la société Videospace, une filiale de France Télécom, n'en est pas à son premier essai. Elle avait déjà participé à Canal sat, un projet similaire destiné à l'Assistance publique. Pour développer Computer Channel, Videospace s'est associée à Industry Television International, une jeune société luxembourgeoise à capitaux européens, qui souhaiterait s'atteler à d'autres projets de chaînes thématiques si ce premier essai est une réussite.

Computer Channel sera diffusé par le satellite européen Eutelsat II-F1, lancé en septembre 1990, et qui « couvrira » l'ensemble de l'Europe occidentale. Pour autant, les deux animateurs de la chaîne, Jean-Marc Harion, de Videospace et Frédéric de Goldschmidt, de IT I, n'envisagent pas dans l'immédiat de diffuser leurs programmes hors de l'Europe francophone.

#### « Interactivité et convivialité »

« Interactivité et convivialité » sont les deux leitmotivs des directeurs : Computer Channel s'adresse en priorité aux spécialistes en informatique de l'entreprise (directeurs informatiques, ingénieurs systèmes, directeurs télécom...), qui seront à la fois clients et animateurs. « Le fil rouge de notre projet, c'est de donner le plus souvent possible la parole à nos clients, ce sont eux qui décideront des thèmes à traiter et ils interviendront dans nos émissions », assure M. de Goldschmidt.

La chaîne se propose de diffuser deux types de programmes. Tout d'abord un programme de base de douze émissions mensuelles de 20 à 40 minutes chacune, diffusées en milieu ou en fin de journée et axées autour d'un thème précis. Ces programmes, disponibles pour 3 300 francs par mois (plus un droit d'entrée de 6 000 francs), sont accessibles dès la pose d'une antenne et d'un terminal. Mais le signal satellite étant aussi individuellement adressable à chaque terminal, les utilisateurs pourront acheter, au coup par coup, des émissions spéciales comme des séminaires ou des séances de formation. Ils pourront même se servir du réseau pour véhiculer des informations de nature privée à des personnes de leur choix.

Quelles sont les perspectives de cette opération ? « Nous considérons avoir réussi notre projet si, d'ici un an, nous pouvons compter sur 450 abonnés en France », explique M. de Goldschmidt. Une prévision qui pourrait être vite atteinte, le marché potentiel dépassant largement les seules entreprises d'informatique et de télécommunication pour englober toutes les sociétés disposant d'un parc informatique important.

## CULTURE

#### MUSIQUES

### Une chevauchée au petit trot

Trop malin pour qu'on y croie, « The Black Rider », du trio Wilson-Waits-Burroughs passe l'obstacle du Châtelet, sans plus

L'idée d'une association Bob Wilson-William Burroughs-Tom Waits (« l'hermine », sans jamais tenter de détourner la légende de son cours catastrophique, sans non plus descendre jusqu'au premier degré.

Car l'argument ne prête pas plus à rire que les tempéraments du metteur en scène, de l'auteur et du compositeur. Au Châtelet, les mélomanes ont reconnu dans *The Black Rider* le livret du *Freischütz*. Les autres, par suite d'une panne du système de sur-titrage (le texte parlé est en allemand, les chansons en anglais), se sont débrouillés comme ils ont pu avec Wilhelm, l'amant lamentable qui pactise avec le diable pour surmonter ses déficiences de tireur afin de convaincre son beau-père qu'il ferait un bon gendre.

Cette vieille légende allemande est arrivée entre les mains de William Burroughs par l'intermédiaire de son oncle en littérature, Thomas de Quincey. L'auteur de *Junkie* y a glissé quelques considérations psychologiques sur des métaphores psychotro-  
(« il s'est mis aux balles magi-

ques et ça l'a mené tout droit au diable, aussi sûr que la marijuana mène à l'hermine »), sans jamais tenter de détourner la légende de son cours catastrophique, sans non plus descendre jusqu'au premier degré.

Parallèlement, Tom Waits composait treize chansons et un peu de musique de scène. Pas de quoi faire un opéra, à peine une comédie musicale. Waits, responsable de la présence d'une bonne partie du public, n'a même pas voulu traiter par l'ironie les origines germaniques du texte. Il les a superbement ignorées en faisant résolument du Tom Waits, c'est-à-dire des *show tunes* qui parodient Broadway avec tant d'affection qu'on s'y croirait presque, un peu de jazz, de musique de cirque, un faux thème de western télé pour la chevauchée de Wilhelm avec le diable et une partition-bruitage pour la musique de scène que n'aurait pas rendue Carl Stalling, le compositeur des *Looney Tunes* de la Warner. Le bric-à-brac habituel de Tom Waits, moins l'intensité, moins la douleur.

*The Black Rider*, cependant, est un beau spectacle, dessiné, mis en

lumière par Bob Wilson avec une science confondante d'exactitude. Chaque idée est menée à terme, accouche de tous ses sens. La boîte noire d'ob sortent les personnages au début du spectacle aurait pu appartenir aussi bien à Pausanias qu'aux anthropologistes de 2001. Et les comédiens-chanteurs, l'orchestre du Thalia Theater de Hambourg lui font justice avec une énergie qui irradie à travers tous les filtres que Wilson dispose pour façonner son monde.

Mais ces trois Américains-là sont trop malins pour croire tout à fait à leur histoire, et l'histoire est passée par trop de moulinettes pour croire encore en elle-même. Les Américains et les Allemands communiquent par signes de chaque côté d'un abîme, leurs relations sont cordiales, mais jamais très éloquentes. Malgré la somme d'intelligence et de talent qui est entrée dans *The Black Rider*, il n'en sort qu'un moment plaisant, qui ne porte pas à conséquence.

THOMAS SOTINEL

Jusqu'au 14 octobre, à 20 heures, au Châtelet. Théâtre musical de Paris. Tél. : 40-28-28-40.

#### EN BREF

Mort du créateur de Betty Boop. - Myron « Grim » Natwick, créateur de Betty Boop, est mort le lundi 8 octobre à Santa Monica (Californie). Il était âgé de cent ans. Le dessinateur avait conçu sa pin-up de dessin animé en 1930. « Sans être jamais vulgaire ou obscène, Betty était une suggestion que vous pouviez épeler en trois lettres : S-E-X », disait-il. Betty Boop avait connu un regain de popularité en 1988, lorsqu'elle était apparue avec d'autres personnages classiques du dessin animé dans *Qui veut la peau de Roger Rabbit ?* - (AFP).

Leonard Bernstein ne dirigera plus. - Leonard Bernstein a décidé

d'arrêter la direction d'orchestre pour des raisons de santé. Agé de soixante-douze ans, le chef d'orchestre américain, auteur de *West Side Story*, souffre de complications pulmonaires. Il se consacra désormais à la composition et à l'enseignement. Leonard Bernstein a été le premier américain à diriger le New York Philharmonic, de 1958 à 1969. Au cours de sa carrière, il a ensuite dirigé tous les grands orchestres américains et européens. Il est président du London Symphony Orchestra depuis 1987. - (Reuter).

M. Thierry Fouquet nommé à la présidence des commissions nationales consultatives pour la danse. - M. Thierry Fouquet, directeur de

l'Opéra-Comique, vient d'être nommé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991 et pour un an, président des deux commissions nationales consultatives pour la danse - aide aux projets de création chorégraphique et aide aux compagnies indépendantes. Il remplacera à ce poste M. Georges-François Hirsch, administrateur général de l'Opéra de Paris-Bastille.

Précision. - Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article consacré à la reconquête des marchés perdus par le cinéma français (le Monde du 9 octobre), c'est le C. N. C. (Centre national du cinéma) qui finance à 70 % le G. I. E. France Cinéma Diffusion.

JVC Presents:

喜多川

KITARO

World Tour 1990

KOJIKI: A Story in Concert



### KITARO CRÉE LA MUSIQUE DE L'UNITÉ

Kitaro, l'un des plus grands artistes créateurs d'enregistrement tant à l'est qu'à l'ouest, se prépare à vous rendre visite dans le cadre de sa Tournée Mondiale Kitaro 1990.

Cette tournée est basée sur le thème du « Kojiki », qui est également le titre du 11<sup>ème</sup> album de Kitaro, où la sensibilité artistique se mêle à la technologie de pointe dans une musique de synthèse. Le « Kojiki » est un recueil de traditions japonaises orales; c'est un livre de mythologie colossal qui décrit la naissance de l'univers, des dieux, de la race

humaine et de la civilisation.

Dans les concerts de Kitaro, la musique et les effets visuels évoquent les aspirations des gens du monde entier à s'unir et à surmonter leurs différences.

Venez écouter la musique de l'unité.

Programme du concert

Date: Lundi 22 octobre

Début du concert: 20h30

Lieu: Palais des Congrès (Porte Maillot)

Ville: Paris

Locations: FNAC, Virgin Megastore, Clemence, 3615+LIBE

#### Prenez part à la musique

Du battement des tambours rituels anciens aux harmonies symphoniques, la musique est capable de capter les émotions humaines les plus insaisissables et de les immortaliser dans le temps.

Sur son métier à musique, le compositeur tisse des brins de son. Par son art, le musicien touche nos sens, nous rappelant notre commune humanité. Oh que nous allons, la musique y sera; c'est un miracle auquel nous participons tous.

JVC vous apporte cette musique.

Participez au Grand Concours des Chânes Midi JVC.

Vous pouvez gagner un voyage au Japon!

Le Grand Concours des Chânes Midi JVC est lancé.

Allez retirer un formulaire d'inscription au magasin JVC le plus proche de votre domicile.

Remplissez-le et renvoyez-le. Aucun achat n'est nécessaire. Le concours dure jusqu'au 30 novembre 1990.

Le tout complet de règlement se trouve au verso du formulaire.

ou simple demande, le JVC MID SYSTEM COMPETITION B.P. 123 - 95000 GENESEE

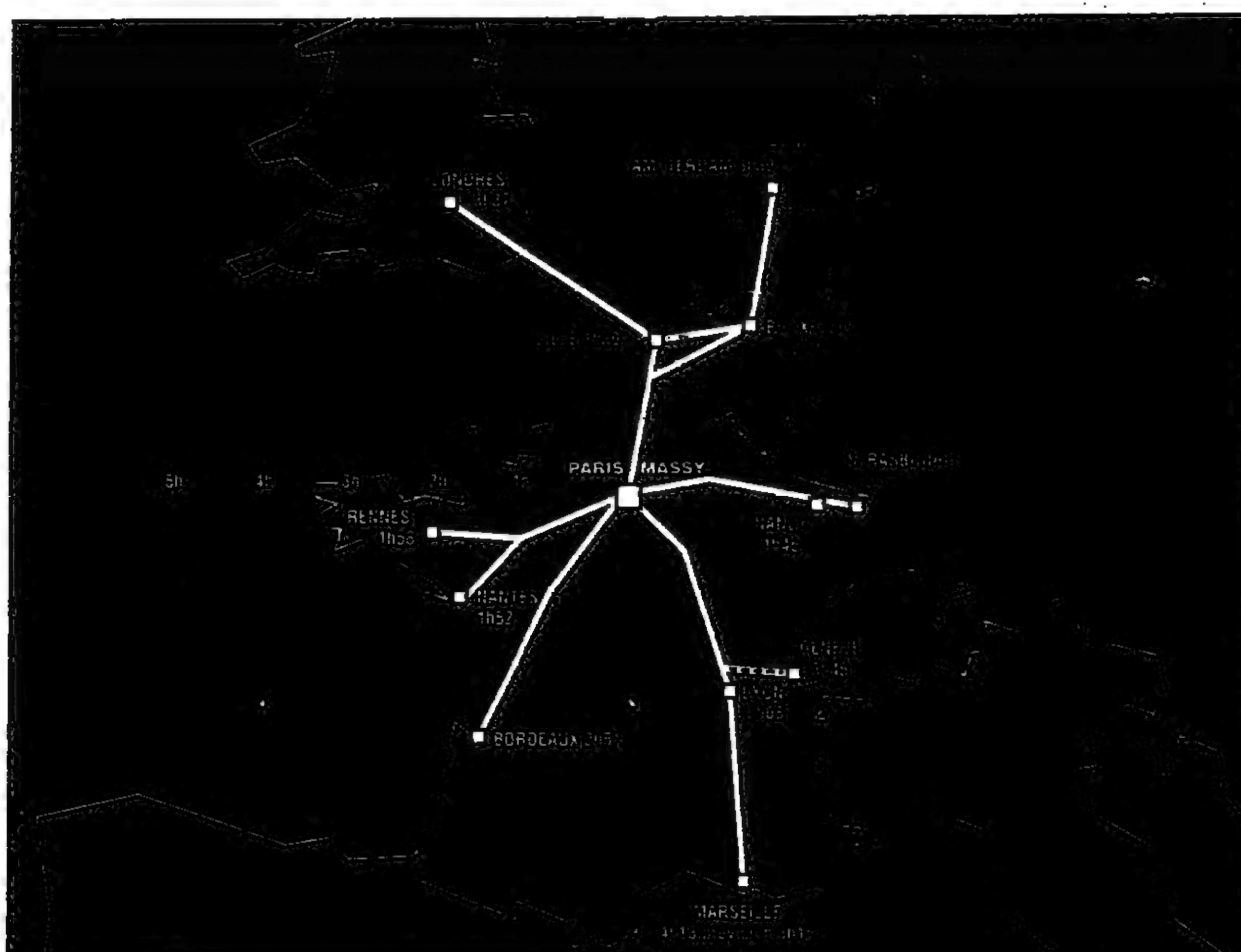


# 29 SEPTEMBRE 1991 OUVERTURE DE LA GARE EUROPÉENNE DES TGV A MASSY

## 1991 TGV ATLANTIQUE TGV SUD-EST

Massy-Bordeaux	2h51
Massy-Lyon	2h20
Massy-Nantes	1h52
Massy-Rennes	1h58
Massy-Marseille	4h18
Massy-Genève	3h45

Source SNCF



## 1994 TGV NORD

Massy-Lille	1h30
Massy-Londres	3h37
Massy-Bruxelles	2h07
Massy-Amsterdam	3h30

## TGV SUD-EST

Massy-Lyon	2h08
Massy-Marseille	3h15

## TGV EST

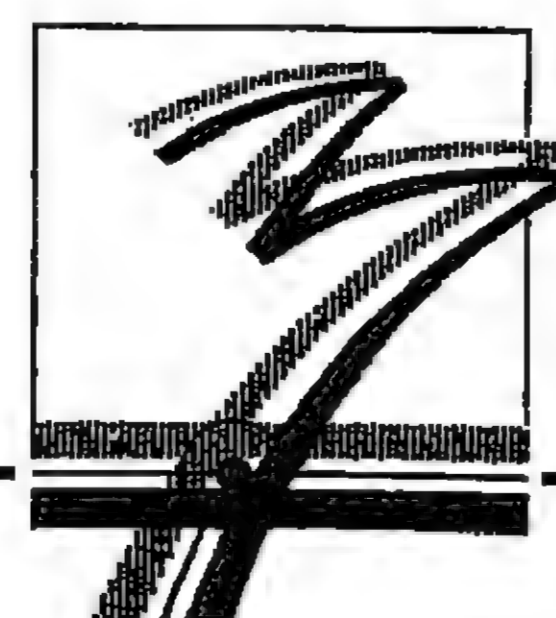
Massy-Nancy/Metz	1h45
Massy-Strasbourg	2h25

Prévisions

- 29 septembre 1991, les TGV Atlantique et Sud-Est se rencontrent à Massy.
- 1994 : le TGV Nord entre à son tour en gare de Massy.
- 100 millions d'européens seront alors à 3 heures de Massy.

Déjà exceptionnellement bien situé à 9 km au Sud de Paris, 13 mn d'Orly et relié directement à Roissy par le RER, Massy gagne avec cette nouvelle gare des TGV sa dimension de pôle fédérateur de l'Ile-de-France Sud.

**Autant d'événements qui font de Massy un pôle européen...**



VILLE DE MASSY

مسجد الامير

هكذا من الراحل

# ARTS • SPECTACLES



MARION KALTER

LES CHANGEMENTS DE CAP DE LA MUSIQUE VIVANTE ET DE LA MUSIQUE ENREGISTRÉE

## Une ère passe

**S**EPT ans déjà que le laser harcèle la cire ! Au moment où le disque compact parvient à l'âge de raison, on peut s'interroger sur les bouleversements qu'il a introduits dans l'attitude de ceux qui le fabriquent et de ceux qui l'achètent. On ne soupçonnait pas que la précision redoutable de l'enregistrement numérique susciterait tant d'imprécisions chez les éditeurs de musique et d'hésitations chez les amateurs de disques.

Les premiers, forts du succès fulgurant du disque argenté, sont partis à l'aveugle - éditions, rééditions, séries économiques, jusqu'aux séries à prix sacrifiés dans les grandes surfaces - à l'assaut d'un marché inespéré. Or voilà que celui du disque compact se retourne et flirte aujourd'hui avec la croissance zéro tandis que les éditeurs continuent de publier chaque mois entre

300 et 500 nouveaux titres au seul rayon classique. Incohérence dangereuse, sinon meurtrière. Dans le même temps, on n'en finit pas de mesurer la relation circonspecte de l'amateur de musique et du disque compact. Même s'il peut surmonter le handicap d'un prix élevé, il a bien du mal à se retrouver dans le foisonnement des catalogues où enregistrements indispensables et attrape-gogos se côtoient (lire page 22 l'article d'Anne Rey).

Re, le nouvel album des Rita Mitsouko, paraît appartenir d'emblée à la première catégorie. Profitant au maximum des techniques de pointe, Catherine Ringer et Fred Chichin ont re-visité les titres de leurs succès et les ont passés aux filtres de machines sophistiquées. Andy a ainsi subi l'épreuve d'échantillonneurs, flangers et égaliseurs numériques pour un remix qui

part le 15 octobre à la conquête des adeptes de la dance-music (explications page 23 dans l'entretien accordé par les Rita Mitsouko à Thomas Solin).

La grande concurrente de la musique enregistrée - à moins qu'elle ne soit devenue l'outil de sa promotion - reste la musique vivante. Un événement prend à Paris cette année un essor remarquable : le Forum international du quatuor à cordes, troisième édition. Alors que vont se relayer sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées les formations les plus prestigieuses, le germaniste Gerald Stieg fait l'éloge de cette forme musicale qui, au siècle des Lumières, s'affranchit des pouvoirs civils et religieux, transposition sur partition des valeurs exemplaires du dialogue socratique (page 24). Comme un rappel à l'exigence, à la passion.

OLIVIER SCHMITT

CINÉMA 27

### Reprise d'Un homme qui dort, de Georges Perec



Cinophile endurci, Georges Perec fut aussi scénariste, dialoguiste, producteur et réalisateur. *Un homme qui dort*, le film tiré de son livre homonyme et dont il signa l'adaptation avec le réalisateur Bernard Queysanne, reflète les relations complexes entre son travail d'écrivain et le cinéma.

THEATRE 29

### Chantal Morel et les hommes sans voix



Metteur en scène grenoblois, Chantal Morel est invitée par le Théâtre de l'Athénée où elle met en scène *Un jour, au début d'octobre*, d'Agavev. C'est l'occasion de vérifier la manière singulière qu'à cette femme d'explorer la solitude et la douleur de tous les êtres privés de parole en autant de spectacles au rythme, à la beauté troublants.

ARTS 31

### Sommets himalayens au Musée Guimet



Grâce aux œuvres reçues à l'occasion de la donation Lionel Fournier, industriel fortuné épris d'art himalayen, le Musée Guimet de Paris se hisse au premier rang mondial dans le domaine encore mal connu et pourtant fabuleusement riche de l'art tantrique et bouddhique. Et tient à le faire savoir en une exposition-séduction qui ouvre le 13 octobre.

UN CAP DANS L'HISTOIRE DE LA MUSIQUE CLASSIQUE ENREGISTRÉE

# Le disque compact a l'âge de raison

Sept ans après sa naissance, le disque argenté a pris toute la place sur le marché de la musique classique, éliminant définitivement son aîné, le microsillon. La victoire fut acquise dans l'euphorie. De nouveautés banalisées en rééditions parfois douteuses, le monopole semble difficile à gérer aujourd'hui.

MICHEL LE NAHOUR, inspecteur d'académie, quarante-sept ans, écoute huit heures de musique classique par jour quand il est chez lui, achète des disques depuis l'âge de seize ans, possède huit mille microsillons, trois cents disques compacts environ, et il lui est arrivé, à une période un peu particulière de sa vie, de consacrer 1 500 francs par mois à l'achat d'enregistrements. Classiques, exclusivement.

Cet auditeur de France-Musique et de Radio-Classique, lecteur de toutes les revues de critique de disques existantes, se rappelle, comme si c'était hier, qu'il écoutait, adolescent, Stern et Ormandy sur 45 tours, et que le premier CD qu'il a consenti à acheter était le *Boléro* de Ravel dirigé par Dutoit.

Consenti ? Il se méfiait en effet du disque argenté. Collectionneur de raretés sur microsillons, il lui semblait que la qualité de l'interprétation perdait en nuances et en subtilité sur CD. Logiquement, ce sont d'autres raretés qui l'attirent aujourd'hui dans la production numérique : œuvres jamais enregistrées (*Guerceur* de Magnard, *Edipe* d'Enesco), récitals de grands pianistes du passé. Mais il écoute toujours ses 33 tours de derrière les fagots, continue à acheter des incunables dans les magasins spécialisés, et ne se sent vraiment poussé à investir dans le CD que lorsque ses microsillons préférés sont réédités sur ce nouveau support.

## FÉTICHISME ET MARKETING

Michel Le Nahour est, typiquement, le mélomane éclairé, le connaisseur incollable, l'acheteur curieux et passionné que le CD aurait dû convertir, et qui est resté atterré. « Cela me choque, dit-il, que l'on puisse acheter des disques dans des caddies de supermarché. Cela heurte ma conviction que la musique doit être une fête, pas un produit banalisé de simple consommation. Ma réaction a été très nette : j'ai recommencé à aller au concert, à y consacrer un gros budget. Et quand je suis chez moi, j'écoute moins de musique. »

Voilà, sans aucun doute, une réaction limite, un phénomène de génération. Dominique Grenier, qui termine ses études de droit, et qui s'apprêtait à aller voir *Jajo* d'Aperghis quand nous l'avons rencontré, se constitue, lui, sans états d'âme, une discothèque numérique. Il n'a certes pas cessé d'écouter ses microsillons, ne va peut-être plus aux concerts de rock mais fréquente assidûment ceux de musique contemporaine. Et admet comme postulat que « le disque n'est pas un objet de marketing, il doit rester le témoignage d'instants exceptionnels ». Or ce jeune homme, qui se destine à la carrière d'administrateur d'établissements lyriques, qui est donc déjà presque un professionnel, comprend mal « les rapports fétichistes aux pochettes ou au son des disques noirs ». Il déclare le CD « plus agréable à toucher, à regarder » ; et ses aigus un peu métalliques « lui plairaient plutôt ».

Voici enfin le cas d'un « lyricomane intoxiqué » de soixante-cinq ans. Il n'écoute jamais, sauf accident « regrettable », de musique contemporaine. Ses goûts se bloquent « au milieu de Richard Strauss et avant Maurice Ravel ». L'avalanche de coffrets d'opéra enregistrés en numérique lui était donc destinée. Il y a sacrifié, le temps de se constituer une discothèque de base (Bellini-Donizetti-Rossini-Verdi). Mais il se plaint aujourd'hui que « l'on repique tout et n'importe quoi » et ne trouve pas de mots pour stigmatiser « certaines grossières erreurs de marketing : tout ce tapage autour de la Carmen de Jessye Norman ! Elle s'est ridiculisée, l'enregistrement est saboté. Quand une maison de disques en arrive à ces excès, il faut tirer la sonnette d'alarme ».

Mais pour ce lyricophage en manque, l'affaire est finalement réglée : il n'achète plus de CD ou à peu près. Grâce au câble, il reçoit sur son téléviseur et enregistre « deux opéras par semaine, et ce qu'il y a de mieux : la Marie Stuart de Glyndebourne dernièrement. Si l'on possède un magnétoscope performant, l'image est parfaite, le son plus qu'acceptable. Cette collection de vidéocassettes me procure des plaisirs que je n'imaginai pas. Je me fais venir la Reine de la nuit chez moi ».

Annoncé comme la révolution technologique attendue par un marché classique asthénique, présenté comme l'œuf de Christophe Colomb par quelqu'un comme Karajan (si c'est numérique, c'est beau), paré d'emblée de toutes les séductions du design et de la miniaturisation, accompagné par une diminution régulière du prix des lecteurs à laser (plus

de 6000 francs il y a sept ans, moins de 1500 francs aujourd'hui), le disque compact aborde en cette rentrée la période difficile de l'âge de raison. Quand on appartient comme Patrice Fichet aux instances officielles du SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique), on parle de son sujet de « net ralentissement de la croissance en 1989 ». Mais si, comme Laurent Worms, on est passé pendant ces sept ans de chez RCA à la maison Decca pour aboutir à la direction du marketing d'EMI-Pathe Marconi (la valse dans les états-majors des multinationales est elle aussi un symptôme qui ne trompe pas), on reconnaît « avoir mangé son pain blanc » et en être arrivé, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> septembre de cette année, à « une croissance zéro » (0,5 si l'on prend en compte la vente, embryonnaire, des vidéodisques et des cassettes vidéo musicales).

Pourquoi ? Banalisation est le maître mot. Le « produit », pourtant si jeune, si élégant, est devenu objet usuel. Et puis, l'acheteur n'a pas les moyens de se repérer dans l'abondance, l'anarchie, les volutes éditoriales. Tous les labels qui veulent « faire

enchante de Madame Y ». Soit à un public « bas de gamme », celui qui achète deux ou trois compacts par an. Et comme toutes les grandes marques s'y sont essayées, à ces fameuses compilations, le rapport est à diviser d'autant.

Car on n'en sortira pas : Maurice André ne se vendra jamais comme Michael Jackson. Si la trompette miraculeuse du premier a atteint le score remarquable de 230 000 exemplaires en trois ans, les scores du second se chiffrent, sur une même période, par dizaines de millions. 110 000 personnes ont acheté Karajan dans les valses de Vienne, 70 000 seulement se sont laissés convaincre par les triomphes de Plácido Domingo. Le record des ventes lyriques en France revient vraisemblablement à la *Voix du siècle*, l'album publié par EMI-France pour le dixième anniversaire de Maria Callas : 200 000 exemplaires. On comprend que les heureux gagnants tentent à nouveau le gros lot et publient ce mois-ci *D'art et d'amour*, avec un inédit de la Callas, enregistré en juin 1964 Salle Wagram : le duo du Nil d'*Attila*. Radamès : Franco Corelli. Chef d'orchestre :

duits » enregistrés (numériquement) dans les pays de l'Est, par des interprètes rémunérés une fois pour toutes par leurs États. On rachetait les bandes pour 5 000 dollars maximum, on en faisait des tirages importants (entre 10 000 et 20 000) et on pouvait s'attendre à 20 % ou 30 % de bénéfices.

« Ces disques à 8 francs sont généralement des enregistrements analogiques camouflés en numériques, explique-t-on chez NTL. Ceux qui les distribuent ne sont pas des gens du métier, ils ne disposent que d'une vingtaine de titres, ils travaillent sans représentants, sans suivi, et établissent généralement un deal avec une centrale pour ne garder, comme bénéfice, que 1 franc ou 50 centimes par exemplaire. » Et les scandales s'ajoutant au marasme, certaines usines de pressage, désireuses de ne pas laisser leurs employés innocents dans l'actuelle période de récession, achèteraient des bandes tchèques, hongroises ou soviétiques à leur propre compte pour vendre à perte, directement aux grandes surfaces. Quelles usines ? Lordisc, à Saint-Michel-sur-Meurthe ? Prova Records en Belgique, que dirigerait M. Pelgrims,



Paris, 1927 : Paul Dermée, Enrico Prampolini, Michel Seuphor et leur radiophone photographiés par André Kertész.

du chiffre » enregistrent ou rééditent les mêmes œuvres, par les mêmes interprètes, alors que l'acheteur moyen de CD en est encore à s'équiper (comme on dit dans l'électro-ménager) et n'achète qu'une version de chaque titre, pour se constituer un fonds. Une nouveauté vendue au prix fort (150 francs environ) réapparaît un an après dans la catégorie « middle price » (autour de 100 francs) ou se glisse même dans une série de rééditions. Certes, reconnaît Laurent Worms, le baroque se vend bien, mais il n'est pas « un panier sans fond. Si Hogwood vend Beethoven, Norrington le vendra moins. Rares sont les boulimiques qui achètent plus de deux CD par mois. Plus rares sont ceux qui, en classique, sont poussés à acheter par la publicité. J'ai vu des disques lancés par des campagnes d'un million qui, finalement, ont été rejetés ».

Voici un mois que les 33 tours ont été supprimés des rayons « classique » des FNAC parisiennes (le disque noir ne représentait plus que 3 % de ce marché, alors qu'il constituait encore 15 % du volume des ventes en jazz, rock, variétés françaises et internationales). Que la musique classique soit définitivement identifiée au disque compact aura été un atout extraordinaire : attirée par l'objet CD, poussée par la mode que cet objet a suscitée, la génération des dix-huit-vingt-cinq ans s'est initiée, grâce à lui, aux « tubes » d'une musique qu'elle s'était, depuis toujours, appliquée dans l'ensemble à ignorer.

A cette génération s'adressent les compilations, style « les triomphes de Monsieur X », ou « la harpe

Georges Prêtre (1). Le bingo. Bingo au demeurant modeste. Car passer le cap du million d'exemplaires en un an est, pour le classique, un exploit dont ne peuvent guère s'enorgueillir que Pavarotti, Bernstein avec *West Side Story*, exploit qui semble promis, sauf accident, au *Concert des trois ténors* (Plácido, Carreras, Pavarotti toujours) grâce au football (le concert a été enregistré par Decca à la veille de la finale du Mondiale), grâce à la Mondovision, grâce à la *Vie en rose* et à *O Sole Mio*. « Trois voix immenses qui poussent la chansonnette : le disque s'adresse au public de Nana Moussouri »... Laurent Worms, hélas ! doit avoir raison.

Oui, le CD a des difficultés parce que le consommateur est déboussolé. Par l'abondance des doublons, par des nouveautés de catégorie Z. Troublé aussi par des rééditions non datées (c'est le cas des opéras russes récemment ressortis chez Chant du Monde). Troublé enfin parce que le disque laser est cher... sauf si on l'achète dans les hypermarchés.

## DES DISQUES À 8 FRANCS

Les grands magasins ou les grandes surfaces représentent 30 % du chiffre de vente des grands labels classiques. Or on trouve actuellement, dans certains hypermarchés, des CD à 8 francs, de marques et d'origines incertaines. Concurrence déloyale ? Effondrement en vérité. Chez NTL, qui distribue traditionnellement ces points de vente, on en est tout retourné. Pour ces vieux routiers du caddie, en effet, 15 francs restait le « prix d'appel » pour des « pro-

ancien patron de chez Decca ? N'ayant pu joindre que M. Guillemot chez Lordisc, nous l'avons entendu nier tout net. Et ajouter qu'en revanche, à l'usine Pilz, à Kranzberg, en Allemagne, peut-être...

Technique de pointe, le disque compact aura ainsi favorisé la distribution massive d'enregistrements beaucoup plus douteux, d'une qualité sonore plus médiocre, que n'aura jamais vu naître l'ère du microsillon. Autre paradoxe, réjouissant celui-là : ses vertus de clarté, de fidélité, de haute définition dans la reproduction ont d'emblée été mises, sans que nul s'en étonne, au service de la restauration d'enregistrements historiques, dont certains n'en demandaient pas tant. Philippe Morin, champion des vieilles cires et producteur sur France-Musique, vient ainsi de changer de casquette le temps de produire sur CD une série d'antiquités, vestiges de grands talents d'avant-guerre scientifiquement repiqués : Supplia, Huberman, Germaine Lubin (2). La fierté de notre collectionneur est d'avoir su reconstituer pour la lecture au laser, en son fin de siècle, le son exact d'un 78 tours neuf, ce son qui ému nos grands pères dans les années 20...

ANNE REY

(1) Cette *Attila* n'a jamais vu le jour car les interprètes se sont fichés en cours d'enregistrement.  
(2) EPM « The Classical Collector », distribution Adès (la marque EPM produit Léo Foré, Sapho).

La semaine prochaine : le compact au secours de la musique contemporaine

150 000 exemplaires

« RE », L'HISTOIRE REMIXÉE DES RITA MITSOUKO

# La philosophie dans le studio

**Quand Fred Chichin et Catherine Ringer remixent leurs tubes, c'est pour toucher un autre public, celui qui danse. Et pour faire la fête. La « fête foraine des sons ». Jusqu'à Hongkong.**

Depuis Marcia Baila, leur premier succès public, les Rita Mitsouko se sont toujours distingués sur la scène française comme le seul groupe de dance-music. Le genre — même s'il ne suffit pas, de loin, à les définir — a des lois auxquelles Fred Chichin et Catherine Ringer accordent toute l'importance qu'elles méritent. Ils viennent de passer plusieurs mois à remixer quelques-uns des titres qui ont marqué leur parcours, de Marcia Baila au Petit Train, en passant par Andy.

Le résultat, sobriement intitulé *Re*, six chansons anciennes et neuves à la fois, sera chez les disquaires le 15 octobre. En plus des formels classiques, on trouvera un coffret de cinq maxi-45 tours, le calibre favori des disc-jockeys, en édition limitée. Ils ont fait appel à des producteurs prestigieux, l'Américain Jessie Johnson ou le Britannique William Orbit, mais ils ont aussi passé eux-mêmes leurs compositions dans ces machines mystérieuses qui s'appellent compresseurs, flangers ou MIDI. Ils expliquent ici les principes et les méthodes de ce travail musical d'un type nouveau qui ne cesse de se transformer au fur et à mesure de l'évolution technologique. Fred Chichin a assuré la continuité du travail sur les remix tout comme celle de l'entretien qu'on lira ci-dessous. Catherine Ringer n'y a participé que de manière intermittente.

« La fonction première du remix, c'est d'allonger la durée des titres et de marquer la rythmique pour qu'ils passent mieux en boîte.

— Fred Chichin. Nous avons tout à fait gardé cette idée, ainsi que celle de jouissance du son. Les boîtes sont les seuls endroits où les gens peuvent écouter de la musique fort. Dans un appartement, on ne peut pas pousser le volume. Et puis les remix jouent sur la stéréo, les sons se baladent. C'est une espèce d'amusement pour l'oreille, une fête foraine pour l'oreille. La voix qui fait a-a-a, qui bégaye en rythme, c'est pour amuser les gens.

— Quelles sont les bases de la technique du remix ?

— FC. Notre matériau de base, c'est la bande originale en 24 pistes ou 48, non mixée. On en fait une copie pour ne pas travailler sur l'original et l'on élimine les éléments dont on ne veut pas. Sur tous les remix, il y a toujours moins que sur les albums. C'est aussi une question de technique : le son est plus fort et moins on a d'éléments, plus le son peut être fort. Pour avoir un gros son, très dynamique, il faut mettre beaucoup d'informations sur la bande. Si tu veux une énorme grosse caisse, il ne faut pas qu'il y ait de basse, autrement ça ne passe pas sur le disque, ni sur le haut-parleur.

« Je passe à peu près une semaine à choisir les sons, à nettoyer, à trouver une ambiance, à faire la stéréo. Une fois que c'est prêt, je fais une vingtaine de mix, je laisse reposer. Ensuite je monte. Je fais l'intro et le reste selon la structure que j'ai dessinée ou écrite. Je rebalance tout ça sur 24 pistes. Je prends par exemple la piste de la voix et je la déplace à tel endroit. Sur *Andy Live*, il y a cinq générations : j'ai mixé instrumentalement, j'ai remonté, j'ai remis sur le 24, j'ai rajouté les voix, j'ai mis les applaudissements, j'ai remixé, j'ai remis sur le 24, j'ai accéléré la vitesse, j'ai ajouté des samples (échantillons) de voix, j'ai rajouté des guitares, j'ai rajouté des réverbés, j'ai mixé, on a rebalancé sur le 24, on a passé le tout dans un flanger — c'est un appareil qui déphase, — on a encore rajouté des échos, on a remixé, on a encore passé deux heures à équaliser, pour sortir certains éléments. Au dernier moment, à la gravure, avec des equalizers numériques, tu peux arriver à sortir juste la guitare, la caisse claire ou la voix. Ça se fait mesure par mesure. Il y a cinq générations de copies.

— Vous aviez une idée de départ pour chaque morceau ?

— FC. On avait une idée assez précise.

— Catherine Ringer. Nous travaillons toujours de la même façon. Avec une impulsion de départ. Et puis au fur et à mesure que le mille-feuille monte, une chose en entraîne une autre. Au départ, le résultat final n'est pas dans nos têtes.

— FC. Oui, mais l'ambiance doit être là.

— Il y a une grosse différence entre la recherche d'une ambiance nouvelle pour une chanson qui existe déjà et la composition d'un nouveau titre ?

— FC. C'est plus difficile. Tu peux bousiller une chanson. C'est tellement facile de mouliner

tous les instruments, ça m'est arrivé plusieurs fois de tout effacer.

— CR. La difficulté du remix, c'est de sortir de l'original tout en le gardant. C'est très facile de faire une autre chanson.

— Quand Jessie Johnson remixe *Andy*, ça se passe comment ?

— FC. On lui a donné la bande, c'est ce qu'on a fait aussi avec William Orbit, on lui a donné *Hip Kit*. On lui a simplement dit qu'il n'avait le droit de changer que 40 % de la chanson et 20 % du rythme. D'ailleurs on travaille bien avec Orbit, on se fait des notes, on lui donne des contraintes. C'est lui qui a fait *Singing in the Shower* aussi. On lui a dit qu'on ne voulait pas de rythme américain, c'est-à-dire pas funky, qu'il garde le côté européen. Et qu'il aille plutôt dans la direction de Kraftwerk, vers un rythme lourd. Catherine et moi aussi nous nous imposons des limites. Sinon, tout est possible. C'est très contraignant, les remix. D'ailleurs on avait donné à remixer *Nuit d'ivresse* à un groupe de Miami, ils nous ont rendu un torchon. Finalement, c'est moi qui l'ai fait. Ils avaient mis une boîte à rythmes disco, enlevé les cuivres, enlevé les percussions, ils avaient remplacé la basse par une séquence de basse à trois notes qui tournait, et ajouté de la réverb sur la

— CR. Ça devient très vivant. C'est comme les différentes versions de la cathédrale de Rouen chez Monet. La chanson devient un thème qu'on développe. Dans l'industrie du disque, le côté mercantile est très fort. Pour ces gens, un disco remix, c'est simplement remettre une caisse claire et une grosse caisse très fortes, ce qui est plutôt fait pour guider ou obliger les gens à marcher ou à danser au pas. Pour nous, quelque chose de dansant n'a pas forcément une batterie très forte — comme le remix de Jessie — puisque ce sont tous les instruments qui donnent le rythme.

— FC. Donc, c'est un peu gratuit, un cadeau. C'est beaucoup de travail et ce n'est pas tellement rentable, parce que les gens n'achètent pas de maxi. Le plus souvent, on les envoie dans les boîtes gratuitement.

— CR. Les boîtes de nuit sont quand même des endroits faits pour les gens.

— FC. On ne peut pas y imposer un titre. A la radio on peut matraquer, en boîte, si les gens ne dansent pas, le patron ne passe pas le disque. En revanche, quand un titre n'est pas poussé, les gens vont voir le DJ en lui demandant : « Dis donc, c'est quoi le titre que tu as passé samedi dernier ? » Et les DJ le jouent.

— CR. Marcia Baila a démarré comme ça. On a des chansons qui se baladent à travers le monde sans promotion, sans maison de disque. C'est très

ça. Avant, on se contentait de reproduire la chanson du disque. On se retrouvait à neuf musiciens. Par rapport à vingt-quatre pistes, il n'y a jamais assez de monde. Mieux vaut épurer, mettre les choses importantes en avant et les déplacer dans le temps, laisser tomber certaines parties et travailler avec beaucoup d'effets sur les instruments. C'est exactement comme ça qu'on va faire sur scène.

— Sur les remix, avez-vous réparti le travail de la même façon que sur un album de matériel inédit ?

— CR. Moi, je comprends le fonctionnement des machines, je sais ce qu'elles font. Je ne sais pas forcément arriver à tel délai, à tel écho. Je peux amener des idées, des visions esthétiques, mais je ne suis pas à la technique.

— FC. Il y a deux styles de producteur. Il y a les techniciens, comme Tony Visconti (qui a produit les deuxième et troisième albums du groupe), qui peut ouvrir la console, réparer, souder. Il connaît parfaitement les machines, il sait écrire des arrangements, il connaît un peu les instruments. Il y a aussi les producteurs qui ne sont que musiciens, George Martin, Nile Rodgers, qui ne touchent pas un potentiomètre, mais qui savent exactement ce qu'ils veulent. Dans ce cas, la personne qui fait l'ingénierie est très importante, on



Catherine Ringer et Fred Chichin, seul groupe français de dance-music.

voix et une caisse claire. Et vas-y, roule. Une minute de batterie en intro, une minute de batterie en « outro ». C'était un bûlage complet. On démarre très vite.

— Au départ, l'idée était de partager le travail entre des remixers extérieurs et vous ?

— FC. De toute façon, c'est bien d'avoir un point de vue extérieur. Je n'aurais pas pu les faire tous. J'en ai fait quatre, ça suffit, après tu banalises. Si j'avais plus d'expérience, peut-être. Je le ferais bien pour d'autres musiciens, je reçois plein de cassettes, mais il faut établir une relation de confiance. Quand on donne la bande 24 à William Orbit, on lui fait confiance.

— Est-ce que le résultat vous surprend ?

— FC. La première fois, oui.

— CR. La première fois, nous étions plutôt réticents.

— FC. En plus, Orbit est un remixer radical. Quand le morceau est revenu — c'était *Andy*, — il nous a bien fallu un mois et demi pour nous y faire. On s'est dit, quelle catastrophe !, il a détruit la chanson. Finalement, c'était assez chouette.

— CR. En lui envoyant, on s'était dit que ça sonnerait plus comme Bootsy Collins.

— FC. On aurait dû l'envoyer à Bootsy Collins.

— CR. Orbit est rentré plus dans une chose carrée. C'était il y a longtemps, cette version n'est pas sur l'album.

— FC. Il a fait sept remix de *Andy* qui sont sortis sur un *picture disc*. Ça marche comme ça aux États-Unis. Ce remix était numéro dix dans les charts (catégorie danse). Quand ça marche, toutes les semaines, les DJ veulent une nouvelle version.

humain, c'est grâce aux DJ qu'on se retrouve numéro un dans les clubs à Hongkong, en Grèce sans avoir de disques là-bas. C'est une grande fierté. Là, au moins, on sait que c'est vraiment le public qui le veut, ça n'a rien à voir avec le matraquage ou la promotion.

— FC. Les DJ sont des mélomanes, des gens qui achètent et écoutent beaucoup de disques. Ils mettent leur fierté à faire danser les gens sur des trucs pas connus. Ce sont des découvreurs.

— Est-ce qu'il n'y a pas un moment où la forme risque de cacher le fond des chansons ?

— CR. Il y a des chansons qui ne sont pas remixables. Qui ne peuvent prendre qu'une seule forme.

— FC. Ce sont les chansons qui ne sont pas dansantes, à texte. On peut toujours faire des décompositions de rythmes sur une chanson dansante, très rythmée, la faire voir d'une autre couleur. Quand le texte prime sur la ligne mélodique, on ne peut mettre le rythme en avant, ça n'a aucun intérêt. Il faut que le rythme soit déjà important dans la chanson, sinon on la détruit. On peut aussi créer un rythme de toutes pièces et le rajouter. Alors, il faut mettre la batterie très fort, sinon ça ne passe pas. Tu prends une boîte à rythmes, tu mets la batterie en avant, tu joues le disque en calant la batterie sur le tempo, mais ce n'est pas un remix.

— Quel est le rapport entre le travail que l'on fait sur une chanson pour la jouer en public et un remix ?

— FC. Le remixage m'a donné plein d'idées pour la scène. Avant, j'essayais plutôt de reproduire l'album sur scène. Après avoir fait les remix, je prendrais plutôt la scène en posant les mêmes questions : Qu'est-ce qu'on fait avec cette chanson ? Combien on est ? Prendre chacun des instruments et leurs lignes et dire on garde ça, on enlève

ne peut pas prendre n'importe quel ingénieur.

« Ça ne suffit pas de prendre quelqu'un à qui on dit : un peu plus aigu, et qui tourne le bouton.

— Dans le travail en studio, que reste-t-il du jeu de l'instrument ?

— FC. On joue sur la console. C'est elle l'instrument de musique. C'est la console qui produit le son. On ne joue pas de la guitare de la même manière quand on sait qu'ensuite la partie sera traitée. On se sert mal d'un studio ou d'une console parce qu'on ne joue pas avec, parce qu'on ne s'en sert pas comme d'un instrument de musique. Les Noirs américains sont très forts pour ça. C'est ce qui donne le côté complètement fou et débridé de Prince. Il n'y a pas de rapport de force avec la machine, c'est une relation d'approvisionnement.

— CR. Pour reprendre un équivalent avec la peinture, c'est comme un peintre qui va chercher ses couleurs lui-même. C'est le travail artisanal que nous faisons ici, ce n'est pas la même chose que d'acheter des couleurs au magasin.

— FC. Ici, je n'ai que des machines ouvertes, pas fermées. C'est quand même incroyable que les synthétiseurs de Yamaha aient coulé les Moog et les Oberheim, qui étaient des synthés ouverts. Même un amateur qui n'était pas pianiste pouvait se servir d'un Moog. Il pouvait jouer d'une main, tourner des boutons, créer des sons. Maintenant, avec un synthé, si tu ne joues pas de piano ça n'a aucun intérêt, parce que tu changes simplement de registre comme sur un orgue. On est revenu en arrière, au vieux orgue, au Farfisa des années 60.

Propos recueillis par

THOMAS SOTINEL

\* Les Rita Mitsouko seront pour quatre semaines à la Cigale, 120, bd Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup> à partir du 4 décembre. Locations 3FNAC.

## MUSIQUES

LE TROISIÈME FORUM INTERNATIONAL DU QUATUOR A CORDES DE PARIS

## Le cœur secret de l'Europe

Par GERALD STIEG

Le quatuor à cordes est né vers le milieu du dix-huitième siècle, au cœur de l'époque qui, pour toujours, portera le nom glorieux des « Lumières ». Son père s'appelle Joseph Haydn, dont les fils spirituels allaient porter cette forme à des sommets absolus.

**H**AYDN et le jeune Mozart étaient, par leur statut social, encore quasiment des serfs. Leur rôle était de servir les besoins de représentation ou de divertissement de leurs maîtres. C'est la cour ou l'église – ou leur amalgame à Salzbourg – qui déterminait la fonction de la musique. Autant dire la représentation, en premier lieu, du pouvoir ecclésiastique ou séculier.

Les grands maîtres du « baroque » n'ont jamais renoncé – au moins publiquement – devant cette tâche, ils produisaient à la chaîne messes, cantates, opéras, musiques de fête. L'art était au service d'un pouvoir qui se considérait de droit divin, donc incontestable. Haydn et Mozart ont donc entamé leur œuvre dans ce monde particulier qui les forçait à une soumission totale.

Si le souverain que servait Haydn – le prince Esterházy – avait été un fanatique du droit écrit, il aurait pu considérer les œuvres de son musicien comme « propriété privée ». La même situation prévalait à la cour du prince-archevêque de Salzbourg.

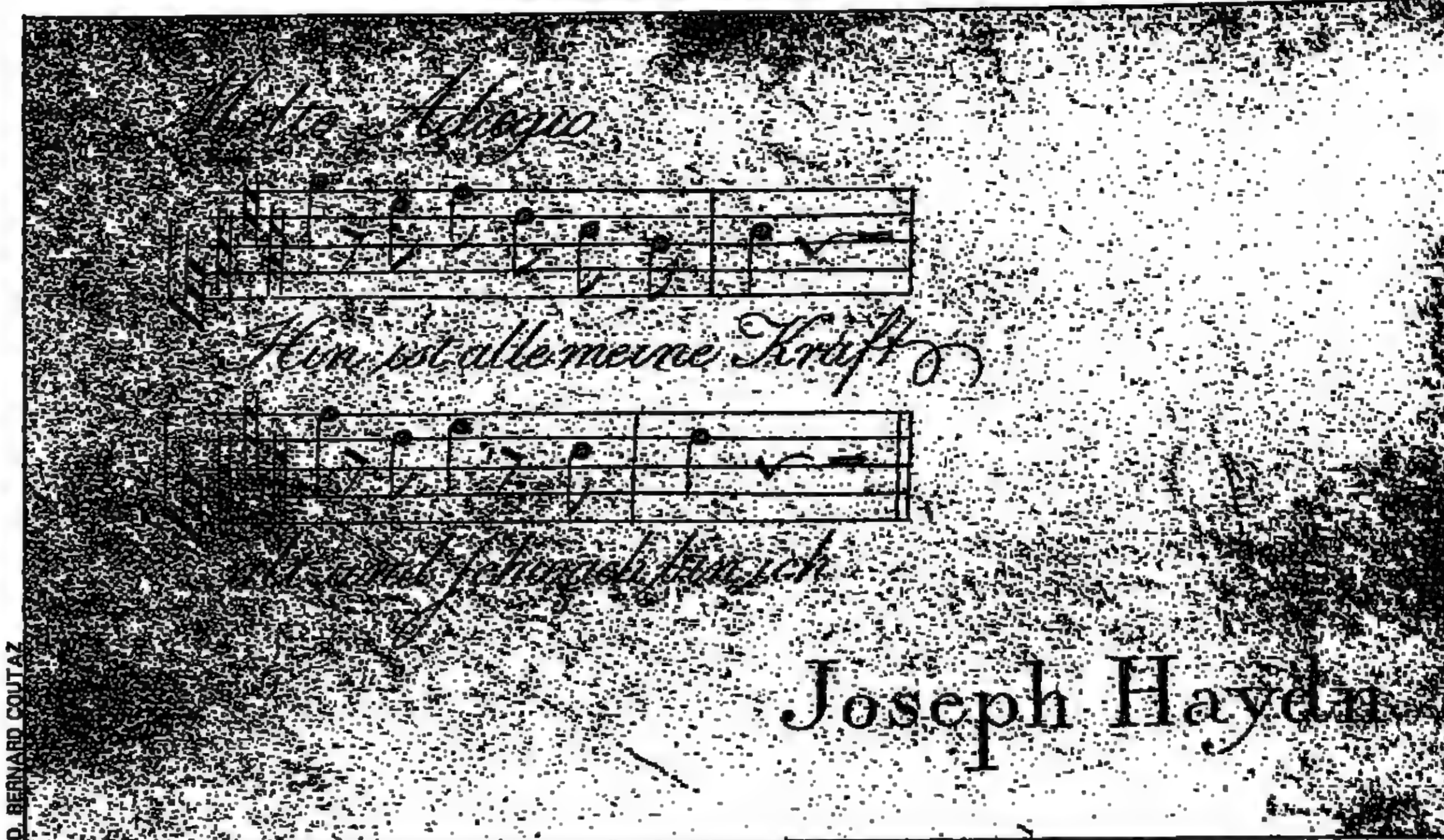
L'Europe d'aujourd'hui, qui se cherche une identité au-delà des intérêts marchands, est un enfant du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si, après les cruelles régressions de 1914-1918 et de 1933-1945, elle est redevenue une valeur désirée, elle le doit à ses origines, au siècle des Lumières. Cette naissance était en même temps un acte d'affranchissement, d'émancipation. Les philosophes et les poètes se mettaient à la recherche d'un langage universel n'obéissant qu'à la raison humaine. Personne ne peut nier les progrès accomplis dans l'unification logico-mathématique du monde depuis cette période.

## LE RÊVE D'UN LANGAGE UNIVERSEL

Mais, dans le domaine littéraire et philosophique, les barrières dressées par les langues nationales restaient solides malgré le désir manifeste d'une *Weltliteratur* (littérature universelle) formulé par Goethe. Toutes les tentatives de créer un langage universel à partir de la sculpture (et de l'architecture) grecques étaient condamnées à l'échec par la portée limitée des « signes naturels » dont se servaient les artistes. En plus, l'esthétique de la statuaire n'était que difficilement réconciliable avec la dynamique émancipatrice.

Dans ce contexte, entre l'arbitraire des langues, l'imitation par les signes naturels et le règne abstrait naissant des mathématiques, la musique, jusque-là bonne servante de ses maîtres, allait jouer un rôle inattendu. Elle seule allait se révéler capable de répondre à l'exigence rationnelle d'un langage universel, affranchi de toute servitude religieuse ou féodale.

Lorsqu'au siècle des Lumières la musique s'affranchit de toute tutelle, elle se reconstruit dans une forme jusqu'alors totalement inconnue : le quatuor à cordes. Forme tout à l'opposé de tout ce qui peut être considéré comme « représentation » ou « symbole » de masse et de puissance : rien que la musique elle-même et les musiciens eux-mêmes. Le quatuor est, d'un point de vue philosophique et politique, le refus de l'obéissance inhérente jusque-là à toute musique (si l'on excepte les « saltimbanques » de toutes les époques).



La carte de visite de Haydn (vers 1805) : « Toute ma force s'en est allée, je suis vieux et faible. »

franchit de toute tutelle, elle se reconstruit dans une forme jusqu'alors totalement inconnue : le quatuor à cordes. Forme tout à l'opposé de tout ce qui peut être considéré comme « représentation » ou « symbole » de masse et de puissance : rien que la musique elle-même et les musiciens eux-mêmes. Le quatuor est, d'un point de vue philosophique et politique, le refus de l'obéissance inhérente jusque-là à toute musique (si l'on excepte les « saltimbanques » de toutes les époques).

Le quatuor à cordes et certaines de ses variantes, du trio au sextuor (à l'exception des formes concertantes avec instrument solo qui obéissent à d'autres lois), ont donc échappé au processus de resacralisation qui s'est opéré pour la symphonie. Le quatuor est donc un paradoxe esthétique et social : en lui le rêve d'un langage universel (du moins pour l'Europe) prend forme. C'est pour cela qu'il devient le champ expérimental avancé des musiciens qui travaillent à l'élargissement de leur propre langage. L'universalité et le particulier ont leur point de rencontre dans cette réunion de quatre personnes. Pourquoi ? Elle est par essence la forme musicale du dialogue socratique.

Il n'est pas difficile de démontrer que le XVIII<sup>e</sup> siècle constitue une répétition phénoménale du V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ : Socrate fait tomber la mythologie antique, le XVIII<sup>e</sup> siècle le mythe biblique. Socrate, figure emblématique à tout jamais de la conscience européenne – la haine que lui vouait Nietzsche au nom de l'ivresse dionysiaque et de la volonté de puissance en est la preuve. – Socrate a trouvé sa réincarnation dans cette forme totalement affranchie des nécessités sociales et politiques du siècle.

Les esprits des Lumières ne sont pas des anarchistes, ils sont seulement à la recherche d'une autre

expression de l'ordre. Tout ordre donné tend vers la représentation publique : symphonie, concerto, opéra vont vite remplir l'espace public abandonné par les rituels religieux ou féodaux. Le quatuor à cordes, forme pure de la pensée nouvelle, est l'expression idéale de l'action pensée par des individus éclairés. Donc nécessairement instrument de dialogue. Car l'individu réellement affranchi de la tutelle du pouvoir de droit divin devait se remettre à la méthode socratique, la maïeutique, l'accouchement de la vérité par l'interrogation mutuelle, et non par un diktat.

## L'IDÉAL D'UNE « COMMUNAUTÉ DE TRAVAIL »

La configuration du quatuor est le contraire de l'anarchie : elle demande une soumission librement consentie, elle exige une conscience éveillée, car elle est l'enfant d'un nouveau paradigme : le pouvoir n'est plus représenté par un délégué d'en haut, il est inhérent aux relations sociales et à leur désir producteur. Dans le quatuor à cordes, le pouvoir change de visage : il a besoin du libre consentement, mais ce consentement n'est pas lié à une quelconque démagogie ou tyrannie. Sans chef visible, quatre adultes autonomes travaillent ensemble à l'accomplissement d'une tâche complexe qu'aucun d'entre eux, malgré ses dons et ses facultés, ne pourrait achever seul.

Le quatuor à cordes devient ainsi l'idéal d'une « communauté de travail » exigeante, productrice d'objets cristallins, d'une pureté voulue absolue. C'est pourquoi ce modèle sublime de coopération musicale qui exprime d'une façon exemplaire le triomphe de la logique des choses, autrement dit l'aboutissement de la logique technique héritée des Lumières.

Angelo Rinaldi disait à propos de Mallarmé : « Le livre est l'ultime parade accordée à l'homme, dans

une société aliénante de toutes les manières, pour préserver le mystère de son individualité. Dans un univers qui fourmille, grouille, pollue, travaille, aime et meurt en cadence, le seul havre de liberté, bientôt, ne sera plus que le vide papier que sa blancheur défend. Le papier du poète... »

Malgré les ressemblances de la poétique de Mallarmé avec le dépouillement du quatuor à cordes, il faut constater que la forme musicale est une forme sociale opposée aux rêves de l'art pour l'art. Contrairement à la pratique solitaire de l'art absolu, le quatuor à cordes est bâti sur l'échange socratique. Mallarmé produit des objets d'art purs ; le quatuor, quant à lui, correspond plutôt au symbole stendhalien de la cristallisation opérée par l'amour.

Travail et amour ; passion de la chose bien faite en commun : le quatuor à cordes est bien le cœur secret de la culture européenne. Si, aujourd'hui, il s'impose dans la grande salle (sans parler du walkman), il témoigne d'abord de la vitalité intacte de l'esprit de notre Europe : Socrate. Mais pour le moment, nous assistons en consommateurs aux prouesses des quatuors professionnels. Le cœur de l'Europe battra vraiment le jour où les spectateurs-consommateurs se transformeront, comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, en exécutants éclairés, au-delà de la surface médiatisée de la musique, qui paraît sombrer dans un processus massif de « musicalisation déraisonnable » (Serge Moscovici).

L'emblème parfait du rêve politique d'une vraie démocratie pourrait donc être ce quatuor à cordes, auquel on peut appliquer la définition, ô combien spécifique, que Hegel donne de la liberté : « La reconnaissance de la nécessité ».

► Gerald Stieg est professeur à l'université de Paris III-Sorbonne nouvelle.

## Des heures de musique divisibles par quatre



Le quatuor Arditti, qui créa *Time Zones* de Pascal Dusapin le 19 octobre au Théâtre des Champs-Élysées.

Qui aurait cru, il y a cinq ans encore, que Paris accueillait un Forum international du quatuor à cordes ? Que ce forum réunirait les formations les plus prestigieuses du monde entier ? Et qu'il servirait de tremplin à des quidames moins expérimentés mais sélectionnés dans les cinq continents ?

Ce forum est l'émulation de l'association Pro Quartet créée par un ancien de France-Musique : Georges Zeisel. En trois ans d'existence, le forum est devenu indispensable, s'est émancipé d'une programmation strictement thématique (Haydn en 1988 ; Beethoven, Chostakovitch, seconde Ecole de Vienne en 1989), pour tendre les bras cette année aux écoles nationales européennes et à la création contemporaine. Et rêver, sans excès d'utopie, grâce au soutien ministériel, de se métamorphoser à terme en centre international pour la pratique et l'étude du quatuor à cordes : constitution d'une bibliothèque, d'une médiathèque, aménagement d'un lieu de rencontres permanent pour les professionnels. Le projet devrait galvaniser toutes les parties concernées, dans notre petite France si fort mobilisée par la musique de chambre.

Six pointures internationales sont accueillies cette année, entre le 15 et le 27 octobre, par le Théâtre des Champs-Élysées : il s'agit du Quatuor Borodine (avec le pianiste Valery Afanassiev, dans les quintettes de Dvorak et de Brahms, le 15) ; du Quatuor de la Philharmonie de Berlin (en compagnie du clarinetiste Michel Portal dans *Time Zones* de Pascal Dusapin, Quatuors de Bartok, Dutilleul, Berg, le 19) ; des Borodine à nouveau (le 23) ; du Quatuor Orlando et de l'Ensemble Amadeus (Quatuor de Smetana, sextuors de Martinu et de Dvorak, le 26) ; Hatto Beyerle, l'ex-altiste du Quatuor Alban Berg, le contre-bassiste Marc Marder et le pianiste Georges Phidmetcher rejoindront enfin les Amadeus dans le Trio

opus 100 et le Quintette la Truite de Schubert (le 27).

Les débuts de soirées, toujours au Théâtre des Champs-Élysées, seront consacrés aux jeunes quatuors : les Japonais Subaru (le 15), les Suisses Euler (le 16), les Polonais Slesim (le 18), les Américains Cassatt (le 19), les Hongrois Keller (le 22), les Tchèques Martinu (le 25, à 18 h 30).

Ouverts au public pour la première fois cette année, les cours d'interprétation convieront au chevet des jeunes ensembles invités les maîtres Max Rostal, violoniste (le 17), Hatto Beyerle, altiste (le 20), Norbert Brainin, violoniste (le 23), Martin Lovett, violoncelliste (le 24, à 14 h 30), au Studio de l'Opéra-Bastille. Quant à Walter Levin, premier violon du Quatuor LaSalle, il dispensera ses cours en huis clos, du 8 au 13 octobre, au château de Villareaux, haut lieu architectural du Vexin.

Et en admettant que quelque chauvin en vint à regretter l'absence de jeunes Français au programme de ce forum, qu'il consulte d'un peu plus près le programme de l'Année Mozart à l'Amphithéâtre de l'Opéra-Bastille. Entre le 4 janvier et le 5 avril y sont en effet attendus, pour la plus grande gloire de Wolfgang Amadeus, et toujours à l'instigation de Pro Quartet, les Quatuors Ravel (4/1), Parisi (9/1), Manfred (19/1), Arpeggione (23/1), Ludwig (30/1), Rosamonde (8/3), Manfred deocheff (16/3), Yaaya (21/3), Rosamonde à nouveau (28/3) et encore Parisi (5/4).

Suivront à la télévision, produites par Zeisel pour l'INA et le SEPT, quatre émissions d'une heure, série documentaire sans précédent sur « Les musiciens du quatuor ». Et un ouvrage, à paraître chez Fayard : le Quatuor et ses interprètes.

A. R.

► Renseignements et réservations : association Pro Quartet, 20, rue Geoffroy-l'Asnien, 75004 Paris. Tél. : 48-04-54-13.

المنتدى الموسيقي

سكنى من الامم

MUSIQUES

LA QUATORZIÈME ÉDITION DU NANCY JAZZ PULSATIONS REÇOIT WAYNE SHORTER

L'ange du bizarre

Le Nancy Jazz Pulsations ne se présente jamais comme le plus important festival européen : il l'est. Il l'est par son audace sans bruit, son goût de l'invention, son indépendance. Une fois encore, le programme a des airs d'évidence et de mystère. Comme cette invitation lancée au saxophoniste Wayne Shorter.

CONTRAIREMENT aux festivals où l'on sait tout par cœur avant le lever de rideau, à Nancy nous en saurons plus à la fin. Au milieu des légendes et des inconnus, le choix de Wayne Shorter comme exclusivité d'une «Nuit de toutes les musiques» a le sens d'un manifeste.

Entre tous les saxophonistes contemporains, Wayne Shorter tranche. Il tranche par sa discrétion même. Au milieu des survivants magnifiques (Johnny Griffin, Rollins), des orphelins bavards (orphelins de Hawkins, de Coltrane ou de Bird) et des blancs-becs impatients, il se démarque. Il a l'air ailleurs, venu d'une autre Terre. Il a cet air qu'avait Coltrane de promener un regard mélancolique sur la part du monde qui nous échappe, mais il ne lui ressemble pas. Quand il parle, il dit des choses étranges qu'on serait mal inspiré de rapporter à la folie douce ou à l'originalité. Ce sont des propos décalés qui disent une autre réalité. Il faut les entendre. Il serait temps.

C'est comme compositeur que Wayne Shorter surprend. Ne cherchant jamais l'effet ni la puissance. Il se glisse dans la musique comme d'autres dans un rôle. Il est à lui seul ce lyrisme froid, douloureux, souvent éblouissant, parfois pathétique, qui arrive encore à nous emporter. Il a ce côté pensif. Il sait donner, au soprano surtout, cette impression de musique sans retour, comme une perte, comme une disparition. C'est ce qui fait que l'on songe à lui attribuer l'image que Maurice Blanchot donne à Michaux : il est l'ange du bizarre.

Cette rassurante étrangeté qu'il promène en scène comme un corps qui ne lui appartient pas tout à fait, sauf lorsqu'il joue, impérieusement fixé alors sur la note, sur le son, sur l'espoir d'une impossible perfection qu'il atteint, cette étrangeté oublieuse de l'inquiétude tranche elle aussi sur ce qui la rend possible : le parcours dont elle est le repère, le terme, ce qu'on appelle une carrière, c'est-à-dire une série incohérente de joies, de peines et de rencontres.

LOIN DE L'ENFERMEMENT, HORS DES COURANTS

Wayne Shorter découvre la musique qui le bouleverse et qu'il va chanter, à la radio, le soir, quand son père rentre du boulot. Monk, Bird, Bud, Lester, Beane : les surnoms entrent dans sa vie. Il est né en 1933, à Newark, New-Jersey. La suite pourrait servir de matrice à la biographie de bon nombre de musiciens quinquagénaires. Mais tous ne sont pas Wayne Shorter.

Un bref passage chez Horace Silver, un été chez Maynard Ferguson, où il rencontre Joe Zawinul (en 1959), un remplacement au poste de ténor des Jazz Messengers dont il devient bientôt directeur musical, la découverte de l'Europe et du Japon, et, l'été 1964, le quintette de Miles Davis (jusqu'en 1970), c'est en somme une carrière respectable, classique.

La chance de Wayne Shorter est de se dégager de ce qui le guette : la reproduction, le droit fil, l'enfermement des héritages (Coltrane). Les sorties de



Wayne Shorter : la musique vécue sans retour, comme une perte, une disparition.

Wayne Shorter sont sa force. Sortie du jazz, sortie des courants dominants, sortie de l'attente. Il fonde avec Zawinul et Miroslav Vitous, puis avec l'impensable Jaco Pastorius, Weather Report. Weather Report échappe au jazz, gagne le grand public, déçoit les premiers cercles. Wayne Shorter va vers les chanteurs - Joni Mitchell, Pino Daniele - ou les nouvelles venues : Ceti Allen et Marilyn Mazur.

Sa sonorité lumineuse, à peine étranglée, rauque dans l'instant, son balancement indéfinissable entre les arrangements sophistiqués et les formes ultrasimples,

cette hésitation qui le penche vers le simplisme ou la glaciation des électroniques, le recours énigmatique à la voix et, soudain, un chant violent comme une femme qui accuse, tout le retire à lui-même et à l'image qu'on se fait de lui.

Wayne Shorter est un des rares à toucher à la poésie sans phrases. On la perçoit mal. Il ne facilite pas les choses. On est souvent dupe. On erre. Nancy Jazz Pulsations ne s'y trompe pas.

FRANCIS MARMADE

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

**Haendel**  
Sala  
Véronique Dupuy,  
Dominique Rocamora,  
Raphaëlle Fornier,  
Martine Mideux (soprano),  
Susanne Moncayo,  
Cécile Le Ray  
(mezzo-soprano),  
Jean-Louis Sire (baryton),  
Gabrielle Mareq (direction  
musicale),  
Christian Dumas (mise en  
scène).

**Berio**  
Calmo  
**Forneyhough**  
Cursori d'Invenzione III  
**Schoenberg**  
Suite op. 29  
Elisabeth Laurence  
(mezzo-soprano),  
Ensemble InterContemporain,  
Pierre Boulez (direction).

Une découverte ? Doublement. Sala, annoncé par la compagnie Devaux-Dumas comme un « opéra miniature », a été oublié depuis que Haendel le fit représenter dans les salons d'un châteaillon anglais. L'hôtel des Monnaies accueille pour la première fois cette année une mini-saison lyrique. Et visiter le beau bâtiment du Quai Conti est un privilège rarement autorisé.

Deux créations au programme de rentrée de l'InterContemporain. Avec Calmo, Luciano Berio confirme qu'il ne renonce toujours pas à son terrain d'exploration préféré : la voix ; et s'allie Elisabeth Laurence, mezzo dont on n'oubliera jamais qu'elle fut s'élève dans *Alys*. Quant à Brian Ferneyhough, il ne renonce pas non plus. A la complexité formelle comme moyen de communication. Existe-t-il des univers, des caractères aussi opposés que ceux de l'Anglais et de l'Italien ?

Les 12 et 13, Hôtel de la Monnaie, 20 h 30 (et les 17, 19, 20 et 21 octobre). Tél. : 42-81-23-44. De 70 F à 120 F.

La 16, Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

**Stravinsky**  
Symphonies pour instruments à vent

SÉLECTION PARIS

**Mercredi 10**  
**Kodaly**  
Dances de Galante  
**Mozart**  
Concertos pour violon n° 4 KV 218 et 5 KV 219

**Scriabine**  
Satanic poems op. 36  
Sonatas pour piano n° 8 op. 62 et n° 10 op. 70  
Trois études op. 65  
Vers la flamme op. 72  
Kun Woo Paik (piano).

**Stravinski**  
La Baiser de la fin.  
divertimento  
Anne-Sophie Mutter (violin),  
Orchestre de Paris,  
Semyon Bychkov (direction).

Rien que du Scriabine sous les doigts de ce pianiste coréen de quarante-quatre ans qui a beaucoup fréquenté le répertoire français (son enregistrement des concertos de Ravel avec Bertini n'a pas laissé de souvenirs immortels). Paik aime suffisamment Liszt pour s'être risqué à une intégrale en concert, voici huit ans, à Paris. Scriabine, lui aussi, est un auteur très spécial, et assez peu joué ces temps-ci. Ce fut la spécialité incontestée des pianistes russes. Pourquoi pas celle d'un Coréen, élève de Kempff... Châtelet. Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 35 F.

Un violoniste chinois né à Taiwan : un pianiste soviétique naturalisé israélien ; un violoncelliste américain... voilà un trio qui pourrait très vraisemblablement avoir conclu leur alliance sous les grands arbres de Marlboro, plaque tournante du réseau international des chambristes. Elève de Léon Fleischer et de Rudolf Firkusny, Bronfman est le plus connu des trois, parce qu'il est pianiste, et qu'il joue très souvent (et enregistre) avec Shlomo Mintz. Mais tous ont une carrière de soliste : s'ils jouent ensemble, c'est qu'ils aiment ça. Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 90 F.

**Jeudi 11**  
**Tchaïkovski**  
Yefim Bronfman (piano),  
Cho-Liang Lin (violin),  
Gary Hoffman (violoncelle).

**Tchaïkovski**  
Beethoven  
Yefim Bronfman (piano),  
Cho-Liang Lin (violin),  
Gary Hoffman (violoncelle).

Pour ce qui concerne la personnalité des interprètes, on se reportera au concert de mercredi soir (lire ci-dessus). Ajoutons, à l'intention des tchaïkovskiens peu convaincus que tout change pour la musique dite « sirupeuse » du musicien russe quand elle est parfaitement jouée. Et ce pourrait bien être le cas cette fois. Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 45 F.

**R. Strauss**  
Wolf  
Debussy  
Messiaen  
Boulez  
Berg  
Lieder et mélodies  
Michael Lévinas,  
Aline Neveu (piano),  
Catherine Duboc (soprano),  
André Cazalet (cor).

Têtes d'affiche

Avec son programme pléthorique et multidirectionnel (Rimbaud : « en tous sens et dans toutes les directions », imparable, le Festival de Nancy réussit cette prouesse d'éviter les plaies des festivals d'aujourd'hui : le conformisme dirigé (par les entrepreneurs de tournées) et l'éclectisme benêt (par souci, comme en politique, il faut croire, d'ouverture).

Joachim Kühn et Helen Merrill, présents à l'ouverture des Nancy Jazz Pulsations (le 10), passent la main (le 11) au quartet d'Aldo Romano - surveiller le trompettiste Paolo Fresu - au rassemblement des Flûtes Europe Express, création des N. J. P., et à Evan Lurie Group, soit une soirée jeune, « tendance », son d'aujourd'hui. Le 12, plateau plus familier : Brésil (Uakti), Myra Melford Trio et le prince de l'orgue, star des années 60, Jimmy Smith ; on comparait alors à l'apremont son jeu de jambes, les basses, avec celui du chal-

lenger parisien Lou Bennett. Les temps ont changé.

Le 13 : « Nuit de toutes les musiques », avec Oscar D'Leon (exclusivité), Kasse Mady Diabate et The Wayne Shorter Group (exclusivité), nuit chaude, populaire, chapiteaux et flonflons.

Le 16, soirée sérieuse, animée, mode, avec Ultramarine, groupe mixte, Michel Petrucci Quartet (de retour des Etats-Unis) et le bassiste du Who's who du jazz changé en leader à succès, Eddie Gomez (avec, avis aux amateurs, Jeremy Steig à la flûte). Le 17, en direct de Lafayette, New-Orleans, Erath et de toute la Louisiane, grand rassemblement cajun, blues et zydeco (Buckwheat Zydeco, Eddie Lajeune, The Roadmasters) : spécialité de Nancy, distribution de potée aux haricots rouges. Le 18 : Sonny Rollins (Rollins I). Le 19 : abondance de biens ne nuisant vraisemblablement pas, l'affiche aligne Buckwheat Zydeco (bis), Frank Morgan (bopper

superbe), Ray Anderson (trublion de génie) et The Very Big Carla Bley Band (toujours très attendu).

Le 20 : Afrique du Sud (Tananas), Louisiane (The Rebirth Brass Band) et Maroc (Orchestre arabo-andalou de Tanger), ce qui peut paraître bizarre, mais rappelle qu'à Nancy il s'agit de pulsations.

Le 21 : « New generation in jazz », John Scofield (les guitaristes apprécient), Pat Metheny (les guitaristes comprennent) et le Big Band de McCoy Tyner, soit la légende (il est à jamais le pianiste de Coltrane), l'assurance (le big band réunit de vraies pointures) et la surprise (McCoy est un compositeur de premier plan).

\* Nancy Jazz Pulsations fait des percées à Pulligny, Longuyon, Neuves-Maisons, Verdun, Biond-lès-Pont-à-Mousson, Essey, Freyming, Merlebach, Lunéville et Epinal. Renseignements et réservations : Office de tourisme de Nancy. Tél. : 83-35-22-41. Nancy Jazz Pulsations. Tél. : 83-35-40-88.

**INSTITUT FINLANDAIS**  
CONCERTS D'INAUGURATION  
Salle Pleyel-Chopin  
Mercredi 17 Octobre 20 h 30 - Places : 110 F et 60 F  
SOLE ISCHOKKI soprano HEIKKI VUOSALO piano  
Oluck - Scarlatti - Schubert - Sallinen - Grieg - Ives - Sibelius  
Institut Finlandais 60, rue des Ecoles 5  
Lundi 22 Octobre 20 h 30  
KARI KESKIKU clarinette ANSSI KARTTUNEN violoncelle  
LARIEN CARASSO piano  
Bergman - Merilinen - Saaristo - Lindberg - Brahms  
Mercredi 24 Octobre 20 h 30  
JUKKA TIERSU klavier  
Sorge - Couperin - Tansu - Scarlatti - Ligeti - Haendel  
Salle Pleyel/Debussy  
Vendredi 26 Octobre 20 h 30 - Places : 80 F et 50 F  
THO FINLANDIA  
Beethoven - England - Mendelssohn  
Renseignements 42 84 05 18



سكزا من الاصل

CINÉMA

REPRISE DE « UN HOMME QUI DORT », DE GEORGES PEREC

Filmer les mots, dire les images

« Les Choses commencent par un panoramique latéral », disait Georges Perec (1). Les premières pages de son premier livre soulignent déjà son goût pour le cinéma. Cinéphile, Georges Perec s'est souvent approché de la création de films, sans s'y lancer tout à fait. *Un Homme qui dort* témoigne des rapports ambigus de l'écrivain avec la caméra.

OUTRE un fort bon aphorisme (« Tu lis le Monde ligne à ligne, systématiquement. C'est un excellent exercice »), le livre décrivait la tentative d'un jeune homme de s'abstraire peu à peu du monde, en limitant son activité aux fonctions vitales minimum, pratiquées avec une totale indifférence. Peu à peu le personnage, à qui l'auteur s'adresse en disant « tu », devient « invisible, limpide, transparent ».

Deux ans avant le record du monde du lipogramme qu'allait être la *Disparition*, *Un homme qui dort* racontait déjà une disparition, plus exactement un essai de dilution du corps et de l'esprit dans l'espace et le temps. Curieux projet que de transposer cette « métamorphose » (Kafka rôde effectivement aux marges du livre) à l'écran, qui par définition rend visible. L'invisible existe au cinéma : c'est le hors-champ, ce qui échappe au cadre.

Mais le personnage, interprété par Jacques Spiesser, reste bien présent à l'image, ce qui trahit le projet du livre. Les auteurs, Perec et le réalisateur Bernard Queysanne qui cosignent le film, cherchent une tension dramatique dans le montage d'images chargées d'émotion, alors que le texte était une nomenclature admirablement ordonnée de gestes les plus quotidiens, d'objets les plus anodins.

Entre l'écriture du livre en 1967 et le tournage du film en 1974, sept ans et un bouleversement, mai 68, ont passé. Le Paris minutieusement décrit par le texte a changé, et l'esprit du temps plus encore : le livre était une dérive solitaire, un décrochage individuel, le film évoque la révolte d'une génération, la tentative, en vogue dans les années 70, de rupture avec « l'idéologie dominante ».

Glissement sensible dans les images, et plus encore dans les mots, dits en voix off par Ludmila Mikael. Le ton du texte écrit était d'une tristesse un peu lasse, un peu compatissante, qu'il s'adressait au personnage ou évoquait la foule des passants. Celui du texte dit devient agressif, protestataire, même si les mots restent les mêmes : le « tu » n'est plus descriptif, il semble ordonner au piètre héros la mise en jachère de sa propre vie, puis lui en faire reproche. La description navrée du monde extérieur devient un cri de rage : ce n'est plus la confiance d'un mal-vivre généralisé, c'est Léo Ferré sur la scène de la Mutualité à un congrès anarchiste. (2) A ce texte, qui reste d'ailleurs admirable, s'ajoute la très belle bande musicale composée par Philippe Drogos et Eugénie Kuffler, qui retrouve, elle, les aphasies et les grincements intimes du texte d'origine.

UN FOU DE ROMANS ET DE SÉRIES NOIRES

On songe à un autre grand écrivain très « littéraire » et également tenté par le cinéma, Marguerite Duras. Pour constater que si la technique d'écriture de Perec utilisait des procédés cinématographiques, c'est bien l'auteur d'*India Song* qui a su trouver à l'écran les équivalences de ses textes. Georges Perec, grand joueur devant l'éternel, a dû aimer les variantes et les ouvertures que le film introduisait dans son œuvre, force est de constater qu'il n'en a pas réussi la « transsubstantiation ». Ce qui n'empêche évidemment pas *Un homme qui dort*, Prix Louis Delluc 74, d'être un fort beau film, servi par l'onirisme de ses images en noir et blanc transformant les rues de Paris en monde fantasmagorique, qui évoque parfois la *Jetée* de Chris Marker – ou, curieusement, anticipe certains plans de *Un monde sans pitié*.

Georges Perec n'a tourné, comme réalisateur, qu'un film : *Les Lieux d'une fugue*, en 1976 – austère moment d'autobiographie, sans aucun personnage. Mais il a beaucoup « tourné autour » du cinéma. Il n'est que de lire *Je me souviens* : le cinéma est, de loin, le thème le plus fréquemment évoqué (40 souvenirs sur 480). Perec a attaché son nom à une dizaine de films, à l'occasion de nouvelles collaborations avec Bernard Queysanne, de la production des *Jeux de la Comtesse Dolingen de Gratz*, de Catherine Binet, ou de l'écriture, de *Récits d'Ellis Island*, réalisé par Robert Bober (3).

Mais sa contribution la plus marquante restera le scénario – d'après Jim Thompson – et les dialogues de *Série noire* réalisés par Alain Corneau. Le seul film



où il ait donné libre cours à sa verve éblouissante.

« Georges était ravi de collaborer au film », se souvient le cinéaste. Il avait envie de travailler pour le cinéma et il était un fou de romans et de films noirs. Il se plaignait que réalisateurs et producteurs ne viennent d'habitude le chercher que pour des trucs compliqués, selon sa propre expression. Très lié également à Jean-Paul Rappeneau – à qui il devait dédier une devinette à sa manière (4) – Perec avait travaillé avec lui à un scénario, le *Prince Michel*, qui ne fut jamais tourné. « C'était l'histoire d'un descendant de famille régnante d'un pays d'Europe de l'Est, qu'un groupe de fanatiques voulait remettre sur le trône à la place d'un pouvoir communiste », raconte Rappeneau, nostalgique de l'incroyable inventivité de ce « fils de Queyenne », disparu en 1982.

Perec voulait faire de la mise en scène, mais son incessante activité d'écrivain ne lui en a pas laissé le loisir », dit Rappeneau. « Il cherchait l'équivalent cinématographique de son écriture », ajoute Corneau. Cet équivalent, il ne l'a pas trouvé. La nature de son travail d'écrivain butait sur la différence entre les deux modes d'expression, même si l'un rendait hommage à l'autre : « Il y a un travelling sur (les) objets, disait-il à propos de la *Vie mode d'emploi* (1). C'est dans ma manière d'écrire depuis tout le temps. C'est un mode d'écriture qui est très influencé par le cinéma, surtout au niveau du montage, des successions d'images, de cette progression qui permet d'arriver sur un objet et puis, une fois qu'on est dessus, d'oublier tout le reste ».

Précisément, son livre-somme est l'archétype de l'anti-film. Moins du fait des innombrables jeux sur les mots, dont Perec fut un champion inégalé, que par un rapport radicalement différent au temps : les cinq cent soixante-dix-sept pages du récit de la *Vie mode d'emploi* se déroulent en une fraction de seconde, celle de la mort de Bartlebooth. Alors que le cinéma ne peut échapper à la durée.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Dans *Entretien avec Gabriel Simony*, édité par Le Castor Astral.  
(2) A ce titre, la reprise du film dans le cadre d'une rétrospective *Cinéma français des années 70* (au cinéma L'Entrepôt, 7, rue Francis-de-Pressensé Paris 14e) se justifie parfaitement.  
(3) « Le Monde sans visa » du 13 octobre publiera un reportage de Michèle Champenois sur la rénovation d'Ellis Island où vient d'ouvrir un musée de l'immigration.  
(4) « En voyage dans la petite ville d'Eu, en Normandie, Madame Bovary se moqua de ses habitants, dont la lenteur est proverbiale. » Réponse : L'Emma riait des lenteurs d'Eu – les *Mariés de l'an II* (Yves, aux éditions du Seuil).

Sur le tournage de *Un homme qui dort*, Bernard Queysanne (derrière la caméra), réalisateur, et Georges Perec, cinéaste-écrivain, adeptes des techniques d'écriture proches du cinéma : successions d'images, travellings sur les objets...

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le *Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

- Les Armes de l'esprit** de Pierre Sauvage. Français (1 h 25).  
VF : U.G.C. Opéra, dolby, 9- (45-74-95-40) ; Les Montparnasses, dolby, 14- (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, handicapsés, 15- (46-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18- (45-22-47-94).
- D'autres villes ou bourgades ont une spécialité culinaire ou une curiosité touristique. La « spécialité » du Chambonsur-Lignon est d'avoir, à une échelle inconnue ailleurs, protégé les juifs persécutés durant la seconde guerre mondiale. Ce documentaire fait revivre cette période et rend hommage à la population.  
La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugerard, 6- (42-27-87-23).
- Lung Ta** de Marie Jacout de Poncheville, Françoise Gierck, avec la voix d'Isabelle Adjani. Français (1 h 30).  
Un document sur la civilisation des populations tibétaines qui vivent sous la domination chinoise, populations qu'aucune caméra n'avait jusqu'alors filmées.  
La Pagode, 7- (47-05-12-15).
- Metropolitan** de Whit Stillman, avec Carolyn Farina, Edward Clements, Christopher Egan, Taylor Nichols, Alison Rutledge-Paris, Dylan Hundley. Américain (1 h 30).  
Ce n'est pas parce qu'on est jeune, (très) riche et américain que l'on est forcément heureux. Entre Noël et le jour de l'an, quelques jours dans la vie de la jeunesse de New Yorkaise font une comédie intimiste et introspective.  
VO : Gaumont Opéra, 2- (47-42-50-33) ; Ciné Beaubourg, handicapsés, 3- (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6- (43-28-19-58) ; Publicis Champs-Élysées, 8- (47-20-78-23) ; 14 Juliet Bastille, handicapsés, 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, handicapsés, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).
- Henry & June** de Philip Kaufman, avec Fred Ward, Uma Thurman, Maria de Medeiros, Richard E. Grant, Kevin Spacey. Français (1 h 14).  
Une évocation très hollywoodienne de la rencontre torride entre Anaïs Nin et Henry Miller dans le Paris littéraire et bohème des années 30.  
VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1- (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, handicapsés, dolby, 2- (47-42-72-52) ; 14 Juliet Odéon, dolby, 6- (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, dolby, 6- (42-22-72-80) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapsés, dolby, 8- (45-82-20-40) ; 14 Juliet Bastille, dolby, 11- (43-57-90-81) ; Escorial, dolby, 13- (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, handicapsés, dolby, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14- (43-35-30-40) ; 14 Juliet Beaugerard, dolby, 15-
- Présumé innocent** d'Alan J. Pakula, avec Harrison Ford, Brian Dennehy, Paul Joh, Bonnie Bedelia, Paul Winfield, Grega Scandvick. Américain (2 h 07).  
Dans la grande tradition américaine des « films de

«..Le plus grand film de l'année.»

TELE STAR  
LION D'ARGENT  
MEILLEURE MISE EN SCENE  
FESTIVAL DE VENISE



«..A couper le souffle..»

MADAME FIGARO  
«..Brio sans faille..»

LE MONDE  
«..Film choc..»

RAY LIOTTA ROBERT DE NIRO JOE PESCI  
UN FILM DE MARTIN SCORSESE

Les Affranchis

Trente ans passés dans la Mafia.

HARVEY BARRIS PRESENTE  
MARTIN SCORSESE «LES AFFRANCHIS» (GOOD FELLAS) • ROBERT DE NIRO • RAY LIOTTA • JOE PESCI • LORRAINE BRACCO • PAUL SORVINO  
THELMA SCUDAMACKER • JAMES CAAN • MICHAEL BALLHAUS • JAMES CAGNEY • BARBARA DE FINA • MICHAEL PATEL  
MICHAEL PATEL • MARTIN SCORSESE • HARVEY BARRIS • MARTIN SCORSESE

ACTUELLEMENT

## CINÉMA

procès », les démentis d'un séduisant procureur avec la justice, qui le soupçonne d'être coupable d'un crime dans une affaire qu'il suivait à titre professionnel.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1\* (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3\* (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6\* (43-25-59-83) ; Pathé Hautes-Seines, dolby, 6\* (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8\* (43-59-92-52) ; U.G.C. Normandie, dolby, 8\* (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15\* (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15\* (45-44-25-02) ; U.G.C. Maillot, handicapés, 17\* (40-88-00-16) ; VF : Rex, dolby, 2\* (42-36-83-83) ; Pathé Français, dolby, 9\* (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12\* (43-43-01-58) ; Fauvette, handicapés, 13\* (43-31-56-86) ; Mistral, dolby, 14\* (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14\* (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15\* (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, dolby, 18\* (45-22-46-01).

**Promotion canapé**  
de Didier Kaminka, avec Thierry Lhermitte, Gracia de Capitani, Michel Serrault, Français (1 h 32).

Didier Kaminka devient un spécialiste de la transformation des « problèmes de société » en prétexte à comédie bien de chez nous. Après

les *Cigognes* n'en font qu'à leur tête qui s'attaquent à l'adoption d'enfants, il s'en prend cette fois au harcèlement sexuel dans l'entreprise.

Gaumont Les Halles, 1\* (40-28-12-12) ; Rex, 2\* (42-36-83-83) ; UGC Odéon, 6\* (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6\* (43-59-19-08) ; George V, 8\* (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Passages, 8\* (43-57-38-43) ; Pathé Français, 9\* (47-70-33-88) ; Les Nations, 12\* (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-58) ; Fauvette Bis, 13\* (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50) ; Miramar, 14\* (43-20-12-08) ; Pathé Montparnasse, 14\* (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15\* (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18\* (45-22-46-01).

**Sex & Perestroïka**  
de Francis Joffe, avec Elena Massourakova, Genia Krukova, Ekaterina Ivanovska, Francis Joffe, Olga Koponova, Hélène Koutcherenko, Français (1 h 30).

L'évolution des mœurs intimes de la jeunesse soviétique sous l'influence de la libéralisation gorbatchévienne, par deux spécialistes de la question (étrange, pas soviétique).

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1\* (42-33-42-26) ; George V, 8\* (45-62-41-46) ; VF : Pathé Français, 9\* (47-70-33-88) ; Fauvette, 13\* (43-31-56-86) ; Pathé Wepler II, 18\* (45-22-47-94).

## SÉLECTION PARIS

## Les Affranchis

de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Ray Liotta, Joe Pesci, Lorraine Bracco, Paul Sorvino, Américain (2 h 21).

L'histoire d'Henry Hill, second couteau de la Mafia new-yorkaise, offre à Martin Scorsese l'occasion de donner libre cours à toutes les facettes de son immense talent : c'est vertigineux, émouvant, drôle, effrayant. C'est superbe.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1\* (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2\* (47-42-

72-52) ; Action Rive Gauche, dolby, 5\* (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6\* (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8\* (43-59-92-52) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8\* (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11\* (43-57-90-81) ; Eclair, dolby, 13\* (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14\* (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillot, dolby, 17\* (40-88-00-16) ; VF : Rex, dolby, 2\* (42-36-83-83) ; Bretagne, dolby, 6\* (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, dolby, 8\* (47-42-56-31) ; U.G.C. Gobelins, 13\* (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50) ; U.G.C. Convention, 15\* (45-

74-92-40) ; Pathé Clichy, 18\* (45-22-46-01) ; La Gambetta, dolby, 20\* (46-36-10-90).

**Alberto Express**  
d'Arthur Joffé, avec Sergio Castellitto, Nino Manfredi, Marie Trintignant, Marco Messeri, Thomas Langmann, Michel Aumont, Jeanne Moreau, Français (1 h 30).

Est-ce un rêve ou un cauchemar ? C'est l'histoire d'une nuit d'Alberto à bord du train qui, de Paris à Rome, l'emène vers le passage à l'âge adulte à travers des rencontres loufoques ou attendries.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3\* (42-71-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 8\* (45-74-94-94) ; Elysées Lincoln, 8\* (43-59-36-14) ; U.G.C. Gobelins, 13\* (45-61-94-95).

**Bouge pas, meurs, resuscite**  
de Vitali Kanevski, avec Pavel Nazarov, Dina Droukova, Elena Popova, Soviétique, noir et blanc (1 h 45).

Aux portes d'un camp de concentration sibérien, la vie de deux enfants est un combat de tous les jours. En grande partie autobiographique, *Bouge pas, meurs, resuscite* est un terrible et formidable cri de vie contre le désespoir.

VO : Gaumont Opéra, 2\* (47-42-56-31) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3\* (42-71-52-36) ; Cosmos, 6\* (45-44-28-80) ; Les Trois Luxembourgs, 8\* (46-33-87-77) ; U.G.C. Rotonde, 8\* (45-74-94-94) ; U.G.C. Danton, 6\* (42-25-10-30) ; Les Trois Balzac, 8\* (46-81-10-80) ; La Bastille, 11\* (43-07-48-60).

**Daddy Nostalgie**  
de Bertrand Tavernier, avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure, Emmanuelle Béatrice, Charlotte Kady, Michèle Mille, Français (1 h 45).

Daddy, vieil Anglais chic et joueur, va mourir. Chacune à leur manière, sa femme et sa fille tentent de garder la trace de cette existence qui s'éteint, dans un tendre et



ACCATONE

dérisoire effort. Deux rôles en or pour Bogarde et Birkin, et, plus en retrait, Odette Laure éblouissante.

U.G.C. Montparnasse, 8\* (45-74-94-94) ; La Triomphe, 8\* (45-74-94-94).

**Dick Tracy**  
de Warren Beatty, avec Warren Beatty, Al Pacino, Glenn Headly, Charlie Korsmo, Madonna, Dustin Hoffman, Américain (1 h 47).

La transposition à l'écran des aventures de l'invincible détective de bande dessinée offre à Warren Beatty l'occasion de créer un univers de couleurs et de sentiments primaires où évoluent des malfaiteurs formidablement grimes, et de réussir l'impossible mariage cinéma-BD.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1\* (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6\* (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8\* (43-59-92-52) ; U.G.C. Normandie, dolby, 8\* (45-63-16-16) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9\* (48-24-88-88) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11\* (43-07-48-60) ; Rotonde, handicapés, dolby, 15\* (43-06-50-50) ; VF : Rex, 2\* (42-36-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 8\* (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9\* (47-42-56-31) ; Les Nations, dolby, 12\* (43-43-04-87) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-58) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, dolby, 13\* (45-61-94-95) ; Mistral, handicapés, dolby, 14\* (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14\* (43-20-12-08) ; U.G.C. Convention, 15\* (45-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18\* (45-22-46-01) ; La Gambetta, THX, dolby, 20\* (46-36-10-90).

**Halfpouine**  
de Fend Bogheda, avec Selim Bogheda, Mustapha Adoumi, Rabia Ben Abdellah, Mohamed Driss, Hélène Cécile, Faten Ben Saidane, Franco-tunisienne (1 h 38).

Les rues d'Halfpouine, faubourg de Tunis, appartiennent aux hommes. Les maisons appartiennent aux femmes. Mais les terrasses appartiennent aux rêves, aux rencontres imprévues, aux légendes... et aux enfants, comme Noura qui découvre les premiers émois de l'adolescence.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3\* (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6\* (43-26-80-25) ; Les Trois Balzac, 8\* (46-81-10-80) ; U.G.C. Opéra, 9\* (45-61-94-95) ; La Bastille, 11\* (43-07-48-60) ; Saint-Parmentier, 14\* (43-20-12-08) ;

**En 1966, Trains étroitement surveillés révélait au monde le troisième mousquetaire de la nouvelle vague tchèque (avec Milos Forman et Ivan Passer) : Jiri Menzel. Adaptée d'un roman de Bohumil Hrabal, son évocation de la vie d'une petite gare basculait avec brio de la chronique rebelle à la vie au cinéma tchèque décapité par la fin du Printemps de Prague, jusqu'à ce que Mon cher petit village, puis Alouettes, le fil à la patte s'en viennent prouver que Menzel, resté au pays, n'avait rien perdu de sa verve.**

le fauteuil à shampooiner en danses arabes défilantes, comment tout cela finirait-il ? Gaumont Les Halles, handicapés, 1\* (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; U.G.C. Danton, 6\* (42-25-10-30) ; La Pagode, 7\* (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8\* (45-59-19-08) ; Saint-Lazare-Passages, 8\* (43-57-38-43) ; U.G.C. Biarritz, 8\* (45-62-41-46) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-58) ; U.G.C. Gobelins, 13\* (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50) ; Miramar, 14\* (43-20-12-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15\* (45-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, handicapés, dolby, 17\* (40-88-00-16) ; Pathé Wepler II, handicapés, 18\* (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20\* (46-36-10-90).

**Roger et moi**  
de Michael Moore, avec Louis Lomax, la ville de Flint, Américain (1 h 31).

Roger, c'est le patron de General Motors. Moi, c'est Michael Moore, journaliste naif de la ville de Flint entièrement vouée à la compagnie automobile. Le jour où G.M. décide de fermer l'usine, Moore revient à Flint témoigner des conséquences et tenter de mettre la main sur celui qui a décidé la mise à mort d'une cité. Il en tire une dénonciation au viril des mœurs réactionnaires, qui est aussi un grand moment de cinéma comique.

VO : République Cinéma, 11\* (48-05-51-33).

**S'en fout la mort**  
de Claire Denis, avec Isach de Bankolé, Alex Descas, Jean-Claude Brialy, Solweig Dommarin, Christopher Buchholz, Valérie Monnet, Français (1 h 31).

L'amitié de deux organisateurs de combats de coqs dans l'« infirmité » de Rougie est l'occasion pour la réalisatrice de *Chocolat* de créer une très impressionnante atmosphère, entre documentaire et fantastique, un monde sombre comme celui d'une tragédie antique zébrée des tourments de la violence contemporaine.

Gaumont Les Halles, 1\* (40-28-12-12).

## REPRISES

**Anne Trister**  
de Les Pool, avec Albert Gohbe, Lucie Launier, Guy Thauveret, Canadien, 1985 (1 h 40). Injustement passé inaperçu à sa sortie, *Anne Trister* est une très juste et émouvante variation sur le thème de la solitude dans les grandes villes (Montréal en l'occurrence) et la rédemption d'une crise par la création artistique (les très belles fresques murales).

Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-88).

**Céline et Julie vont en bateau**  
de Jacques Rivette, avec Juliet Berni, Dominique Lacroix, Marie-France Pisier, Bulle Ogier, Barbet Schreider, Philippe Clément, Français, 1974 (3 h 12). Une promenade rigolote, inquiétante et méditative entre d'étranges mondes parallèles. Jacques Rivette mène ce jeu dont il semble inventer les règles au fur et mesure avec une rigueur souriante et une élégance qui partagent les quatre grandes actrices qu'il a prises pour ambassadrices.

14 Juillet Parnasse, 6\* (43-28-59-59).

**Dede's Caden**  
d'Atsuhiko Kurosawa, avec Zuzhi Yoshitaka, Chin Sagel, Janshiro Ban, Japonais, 1970 (2 h 10).

Méconnu au point que son échec public faillit entraîner Kurosawa dans la mort, *Dede's Caden* est pourtant l'un des plus beaux films de maître japonais : une évocation fantasmagorique des exclus qui vivent dans une décharge publique, où il donne libre cours à son inventivité visuelle en même qu'il proteste contre l'injustice et la misère.

VO : Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-88).

**Pas de printemps pour Marnie**  
d'Alfred Hitchcock, avec Sean Connery, Tippi Hedren, Diane Baker, Martin Gabel, Américain, 1964 (2 h).

Kitsch, ironique et paroxystique, un Hitchcock de grande facture qui est aussi un exercice de vulgarisation amusante (et effrayante) des théories psychanalytiques. Et Sean Connery.

VO : Réflex Médias Logos, ville Louis-Jouvet, 5\* (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8\* (46-81-10-80).

**Trains étroitement surveillés**  
de Jiri Menzel, avec Václav Neckar, Jitka Bendová, Vladimír Valenta, Josef Souk, Alois Vachek, Jiri Zelazek, Tchécoslovaque, 1966, noir et blanc (1 h 30).

*Voir notre photo légendée.*  
VO : Accatone, 5\* (46-33-86-86).

**Un homme qui dort**  
de Georges Perec, Bernard Quirynen, avec Jacques Spassier, la voix de Lucille Mical, Franco-tunisienne, 1974, noir et blanc (1 h 21).

Georges Perec a lui-même adapté pour l'écran son livre consacré à un jeune homme qui tente de s'abstraire du monde : images oniriques et voix off.

*(Lire notre article page précédente.)*

**Vers-Cruz**  
de Robert Aldrich, avec Gary Cooper, Burt Lancaster, Denise Darcel, Américain, 1953 (1 h 32).

Il y a le Mexique et un trésor, l'amitié et la cupidité, et deux acteurs formidables : c'est assez pour composer un western baroque et crispoculaire, bourré d'action et de rebondissement, et aussi plein d'humour.

VO : Les Trois Luxembourgs, 8\* (46-33-87-77).

**La sélection cinéma**  
a été réalisée par Jean-Michel Frodon

## "Harrison Ford... génial. Suspense et scène torride..."

JOURNAL DU DIMANCHE

## HARRISON FORD

Séduction. Désir. Déception. Meurtre. Personne n'est jamais totalement innocent.



UN FILM DE ALAN J. PAKULA

## PRESUME INNOCENT

WARNER BROS. PRESENTE

HARRISON FORD

BRIAN DENNEHY-RAUL JULIA UNE PRODUCTION MIRAGE UN FILM DE ALAN J. PAKULA "PRESUME INNOCENT" (PRESUMED INNOCENT)  
BONNE BEBELLA-PAUL WHELFIELD ET GREGG SCACCHI - EVAN LOTTMAN, A.C. - FRANK GEORGE JENSEN  
JORDAN GORDON WILLIS, A.C. - JOHN WILLIAMS - FRANK PIERSON ET ALAN J. PAKULA - SCOTT TURLOW  
SUSAN SOET - SYDNEY POLLACK ET MARK ROSENBERG - ALAN J. PAKULA

AUJOURD'HUI

VO : UGC NORMANDIE - PATHE MARIAN - FORUM HORIZON - CINE BEAUBOURG - 14 JUILLET ODEON  
14 JUILLET BEAUGRENELLE - PATHE HAUTESEINES - BIENVENUE MONTPARNASSE - UGC MAILLOT  
VF : REX - PATHE FRANCAIS - PATHE MONTPARNASSE - PATHE CLICHY - UGC LYON BASTILLE - GAUMONT CONVENTION  
MISTRAL - FAUVETTE - ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PERIPHERIE

CH 11 150

# THÉÂTRE

RENCONTRE AVEC LE METTEUR EN SCÈNE CHANTAL MOREL

## Une chasse à l'homme

C'est à Grenoble que Chantal Morel, considérée, avec raison, comme une figure majeure des nouvelles scènes françaises, poursuit ses recherches autour d'un théâtre du dialogue à l'usage des hommes sans voix. On peut le vérifier à l'occasion de son passage à l'Athénée, où elle met en scène *Un jour, au début d'octobre*, d'Agueev.

CHANTAL Morel, en une phrase - « c'est la même musique mais on a légèrement monté le son » - mesure le temps, quinze ans, passé dans la bouche d'ombre du théâtre, à la chaleur des livres, ou bien dans les bars, à celle des causeries.

En 1980, elle crée une compagnie dramatique, Alertes, un beau nom, un ordre du jour aussi, respecté sans entorse ni compromis. Nommée en 1988 codirectrice, avec Ariel Garcia-Valdés, du Centre dramatique national des Alpes, elle démissionne six mois plus tard et retrouve son indépendance. Farouche. De Grenoble, sa ville, au Festival d'Avignon, naissent des spectacles fulgurants, silences, douleurs insupportables. Les mots simples de petits vieux (*Home*, de David Storey), ceux d'un boiteux (*Groom*, de Jean Vautrin), ceux encore de paumés à la parole empêchée (*Lettre morte*, de Robert Pinget; *Léopold, le jour se lève*, de Serge Valletti), autant de voix d'êtres humains inadaptés au monde.

« Pour dire la sensation de différence que certains êtres portent en eux, dit Chantal Morel, j'emploie le mot inadaptation. Dans mon dictionnaire personnel, il signifie que la difficulté d'être me semble aussi naturelle que d'avoir deux jambes... Bien sûr, le théâtre nécessite un minimum d'adaptation sociale, mais sur des bases qui me semblent plus justes et honnêtes que celles proposées par la société. Il permet l'accident, la panne. Chaque jour il nous est accordé de fabriquer le temps, de le remplir, et non de le passer; d'arrêter la machine pour écouter ces petites voix que d'ordinaire on n'écoute plus, tant on fait de bruit.

### ENTRE TERRE ET CIEL

« Adorno, préfaçant la réédition d'un de ses livres, posait une question immense : pourquoi les hommes, au lieu de s'enfoncer dans une condition vraiment humaine, s'enfoncent-ils toujours plus dans la barbarie? Cette question est la seule qui compte. La barbarie est la conséquence de tous nos petits actes, de nos petites paroles. Ce sont ces actes et ces paroles qui m'intéressent. »

Inutile de tenter de parler avec Chantal Morel d'anecdote, de cuisine théâtrale. Elle situe d'emblée la conversation ailleurs. « Certains jours, je sens la terre sous mes pieds, physiquement, comme une matière qui a mal, et certains autres, le ciel, cette étendue dont on nous parle et dont on n'a aucune conscience, forcément : l'homme est tellement fini! Je fais partie d'un tout, et j'en suis une parcelle, presque abandonnée. Entre l'individualisme et la fusion - la folie - il n'y a pas de réponse tranchée. Je navigue à vue et hisse le drapeau blanc! »



Chantal Morel : loin des mondes toc et surfais

« La seule manière de ne pas me tromper est de me laisser habiter par la voix d'un auteur dont j'ai lu le livre, celle des comédiens, dont la simple présence a toujours été plus forte que mes pauvres petites idées.

« Il me faut du temps avant de commencer un spectacle. A chaque fois, c'est une grande entreprise de nettoyage. Impossible de cacher la poussière sous les tapis. On ne peut pas tricher! Il faut faire le vide, gommer toute velléité d'expression de soi. Je ne suis pas certaine d'avoir quelque chose à dire ou, plutôt, je n'ai de choses à dire qu'à la condition qu'on me parle. Turkovsky a, dans le Temps scellé, un livre posthume, une phrase extraordinaire : « Le contact spirituel de l'artiste avec l'autre exige tant de sacrifices et de douleurs qu'il serait ridicule de faire tout ce chemin si c'était simplement pour entendre sa propre voix. » Bien sûr, rester conscient, perméable, est aussi fatigant que de courir un 100 mètres! »

Chantal Morel ne veut pas faire de théâtre pour un public de spécialistes. Elle cherche une autre voie. Si elle n'a pas encore de méthode, elle suit des pistes qui l'ont menée loin de Paris et des grandes concen-

trations urbaines tout en lui offrant la possibilité de dialoguer avec les individus.

« Quand je vais acheter une baguette de pain, je brûle de demander à ceux que je rencontre ce qu'ils font dans la vie, quelle est leur situation sociale... Et il m'arrive souvent de me demander si le fait que je fasse du théâtre a une quelconque importance pour eux. Certainement pas. Pourtant, je sais de manière certaine - et je veux faire partager cette idée - que le théâtre est nécessaire. Il demeure le garant d'un moment vivant de parole, donc de poésie, à un moment où les machines de l'argent et de l'information s'emparent de manière définitive de l'imaginaire de l'homme et créent des mondes toc et surfais.

« Le public est la grande question d'aujourd'hui. Plus je réfléchis, plus je pense qu'il faut retourner vers l'individu, le singulier, aller là où rien n'est acquis. Un jour, à Hérisson, un petit village de l'Allier, un retraité m'a dit : « C'est bien que vous soyez là, vous apportez la vie. »

Propos recueillis par ODILE QUIROT

« Lire page suivante, sous notre rubrique « Sélection Paris », les renseignements pratiques concernant *Un jour, au début d'octobre* à l'Athénée.

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Boris

de Jacques Mandolani, mise en scène d'Yves Pignat, avec Sylvie Tamiz, Valérie Karsenti, et Yvan Garrowel.

La première pièce d'un romancier qui a aussi bourlingué dans le cinéma et la chanson. Une fantaisie musicale qui swingue assurément, mais avec les coups de piste de l'auteur d'*En avant la zézique* contre les auteurs, plagiaires, éditeurs et producteurs lâches et malhonnêtes. Théâtre de Boulogne, 60, rue de la Belle-Faillie, 92100 Boulogne. A partir du 12 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-03-60-44. 110 F et 130 F.

### Brecht, une biographie

de Robert Cantarella, mise en scène de Jean-Christophe Grégoire, avec Didier Brice, Phil Duguil, et Gérard Robert-Tissot.

De la Forêt noire au Berliner Ensemble, faire revivre en un spectacle sous-titré « Cinquante-huit ans d'aventures et d'amours » la vie du dramaturge le plus mythique, le plus adulé, joué, critiqué et commenté du siècle. L'entreprise a un brin d'irréverence amoureuse. Brecht, avec ou sans piedestal? Théâtre de la Main d'Or-Belle de mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11<sup>e</sup>. A partir du 10 octobre. Du lundi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 49-05-67-89. 75 F et 110 F.

### Couillasse

d'après Cami, Karl Valentin, Harold Pinter, etc., mise en scène de Mehmet Uluşoy.

Une brochette burlesque attrayante, de Cami, l'humoriste noir et troublant, à Karl Valentin, le roi grinçant du cabaret berlinois des années 20, avec la présence plus insolite de Pinter et Sophocle. Ce spectacle a été créé en 1989 avec toute l'énergie et la fogue de jeunes acteurs de la rue Blanche. Maison des arts, place Salvador-André, 94000 Créteil. A partir du 12 octobre. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 110 F et 130 F.

### Je ne suis pas Rappaport

d'Herb Gardner, mise en scène de Georges Wilson, avec Georges Wilson, Jacques Dufré, et Serge Fauriol.

Reprise d'un succès, un affrontement formidable entre deux vieillards rejetés par la société, entre deux comédiens délicieusement

retors : Georges Wilson et sa raideur digne qui cache une souffrance, Jacques Dufré, souple et matois. Dans la jungle des villes, ils souffrent et tentent de survivre, pour notre grand bonheur. Cluys, 55, rue de Cluys, 9<sup>e</sup>. A partir du 10 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 2 heures. De 30 F à 220 F.

### Les Justes

d'Albert Camus, mise en scène de Catherine Brioux.

Décidément, on revient à Camus. Après la *Chute* par François Chaumette, la *Peste* par Francis Huster, une jeune équipe réveille la voix de celui qui sut ne jamais renier les enthousiasmes et les espoirs, ou illusions de sa jeunesse. Cinq-Diamants, 10, rue des Cinq-Diamants, 13<sup>e</sup>. A partir du 10 octobre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 46-80-51-31. Durée : 2 h 10. 50 F et 80 F.

### Kontrabas

de Patrick Süskind, mise en scène de Martin Huba, avec Martin Huba et Rozema Berkova.

Venu du Studio S de Bratislava, un des invités de la quinzaine tchécoslovaque du Festival d'automne, le monologue désormais célèbre d'un contrabassiste, revisité avec des accents dostoïevskiens par l'une des grandes figures dramatiques du pays dont le président est un dramaturge. A voir également cette semaine la *Science* de et par Boleslav Polivka, auteur et interprète espagnol qui ne craint pas la compagnie des marionnettes. Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2<sup>e</sup>. A partir du 13 octobre. Le samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 42-74-42-19. De 60 F à 80 F.

### Lady Mac-Bien

de Benoît Marbot, mise en scène de l'auteur, avec Robert Delorme et Isabelle Gonzalez.

Deux pièces parues aux éditions Actes Sud/Papiers : à vingt-huit ans, Benoît Marbot, ancien animateur du groupe théâtral de l'université de Nanterre compose cette fois une histoire d'amour meurtri par les guerres, celle des Khmers rouges encerclant Phnom-Penh, celle d'une petite communauté française s'obstinant à régler des comptes. Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14<sup>e</sup>. A partir du 18 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-27-88-81. Durée : 1 h 30. 60 F et 100 F.

**ATHÉNÉE LOUIS JOUVET**  
SALLE LOUIS-JOUVET  
UN JOUR, AU DÉBUT D'OCTOBRE...  
d'après  
"Roman avec cocaïne"  
de M. AGUEEV  
adaptation et mise en scène  
CHANTAL MOREL  
47.42.67.27

**LABYRINTHE HOTEL**  
Fellous • Fetrin • Pava  
Du 12 au 31 octobre  
THÉÂTRE DU LIÈRE  
45.36.55.33 et FIVAC

**DANSE**  
THÉÂTRE DE PARIS  
DU 9 AU 13 OCT. 20H30  
**ANGELIN PRELOCAJ**  
AMERICA AMERICA  
création.  
LOC. 42.74.22.77  
2 PL DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**LE MYSTÈRE DE LA CHAMBRE JAUNE**  
SALLE 1  
d'après Gaston Leroux  
mise en scène Gilles Cohen  
**LILION FITOU**  
SALLE 2  
de Ferenc Molnár  
mise en scène Christian Benegutti  
**CARTOUCHE**  
LOC. 43.28.36.36

**THÉÂTRE GREVIN** - du 11 au 27 octobre  
**LA GÉOGRAPHIE DU DÉSIR**  
de Eric Overmyer  
**THE GEOGRAPHY OF YEARNING**  
Spectacle joué en alternance  
en Français et en Anglais  
LOCATION  
42.46.84.47

**châtelet**  
THEATRE MUSICAL DE PARIS  
**Ballett Frankfurt**  
**William Forsythe**  
**Slingerland**  
Musique  
Gavin Bryars  
Thom Willems  
**Limb's Theorem**  
Musique  
Thom Willems  
20-30 octobre 1990  
40 28 28 40  
MAIRIE DE PARIS

## THÉÂTRE

Roundup  
la jeune fille  
plus belle  
que lune et rose

de Tamas Ambrus,  
mise en scène  
de Laurence Bourdill  
et la participation de  
Dent Bérault.

C'est une magnifique  
histoire de famille, l'histoire  
d'une tradition perpétuée  
avec passion, amour et  
grand talent, de génération  
en génération.

Laurence Bourdill est une  
comédienne dont on connaît  
l'écrit vibrant mais dont on  
ignore peut-être qu'elle est  
la fille de Tamas Ambrus,  
la voix d'or des proverbes,  
poèmes et légendes des Ber-  
bères de Kabylie. Elle inter-  
prète un conte qui tient de  
l'épopée initiatique et de la  
lutte de l'homme avec  
l'ange, annonciateur ou  
exterminateur.

Théâtre National de l'Odéon  
(petite salle), 1, place Paul-  
Caudel, 6<sup>e</sup>. À partir du 10  
octobre. Du mardi au  
dimanche à 18 h 30, le  
dimanche à 21 heures et  
21 heures. Tél. : 43-25-  
70-32. De 45 F à 65 F.

SÉLECTION  
PARISDidascalies III  
à la recherche  
d'une conversation

d'Eveline Didi,  
mise en scène  
de Georges Pagan,  
avec Arni Plam,  
Tadgh Mac Sweeney,  
Giles Lacombe  
et Eveline Didi.

Par l'une de nos grandes  
comédiennes, un spectacle  
farouchement insolite, des  
jeux de miroirs avec des  
metteurs en scène absents  
dont Bob Wilson, Joui

dbeul, Peyret, Vincent, Wal-  
ter Le Moli. Un champ de  
fouilles sur le temps, l'es-  
pace, la présence de l'acteur  
et le théâtre comme objet  
d'observation. Une tris-  
ième version. On aime  
déjà beaucoup la première,  
créée il y a deux ans à  
l'Athénée.

Maison de la culture, 1, bd  
Léon, 93000 Bobigny. Du  
mardi au samedi à 21 heures.  
Tél. : 48-31-11-45. 90 F et  
120 F.

## Echymoses

d'Ian August,  
mise en scène  
de Benoît Thibault,  
avec Ian August,  
Michel Bérois  
et Thierry Dubost.

Au château de Vincennes, il  
n'y a pas seulement une  
caserne, mais une salle de  
théâtre, pleine de magie,  
aménagée par une troupe  
très particulière, formée de  
sourd-muets. Ils accueillent  
un spectacle où il est ques-  
tion de voyage et  
d'empêchements.

International visual théâtre,  
tour du Village, château de  
Vincennes, 94000 Vincennes.  
Du mardi au samedi à  
21 heures. Tél. : 43-65-  
63-63. 70 F et 90 F.

## Elle

de Jean Genet,  
mise en scène  
de Bruno Bayle,  
avec Maria Casarès.

C'est au TNP qu'a été lu en  
public pour la première fois  
ce texte inédit (écrit en  
1955) de Jean Genet. C'est  
au Festival de Parme qu'il a  
été créé. C'est en quelque  
sorte une ébauche du *Balcon*.  
C'est l'histoire d'un pape, un  
vrai, qui pose pour un pho-  
tographe, et il se trouve que  
ce pape est Maria Casarès.  
Elle est unique.

Théâtre de Gennevilliers, 41,  
av. des Grésillons, 92000  
Gennevilliers. Du mardi au  
samedi à 21 heures. Matinée  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
47-93-26-30. Durée : 1 h 30.  
80 F et 110 F.

## Les Enfants Tanner

de Robert Walser,  
mise en scène  
de Jost Joussau.

C'est l'histoire d'un type  
« né pour être un cadeau »,  
par un metteur en scène qui  
se délecte des coups distor-  
tés, des contes maléfiques,  
des dérivés de langage, de  
l'arhythmie des battements de  
cœur. Un metteur en scène  
qui se délecte du talent des  
comédiens et les comédiens  
le lui rendent bien. Le dou-  
leur de vivre et un spectacle  
bonheur.

Théâtre de la Bastille, 76, rue  
de la Roquette, 75<sup>e</sup>. Du mardi  
au samedi à 21 heures. Ma-  
tinée dimanche à 17 heures.  
Tél. : 43-57-42-14. Durée :  
1 h 50. 70 F et 90 F.

## Fin de partie

de Samuel Beckett,  
mise en scène  
d'Hubert Jaupke.

Par l'un des magiciens fran-  
çais de l'art de la marion-  
nette. Et c'est toujours, avec  
Beckett, un éternel recom-  
mencement.

Théâtre de l'Uaine, rue de la  
Papeterie, 95000 Ermes. Les  
lundi, mardi, vendredi et  
samedi à 21 heures. Le  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
30-37-84-67.

## La Fonction

de Jean-Marie Besset,  
mise en scène  
de Patrick Korbart,  
avec Pierre Vancé,  
Sabine Hauvopin  
et Jacques Bonaffé.

Seconde pièce jouée de Jean-  
Marie Besset, qui avait pro-  
voqué un petit scandale en  
mettant en scène de Gaulle  
et Pétain dans sa *Villa Lucia*.  
Une fois encore il va sur-  
prendre avec les jeux per-  
pétuels et pervers d'un homme  
blessé.

Studio des Champs-Élysées,  
15, av. Montaigne, 8<sup>e</sup>. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 heures.  
Tél. : 47-20-08-24. Durée : 1 h 30.  
De 110 F à 150 F.

Les Fourberies  
de Scapin

de Molière,  
mise en scène  
de Jean-Pierre Vincent,  
avec Daniel Auteuil.

À Avignon, cette année, l'en-  
fant du pays Daniel Auteuil  
a fait exploser la jauge de la  
Cour d'honneur. Son Scapin  
à rouffquettes, plus dés-  
abusé que canaille, courant  
sur les toits de Naples, grin-  
çant le Géronte de Mario  
Gonzales le Magnifique, a  
soulevé les foules.

Théâtre des Amandiers, 7, av.  
Pablo-Picasso, 92000 Nan-  
terre. Du mardi au samedi à  
20 h 30. Matinée dimanche à  
15 heures. Tél. : 47-21-  
18-81. Durée : 1 h 45. De  
90 F à 120 F.

Le Grand Kabuki :  
Migawari Zazon,  
Sumida-Gawa

Masque de fard blanc et noir  
de la vie des ombres, netteté  
des gestes, somptueuse  
rigueur des costumes, pré-  
sence orgueilleuse et immé-  
morable des onnagata, avec  
ici un maître, Nakamura  
Utaemon dont Mishima  
disait qu'il était « l'acteur  
représentant notre époque ».

Des retrouvailles attendues  
avec une compagnie fondée  
il y a deux siècles, qu'on a  
pu admirer à plusieurs



P. CHOLEN

C'est avec Titus  
Andronicus que  
Peter Brook avait  
débuté en France,  
avec Timon  
d'Athènes qu'il a  
ouvert les Bouffes  
du Nord. C'est  
avec la Tempête  
qu'il revient à  
Shakespeare dans  
son théâtre dont  
les murs lézardés  
sont devenus  
légendaires. A ses  
comédiens cosmo-  
politites, est venu  
se joindre  
l'étrange et sensi-  
ble David Bennent.

reprises à Paris depuis sa  
toute première venue en  
1966 au Théâtre des  
Nations. Au programme, une  
farce du Moyen Âge sur les  
rapports d'un couple dont la  
femme porte la culotte, et un  
drame dansé, une mère à la  
recherche de son fils.

Théâtre des Champs-Élysées,  
15, av. Montaigne, 8<sup>e</sup>. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 heures.  
Tél. : 47-20-  
36-37. Durée : 1 h 40. De  
70 F à 300 F.

Demain représentation le  
14 octobre.

Le Laboureur  
de Bohême

de Johannes von Saz,  
mise en scène  
de Christian Schiaretti,  
avec Jean-Marc Bory,  
Serge Maggiori  
et Laurent Polveraux.

Le nouveau directeur du  
Centre dramatique national  
de Reims tire de l'oubli l'un  
des joyaux de la littérature  
médiévale, un dialogue entre  
un pauvre laboureur et la  
Mort qui lui a ravi sa com-  
pagnie. Un jeune metteur en

scène pétri de talent et des  
comédiens chevronnés non  
moins talentueux : on y  
court.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd  
Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. Du mardi au  
samedi à 16 heures. Matinée  
samedi à 15 heures. Tél. : 42-08-  
00-52. Durée : 2 h 30. De  
90 F à 230 F.

## La Nonna

de Roberto Cossa,  
mise en scène  
de Jorge Lavelli.

Pas très loin d'Eduardo de  
Filippo, une farce violente,  
burlesque et noire, l'histoire  
d'une famille pauvre dévorée  
par une grand-mère à l'appé-  
tit farouche. Un grand texte  
traversé des rumeurs des tan-  
gos de Buenos-Aires et du  
vacarme de la misère du  
monde, par un Argentin que  
Jorge Lavelli nous fait  
découvrir.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Malte-Brun, 20<sup>e</sup>. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-66-43-60. Durée :  
2 h 30. 130 F.

## Partage de midi

de Paul Claudel,  
mise en scène  
de Brigitte Jacques,  
avec Nicole Garcia,  
Jean-Pierre Marielle,  
Didier Sandre  
et François Berléand.

De Bernard à Claudel, n'y  
a-t-il qu'un pas, ou un uni-  
vers ? Brigitte Jacques nous  
avait déjà avec Bernard, la  
saison passée, au Théâtre de  
la Ville mais son univers est  
rare, et elle sait réunir des  
acteurs de grand talent. On  
attend beaucoup de sa re-  
contre avec la passion clau-  
delienne.

Atelier, 1, place Charles-Du-  
fin, 18<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à  
21 heures. Matinée dimanche  
à 15 h 30. Tél. : 48-06-49-24.  
De 120 F à 240 F.

## Pièce sans titre

de Federico Garcia Lorca,  
mise en scène  
de Lluís Pasqual,  
avec Anne Alvaro.

Evidemment très attendue,  
la première mise en scène du  
successeur de Giorgio Streh-  
ler. Lluís Pasqual est fidèle  
au poète assassiné de son  
pays. Il nous a déjà prouvé  
avec le *Public* qu'il sait en  
dire avec une simplicité et  
une maîtrise de toute beauté  
la quête passionnée, qu'il  
sait traverser les miroirs  
multiples où vérités et men-  
sanges s'épousent en noces  
fabuleuses, où théâtre, vie et  
Histoire rugissent se mirent  
d'un même regard prémoni-  
toire. Du 13 au 17 octobre,  
on pourra comparer la ver-  
sion française de Lluís Pas-  
qual avec la mise en scène de  
cette même *Comedia sin  
título* qu'il réalisa en  
Espagne avec des acteurs de  
son pays. Un double regard à  
coup sûr passionnant.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

## Tartuffe

de Molière,  
mise en scène  
de Bernard Sobel,  
avec Anne Alvaro,  
Didier Sandre,  
et André Marcon.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Déjà, nous entrons  
dans les années Molière. Les  
metteurs en scène habitude-  
ment spécialisés dans les  
auteurs contemporains, fran-  
çais ou étrangers, s'y mettent  
ensemble. C'est comme  
un passage obligé et chacun  
à sa version. Ici la tragédie  
est centrée autour du person-  
nage d'Orgon, un honnête  
homme un peu trop senti-  
mental et aveugle : André  
Seweryn face à André Mar-  
con, l'artifice monothématique  
qui n'a qu'apparence pour  
révéler les fantasmes et les  
désirs d'amour, ou de retour  
aux valeurs morales.

Théâtre de Gennevilliers, 41,  
av. des Grésillons, 92000  
Gennevilliers. Du mardi au  
samedi à 21 heures. Tél. : 42-  
33-34-50. Durée : 2 h 20.  
70 F et 100 F.

## La Tempête

de William Shakespeare,  
mise en scène  
de Peter Brook.

Voir notre photo légende.  
Bouffes du Nord, 37 bis, bd de  
la Chapelle, 10<sup>e</sup>. Du mardi au  
samedi à 20 h 30. Matinée  
samedi à 15 heures. Tél. : 42-  
33-34-50. Durée : 2 h 20.  
70 F et 100 F.

## Tonkin-Alger

d'Émile Durif,  
mise en scène  
de Charles Tordjman.

Un jeune auteur à la voix  
rare, qui sait des enfants les  
étincelles perdues et de la  
mémoire de l'Histoire les  
oublis et les hontes. C'est  
une nuit de bal dans un  
quartier de Lyon, la dernière  
nuit pour ceux qui s'aiment  
avant le grand départ vers  
un pays inconnu qui pour  
beaucoup d'appelés sera un  
non-retour. Un air d'accor-  
dion, des paroles qui font du  
mal. Une création à décou-  
vrir, chez : Micheline et  
Lucien Attoun, l'occasion  
notamment d'une rencontre  
renouvelée entre Charles  
Tordjman et Serge Valletti,  
cette fois, en personnage  
habilement prénommé La Bro-  
cante.

Jardin d'Hiver, cité Véro, 94,  
boulevard de Glichy, 18<sup>e</sup>. Du  
mardi au samedi à 21 heures.  
Matinée samedi à 15 heures.  
Tél. : 42-62-59-49. Durée :  
1 h 20. 75 F et 95 F.

Un jour, au début  
d'octobre...

d'Agnes et Romain avec  
coccine et de M. Agnès.

Lire l'article d'Odile Quirot  
page précédente.

Athénée-Louis Jourvet, 4,  
square de l'Opéra-Louis-Jou-  
vet, 9<sup>e</sup>. Le mardi à 18 heures,  
du mercredi au samedi à  
20 h 30. Tél. : 47-42-87-27.  
De 65 F à 85 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
mardi et samedi à 20 heures,  
du mercredi au vendredi à  
20 h 30. Matinée, samedi et  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-25-70-32. Durée : 1 heure.  
De 28 F à 145 F.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claudé, 6<sup>e</sup>. Les  
m

صكزا من الامن

ARTS

LA DONATION FOURNIER DES ARTS DE L'HIMALAYA AU MUSÉE GUIMET

# Voyage au goût de l'enfer

La donation Lionel Fournier propulse le Musée Guimet au premier rang international dans le domaine des arts de l'Himalaya. Elle invite à découvrir toute la richesse et la splendeur de l'art tantrique, jusqu'ici méconnu, habile, coloré, diablement inspiré.

L'HISTOIRE est simple, et de celles dont rêve la nuit tout conservateur de musée : un jour, un industriel fortuné, Lionel Fournier, se prend de passion pour la peinture et la sculpture bouddhiques de l'Himalaya. Pendant vingt-cinq ans, il œuvre à la réunion d'une collection de premier ordre, achetant sur le marché des pièces si précieuses que le Musée Guimet ne peut alors les acquérir. Puis, quand il estime sa collection cohérente, il en fait don sous réserve d'usufruit audit musée.

D'un seul coup, grâce à sa générosité, grâce aux cent une pièces de sa donation, les séries himalayennes du Musée national des arts asiatiques passent de l'honorable à l'exceptionnel. Elles peuvent enfin se comparer à celles, longtemps les premières au monde, du Los Angeles County Museum, et les conservateurs français considèrent leurs collègues, par exemple les Londoniens du British Museum, avec quelque aimable condescendance. Comble de bonheur : la présentation de la donation coïncide avec la rénovation des salles népalaises et tibétaines, dont le circuit électrique agonisait et dont les peintures s'écaillaient misérablement.

La donation Fournier a deux immenses mérites : elle enrichit Guimet de pièces d'époques anciennes, dont le musée était jusqu'ici dépourvu ; et ces pièces sont pour la plupart d'une qualité esthétique remarquable. Autrement dit, elle assure la cohérence de la collection tout en déclinant son pouvoir de séduction.

Pour être sensible à la première de ces vertus, il faut au néophyte quelque application et quelques éléments de géographie et d'histoire. Les peintures et les sculptures les plus anciennes exposées ont été exécutées au treizième siècle, les plus récentes au début de ce siècle, soit sept cents ans plus tard. Or, puisque tangkas - on nomme ainsi les gouaches sur toile ou soie - et objets votifs obéissent tous aux règles fortement codifiées et au système de symboles du bouddhisme tantrique, la tentation est grande de croire à l'immobilité de cet art.

Il ne serait alors que perpétuelle répétition d'une iconographie ennemie de toute évolution, accomplissement immuable d'un rituel définitivement fixé. Opinion fautive, naturellement : l'art tantrique de l'Himalaya, comme tout autre, peinture occidentale, sculpture africaine, etc., a ses styles différents, ses époques distinctes, ses écoles régionales et provinciales, ses centres et ses périphéries, influencées par le Népal ou la Chine.

Ce qui complique un tant soit peu l'affaire, c'est que les datations actuelles ne peuvent, d'ordinaire, se fonder que sur des critères stylistiques, eux-mêmes ordonnés en chronologie suivant quelques principes (non sans *a priori*), tel que celui, par exemple, qui professe que le réalisme précède nécessairement la stylisation. De trop rares inscriptions aident à vérifier les déductions des spécialistes, à commencer par celles, très prudentes, de Gilles Béguin, le commissaire de l'exposition. Ce qui achève de brouiller la question, c'est que la provenance des œuvres demeure obscure : la révolution culturelle, ruinant les monastères du Tibet, a achevé de disperser des peintures qui avaient auparavant déjà circulé de temple en temple, de vallée en vallée, au gré des offrandes et des ambassades.

Des œuvres qui finissent aujourd'hui leur course à Guimet. Lesquelles ont été exécutées dans le Tibet central, lesquelles dans la vallée de Katmandou, les-

quelles dans le royaume de Gugu, qui s'étendait entre Tibet central et Ladakh, lesquelles au Sikkim et au Bouthan ? On ne sait, on ne peut savoir.

Quelques gouaches « tardives » - du dix-septième siècle - avouent assez franchement l'influence de la peinture chinoise contemporaine, à laquelle elles empruntent volutes décoratives et jolies des détails. Quelques figures de dieux et démons portent la marque de traditions plus « barbares », mongoles probablement. Au quinzième et au seizième siècle, la culture newar, venue du Népal, a fortement affecté les arts du Tibet méridional. Fort bien. L'œil, quand il s'est habitué à la géométrie des mandalas, ces diagrammes cosmogoniques propres au bouddhisme et au baroque - mais faut-il user d'un terme occidental à propos d'œuvres si singulières ? - des sculptures de cuivre et de bois, soupçonne en effet des parentés et croit reconnaître le fil d'une évolution logique.

A l'évidence, la donation Fournier suscite une infinité de questions et d'hypothèses. Exemple : on y trouve une suite d'instruments de culte en cristal de roche admirablement taillés. Ils n'ont vraisemblablement pas servi à la célébration. Mais qui les a commandés, pour quel cadeau, à quelle occasion ? Un second : à quelle époque, en quel endroit, ont été gravés et peintes ces « racines de dent fossilisée » (dit le catalogue) qui ressemblent étonnamment à des molaires de mammoth ? Conservateurs et érudits n'en sont qu'au début de leurs recherches et de leurs analyses.

## HARMONIES CHROMATIQUES ROUGE SANG ET BLEU NUIT

Ces précisions sont-elles nécessaires à la jouissance esthétique ? Quoi qu'il risque de peiner à distinguer Mahākāla sous son aspect « Gur-gyi mgon-po » de Mahākāla sous son aspect « mgon-po phyag-drug », le visiteur s'effare de la beauté des harmonies chromatiques à fond rouge sang ou bleu nuit, de l'habileté et de la souplesse des dessins - et de l'état de conservation des peintures. Il pénètre dans le plus sanglant des enfers, où le susdit Mahākāla, dieu protecteur de la foi et non point diable en dépit des ses féroces apparences, piétine des corps exsangues, brandissant d'une main un couperet, de l'autre une voûte crânienne. Il a la peau outremer, ses trois yeux sont rouge et blanc, il est coiffé d'un diadème orné de cinq autres crânes humains.

Autour de lui, sa suite danse d'étranges giges. Ses assesseurs dégustent des entrailles et font des pirouettes dans un charnier. Les Citipati, frère et sœur incestueux réduits à l'état de squelettes, s'étreignent

sur un trône en forme de lotus, au milieu d'un fleuve de sang. Goules volantes, loups, monstres à quatre bras et tête d'éléphant, divinités courroucées et grimacantes peuplent ces mauvais rêves raffinés.

Un objet de cuivre doré, fer et bois parfaitement surprenant figure Padmasambhava, qui fut en réalité un saint homme au huitième siècle, sous la forme d'un dragon ailé ayant un poignard pour arrière-train. De la pointe, il perfore un malheureux, tout en agitant un scorpion entre ses doigts. S'il est un art du macabre poussé jusqu'au grotesque et à l'outrance qui puisse se comparer à celui des primitifs rhénans et de Bosch, c'est assurément celui-ci, effrayante suite de cauchemars et de méditations sur la souffrance et la mort.

Et s'il en est un capable de compositions symboliques qui suggèrent un ordre du monde et de la pensée, c'est assurément celui des gouaches « abstraites », disposées selon des lignes orthogonales ou des corolles concentriques, où le noir et le blanc alternent et s'équilibrent, principes antagonistes et nécessaires l'un à l'autre. On n'en finirait pas de détailler et de célébrer les richesses de cet art que sa rareté et son érotisme - plus apparent que réel - ont maintenu jusqu'à aujourd'hui au second rang. Il est grand temps qu'il s'en évade et que l'on sache que les moines tibétains, tous anonymes, tous inconnus, étaient d'admirables artistes.

PHILIPPE DAGEN

★ Musée Guimet. Lire les renseignements pratiques dans notre rubrique « Nouvelles expositions » ci-contre.

## NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

### Art ésotérique de l'Himalaya

Lire notre article ci-contre.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 18°. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Du 13 octobre au 28 janvier 1991. 23 F.

### L'œuvre gravée de Goya

« Caprices », « Désastres », « Tauromachie » et « Disparates ». Soit une exposition réunissant 218 gravures originales de Goya prêtées par la fondation Juan-March à Madrid.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 18°. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Du 12 octobre au 6 janvier 1991. 25 F.

### Nature artificielle

La lumière artificielle, en tube ou en projecteur, fait partie des matériaux que les artistes contemporains explorent ou exploitent volontiers. A l'occasion, ou systématiquement, à des fins fort diverses. Comme en témoigne cette exposition

de 35 œuvres (souvent prêtées par de grands musées) de personnalités aussi différentes que Boltanski, Dan Flavin, Jenny Holzer, Piotr Kowalski, Martial Rayssé ou Michel Verjux.

Espace Electra, 6, rue Réaumur, Paris 7°. Tél. : 45-44-10-03. Tous les jours sauf lundi de 11 h 30 à 18 h 30, jeudi jusqu'à 22 heures. Du 10 octobre au 31 décembre.

### Thomas Struth

Tenant de la nouvelle objectivité allemande, élève des Becher, mais formé par Gerhard Richter, Thomas Struth, 36 ans, considère son travail comme un témoignage politique et social de notre époque. Prolongeant ses portraits frontaux, paysages et vues d'architectures, l'attitude mimétique des visiteurs dans les musées évoque la « Trilogie du miroir » de Bothe Strauss.

Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes, Paris 11°. Tél. : 40-21-89-69. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Du 13 octobre au 17 novembre.

## SÉLECTION PARIS

### Albert André

Cent tableaux, cent dessins pour la plus importante rétrospective jamais consacrée à ce peintre postimpressionniste, ami de Bonnard et de Vuillard, et trouvant tout naturellement sa place dans le groupe des « intimistes ».

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris 16°. Tél. : 47-23-38-58. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

### Aux grands hommes, David d'Angers

Pour David d'Angers, la sculpture avait une mission : celle d'honorer les grands hommes. Aussi ce bon républicain a-t-il laissé, outre le fronton du Panthéon, de nombreuses effigies des célébrités de son temps : statues, bas-reliefs, bustes, médaillons, dessins... Qui font l'objet de l'exposition.

Fondation de Coubertin, domaine de Coubertin, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, 78470. Tél. : 30-88-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 novembre. 10 F.

### Werner Bischof

Première rétrospective d'un photographe suisse mort à trente-huit ans, en 1954, dans un ravin de la cordillère des Andes. Entré à l'agence Magnum en 1949, il réalisait pour l'Ifc et Paris-Match des reportages sur la misère et la guerre, aux antipodes des recherches abstraites de ses débuts, lorsqu'il était captivé par la spirale de l'oscargot et des coquillages marins.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16°. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à

17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (entrée du musée).

### Carnet de voyages

Rencontres dans dix pays d'Europe à l'occasion de voyages effectués par l'équipe de la Fondation Cartier, seize artistes peu connus ou inconnus en France.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-66-48-46. Tous les jours de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 février 1991. 25 F.

### Euphronios, peintre à Athènes au VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ

Les peintres de vases grecs avaient des noms, dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était parmi les plus célèbres. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redonner la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1°. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conf. du 11 oct. au 29 oct. Lundi à 19 heures (sauf 24/12), jeudi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 25 F.

### Chris Killip

Entre Brandt et Koudelka, cet opérateur britannique - grand prix Cartier-Bresson 89 - a réalisé durant quinze ans un reportage sans concession sur le nord-est de l'Angleterre. Fouillant au cœur le déclin de cette région, il en rapporte des images de désespoir et de



Mahākāla (Tibet, quinzième siècle).

**CERAMIQUE ESPAGNOLE CONTEMPORAINE**  
17 Oct. - 15 Dec.  
entrée gratuite  
CASA DE ESPAÑA  
CENTRE CULTUREL ESPAGNOL  
7, rue Quai de Baugourt  
75008 PARIS • 40.70.32.92  
Ouvert du mardi au dimanche de 10h à 19h

**KIMURA**  
Inédits III  
12 octobre  
15 décembre 1990  
Galerie  
**ART YOMIURI**  
5, quai de Conti, Paris VI<sup>e</sup>  
43 26 15 35

**GALERIE ARIEL**  
140, bd Haussmann Paris 8<sup>e</sup>  
**SUBIRA - PUIG**  
2 octobre - 9 novembre

**ZORAN MUSIC**  
PEINTURE ET ŒUVRES SUR PAPIER  
11 octobre  
24 novembre 1990  
Chargée par Bernard  
**KRUGIER-DITESHEIM**  
ART CONTEMPORAIN  
23 St. Germain  
Tél. 222.43.719 CH. 1204 Paris  
Fax 222.29.712

## ARTS

## Roula le plus que

de la mise en scène de la pièce de Derrida.

C'est toute d'une avec grand en 85. L'œuvre comédie l'éclair la fil la vo pom bères prête l'épo lutte l'ang exte Théa (pau) Clau oetol dima 21 h 70-3.

## S

Dé à li d'u

d'Ex mise de G avec Tadi Gille et Es

Par com faro jeux meu don

terreur. Répudiés, dans les ténèbres de l'indifférence, les oubliés de la croissance suscitent la honte et l'épouvante.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

## Les nouveaux promeneurs solitaires

L'idée de randonnée, de balade, de déambulation sert de prétexte à cette réunion de six photographes français. Des sous-bois et de la montagne aux flâneries provençales, à travers une série d'instantanés suspendus, le récit collectif d'une expérience personnelle du paysage. Qui reflète la diversité du sentiment de la nature aujourd'hui.

Centre Georges-Pompidou, Galerie du 1<sup>er</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 décembre.

## Daniel Pontoreau

Au commencement de la sculpture, pour Daniel Pontoreau, il y a la terre, cuite, émaillée ou non, qu'il livre en tas, en stèles ou en poteries, confrontée à d'autres matériaux : polyester, verre et acier, en cônes, en tiges ou en plaques. Tout cela se met en place dans l'espace, non sans subtilité, non sans magie.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonard, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 46-70-15-71. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 25 novembre.

## Papiers peints panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur vingt à trente lés de papier peint. Presque du cinémascope, en somme.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-

60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.

## Passages de l'image

Soit une exposition réunissant seize artistes internationaux producteurs d'œuvres issues de la photographie, du cinéma, de la vidéo et des nouvelles technologies. Dont les œuvres amènent à s'interroger sur la nature et le rôle des images dans notre société.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 19 novembre. 24 F.

## Picasso, une nouvelle dation

Une nouvelle dation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, la genèse des *Demoiselles d'Avignon* ou des *Trois Femmes* et un formidable papier collé de Braque : *Trois-cinéma* de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-58-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991. 25 F (dim. : 16 F).

## Rétrospective Pierre Klossowski

Klossowski, ou l'histoire d'un écrivain confidentiel passant pour scandaleux, qui fit de Sade son « prochain », puis de Robert le « lieu de ses fantasmes ». Illustrant d'abord ses écrits, il se prit au jeu du dessin au point que, depuis les années 70, cette activité, qu'il a portée à grande échelle, a dévoré l'autre. L'aventure, on le reconnaît, est, pour le moins, singulière.

Centre national des arts plastiques, 17, rue Berryer, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 46-83-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 décembre. 10 F.



## Un choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl Andre, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 11 novembre. 28 F.

## GALERIES

## Jacobsen

Les sculptures récentes d'un Viking qui a depuis longtemps croisé le fer, pour en tirer une calligraphie parti-culière nous renvoyant à la trame d'une ville du vingtième siècle, avec immuables, échangeurs et ponts.

Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-22-77-57. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 octobre.

## Robert Motherwell

Voir notre photo légende ci-dessus.

Galerie Artcurial, 9, av. Matisse, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-98-18-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 10 novembre.

## Imagard Sigg

Imagard Sigg, un sculpteur qui n'est plus une gaminie, aime à donner au bronze et au fer une tournure étrange qui fait penser parfois au modernisme et sa ligne en coup de fouet. Elle propose, comme toujours chez Darthea Speyer, une dizaine de grandes pièces récentes sur le thème du double.

Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Caillet, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

## Takis

Takis, qui, en 1974, avait conçu pour la Défense un paysage de 1949 *Signaux lumineux*, y revient. Avec un nouvel ensemble de ces sculptures capteuses-diffusantes d'énergie, qui sont installées au pied de la Grande Arche. Avec, aussi, une exposition d'œuvres récentes, dont un *Beuf de Vieux* en suspension, porté par un champ magnétique.

Espace art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 48-00-15-98. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 novembre.

## RÉGIONS

## Aix-les-Bains

## Degas

Ce n'est pas une très grosse exposition, mais elle vient à point pour rappeler que le Musée Fauré possède d'intéressantes collections, notamment celles de Degas, dont deux petits bronzes de danseuses. Qui sont présentés entourés d'autres bronzes venus du Musée d'Orsay et de quelques gravures venues de la BN.

Musée Fauré, 10, boulevard des Côtes, 73100. Tél. : 79-61-06-57. Mercredi, vendredi, samedi de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, dimanche, lundi, jeudi de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 novembre. 15 F.

## Antibes

Rétrospective Julio Gonzalez (1876-1942)

Gonzalez fut l'un des pères de la sculpture en fer, et par là même, de la sculpture tout court. C'est lui qui initia Gargallo aux techniques

Le thème de l'« Éloge à la République espagnole » a toujours occupé une place essentielle dans l'œuvre du grand peintre américain Robert Motherwell. Qui, depuis quarante ans, n'a cessé d'accrocher la mort à la vie de ces formes évoquant de gros fruits noirs menaçés d'écrasement. Dans le beau choix de peintures et collages récents de l'artiste, que propose Artcurial, plusieurs tableaux lui sont consacrés.

## Chambord

## Le Bel Age

Supports/Surfaces entre au château, et quel château ! Chambord, à l'occasion, narrait-il, de ses vingt ans. Ainsi l'a-t-il rendu notre ministère de la culture, qui, ayant passé onze commandes à onze artistes ayant participé au mouvement, a tenu à les présenter dans un cadre prestigieux.

Château de Chambord, 41250. Tél. : 54-20-31-32. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 15 novembre.

## Gravelines

## La bibliothèque Imaginée de Collectif génération

Une exposition de livres d'artistes du Collectif génération, dont le maître d'œuvre, Gervais Jassaud, se souvenant de Volland, d'Iliad ou de Tériade, entend faire fructifier la rencontre d'artistes contemporains, d'écrivains, de techniciens du livre et d'éditeurs. Une centaine d'ouvrages sont présentés.

Musée du dessin et de l'estampe originale, arsenal, place C.-Valentin, 59820. Tél. : 28-23-08-13. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 décembre.

## Grenoble

## Piero Dorazio

Piero Dorazio est un peintre italien peu connu en France. Un abstrait qui, après s'être intéressé aux recherches des avant-gardes du début du siècle, a noué des liens avec l'école new-yorkaise, tout en demeurant fidèle aux moyens traditionnels de la peinture. Le résultat : un art non objectif ni strictement géométrique ni tout à fait informel.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-56-09-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 novembre.

## Lyon

## Collection USArt

Exposés ensemble pour la première fois, les œuvres d'artistes américains acquises par le Musée d'art contemporain de Lyon depuis 1984, date de sa création. LeWitt, Wiener, Huebner, Baldessari, Byars, Flavin, Sonnier, Kosuth et quelques autres y sont représentés. Comme quoi Thierry

Raspail, le conservateur du musée, en six ans, n'a pas perdu son temps.

Musée d'art contemporain, 16, rue du Président-Edouard-Vaillant, 69001. Tél. : 78-36-50-66. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 octobre.

## Edouard Vuillard

Tous les aspects de l'œuvre trop souvent sous-estimée de ce beau peintre du tournant du siècle y sont évoqués : la peinture des intérieurs bourgeois, les jardins, les portraits, les dessins, les travaux pour le théâtre, les panneaux décoratifs. Cette importante rétrospective est organisée à l'occasion du cinquantième de la mort de Vuillard par les Musées des beaux-arts de Lyon et de Nantes et la fondation Caixa de Pensions de Barcelone.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-28-07-88. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 19 novembre.

## Nîmes

## Matth

En quelques semaines des dessins depuis 1937, l'univers d'un des enfants du surréalisme qui se destinaient à l'architecture avant de bâtir, en peinture, ses visions, entre réalité et science-fiction, sexe et politique.

Carré d'art - Musée d'art contemporain, place de l'Hôtel-de-Ville, 33033. Tél. : 88-76-70-01. Tous les jours de 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre.

## Nouans-Sartoux

## Le Carré libéré

Quelque part entre Grasse et Moirans, un château. Il y vient de s'ouvrir, autour d'une collection particulière - celle de Sybil Albers-Barrier - un centre d'art voué à l'art concret. Entendre par là l'art abstrait pouvant se réclamer de Mondrian et Malevitch. Près de quatre-vingts artistes figurent au catalogue, de Josef Albers à Marcel Wysen en passant par Max Bill, Gottfried Honegger, Niele Toroni et Bernard Venet.

Espace de l'art concret, Château de Nouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-76-77-50. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 juin 1991.

## Troyes

## Gina Pane

L'exposition, qui salue l'artiste disparue en mars dernier, retrace son parcours depuis la fin des années 60, moment où Gina Pane amorçait ses recherches dans l'art corporel. Son engagement quasi mystique d'« être-moyen » de communication, pouvait alors aller jusqu'à la blessure ou la brûlure. Lors d'actions pénibles où la trace demeure sous forme de dessins, de photographies et de textes.

Cadran solaire, chapelle de l'Hôtel-Dieu, quai des Comtes-de-Champagne, 10000. Tél. : 26-78-13-78. Tous les jours sauf mardi de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre.

## Vernon

## L'art allemand de l'expressionnisme au néo-expressionisme

Dix, Feininger, Grosz, Heckel, Kirchner, Macke, Müch, Nolde, et quelques autres. En une bonne centaine d'estampes, dessins et aquarelles venus du Musée des beaux-arts d'Oldenburg. Pour le Festival d'automne en Normandie.

Musée municipal A.-G.-Poulaire, 12, rue du Pont, 27200. Tél. : 33-21-28-08. Tous les jours sauf lundi et Nîmes de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 5 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breuerette, Séverine et Photo : Patrick Rogiers

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-L. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE
<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-24 F/Dim. Lundi soir 48-78-42-95/34-61		<b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 <sup>er</sup> étage. <b>ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, FRUITS DE MER.</b> CARTE 300 F LE SOIR • Menu de la Mer • 150 F TTC. Jusp. 22 h 30.
<b>TY COZ</b> 35, r. St-Georges 9 <sup>e</sup> 47-70-68-68/47-70-36-30 15, rue Le Pelletier, 9 <sup>e</sup>		<b>MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE</b> FORFAIT THÉÂTRE, 300 F à 450 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.
RIVE GAUCHE		
<b>LE MAHARAJAH</b> GRILLE D'OR 86 de la gastr. indienne. 43-54-26-07		<b>DÉCOUVREZ L'INDE</b> 72, bd Saint-Germain, 5 <sup>e</sup> , M <sup>e</sup> Maubert, 7 <sup>e</sup> , sur 7. NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., accueil jusp. 1 h. CADRE LUXUEUX.
<b>YUGARAJ</b> 14, rue Dauphine (6 <sup>e</sup> ) 43-26-44-91 F. lundi		<b>SPECIALITÉS INDIENNES</b> : « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gamb-Millau).
<b>SRI RAM</b> 15, rue Jules-Chaplain (6 <sup>e</sup> ) 43-25-12-84 F. dim.		<b>1. 23 h 30. Spécialité TANDOORI, CURRY, BIRJANI.</b> Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : Ambiance et musique indienne. M <sup>e</sup> Vavin, N.-D.-des-Champs.
<b>LA COURONNE THAI</b> 17, rue Jules-Chaplain (6 <sup>e</sup> ) 43-54-29-88 M <sup>e</sup> Vavin		<b>Cuis. thaïlandaise et chinoise.</b> Plats aux fruits de mer, crevettes au sel parfumé. Carte maison. Menu : 52 et 69 F à 98 F. Spéc. thaï. F/Dim. midi, lun. midi.
<b>LA FELOUQUE</b> 165, bd du Montparnasse, 6 <sup>e</sup> 7 sur 7 43-26-23-98		<b>SPECIALITÉS MAROCAINES</b> : tagines, couscous, pastilla, méchoui et tous les PARFUMS DE LA CUISINE DU MAGHREB.
<b>RESTAURANT THOUMIEUX</b> 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup> 47-05-49-75		<b>Spécialité de coq au vin et de cressonnet au coq au vin. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.</b>
<b>LE RELAIS DEGUISHIM</b> Braserie alsacienne 6, place de la République, 11 <sup>e</sup> 47-00-44-10		<b>T.J., service continu de 11 heures à 2 heures du matin.</b> Hôtres et fruits de mer toute l'année. Pôissons du marché. Choucroutes. Véritable tarte flambee. Repas d'affaires.
<b>AU MOULIN VERT</b> 45-39-31-31, Clémence 34 bis, rue des Plantes-14 <sup>e</sup> T.J. jup. 23 h		<b>Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts, menu 165 F. VSC sal. 25/60 pers.</b>
SOUPERS APRÈS MINUIT		
<b>LES GRANDES MARCHES</b> AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HÔTRES de L'ANNÉE. POISSON DU MARCHÉ. Plus traditionnels. Vins à découvrir. Décor • Braserie de luxe • T.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. Tél. : 43-42-90-32.		

Jusqu'à 150

35. Loyers et charges en 1991  
Le redressement de Philips

36. Les Harits-de-Seine luttent contre la toxicomanie.  
40. La dévaluation du rouble commercial.

40. Marchés financiers.  
41. Bourse de Paris.

BILLET

Les conservateurs préfèrent la route

Les conservateurs britanniques n'aiment pas beaucoup le train, ce symbole du collectivisme, et lui préfèrent nettement la voiture, source de liberté individuelle. Au premier jour du congrès annuel du parti, mardi 9 octobre à Bournemouth, le ministre des transports, M. Cecil Parkinson, a expliqué que les Britanniques n'ont pas besoin d'un TGV, surtout pas entre Folkestone (la future sortie du tunnel sous la Manche) et Londres alors qu'ils manquent encore de routes et d'autoroutes...

Au congrès travailliste de Blackpool une semaine plus tôt, le leader du Labour, M. Neil Kinnock, avait prononcé un vibrant éloge du mode français d'économie mixte et en particulier du TGV. M. Parkinson a réaffirmé à Bournemouth qu'il ne consacrerait pas l'argent du contribuable à des projets de ce genre. La liaison à grande vitesse entre Folkestone et Londres est désormais quasiment sinistrée avec ce nouveau et solennel refus de l'autorité publique.

Le ministre des transports a d'abord affirmé que « 800 millions de livres (6 milliards de francs) étaient actuellement dépensés pour améliorer le réseau routier dans le Kent, car il ne fallait pas oublier que la moitié du trafic du tunnel sous la Manche sera constitué par des voitures et des camions ». De surcroît, la liaison ferroviaire entre Folkestone et Londres n'assurera qu'une faible proportion du trafic passagers et marchandises avec le continent. « L'essentiel continuera de quitter le pays par des moyens traditionnels. » « Nous sommes une nation insulaire. Nous dépendons toujours de nos ports et de notre activité maritime qui resteront un de nos plus grands atouts », a poursuivi M. Parkinson. La liaison Folkestone-Londres aurait coûté trop cher (2 milliards de livres au minimum), à l'Etat, lequel ne peut se permettre de « subventionner » une seule ligne aux dépens de toutes les autres.

Ce que le ministre des transports ne dit pas, mais qu'il a cependant certainement présent à l'esprit, est que le gouvernement a l'intention de privatiser British Rail dans les mois qui viennent s'il remporte les prochaines élections.

Ce n'est donc pas vraiment le moment de se lancer dans un projet jugé pharaonique, car il faudra pour faire plaisir aux écologistes et aux habitants du Kent, enterrer au moins un tiers du parcours entre Folkestone et Londres et, pour accéder à la gare londonienne de King's Cross, percer une galerie de plusieurs kilomètres sous la capitale.

D. Dh.

INSOLITE

TGV buissonnier

Une rame du nouveau TGV Atlantique, qui fonctionne dans le Sud-Ouest depuis le 1<sup>er</sup> octobre, a « pris des vacances » samedi soir 6 octobre. Arrivée à Dax normalement vers 18 heures, l'élégante chenille orange a pris la direction d'Handaye et de la frontière espagnole au lieu de se diriger, comme prévu, vers Tarbes, via Pau. Il s'agissait d'une erreur d'aiguillage...

Le conducteur s'est bien vite aperçu de la méprise et a demandé des instructions à sa direction, à Dax. Mais un TGV, ça ne peut pas faire demi-tour. Il a donc gagné Bayonne, puis, à l'heure d'un convoi normal, il a rejoint Pau. Il est arrivé à Tarbes avec une demi-heure de retard après cette balade imprévue.

Un entretien avec M. Guy Le Fur

« L'agriculture dite la plus compétitive est celle qui récupère le plus de fonds publics »  
s'inquiète le porte-parole de la Confédération paysanne

A la veille du grand débat sur l'agriculture prévu le 11 octobre à l'Assemblée nationale, le porte-parole de la Confédération paysanne (orientée à gauche), M. Guy Le Fur, demande une redéfinition de la mission de l'agriculteur dans la société française. Dans un communiqué de Matignon publié le 9 octobre, le gouvernement estime que la proposition de la Commission de Bruxelles de réduire de 30 % en 1996 le niveau des subventions versées aux 9 millions d'agriculteurs des Douze n'est « pas satisfaisante et devrait être améliorée ».

« Qu'attendez-vous du débat parlementaire qui s'engage sur l'agriculture ? »

« Deux hypothèses sont offertes. Soit on continue à « faire joujou » avec l'agriculture et son devenir en débattant sur la base idéologique de chaque groupe. Soit on fixe un cadre et une mission à l'agriculture de l'an 2000. Les grandes lois d'orientation ont trente ans. En l'espace d'une génération, l'agriculture s'est modifiée plus qu'au cours des deux siècles précédents. De nouveaux problèmes ont surgi, la qualité des produits, la préservation de l'environnement, l'occupation du territoire. Je souhaite qu'on mette à plat la destination des 80 milliards de francs d'aides publiques versées à l'agriculture (1). Il faut un audit de la compétitivité des modèles. Actuellement, l'agriculture dite la plus compétitive est celle qui récupère le plus de fonds publics ! »

« Quel bilan dresserez-vous de la politique agricole de ces dernières décennies ? »

« Trente ans de cogestion de la politique agricole entre la FNSEA et les pouvoirs publics ont provoqué des dégâts considérables. Les deux tiers des agriculteurs ont été éliminés, sans permettre à ceux qui restent d'avoir un revenu viable. La profession n'est pas assez attractive pour inciter les jeunes à s'installer. »

« La politique menée a conduit à des déséquilibres importants. Jamais les inégalités de revenus entre exploitants n'ont été aussi grandes. 20 % des agriculteurs assurent en outre 80 % de la production. Les aides restent proportionnelles aux volumes, les plus gros peuvent se placer « sous les robinets » et récupérer les aides publiques. Dans le même temps, la moitié des exploitants ont un revenu inférieur au SMIC et 150 000 familles sont en situation de faillite. »

« Les déséquilibres se sont aussi creusés entre les régions : la moitié de la production nationale provient de 15 départements. 15 000 communes rurales ont vu leur gestion remise en cause par la diminution sensible du nombre d'agriculteurs qui servaient de moteur économique. Cela représente la moitié du territoire. »

Briser la spirale de violence

« Quelles incohérences relevez-vous dans les choix proposés aux agriculteurs ? »

« La crise est considérée comme un agent de régulation de l'offre et de la demande. Chaque crise provoque l'élimination de producteurs et une plus forte concentration de l'offre. En agriculture, une décision de produire a des effets sur la marché trois à six ans plus tard. 2 % d'excédent peuvent entraîner une chute des prix de 20 à 30 %. »

« Ceux qui priment l'économie de marché en agriculture utilisent les crises pour inciter le gouvernement à prendre des mesures qui, ajoutées les unes aux autres, sont incohérentes. On aide ainsi certains exploitants à intensifier en accroissant leur production. A côté, on encourage l'extensification par des appuis bénéficiant à ceux qui réduisent de 20 % leur production... On aide les productions hors-sol (taurillons, porc, serres), mais on laisse le sol sans production à travers le gel des terres. »

« Vous avez instauré le début septembre 37 fermes de l'avenir dans de nombreuses villes. Quel était le sens de cette opération ? »

« Le premier objectif était de briser la spirale de violence de l'été. Nous déplorons que le mécontentement se traduise par des manifestations qui dégénèrent, comme si la colère devait se mesurer à l'ampleur des dégâts causés. Cette spirale entraînait un isolement des agriculteurs vis-à-vis du reste de la société. Nous voulions encore sensibiliser les citoyens de façon agréable. Ce fut

une réussite totale : 500 000 urbains sont venus, de nombreux débats ont eu lieu. Nous avons touché une foule d'élus, de responsables d'associations (sauf à Paris), des députés et des sénateurs en vue des discussions par-



lementaires. A la fin de cette opération le 8 octobre, nous avons demandé la mise en chantier d'une nouvelle loi d'orientation agricole et rurale. Le président de l'Assemblée nationale nous recevra le 11 octobre.

« Quelles missions assignez-vous à l'agriculture dans la société française ? »

« Si les tendances actuelles se poursuivent, avec une agriculture

contenue dans sa mission de production, il n'y aura plus que 200 000 paysans à la fin du siècle. Aussi devons-nous redéfinir le rôle de l'agriculteur comme producteur de quantité et de qualité, comme protecteur de l'environnement et acteur indispensable d'un milieu rural vivant. Pour cela, il faut un contrat social entre les paysans, les collectivités territoriales et l'Etat, un contrat qui crée des droits et des obligations pour chaque partie. Dans un tel scénario, 800 000 agriculteurs seront nécessaires. Pour réussir, plusieurs conditions sont requises : »

« - Un partage des droits à produire et des moyens de production entre les hommes et les régions, car nous voulons conserver une mission de production à tous les agriculteurs. »

« - Il faut établir un prix garanti pour rémunérer les exploitants, mais ce prix doit être plafonné par actif. On ne doit plus seulement raisonner en volumes mais en valorisation des potentiels agronomiques des sols. »

« - En contrepartie, l'agriculteur s'engage à fournir des produits alimentaires de qualité en suffisance, à adopter des pratiques préservant l'environnement, à entretenir l'espace pour le rendre accueillant. Tout cela peut correspondre aux aspirations des citoyens et de la société. »

Propos recueillis par ERIC FOTTORINO

(1) Hormis les 60 milliards de francs versés au titre de la compensation démographique.

(Lire également page 9, le débat sur l'agriculture au Sénat.)

Une communication du ministre du travail en conseil des ministres

M. Soisson satisfait du « bon départ » des négociations sur les bas salaires

L'appel lancé par le gouvernement aux branches professionnelles pour qu'elles engagent avant le 1<sup>er</sup> octobre des discussions pour la remise à niveau des bas et moyens salaires a été entendu, estime M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail. Mercredi 10 octobre, le ministre devait présenter en conseil des ministres une communication selon laquelle « toutes les branches contactées ont entamé un processus de négociations ».

En juin, soixante-trois branches professionnelles de plus de 10 000

salariés avaient été invitées à ouvrir des négociations. A l'heure actuelle, indique le ministère du travail, quarante et une ont répondu positivement et celles qui ne l'ont pas fait ont effectivement engagé des démarches. « Des à présent, des résultats concrets peuvent être constatés », souligne M. Soisson qui précise que vingt-sept branches s'engagent à négocier ou poursuivre une négociation sur la mise à niveau des salaires minima par rapport au SMIC. Quant à la réforme des classifications, quarante-quatre branches « se sont enga-

gées à mener une réflexion sur ce thème ».

Outre le bâtiment, qui vient de mener à bien un accord sur les classifications, le notariat, les laboratoires d'analyses médicales, le commerce de la chaussure ont accepté de faire passer les salaires minima conventionnels au-dessus du SMIC. D'autre part, certaines professions (boulangerie-pâtisserie industrielle, équipements thermiques, maroquinerie, notamment) sont sur le point d'aboutir. Autant de « signes d'un bon départ des négociations salariales »,

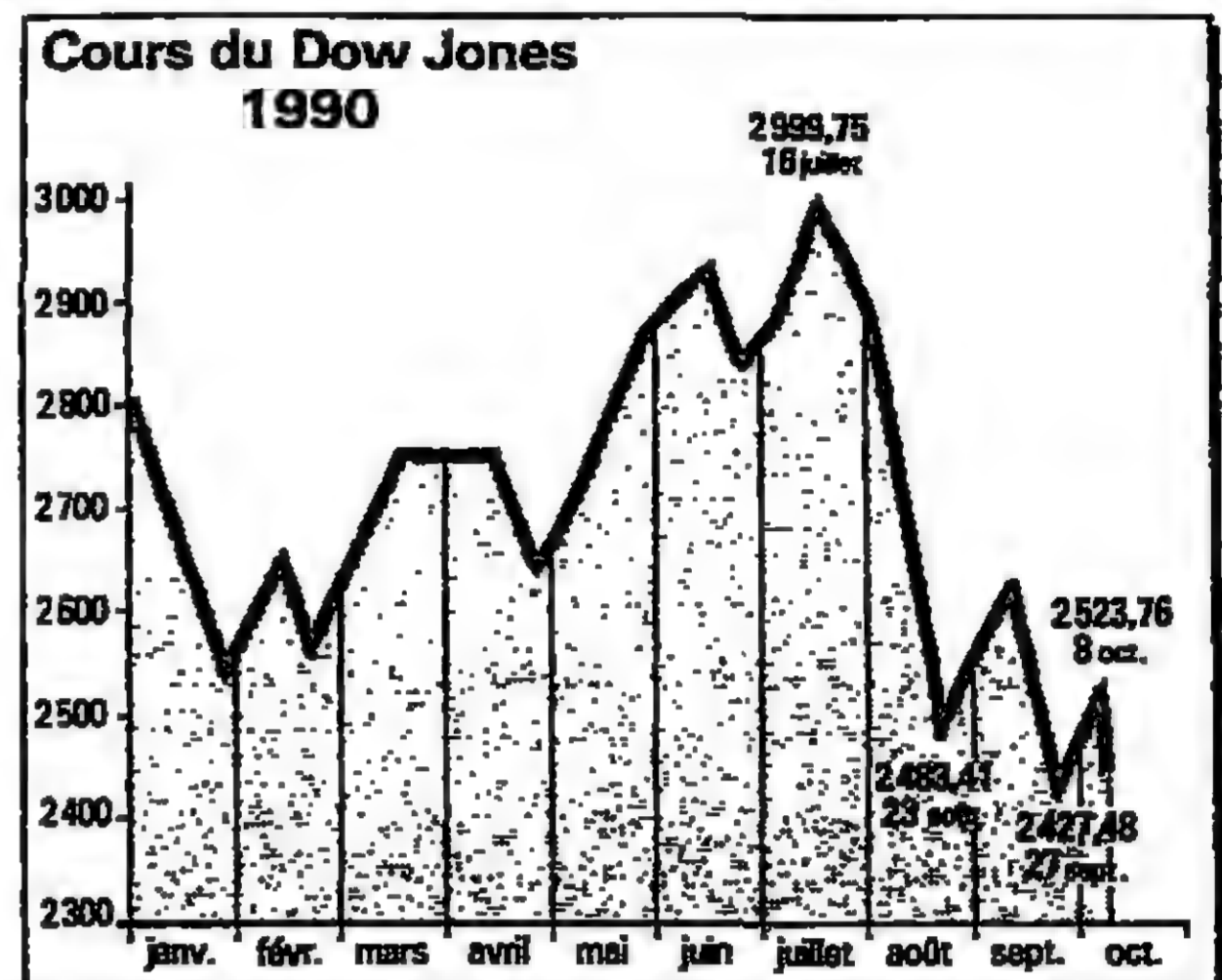
assure M. Soisson qui observe toutefois que « ces résultats ne permettent pas encore de préjuger de l'issue des négociations ». Le ministre reconnaît d'ailleurs que des blocages apparaissent en divers endroits (habillement, grands magasins, textile). L'impact de la prime d'ancienneté, le problème des garanties de rémunération annuelle, mais aussi l'accélération de la hausse des prix, imputable aux événements du Golfe, expliquent ces difficultés.

J.-M. N.

Le dollar et Wall Street chutent

Les morts de Jérusalem, la réaction immédiate de M. Saddam Hussein et l'aggravation du risque de guerre ont immédiatement secoué tous les marchés mardi 9 octobre, provoquant une hausse du prix du pétrole, une baisse des marchés boursiers et du dollar. Les cours du pétrole ont bondi au-dessus de 40 dollars le baril. A Wall Street, l'indice Dow Jones a perdu mardi plus de 3 %, à 2 445,54, retombant

contre l'élaboration d'un nouveau compromis ont affecté le dollar, qui a battu à nouveau son record historique de baisse vis-à-vis du mark, tombant à 1,52 DM contre 1,54 DM à la fin de la semaine dernière. A Tokyo, la devise américaine est revenue aux alentours de 130 yens, au plus bas depuis dix-neuf mois, et à Paris elle s'échangeait mercredi à 5,10 F contre 5,1185 F lundi à la cotation officielle. Ce fé-



ainsi au voisinage de son plus bas niveau de l'année, touché le 27 septembre. A Londres, un recul de 3 % a succédé à l'enthousiasme provoqué par l'entrée de la livre sterling dans le système monétaire européen à partir du lundi 8 octobre. A Francfort et à Paris, les indices cédèrent 2 %. C'est donc le retour à l'inquiétude après le léger regain d'optimisme et l'attente d'une hypothétique baisse des taux d'intérêt.

A New-York, l'échec du plan d'économies budgétaires présenté la semaine dernière devant le Congrès et les difficultés que ren-

chissement du billet vert n'a entraîné aucune réaction des banques centrales, pour l'excellente raison qu'il arrange tout le monde : à Washington, on estime que la baisse du dollar favorise les exportations et contribue à diminuer le déficit commercial, et en Europe, cette baisse atténue la hausse des prix du pétrole. La seule ombre au tableau est le risque d'un regain d'inflation aux Etats-Unis, de nature à rendre plus aléatoire les assouplissements de la politique de la Réserve fédérale en matière de crédit.

F. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Communiqué Eurotunnel du 8 octobre 1990

LA SYNDICATION PROGRESSE

Après avoir tenu son Conseil Commun, vendredi 5 octobre 1990, EUROTUNNEL a annoncé ce matin que les Banques-Agents du syndicat bancaire l'ont informé que la syndication du prêt complémentaire s'achemine vers une solution satisfaisante. Le montage du financement complémentaire est réalisé sur la base suivante : 18 milliards de francs prêtés par le syndicat bancaire d'origine et 3 milliards de francs par la Banque Européenne d'investissement dans le cadre des accords déjà annoncés. Ces prêts complémentaires vont accroître le montant total des prêts d'EUROTUNNEL de 50 milliards à 71 milliards de francs.

La signature des documents contractuels pour ces prêts complémentaires devrait intervenir la dernière semaine d'octobre 1990.

L'achèvement de la syndication et la signature des documents avec le syndicat bancaire et la Banque Européenne d'investissement permettront à EUROTUNNEL de mettre en œuvre son programme pour une émission publique d'actions en novembre de cette année.

3615 EUROTUNNEL

DE NOUVEAUX AVANTAGES TARIFAIRES POUR LES SOUSCRIPTEURS

EUROTUNNEL a décidé d'attribuer de nouveaux avantages tarifaires à l'occasion de son émission publique d'actions.

Ces nouveaux avantages tarifaires s'ajouteront aux avantages tarifaires existants, ils prendront la forme d'une réduction sur le prix d'un voyage en navette «touriste» EUROTUNNEL. En participant à la nouvelle émission, les actionnaires actuels, comme ceux qui ne sont pas encore actionnaires, pourront dans certaines conditions bénéficier de ces nouveaux avantages.

Comme de nombreux actionnaires d'EUROTUNNEL bénéficient déjà de voyages gratuits après avoir souscrit à des unités lors de l'émission publique de novembre 1987, le nouveau schéma permettra aux personnes physiques de garder les unités et de nommer une autre personne pour bénéficier de la réduction.

De même que pour les avantages existants, le nombre de voyages auquel la réduction s'applique dépend du niveau d'investissement lors de l'augmentation de capital. Les détails du nouveau schéma des avantages tarifaires seront rendus publics lors de l'annonce de l'augmentation de capital.

## orientations

## INSA

Instituts Nationaux  
des Sciences Appliquées  
Lyon, Rennes, Rouen, Toulouse

Spécialités : biochimie, chimie,  
électricité électronique, énergé-  
tique, génie civil, génie industriel,  
informatique, mécanique physique  
Durée des études : 5 ans après  
bac.

Conditions d'admission :  
Concours sur titres, dossier et  
entretien personnel.  
1<sup>re</sup> année : bac C ou E, principale-  
ment (quelques D et F).  
3<sup>e</sup> année : BTS, DEUG, DUT, Moiti  
Spé 3/2 ou équivalent.  
4<sup>e</sup> année : maîtrise ou équivalent.  
Les résultats : plus de 1000 di-  
plômes d'ingénieurs délivrés  
chaque année.

Formation continue pour ingé-  
nieurs et cadres.  
Formation pour la recherche  
(D.E.A., doctorat)

INSA-ADMISSIONS  
69621 Villeurbanne Cedex  
Minitel : 3615 INSA  
Tél. : 72-43-81-25

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Rens. : 45-55-91-82, poste 4330

## La mort d'Eugène Descamps

Suite de la première page

Il sera alors successivement aide-  
tisserand, aide-grefeur, garçon bou-  
tanger puis manœuvre dans une  
fabrique de céramique où un de ses  
premiers actes sera de refuser une  
carte de la CGT...

Eugène Descamps ne renie par ce  
refus ni son père ni le mouvement  
ouvrier, mais déjà son engagement  
est ailleurs. La rencontre d'un prêtre  
lui a fait connaître ce christianisme  
qui lui était étranger. « Le Vendredi  
saint, raconte-t-il (1), il interromp  
son travail au milieu de ses cama-  
rades, effectue le signe de croix,  
s'agenouille et prie. » Il adhère à la  
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC),  
où son engagement est complet. Il  
« disparaît » en 1943 pour ne pas  
subir le STO et devient un « résis-  
tant vagabond ». À la Libération, il  
est permanent régional de la JOC en  
Lorraine avant d'exercer  
jusqu'en mars 1950 l'interim  
du secrétariat général de la JOC.

Son chemin oblique alors vers le  
syndicalisme. « Je vais à la CFTC,

disait-il (1), avec la volonté de la  
changer - elle est le wagon qu'on va  
pouvoir attacher au train, qui va  
peut-être modifier le train et même  
se transformer en locomotive. Quand  
j'adhère, je suis un homme fait, mon  
choix est le résultat d'une réflexion  
qui n'a rien de sentimental. » Des-  
camps veut faire vivre son christia-  
nisme et l'enrichir. À la CFTC, on  
va vite remarquer « Gégène ». S'il  
ne rejoint pas le courant Reconstruc-  
tion, qui veut sortir la CFTC du  
giron de l'Eglise catholique et du  
MRP, il en est proche. Lors d'un  
congrès à Nantes en 1952, il parle  
de socialisme et de syndicalisme  
« de masse ». Le président de la  
CFTC, Gaston Tessier, le blâme  
mais, en 1954, il est élu secrétaire  
général de la fédération de la métal-  
lurgie. Ses démentis avec la majorité  
confédérale qui, comme les mili-  
tants de la métallurgie, fait l'expé-  
rience tour à tour de la gentillesse et  
des coups de gueule de « Gégène »,  
ne l'empêchent pas de gravir d'au-  
tres échelons. En 1959, il devient  
vice-président et cette même année,  
la centrale chrétienne adopte la  
« planification démocratique ». Le  
4 juin 1961, le leader des métallos,  
le catholique militant, l'anticolonial-  
iste patenté qu'est Descamps est élu  
- à sa grande surprise semble-t-il -  
secrétaire général de la CFTC.

### Changer la CFTC

Pour Descamps, la déconfession-  
nalisation de la CFTC est non seu-  
lement souhaitable. Elle est inélucta-  
ble. Il faut, dit-il, « détruire les  
barrières entre les chrétiens et les  
laïcs ». Malgré les réserves à l'égard  
de l'homme comme Edmond  
Maire, il accepte un amendement  
mentionnant dans le préambule des  
statuts de la future CFDT : « Les  
apports des différentes formes d'hu-  
manisme dont l'humanisme chré-  
tien. » « Nous n'avons pas d'arrière-  
pensée politique, lance-t-il d'emblée  
au congrès extraordinaire de novem-  
bre 1964, mais nous avons une pen-  
sée politique. » Mais le rassembleur

## ÉCONOMIE

échoue et la minorité « maintient »  
une CFTC. Pour Descamps, le suc-  
cès de la déconfessionnalisation a un  
goût amer d'échec.

Eugène Descamps - qui n'a  
jamais été tenté par le marxisme  
qu'un prêtre ouvrier lui fit découvrir  
- tente de jouer la carte de l'unité  
d'action syndicale. « Mon idée est  
simple, confie-t-il (1), elle est de ras-  
sembler les syndicats libres, FO puis  
la FEV, de fusionner nos forces.  
Après, on pourra négocier avec la  
CGT dans un rapport de forces favo-  
rable. » Dès 1964, Descamps tend  
la main à Benoît Frachon, secrétaire  
général de la CGT. Le 10 janvier  
1966, un accord d'unité d'action est  
conclu. Une unité qui devait  
connaître des hauts et des bas.  
« Nous sommes sévères avec la  
CGT, s'écrit-il en octobre 1965,  
parce que nous l'aimons bien,  
comme nous sommes sévères avec  
nos enfants pour les corriger. »

### La CGT et FO

Chez Descamps, l'affectif joue  
aussi beaucoup et il nouera de  
bonnes relations personnelles avec  
Georges Séguy avec lequel un projet  
de livre commun est même envisagé  
un moment. Par contre, André Ber-  
geron, pour FO, refuse l'unité pour  
éviter toute esquive de rapproche-  
ment avec la CGT.

Les événements de mai 1968 sur-  
prennent Eugène Descamps mais ne  
le démontent ni le rebutent. C'est  
alors l'image d'un homme épuisé  
physiquement mais infatigable qui  
obtient à l'arraché la reconnaissance  
de la section syndicale d'entreprise.  
Déjà, la CFDT prépare l'adoption  
par son congrès de 1970 de l'option  
socialiste autogestionnaire. Visible-  
ment, Descamps se méfie des sché-  
mas trop théoriques. L'autogestion ?  
C'est pour lui « un objectif intéres-

sant » et surtout « un élément com-  
plémentaire à la planification démoc-  
ratique ». Sans plus. Toutefois, il  
accepte pleinement le « tournant »  
de 1970. A ce congrès, son rapport  
d'activité recueillera un « quitus »  
de 92 % !

Mais « Gégène » ne pourra  
impulser les étapes suivantes. La  
fatigue a raison de sa résistance. Ses  
problèmes cardiaques deviennent  
plus aigus. En 1971, il lâche la barre  
sans avoir pu préparer sa succession.  
Il pense alors à Jean Monnier, le  
futur maire d'Angers, et peut-être  
même à Jacques Chérèque. Son dau-  
phin, c'est clair, n'est pas Edmond  
Maire, ce chimiste qui l'avait accusé  
un jour de pratiquer « la démocratie  
de l'applaudimètre ». Descamps  
s'incline pourtant et, le 22 avril  
1971, Edmond Maire est élu secré-  
taire général.

Eugène Descamps va-t-il sauter le  
pas de la politique ? Il adhère au  
nouveau Parti socialiste, né cette  
année-là à Epinay avec à sa tête  
M. François Mitterrand. Il devient  
enseignant associé à Nanterre, adhé-  
rent du SGEN-CFDT et partage son  
temps entre l'enseignement et sa  
famille, sa femme Carmel qu'il a  
épousée en 1951 et dont il a deux  
enfants. Il évitera de gêner son suc-  
cesseur, même s'il ne se retrouve pas  
toujours - tant s'en faut parfois -  
dans la ligne qu'il imprime à la  
CFDT.

En 1982 seulement, deux ans  
après avoir démissionné du PS pour  
marquer son désappointement  
devant la querelle des chefs Mit-  
terrand-Rocard, il sortira du silence  
pour critiquer le nouveau gouverne-  
ment socialiste : « Le pouvoir,  
déclare-t-il aux informations catho-  
liques internationales, donne trop  
l'impression d'octroyer », alors  
que le changement de société ne peu

se réaliser qu'avec les gens eux-  
mêmes en vue d'objectifs précis. »  
Dans le Monde daté 16-17 mai  
1982, juste avant un congrès de la  
CFDT difficile pour M. Maire, il  
dénoncera les « dégâts de l'absence  
d'unité dans l'action » en soulignant  
que « le pluralisme dont l'aspect  
négatif est la division, la concurrence  
sauvage, doit être corrigé par une  
volonté d'unité d'action à tous les  
échelons ». Ultime message d'un  
syndicaliste authentique, sans lequel  
la CFDT n'aurait pas le visage  
qu'elle a aujourd'hui.

MICHEL NOBLECOURT

(1) La Deuxième Gauche, d'Hervé  
Hamon et Patrick Rotman, éditions Ram-  
say.

### Un homme du désintéressement

C'est avec consternation  
que j'apprends le décès d'Eugène  
Descamps, d'« Eugène »  
comme beaucoup d'entre nous  
l'appelaient.

Eugène Descamps est  
devenu porteur de parts de la  
SARL Le Monde en 1973  
après la mort d'André Catrice,  
cogérant du Monde. Les parts  
de ce dernier dans la SARL ont  
été dévolues à Eugène Des-  
camps et Michel Houssin.

Eugène Descamps a donc  
été depuis de longues années  
un des associés dits « A » du  
Monde. Il était très attentif à la  
marche de l'entreprise, exami-  
nateur soucieux des docu-  
ments sur lesquels les asso-  
ciés devaient se prononcer, et  
son expérience lui permettait  
d'intervenir aux assemblées  
générales avec lucidité et auto-  
rité.

Tout récemment, lorsque les  
associés de la SARL per-  
sonnes physiques ont cédé  
leurs parts à l'Association  
Hubert Beuve-Méry, il a sou-  
tenu sans hésitation cette opé-  
ration, manifestant, si besoin  
en était, le désintéressement  
dont il a toujours fait preuve.

L'Association Hubert Beuve-  
Méry était fière de le compter  
parmi ses membres.

MICHEL HOUSSIN.

► Président de l'Association  
Hubert Beuve-Méry.

(Publicité)  
**PREFECTURE DE LA SARTHE**  
DIRECTION DES AFFAIRES  
DÉCENTRALISÉES

**PREFECTURE DE L'ORNE**  
DIRECTION DES ACTIONS  
DE L'ÉTAT ET DES  
AFFAIRES DÉCENTRALISÉES

### AVIS AU PUBLIC

#### PROJET DE DÉVIATION D'ALENÇON DE LA ROUTE NATIONALE 138

Par arrêté préfectoral du 7 septembre 1990, les préfets des départe-  
ments de la Sarthe et de l'Orne ont prescrit l'ouverture d'une enquête portant  
conjointement sur l'utilité publique du projet de déviation d'Alençon de la  
RN 138 et sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des  
communes concernées.

#### ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le dossier sera déposé, pendant 32 jours consécutifs, du lundi 8 octobre  
au vendredi 9 novembre 1990 inclus, dans les lieux suivants :

**DÉPARTEMENT DE LA SARTHE**  
Préfecture de la Sarthe au Mans  
Sous-préfecture de Mammes  
et dans les mairies  
des communes d'Arçonnay,  
Saint-Paterne,  
Champfleur et Le Chevain.

**DÉPARTEMENT DE L'ORNE**  
Préfecture de l'Orne, salle B  
à Alençon et dans les mairies  
des communes de Cerise,  
Valframbert et Alençon.

Les documents seront mis aux heures habituelles d'ouverture à la dispo-  
sition du public, qui pourra en prendre connaissance et consigner éventuelle-  
ment ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, à l'excepti-  
on du 1<sup>er</sup> novembre.

#### ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LA MISE EN COMPATIBILITÉ DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS

Le projet de la déviation de la route nationale 138 à Alençon nécessite  
la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols des communes sui-  
vantes :

ARÇONNAY (72) - SAINT-PATERNE (72) - CHAMPFLEUR (72)  
LE CHEVAIN (72) - CERISE (61)

Un dossier sera déposé pendant 32 jours consécutifs, du lundi 8 octobre  
au vendredi 9 novembre 1990 inclus, dans les lieux suivants :

- à la préfecture de la Sarthe et à la préfecture de l'Orne (salle B) pour  
l'ensemble des communes concernées,  
- à la sous-préfecture de Mammes,  
- à la mairie de chaque commune pour ce qui la concerne,  
- à la mairie d'Alençon pour les communes du Chevain et de Cerise.

Les documents seront mis aux heures habituelles d'ouverture à la dispo-  
sition du public, qui pourra en prendre connaissance et consigner éventuelle-  
ment ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, à l'excepti-  
on du 1<sup>er</sup> novembre.

#### COMMISSION D'ENQUÊTE

- M. le président du tribunal administratif de Nantes a désigné les per-  
sonnes suivantes :

Président : M. Maurice Hunault, I.D. T.P.E., en retraite.  
Membres : M<sup>me</sup> Simone Casset, directrice d'école d'application honoraire,  
M. Jacques Hubert, chef du service foncier à la chambre d'agri-  
culture de la Mayenne, en retraite.  
Suppléants : M. Edmond Imbert, gérant de la C.A.D.S., en retraite,  
M. Raymond Ponot, vétérinaire en retraite.

Le président, ou un ou plusieurs membres de la commission d'enquête,  
recevra en personne les observations du public :

Pour le département de la Sarthe :  
- le mardi 16 octobre 1990 de 15 h à 17 h 45 à Arçonnay,  
- le mercredi 17 octobre 1990 de 10 h à 12 h à Saint-Paterne,  
- le vendredi 26 octobre 1990 de 15 h à 18 h à Le Chevain,  
- le jeudi 8 novembre 1990 de 14 h 30 à 17 h 30 à Champfleur.

Pour le département de l'Orne :  
- le mardi 6 novembre 1990 de 14 h 30 à 17 h 30 à Cerise.

Le vendredi 9 novembre 1990 de 14 h 15 à 17 h 15, la commission  
d'enquête siégera à la préfecture de l'Orne pour recevoir, en personne, les  
observations du public.

En outre, et pendant toute la durée de l'enquête, les observations pourront  
également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête à la  
préfecture de l'Orne, siège de l'enquête, direction des actions de l'Etat et  
des affaires décentralisées - Service des actions de l'Etat.

La commission d'enquête rédigera à l'issue de l'enquête un rapport et des  
conclusions motivées dont copie sera tenue à la disposition du public pen-  
dant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans chacun des  
lieux d'enquête ci-dessus désignés.

Les personnes intéressées pourront également demander communication  
de ces documents à la préfecture de l'Orne.

LE PRÉFET DE LA SARTHE  
Signé : HÉLÈNE BLANC

LE PRÉFET DE L'ORNE  
Signé : PAUL MASSERON

### CONJONCTURE

Les comptes nationaux  
du deuxième trimestre

Net ralentissement  
de la croissance française

La publication par l'INSEE,  
mardi 9 octobre, des comptes  
nationaux de la France au  
deuxième trimestre a confirmé la  
croissance très lente (+0,2 %) du  
produit intérieur brut (PIB) mar-  
chand entre avril et juin. Au cours  
des trois premiers mois de l'année,  
le PIB marchand avait progressé  
de 0,6 %. La croissance de  
consommation des ménages s'est  
sensiblement ralentie, passant de  
+ 1,1 % au premier trimestre à  
+ 0,6 % au deuxième. Selon  
l'INSEE, l'investissement des  
sociétés et quasi-sociétés accusait  
un repli de 1,8 %, après une hausse  
de 3,3 %. Au deuxième trimestre,  
les importations en volume ont  
baissé de 0,8 %, après avoir crû de  
1,5 % trois mois plus tôt. Les  
exportations ont subi un repli de  
3,9 %, après la hausse de 2,8 % du  
premier trimestre.

## orientations

### ESME-SUDRIA

Ecole Spéciale  
de Mécanique et d'Électricité

Assurez votre avenir par un di-  
plôme d'ingénieur polyvalent à  
l'ESME, établissement privé reconnu  
par l'Etat qui délivre deux diplômes  
d'ingénieurs.  
• 1<sup>er</sup> cycle : mathématiques supé-  
rieures et spéciales - 2 ans ;  
• 2<sup>e</sup> cycle : 3 ans d'études avec  
options :  
- Electronique et Informatique in-  
dustrielle ;  
- Intelligence artificielle et Sys-  
tèmes neuronaux ;  
- Electronique et Télécommuni-  
cations aérospatiales ;  
- Automatique et Robotique ;  
- Banque et Finance ;  
- Informatique répartie sur ré-  
seau Sun et HP/Unix - Vax/VMS.  
Expérimentations sur stations sate-  
lites.  
Stages en France et à l'étranger,  
Bourses d'études. Placement assuré  
par l'Association des Anciens  
Elèves.

■ ESME-SUDRIA  
4, rue Blaise-Desgoffe,  
75006 Paris.  
Tél. : 45.48.03.70.  
Fax : 45.44.80.66

LE BILAN DE  
VOS CLIENTS ?  
LE REGISTRE  
DU COMMERCE  
DE VOS  
FOURNISSEURS ?  
LE CHIFFRE  
D'AFFAIRES ET  
LE RESULTAT NET  
DE VOS  
CONCURRENTS ?

36.29.11.11.  
INFOGREFFE  
LA MINUTE  
DE VERITE.

Consultez le Registre du Commerce  
le chiffre d'affaires, le résultat net  
Connaître les déclarations d'entreprises  
Commander un dossier complet  
Composez sur téléphone relié à votre minitel  
36.29.11.11  
et appuyez sur "Connexion fin."



36.29.11.11  
INFOGREFFE

ESME-SUDRIA

LA SOURCE DE L'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES.  
SCM. INFOGREFFE - 1, quai de Corse 75181 Paris cedex 04 - Tél. : (1) 43.29.06.75

هكذا من الأصل

صكنا من الامن

# ÉCONOMIE

## LOGEMENT

### Le prix du pétrole et le froid vont alourdir les charges des locataires de HLM

La hausse moyenne des loyers dans les logements HLM ne devrait pas, en 1991, dépasser 2,8 %, estime M. Marcel Lair, président de la Fédération des sociétés anonymes d'HLM (une des cinq familles du logement social, gestionnaire de près de la moitié des logements locatifs du secteur) et vice-président de l'Union des HLM, qui recevait la presse mardi 9 octobre. En effet, chaque année, le gouvernement « recommande » aux bailleurs sociaux de limiter le rythme de progression moyenne à celui retenu pour les prix de détail dans le projet de budget. L'impact de cette hausse pour les gestionnaires ne sera en fait que de 1,8 %, en raison du poids de la taxe foncière sur les propriétés bâties, dont les HLM ne sont pas exonérés.

La simple hausse des loyers pourrait ainsi être partiellement supportable pour les locataires, si les charges locatives, particulièrement le chauffage, ne risquaient pas d'aggraver la situation budgétaire de bien des familles. En effet, la hausse inévitable des coûts du fioul domestique, même tempérée par la baisse du dollar, risque de se conjuguer avec les rigueurs de l'hiver.

Après deux hivers très doux, qui ont allégé les dépenses de chauffage, le simple retour à un hiver normal représenterait une dépense supplémentaire normale de 12 %, quel que soit le système de chauffage. Or, un peu plus du quart des logements HLM (26 %) sont chauffés au fioul. La hausse du carburant se rajoutera dans ce cas à la facture des dépenses de logement, sans que la réévaluation du forfait de charges compris dans les aides personnelles allocations logement (AL) et aide personnelle au logement (APL), qui est cette année de 2,5 %, permette d'amortir l'impact de cette hausse. Et les organismes ne peuvent pas, légalement, pratiquer une péréquation entre les dif-

férents immeubles de leur patrimoine. Enfin, la facture, pour les locataires, peut varier, d'un organisme à l'autre, d'un groupe d'immeubles à l'autre, en fonction de la prévision de l'organisme gestionnaire, selon que celui-ci aura fait remplir les cuves du précieux liquide en juin dernier - avant la crise du Golfe et la flambée des cours du brut - ou aura attendu le début de l'hiver pour s'en préoccuper.

#### Le mal-vivre des jeunes

Tous ces paramètres confondus, la hausse des charges de chauffage, pour le locataire, pourrait ainsi varier de 33 % à 35 % ou plus, pour peu que tout se ligue pour composer le renchérissement maximal.

A propos des événements de Vaulx-en-Velin, qui le « consternent », M. Lair a souligné qu'ils « ne doivent pas remettre en cause les efforts faits par l'Etat, les collectivités locales et les organismes HLM » et que « le logement, qui n'est pas nécessairement le grand responsable, ne suffit pas à expliquer le mal-vivre de nos jeunes contemporains ».

Enfin M. Lair, qui reproche à l'Etat de vouloir « une politique de justice sociale générale mais à coût budgétaire nul », s'inquiète de la diminution de la collecte du livret A des caisses d'épargne, source financière des logements locatifs aidés (PLA). Selon le vice-président de l'Union des HLM, « il faut assouplir le financement du logement social » et permettre à la Caisse des dépôts d'avoir recours au marché financier : les taux d'intérêt y seront plus élevés, « mais les prêts anciens sur les livrets A méritent aujourd'hui des bénéfices substantiels » qui « pourront permettre un abaissement du coût des prêts nouveaux ».

JOSÉE DOYÈRE

#### Mis en cause par « le Canard enchaîné »

### Le CNPF se défend de détourner des crédits publics

Un rapport de l'Inspection des finances et de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) « accuse le CNPF de puiser dans les caisses des foyers d'immigrés - qu'il gère grâce aux subventions - généreuses - de l'Etat », affirme le Canard enchaîné dans son édition du mercredi 10 octobre.

Le patronat, qui dirige depuis 1987 l'Association des foyers de la région parisienne (AFRP), organisme gérant 7 000 lits, a utilisé cette structure pour « éponger les pertes d'un bureau d'études du CNPF, l'Agence de gestion d'organismes et de sociétés (AGOS), créé par le syndicat patronal pour conseiller ses militants », selon le rapport cité par l'hebdomadaire. Les salariés de l'AFRP ont été transférés à l'AGOS, qui « désormais encaisse avant de présenter

la facture à l'AFRP, laquelle doit débourser le triple de ce qu'elle aurait payé à ses propres employés » : 4,7 millions de francs en 1987 et 7,3 millions en 1988.

Interrogé par l'AFP, M. François Delachaux, président de l'union patronale régionale d'Ile-de-France et président de l'AGOS, a rejeté les affirmations du Canard enchaîné. « Au contraire, a-t-il déclaré, le rapport de l'IGAS a complètement blanchi l'AFRP », qui a connu, selon lui, « d'énormes difficultés il y a cinq ou six ans ». « Que les fonds transitent quarante-huit heures à l'AGOS, c'est possible. Mais si l'AGOS prélevait 1 centime à l'AFRP, ce serait une escroquerie ».

## INDUSTRIE

### Achevant la première phase de son plan de redressement

### Philips supprime un tiers des emplois de son secteur informatique

Le groupe néerlandais Philips a rendu public, mardi 9 octobre, le plan de réorganisation de ses activités dans l'informatique. Placé sous le double signe d'un resserrement de la gamme des produits et d'une réduction de l'appareil commercial, cet ensemble de mesures se traduira par la suppression d'un tiers environ des 15 000 emplois de la division.

#### AMSTERDAM

Le président de Philips, M. Jan Timmer, est un homme de paroles autant que d'actes : il dit ce qu'il va faire et il le fait. La restructuration du secteur informatique n'est, ni plus, ni moins, que la mise en œuvre de son discours d'intronisation le 2 juillet dernier. La philosophie du plan présenté est double : d'une part, Philips va abandonner des développements maison pour développer des configurations et des programmes, à partir de composants électroniques et d'ordinateurs mis au point par des tiers (les américains Motorola et Intel), d'autre part, le groupe va se concentrer sur les micro-ordinateurs.

En termes industriels, cette nouvelle politique signifie l'abandon progressif du développement et de la production des mini-ordinateurs. C'est, en effet, la base d'un matériel standard que la multinationale néerlandaise tentera de valoriser ce qu'elle estime être ses deux points forts : les systèmes d'informatisation clés en main.

#### Pour attirer les « meilleurs » salariés

### Le patronat veut mobiliser l'opinion sur l'impératif industriel

Le CNPF (Conseil national du patronat français) organisera le 14 novembre une journée de mobilisation en faveur du « nouvel impératif industriel ». Les sept fédérations professionnelles veulent d'abord que cette journée contribue à redorer l'image de l'industrie, encore entachée par les années noires de la crise. L'objectif est d'attirer des salariés : le CNPF déplore par exemple que 5 000 des 14 000 ingénieurs formés chaque année en France préfèrent s'orienter vers des carrières dans la banque ou les services. Pourtant « l'industrie a besoin des meilleurs ».

La deuxième raison qui pousse le CNPF est son inquiétude née du déficit industriel du pays de 55,9 milliards de francs en 1989 : « Nos échanges industriels sont devenus déficitaires depuis quatre ans, pour la première fois depuis la guerre. Le patronat veut rappeler que c'est la puissance et le dynamisme industriels qui font la richesse des nations », contraindre à ce que certains imaginent à la fin des années 70 autour du « mythe de la société postindustrielle ». Le patronat veut mobiliser l'opinion et les pouvoirs publics pour « créer les conditions d'un nouvel élan industriel » en France.

pour les banques, les compagnies d'assurances, les administrations et les organismes de voyage ; l'application aux systèmes d'automatisation de bureau de la technologie du stockage optique des données. Se désengageant de la conception et de la fabrication de ses propres appareils informatiques, Philips concentrera ses efforts et ses moyens sur le service informatique au sens large. La moitié des quelque 4 900 suppressions de poste annoncées touche ce département.

Le second volet du plan concerne les personnels commerciaux. Philips a non seulement moins de produits à vendre, mais

elle a, de surcroît, constaté une évolution structurelle de leur mode de commercialisation. Celle-ci est de plus en plus fréquemment assurée par des distributeurs, au détriment des fabricants. En conséquence, environ deux mille cinq cents représentants et vendeurs vont devoir rendre leur tablier. Mais la multinationale, se refusant à préciser combien de personnes font actuellement partie de son armada commerciale (de dix mille à douze mille emplois, selon les sources), il est difficile d'apprécier la portée de cette réduction d'effectifs. De même, Philips n'a-t-elle fourni aucune indication quant à la

situation financière réelle de sa division informatique, qui est gravement déficitaire. Le but proclamé de la restructuration est le retour à la rentabilité. Une fois celle-ci rétablie, le groupe néerlandais n'exclut pas de signer des accords de coopération.

Pour l'heure, M. Timmer vient d'achever la première phase du plan de redressement présenté au début de l'été. Les deux secteurs inscrits alors dans son collimateur - les composants électroniques et les ordinateurs - sont passés « sur le billard » à un mois d'intervalle (le Monde du 6 septembre). La double opération se solde par l'annulation de près de neuf mille emplois, chiffre qui doit être porté, comme prévu, à dix mille par des mesures générales de compression des coûts. Selon les syndicats, Philips ne s'arrêtera certainement pas là. D'autres réductions d'effectifs pourraient notamment découler de l'opération Centurion, que la direction a discrètement lancée au mois d'août. Il s'agit, selon la presse néerlandaise, de remobiliser le management, qui serait tenu personnellement responsable du succès ou de l'échec de ses décisions, ainsi que du respect des engagements budgétaires. Changer les méthodes de travail et la mentalité au sein de l'entreprise : telle est la deuxième phase du plan Timmer. Les observateurs estiment qu'elle est au moins aussi décisive que la première.

CHRISTIAN CHARTIER

### Nouvelle guerre des normes dans les cassettes

Philips a annoncé, mardi 9 octobre, qu'il travaillait à la mise au point d'un lecteur de cassettes audio-numériques capable de lire aussi les actuelles cassettes audio (enregistrées sous forme analogique). Ce DCC (digital compact cassette), qui devrait être commercialisé au début de 1992 et coûter entre 500 et 600 dollars (environ 3 000 francs), devrait constituer une concurrence de taille aux systèmes DAT (digital audio-tape) qui sont aux incompatibles et forcent les consommateurs à remplacer

intégralement leurs anciennes cassettes. Cette annonce devrait relancer une nouvelle guerre des normes dans cette industrie après celle des magnétoscopes dans les années 70 et celle actuelle de la télévision haute définition. Le marché des lecteurs de cassettes numériques DAT, malgré un lancement fracassant par les groupes japonais, n'a jamais réussi à décoller, à l'inverse des lecteurs de disques compacts qui ont pris le dessus sur les platines classiques.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ACCOR

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE RESTAURATION, ET DE SERVICES

#### RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1990

Chiffres consolidés (en millions de francs)	Année 1989	Premier semestre 1989	Premier semestre 1990	Variation 90/89
Volume d'affaires	19 919,1	9 530,9	10 854,7	+ 13,9 %
Chiffre d'affaires consolidé HT	14 311,2	7 175,3	8 008,6	+ 11,6 %
Résultat courant avant impôts et mise en équivalence	1 450,0	613,1	771,0	+ 25,8 %
% chiffre d'affaires	10,1 %	8,5 %	9,6 %	
Résultat net courant, après impôt, part du groupe	606,1	220,6	331,0	+ 50,0 %
Auquel s'ajoute un résultat exceptionnel (net d'impôt) de	128,0	12,9	241,5	NS
Marge brute d'autofinancement	1 683,4	633,7	1 078,5	+ 70,2 %

• Le premier semestre de l'année 1990 se solde pour ACCOR par une hausse significative des résultats par rapport à la même période de l'année précédente. Le bénéfice net courant, part du groupe, progresse de 50 % ; la marge brute d'autofinancement s'accroît de 70 %, notamment en raison d'un résultat exceptionnel sur la cession du Sofitel Paris Invalides, légèrement obérée par une provision constituée au titre de risques exceptionnels sur SCAPA.

• La progression de la marge d'exploitation provient du bon niveau d'activité de l'hôtellerie en Europe - notamment en Allemagne et au Benelux -, de la progression soutenue des résultats des titres de service en Europe et de la cession récente des activités non rentables de restauration. Au Brésil, la récession momentanée des opérations de titres de service et d'hôtellerie, à la suite du plan de stabilisation "Collor", a été partiellement compensée par les très bons résultats acquis au premier trimestre.

Depuis le début de l'année, la croissance du groupe s'est poursuivie :

- Dans l'Hôtellerie, avec l'ouverture de 49 hôtels et 3 884 chambres, ce qui porte à 917 le nombre des établissements en exploitation au 30 juin 1990, avec 106 700 chambres.
- Dans la Restauration, 17 restaurants commerciaux et 70 restaurants collectifs ont été mis en exploitation : plus de 2 900 restaurants collectifs et commerciaux ACCOR sont ouverts dans 7 pays.
- L'activité Titres de service dont ACCOR est le numéro 1 mondial compte 275 000 utilisateurs/jour de plus, ce qui porte à 4,5 millions le nombre des usagers quotidiens de ce produit dans 12 pays.
- Parmi les principales prises de participation récentes de ACCOR, on notera celles de Mandarin Oriental Hôtels, chaîne d'hôtels de très grand luxe en Extrême-Orient, celle de "Ocean Cruise Line" qui exploite trois bateaux de croisière, réalisée conjointement avec le groupe Chargeurs SA, et celle de Tanit S.A., complexe hôtelier de loisirs situé en Tunisie.
- A la mi-août, ACCOR a acquis la chaîne américaine très économique Motel 6 - 550 hôtels (61 750 chambres) - située dans un marché porteur et peu sensible à la conjoncture. Avec les hôtels Formule 1 en Europe et Motel 6 aux Etats-Unis, ACCOR est devenu le leader mondial de ce type d'hébergement dont les marges sont les plus élevées de la profession. Cette acquisition a été réalisée par la Société IBL (International Budgethotel Leader) dont ACCOR détient 40 % du capital (2,5 milliards de francs), le reste ayant été entièrement souscrit par des investisseurs français et étrangers.

La prévision des résultats consolidés pour l'année 1990 est confirmée : le bénéfice net courant, après impôt, part du groupe, doit marquer une nouvelle croissance de 30 % par rapport à l'année précédente.

**orientations**  
**EDTA Sornas**  
Ecole de Dessin Technique  
et Artistique Sornas  
Ecole Privée Mixte

L'Ecole SORNAS reconnue par l'Etat depuis 1922 a pour vocation de former des graphistes, techniciens et dessinateurs, dans un large domaine consacré à l'image et à la communication visuelle. Le recrutement s'effectue pour les élèves de fin de 3<sup>e</sup> sur dossier scolaire, dossier de dessins personnels et tests d'aptitudes. Pour les élèves et tests d'aptitudes. Le cycle des études est de trois ans ; une année préparatoire a été ouverte en septembre 89. La première année fait également fonction de classe préparatoire aux Concours d'entrée des Grandes Ecoles d'Art, pour des élèves ayant suivi une classe terminale.

■ EDTA  
18, rue des Bons-Enfants  
75001 Paris  
Tél. (1) 42-61-46-31

**B**  
**BOUCHARD**  
**PÈRE & FILS**  
Depuis 1731  
« Domaine de Chateau de Beaulieu »  
« 92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus »  
Documentation LM sur demande à Maison  
Bouchard Père & Fils au Chateau  
Route de Paris 70 - 51100 BEAULIEU CEDEX  
Tél. 88-22-14-41 - Téléc. Bouchard 358 839 F

**LA CARTE DANS**  
**TOUS LES ETATS -**  
**LA CARTE DANS**  
**TOUS LES ETATS -**  
Les applications de la carte dans les secteurs de la vie économique et sociale (banque, santé, sécurité, éducation, carte-ville, loisirs, transport...)  
Editeur : Analyses & Synthèses,  
14, av. de Corbère, Paris-12<sup>e</sup>.  
Tél. : 46-28-82-10

**orientations**  
**EAC**  
École d'Art  
et de Communication

L'EAC forme en trois ans les futurs MANAGERS CULTURELS. Admission en 1<sup>re</sup> année à bac. Admission en 2<sup>e</sup> année à licence. Les disciplines artistiques et économiques sont étroitement liées afin d'acquies la double compétence : CULTURE ET GESTION. Les étudiants ont le choix entre deux options qui offrent de nombreux débouchés : - option communication : responsable du mécénat, administrateur culturel... - option marché de l'art : directeur de galerie, gestionnaire de patrimoine... Grâce au service de stage intégré à l'école, ils peuvent mettre en pratique leurs connaissances et trouver des emplois. Demain le monde de l'art appartenra aux lauréats de l'EAC.

■ E.A.C.,  
12, rue La Boétie,  
75008 Paris.  
Tél. : (1) 42.66.03.10.

## PARIS - ILE-DE-FRANCE

Par une action conjointe de l'Etat et du département

## Les Hauts-de-Seine partent en guerre contre la toxicomanie

Le département des Hauts-de-Seine organise du 15 au 19 octobre une Semaine anti-drogue, point d'orgue d'une mobilisation générale déclinée à la fois par le conseil général et la préfecture. La collaboration entre l'Etat et les collectivités locales a permis, dans ce département, la mise en place d'une politique globale exemplaire de lutte contre la toxicomanie.

Cela tient sans doute aux façades de pierre cossues de Neuilly et au dynamisme béton-acier des tours de la Défense : une image d'Eldorado colle à ce département, né riche et bien portant en 1964. Pourtant, les Hauts-de-Seine ne connaissent pas une prospérité homogène. Gennevilliers ou Asnières, au nord, n'ont pas les mêmes soucis que Saint-Cloud, Ville-d'Avray ou Meudon, au sud. Accrochée au flanc ouest de Paris, cette banlieue envierait d'échapper aux maux de toute agglomération urbaine.

En prenant son poste, il y a un an, le nouveau préfet, M. Charles-Noël Hardy, a observé un taux anormalement élevé de la délinquance liée à la drogue : 1823 interpellations en 1989 contre 1531 en 1988. Cette augmentation de 19 % dépassait nettement la tendance nationale (+8 %). Les décès de jeunes par overdose (16 pour le premier semestre de 1989) avaient créé un début de psychose dans les quartiers et les communes les plus touchées. Face à cet état de fait, M. Hardy ne pouvait que constater « la dispersion complète des efforts », à commencer par ceux des services de l'Etat, mais aussi ceux des collectivités locales, « qui n'ont pas toujours le dynamisme souhaitable », et de « la société civile qui se contente de discours ».

La semaine anti-drogue organisée conjointement, du 15 au 19 octobre, par la préfecture et par

COMMENT RECONNAIT-ON UN ENFANT QUI NE SE DROGUE PAS ?



le conseil général n'est pas seulement un événement médiatique plein de bonnes intentions : « Alors qu'il y a dans la psychologie collective un découragement face au fléau, une sorte de résignation devant la fatalité de la drogue, nous voulons montrer que nous avons une stratégie collective, des solutions concrètes », explique le préfet. Depuis plusieurs mois, il est vrai, le département des Hauts-de-Seine s'est attaché à mettre sur pied une politique anti-drogue dont l'originalité vaudrait par sa « volonté de globalité ».

Pour s'attaquer efficacement au problème de la toxicomanie dans toutes ses dimensions, le conseil départemental de prévention de la délinquance - assemblée de nota-

bles qui rognait - a été déposé, et a fusionné avec le comité départemental de lutte contre la toxicomanie. Afin de marquer la nécessité d'un « pilotage départemental fort », le préfet a lui-même pris la présidence d'un exécutif restreint, réunissant chaque trimestre un vice-président du conseil général, le premier conseiller de l'Association des maires et le procureur.

## Une politique contractuelle volontariste

L'action conjointe de l'Etat et des collectivités locales ne pouvant s'inscrire que dans une politique contractuelle volontariste, MM. Charles Pasqua, président du conseil général, et Charles-Noël Hardy ont parachevé, lundi 8 octobre, le premier contrat d'action et de prévention jamais conclu entre un département et l'Etat. Une bonne partie des 4 millions de francs du contrat sera consacrée à la lutte contre la toxicomanie, en particulier par le biais d'une fondation dont le but sera la formation de bénévoles. « Actuellement, il n'y a qu'une soixantaine de personnes spécialisées dans la prévention de la toxicomanie pour un département de 1,4 million d'habitants », précise M. Hardy. Notre ambition est de lever une armée de bénévoles préformés. Ce sera le rôle de la Fondation 92, dont l'objectif est de former 300 bénévoles par an.

La lutte en ordre dispersé étant vouée à l'échec, cinq communes du nord du département, parmi les plus touchées par le trafic et la consommation de drogue, ont décidé d'unir leurs efforts. Asnières, Clichy, Colombes, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne devaient signer, jeudi 10 octobre, un contrat intercommunal de prévention. Une véritable union sacrée, car la drogue, puisqu'il y a deux municipalités communales, une socialiste, une RPR et une UDF. L'accord prévoit notamment la création d'un centre anti-

drogue intercommunal. Déjà, la transformation des conditions de l'habitat dans les quartiers à risques porte ses fruits : à Gennevilliers, le taux de délinquance a baissé de 6 % au cours des huit premiers mois de 1990, alors qu'il avait progressé de 8 % pendant la même période de 1989.

Les autorités départementales souhaitent articuler cette politique de prévention à la politique de la ville. Dans chacun des six contrats DSCQ (développement social des quartiers) et des trois conventions de quartier qui seront conclus d'ici à la fin de l'année, le préfet des Hauts-de-Seine impose un volet consacré à la lutte contre la toxicomanie. Persuadé que l'aire d'action idéale pour endiguer la spirale de l'échec social n'est pas le quartier, ni même la commune, mais l'agglomération, M. Hardy espère convaincre les cinq communes du nord du département déjà impliquées dans la prévention de la délinquance et de la toxicomanie de s'associer pour élaborer un contrat de ville intercommunal.

L'expérience des Hauts-de-Seine montre le rôle moteur que peut avoir l'Etat, à condition d'associer les collectivités locales à une ligne d'action claire. L'objectif ultime étant de mobiliser la société civile. Ainsi, les promoteurs de la Fondation 92 espèrent bien que les fonds privés prendront rapidement le relais du financement public.

La Semaine d'information organisée dans les trente-six communes du département devrait toucher les « 4 000 jeunes en danger de toxicomanie », mais aussi leurs familles, les élus, les enseignants, les magistrats, les gardiens d'immeuble, etc., tous ceux qui, peu ou prou, sont confrontés à la drogue. Pour montrer à chacun que la toxicomanie n'est pas un mal inéluctable, « Notre objectif stratégique, résume le préfet des Hauts-de-Seine, c'est de redonner espoir à la société ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

Vigneux-sur-Seine et Massy sur les rangs

## Grand Stade : l'Essonne deux fois candidate

« Ici, il y aura les parkings : là, la gare Massy-Grand-Stade... » M. Claude Germon, député socialiste de l'Essonne et maire de Massy, embrasse du regard les petites buttes envahies par les herbes et rêve à voix haute. Tout est déjà organisé dans sa tête. Pour lui, c'est là que s'élèvera, bien avant la fin de ce siècle, le Grand Stade dont doit se doter la capitale, pour prétendre organiser la Coupe du monde de football en 1998.

Les 60 hectares du projet défendu par M. Germon bordent l'A-87, qui relie les autoroutes A-6 et A-10. Or, c'est si proche que le seuil des gradins, les spectateurs pourront voir les avions toucher le seuil des pistes. Surtout, il y aura la gare d'interconnexion des TGV qui ouvrira en septembre prochain. Massy, à trois heures des grands fiés de l'Europe du ballon rond, l'argument doit faire mouche.

## Terrains inondables

Pourtant, à l'origine, la deuxième ville de l'Essonne n'était pas candidate. M. Claude Germon, jamais avare d'anecdotes, récite que l'idée lui a été soufflée par M. Jean Givany, le député interministériel pour le Grand Stade, « en raison de la qualité d'ensemble du site ». Du coup, le maire de Massy en a fait sa priorité. Une priorité devenue vitale depuis que la SNCF projette de construire, dans le centre de l'Essonne, une ligne nouvelle reliant les voies du TGV Atlantique à celles du TGV Sud-Est avec une gare d'interconnexion à Melun-Sénart. Cet arrêt, qui pourrait capter, à une lointaine échéance, la majorité des rames interconnectées en Ile-de-France, renforcerait un pôle économique concurrent de Massy, au sud de la capitale.

Massy a rejoint sur la ligne de départ la commune de Vigneux-sur-Seine aux frontières est de l'Essonne. Cette candidature d'une ville elle aussi dirigée par la gauche reçoit l'appui sans réserve du conseil gé-

ral. Son président, le député RPR Xavier Dugoin, permet ainsi au parti de M. Jacques Chirac d'être dans la course. A noter qu'une partie des terrains prévus appartient à la famille de l'épouse du maire de Paris. Le site est baigé par la Seine. « Des basses-taxis venant du centre de Paris pourront y acheminer 5 000 supporters par heure », plaide le préfet, M. Philippe Kessler, chargé de mission auprès du président Dugoin. Revers de la médaille, la zone est inondable lors de grandes crues. Toute construction y nécessitera des fondations spéciales.

A Massy, M. Germon doit faire face à la fronde de la majorité des élus socialistes de son conseil municipal. Craignant d'être mis en minorité, il avait d'abord annoncé qu'il s'en remettait à la population et organisait un référendum le 21 octobre. Il attendait aussi le soutien des 7 500 licenciés sportifs de la commune. Mais très éprouvé par la catastrophe qui, la semaine dernière, a endeuillé sa ville lors de l'explosion d'un immeuble, il déclare maintenant renoncer au référendum, estimant que ses concitoyens ont d'autres soucis en tête.

La situation est tout aussi confuse à Vigneux. M. Lucien Lagrange, le maire communiste, a renoncé à sa neutralité bienveillante et vient de signifier son veto. Le groupe socialiste, dirigé par le conseiller régional Patrick Finel, n'en continue pas moins à se battre pour le projet. Les clameurs montent aussi d'Atthis-Mons, dont les berges, sur la rive gauche du fleuve, font face à celles de Vigneux. M. Mario-Noëlle Liemann, député socialiste et maire d'Atthis-Mons, redoute, entre autres, que la construction du Grand Stade soit le prétexte pour imposer la liaison A6-RN7-RN6 qui défigurerait sa commune. Ironie du sort, M. Liemann est à la ville l'épouse de M. Finel.

PATRICK DESAIVE

Fête des vendanges à Suresnes

## Le nectar du mont Valérien

« J'avais mon pompon en revenant de Suresnes, tout le long d'Ile de France, je sentais qu'il était rond... ». Ils étaient nombreux, dimanche dernier à Suresnes, à se sentir grisés par la fête, à moins que ce ne fût par un petit verre de trop. C'est le vin blanc typique du Paris du seizième siècle.

En 1985, ce vin a retrouvé ses lettres de noblesse grâce au fils d'un maître de chai du Sauternais, responsable de la vigne du Clos du Pas-

Saint-Maurice, à Suresnes, M. Edouard Lafourcade. Il a entrepris un réencastement noble des 70 ares de vigne et, à la suite de recherches aussi scientifiques que passionnées, a retrouvé ce vin si doux qu'on a l'impression, dit-il, « d'avoir la grappe dans la bouche ».

## Deux bouteilles par personne

La dernière est rare. Mais les habitants de Suresnes peuvent, durant la Fête des vendanges, acheter jusqu'à deux bouteilles par personne. Ils ne s'en privent pas, tout heureux de faire valoir qu'à Paris ce sont plutôt les tableaux vendus en prime avec les bouteilles qui font monter les enchères du côté de Montmartre. Le vin de Suresnes, lui, est vendu 45 francs la bouteille, ce qui permet l'autofinancement de la vigne.

La mairie vient d'ailleurs d'acheter encore un lopin, ce qui portera à 1 hectare la surface dans deux ans.

Ce week-end, l'heure était, de toute façon, plus à la fête qu'aux comptes. On a chanté à Montmartre samedi, et l'on a passé la journée à danser sur le mont Valérien dimanche. Les spectateurs sont rentrés chez eux avec une bouteille de ce vin clair qui n'a décemment pas fini de faire tourner les têtes. Les 4 000 à 5 000 bouteilles annuelles du Clos du Pas-Saint-Maurice sont même reconnues outre-Atlantique, puisqu'elles ont reçu les honneurs des viticulteurs de la Wapa Valley, en Californie. On produit là-bas un nectar dont on jurerait qu'il est le cousin germain du vin des Hauts-de-Seine.

ADELINE CHENON

La Fureur de lire à Paris

## Des livres rares en cadeaux

« Collection capitale » : c'est l'opération lancée par la mairie de Paris à l'occasion de la Fureur de lire 1990. Pendant les deux jours du week-end, les 13 et 14 octobre, près de 250 librairies parisiennes, dont certaines exceptionnellement ouvertes le dimanche, remettront à leurs clients, pour tout achat de 150 francs de livres, un ouvrage de la « Collection capitale ». Ce sont quatre livres réputés introuvables que la Mairie de Paris a réédités, et tirés, au total, à 50 000 exemplaires. Le lecteur emportera autant de « cadeaux » que le montant de ses achats comptera de tranches de 150 francs, et il choisira lui-même ses titres parmi les quatre retenus.

Ces introuvables ont été sélectionnés au fil d'un processus de choix où sont intervenus des édi-

teurs, les conservateurs de bibliothèques de la Ville de Paris, des professionnels du livre, des étudiants et des personnalités. Comme il s'agit, selon le directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris, M. Bruno Racine, de « faire redécouvrir le plaisir de la lecture dans toute sa diversité », quatre genres ont été définis : littérature, policier, livre de jeunesse et histoire de Paris.

En littérature, le lauréat est Valérie. Ses Confessions étaient pratiquement introuvables, depuis la dernière édition par Le Bateau Ivre en 1946. Le policier sélectionné est le Mystérieux Inconnu de Guy de Téra-mond, classique oublié avec l'inspecteur Lapins, archétype de l'enquêteur au siècle dernier. En livre de jeunesse, les Aventures prodigieuses de Cyrano de Bar-

gerac ont remporté une palme méritée. L'album reproduit le texte et les illustrations de Henriot, édité vers 1990 par la maison Paillet d'Epinal. Enfin, trois textes de Huysmans Croquis parisiens, A vau l'eau, Un dilemme, représentent la catégorie guide et histoire de Paris.

Les quatre ouvrages de la « Collection capitale » ne seront disponibles que pendant le week-end de la Fureur de lire. La Mairie de Paris a investi 3,5 millions de francs dans l'opération, qui sera, c'est déjà décidé, renouvelée l'an prochain.

CHARLES VIAL

► La liste des librairies qui participent à l'opération est accessible sur Minitel. Code 3615.

## CORRESPONDANCE

## Les pouvoirs publics face à la spéculation

Dans le premier article publié sous ce titre le 27 septembre, M. Bruno Rajaul, directeur de la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) d'Ile-de-France, déclarait, à propos de la flambée des prix des terrains : « A Montesson ou à Carrières-sous-Poissy, c'est le délire... » M. Daniel Blervaque, maire (divers droite) de Carrières-sous-Poissy (Yvelines), conteste cette appréciation et nous écrit :

« Est-ce dans cet état d'esprit qu'il faut aborder le problème de la spéculation foncière ? Citer notamment Carrières-sous-Poissy comme secteur géographique où la spéculation foncière est au zénith ? »

En tant que maire de la commune, mon devoir est de remettre les points sur les i. (...) Tout d'abord, tout élu qui a pour ambition le développement de sa commune doit le faire en harmonie avec les promoteurs, les investisseurs et ce n'est pas l'Etat qui fixe les orientations. Il n'y a pas de spéculation, mais vente au juste prix, chacun étant maître de

juger la valeur de ses biens familiaux gérés en bon père de famille. Il ne faut pas confondre la gestion légitime avec la spéculation délictueuse.

Mon inquiétude est grande, quand l'Etat prétend résoudre les problèmes des logements sociaux en demandant aux communes de faire pression sur les propriétaires pour qu'ils vendent moins cher leurs terrains. Carrières-sous-Poissy n'acceptera pas cette pression ; son développement, son urbanisation passent d'abord par une volonté communale de gérer le devenir de la ville.

Le schéma directeur de 1965, soucieux de résorber le logement, a fait du village de Carrières une cité dortoir. A cette époque les paroles étaient tout aussi rassurantes de la part des services de l'Etat ; alors comprenez la méfiance des élus face aux belles paroles.

Carrières ne spéculé pas, si ce n'est sur l'avenir. Le prix moyen des terrains non viabilisés est de 250 F à 350 F.

Toutes les données linguistiques et les règles d'écriture pour étudiants et des échanges internationaux

## GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ET ECRIT

Christiane TRICOT  
correctrice-réviseur au Monde  
membre de l'European of Science Editors

280 F  
dans les FNAC  
et chez l'éditeur

320 F  
par correspondance  
et franc de port

COFORMA et Editions François-Robert  
18, rue Théodore-Deek, 75015 - PARIS  
Téléphone : 40-60-05-01 Télécopie : 45-57-29-41

## Le Monde L'EDUCATION

ENQUETE

OCTOBRE 1990

## LES FACS DE LA RÉUSSITE

Egalement au sommaire :

- INTERVIEW : LIONEL JOSPIN
- CARRIÈRES : LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE
- RECRUTEMENT : LES NOUVEAUX CHEFS D'ÉTABLISSEMENT
- POLITIQUE ÉDUCATIVE : L'AVENIR DES ÉCOLES RURALES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأصل



# Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

## appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdtBOURDONNAIS 70 m<sup>2</sup>

Bel immeuble, pierre de t.

MARAIS BEAUBOURG

R. BUDE 110 m<sup>2</sup>Ravissant immeub. XVI<sup>e</sup>.14<sup>e</sup> MAISON ARTISTE175 m<sup>2</sup> + JARDIN

R. ST-DOMINIQUE

Beau 185 m<sup>2</sup> Im. pierre de t.DU. CÉLESTINS 150 m<sup>2</sup>

Qu. V. magnifiques.

EMBASSY

45-62-16-40

2<sup>e</sup> arrdt

RUE VIVIERE

2/3 pièces, charme, sol.

P. de la R. 33 m<sup>2</sup> duplex, part. cul.

duplex, s.-de-brs, 2 ch.

1 200 000 F. 42-60-43-45

3<sup>e</sup> arrdt

MARAIS-PICASSO

3-4 p., 4 ét., belle rénovation.

v. 350 000 F. 43-50-54-55

4<sup>e</sup> arrdt

EXCEPTIONNEL MARAIS

2 STUDETTE

250 000 F. chaux, possible

rénov. 48-04-36-38

MARAIS

EXCEPTIONNEL

DUPLX CARACTÈRE 130 m<sup>2</sup>

42-73-01-31

MARAIS. Bel immeuble.

STUDIO, kitchen, douche.

8<sup>e</sup> étage, CLAIR.

PROX. 350 000 F. CREDIT.

43-70-04-04

HOTEL DE VILLE

2 pièces, coin cul., petit

travail, imm. pierre de t.

PROX. 550 000 F. CREDIT.

Tél. : 43-27-81-10

RAMBUTEAU 2 P. 60 m<sup>2</sup> env.

cul. américaine équipée

nautique. Bsr. 1 350 000 F.

3615 IMMOB

43-67-88-78

BASTILLE 2 P. 45 m<sup>2</sup>

env. Refait neuf, cul. eq.

Cde salle de bains.

280 000 F.

3615 IMMOB

43-67-88-78

5<sup>e</sup> arrdtM<sup>e</sup> COBELINS

STAND. BEAU STUDIO

+ LOGGIA. VUE DÉGAGÉE.

550 000 F. 43-64-26-70.

RUE ST-JACQUES

Beau studio de caractère

clair, poutres. Très bel

immeuble 17<sup>e</sup>. 850 000 F.

LA TRIBUNE 45-68-43-45

PANTHÉON. P. de t. 3 p. + bar.

75 m<sup>2</sup>. Am. 4<sup>e</sup> ét. Vue dég.

2 750 000 F. 43-35-18-38

DUPLX STYLE MAISON

5/7 p., 2<sup>e</sup> et dernier étage.

sacré, cul., verres, plein

soleil. part. 3 700 000 F.

45-67-87-92, répondre

CONTRISCARPE PRÈS

Plein vd de bel imm., asc.

beau studio, 12 ch. m<sup>2</sup>, m<sup>2</sup>.

sol. 43-57-00.

AGENCES

FRANÇOIS FAURE

45-68-22-70

5, RUE LITRE

PARIS 6

Observatoire. Vue, vral 3 p.

1 250 000 F.

SÈVRES-BAYLONNE, 3/4 p.

5<sup>e</sup> ét. s.d. soleil.

2 800 000 F.

Océan. Bel imm. Vral 5 p.

Auc. 5 500 000 F.

VANEAU, 5<sup>e</sup> ét. Studio

équipée, sol. 450 000 F.

Océan, 4<sup>e</sup> étage. Studio

s/jardin, à rafraîchir.

850 000 F.

CLUNY, GRAND SÉJOUR

s/rue pittoresque, 2 ch.

chambres autour d'un p.

bain. Chaux provenç.

3 500 000 F.

Serge Kayer, 43-29-80-80.

RUE DE BRUXELLES

Beau studio, 12 ch. m<sup>2</sup>.

Espace d'act.

Prox. 450 000 F.

Tél. : 42-71-87-24

10<sup>e</sup> arrdt

Av. Parmentier prox.

ch. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

VUE PRIVILEGEE

ST-GERMAIN-DES-PRÈS

Très bel imm. p. de t.

STUDIO, chaux, 5<sup>e</sup> asc.

Prox. 1 250 000 F.

Exclusivité. 45-25-28-06

6<sup>e</sup> arrdt

RUE DE SÈVRES

Bel immeuble récent

STUDIO + 10 pièces

1 250 000 F. LA TRIBUNE

45-68-43-45

CŒUR RIVE GAUCHE

Agréable pied-à-terre.

Ente. 1 150 000 F.

Serge Kayer, 43-29-80-80.

OBSERVATOIRE

VUE Vral 3 pièces

à rénover. 1 250 000 F.

Françoise Faure, 45-68-22-70.

DURON. STUDIO

450 000 F.

Océan, 4<sup>e</sup> étage. Studio

à rafraîchir. 850 000 F.

Françoise Faure, 45-68-22-70.

7<sup>e</sup> arrdt

BD ST-GERMAIN

Beau studio, 12 ch. m<sup>2</sup>.

Espace d'act.

Prox. 450 000 F.

Tél. : 42-71-87-24

VANEAU. Beau studio

tout confort, 2<sup>e</sup> étage.

Bel immeuble, 2 ch.

1 250 000 F.

LA TRIBUNE 45-68-43-45

QUARTIER

INVALIDES

Beau 2 p. 62 m<sup>2</sup> et ch.

parking. Tél. : 45-51-05-08

RUE DU BAC

DANS UN SQUARE PRIVÉ

3 p., cul., 2 ch. 2<sup>e</sup> ét.

7 000 000 F. 43-41-34-88

LATOUR-MAUBOURG, 2 P.

parfait état, chaux, sur

verand. sol. 42-88-04-01

FOUR ARTS

Four arts ou esthète, non

conventionnel, superbe 3/4 p.

à rénover, bd de la Tour

Maurice, 5<sup>e</sup> asc. 3 exposit.

ions, verres, chaux, cul.

et lumineux. 47-05-81-71

SAINT-PÈRES. Immeub. 17<sup>e</sup>80 m<sup>2</sup> env. Clair. Cul.

3 p. 850 000 F.

T. 45-44-81-12. Ag. s'abat.

PRÈS M. BAC. RARE

Atelier artiste. Chaux. Enco.

lud. Imm. 1839

Serge Kayer, 45-29-80-80.

ÉCOLE MILITAIRE

5<sup>e</sup> ét. asc. sol. Séjour.3 ch. cul. 2 ch. 2<sup>e</sup> ét.

Entièrement rénové. Cul.

Vue dégagée. 5 000 000 F.

Serge Kayer, 45-29-80-80.

8<sup>e</sup> arrdt

AVENUE MARCAEU

3<sup>e</sup> ét. Asc. Interpho.

Gardiens. Appartement 8 p.

Services. Chaux.

46-33-15-87

NOTAIRE

ST-GEORGES

110 m<sup>2</sup>, apt. angle, 2<sup>e</sup> ét.

cul., poss. part.

Tél. : 42-55-14-17

CONDORCET

Superbe 5 p., 131 m<sup>2</sup>.

ch. ch. ch. ch. ch. ch.

Tél. : 42-55-14-17

RUE DE DUNKERQUE

Beau 2 p., imm. pierre de t.

vue dégagée, 2 ch.

Tél. : 42-55-14-17

PROX. TRUDAIN

RARE DOL LIVING

+ 3 CHAMBRES. Imm.

pierre de t. 2 250 000 F.

Tél. : 42-55-14-17

LIMITE RUE DES MAR-

TYRS. SUPERBE STUDIO

réf. m. cul. équipée, s. de

bns, w.-c. 450 000 F. CREDIT

possible. 45-04-84-45

AV. TRUDAIN (angle)

BEAU 2 PIÈCES. Cul.

impeccable. Tour Eiffel.

5<sup>e</sup> ét. asc. 2 970 000 F.

LA TRIBUNE 45-68-43-45

METRO CADET

Chambre avec douche

et lavabo. P. 250 000 F.

42-71-87-24

10<sup>e</sup> arrdt

RUE LA FAYETTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> REPUBLICAIN. proc.

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> PHILIPPE-AUGUSTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> REPUBLICAIN. proc.

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> PHILIPPE-AUGUSTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> REPUBLICAIN. proc.

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> PHILIPPE-AUGUSTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> REPUBLICAIN. proc.

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> PHILIPPE-AUGUSTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> REPUBLICAIN. proc.

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> PHILIPPE-AUGUSTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> REPUBLICAIN. proc.

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> PHILIPPE-AUGUSTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> REPUBLICAIN. proc.

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> PHILIPPE-AUGUSTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> REPUBLICAIN. proc.

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> PHILIPPE-AUGUSTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> REPUBLICAIN. proc.

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-88

M<sup>e</sup> PHILIPPE-AUGUSTE

proc. 2 p., idéal placement.

date. 620 000 F. à est.

47-34-82-

صدا من الوطن

REPRODUCTION INTERDITE

... La Monde • Jeudi 11 octobre 1990 39

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
3 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 64 m², 5 <sup>e</sup> étage Terrasse, balcon	7 & 7 bis, rue St-Gilles SEFIMEG 43-21-63-21	8 752 + 709	3 PIÈCES Neuf, 66 m², box Cave, balcon 14 m²	139, rue Marin SEFIMEG 45-65-37-02	5 030 + 566	3 PIÈCES Park., 72 m² Rez-de-chaussée	GARCHES 21, rue des Quatre-Vents SAGGEL 46-08-95-70	3 955 + 981 + 2 814
4 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 89 m², 4 <sup>e</sup> étage	14, quai des Célestins SOLVEG 40-67-06-99	6 591 + 1 139 + 5 344	3 PIÈCES Park., 77 m², 1 <sup>e</sup> ét. Immeuble neuf	139, rue Marin SEFIMEG 45-65-37-02	5 477 + 590	3 PIÈCES Park., 71 m² 3 <sup>e</sup> étage Cave	ISSY-LES-MOULINEAUX 12, rue Diderot AGF 42-44-00-44	5 900 + 750 + 4 198
7 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Park., 53 m² 1 <sup>e</sup> étage	50, rue de Bourgogne SOLVEG 40-67-06-99	7 136 + 998 + 5 732	4 PIÈCES Park., 85 m², rez-de-ch. Immeuble neuf	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL 42-66-61-05	6 400 + 853 + 4 554	3 PIÈCES Park., 70 m² 3 <sup>e</sup> étage	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL 46-08-96-70	6 100 + 776 + 4 340
3 PIÈCES 61 m², 2 <sup>e</sup> étage	80-82, rue St-Dominique SAGGEL 47-42-44-44	7 450 + 1 092 + 5 301	4 PIÈCES Parking, 88 m² 10 <sup>e</sup> étage	46 bis, rue de la Mouzaïa SAGGEL 42-66-61-05	6 950 + 946 + 4 945	3 PIÈCES Park., 73 m² 3 <sup>e</sup> étage Immeuble neuf	MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL 46-08-96-69	5 800 + 1 097 + 4 127
9 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 109 m², 1 <sup>e</sup> étage	2, square Trudaine GCI 40-16-28-71	9 000 + 2 025	20 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			3/4 PIÈCES Park., 90 m² Rez-de-chaussée	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL 46-08-96-70	7 500 + 985 + 5 337
11 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 825	3 PIÈCES Park., 75 m², 4 <sup>e</sup> ét., balcon	52/56, rue des Haies CIGIMO 48-00-89-89	4 800 + 1 000 + 3 726	4 PIÈCES Park., 85 m² 4 <sup>e</sup> étage Immeuble neuf	MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL 46-08-96-69	7 000 + 1 285 + 4 981
2 PIÈCES MEUBLÉES 50 m² sur jardin	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275	77 - SEINE-ET-MARNE			2 PIÈCES Park., 55 m² 4 <sup>e</sup> étage Cave	SAINT-CLOUD 9, square de l'Hippodrome AGF 42-44-00-44	4 520 + 450 + 3 216
12 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Récent, 48 m², 7 <sup>e</sup> ét. Asc. chauff. ind. électr.	75, rue de Berry LOCARE 40-61-86-10	4 448 + 383 + 3 915	3 PIÈCES Park., 72 m² Rez-de-chaussée	NOISIEL 68, cours des Roches AGIFRANCE 47-42-17-61	3 390 + 790 + 2 674	3 PIÈCES Park., 68 m² Rez-de-chaussée	SAINT-CLOUD 4, place du Moutier SAGGEL 46-08-95-70	5 400 + 493 + 3 842
3 PIÈCES Park., 67 m², 5 <sup>e</sup> étage, cave	68-68, cours de Vincennes AGF 42-44-00-44	6 200 + 810 + 4 412	78 - YVELINES			2 PIÈCES Park., 43 m² 4 <sup>e</sup> étage	SÈVRES 37, Grande-Rue SOLVEG 40-67-06-99	3 343 + 513 + 2 908
13 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 50 m², balcon 4 <sup>e</sup> ét. Poss. park.	87, bd Auguste-Bianqui CIGIMO 48-00-89-89	3 250 + 995 + 2 610	5 PIÈCES Park., 110 m² 3 <sup>e</sup> étage	LE CHESNAY 40, bd St-Antoine AGIFRANCE 47-42-17-61	5 950 + 987 + 4 446	3 PIÈCES Park., 68 m² 2 <sup>e</sup> étage	SÈVRES 47, Grande-Rue SOLVEG 40-67-06-99	5 500 + 797 + 4 226
15 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2/3 PIÈCES 88 m², 8 <sup>e</sup> étage	3, place Violet SAGGEL 47-42-44-44	8 100 + 1 314 + 5 763	2 PIÈCES Park., 51 m² 2 <sup>e</sup> étage	VERSAILLES Résidence Grand Siècle, 3, promenade Venezia SAGGEL 46-08-95-70	3 080 + 560 + 2 170	4 PIÈCES Park., 90 m² 1 <sup>e</sup> étage	SÈVRES 10, route des Pavillons SAGGEL 46-08-95-70	4 800 + 909 + 3 273
3/4 PIÈCES 100 m², rez-de-ch. Poss. park. Terrasse	17-19, rue Bausset CIGIMO 48-00-89-89	7 500 + 1 700 + 5 670	3 PIÈCES 89 m², poss. park. Parfait état incluant chauffage	VERSAILLES 6, boulevard du Roi LOCARE 40-61-86-10	7 754 + 871 + 6 501	94 - VAL-DE-MARNE		
17 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 70 m², 7 <sup>e</sup> étage + chbre de service	9, rue des Dardanelles GCI 40-16-28-71	7 159 + 1 223	6 PIÈCES Park., 118 m² 1 <sup>e</sup> étage	VERSAILLES 96, avenue de Paris SAGGEL 46-08-95-70	7 900 + 1 041 + 5 621	4 PIÈCES Park., 90 m² 1 <sup>e</sup> étage	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER 47-45-19-97	6 525 + 1 116
3 PIÈCES 77 m², 1 <sup>e</sup> étage	7/9, rue Nicolas-Chuquet L'ÉPARGNE DE FRANCE 40-54-25-72	10 000 + 900	3/4 PIÈCES Park., 80 m² Balcon, 4 <sup>e</sup> étage	VIROFLAY 2, rue J.-Bertrand CIGIMO 48-00-89-89	6 540 + 1 125 + 4 979	5 PIÈCES Park., 106 m² 7 <sup>e</sup> étage Immeuble neuf	JOINVILLE 4, rue Halloo SAGGEL 47-42-44-44	7 800 + 835 + 5 550
19 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES Neuf, 50 m² box, cave	139, rue Marin SEFIMEG 45-65-37-02	4 350 + 455	91 - ESSONNE			2 PIÈCES Récent, 43 m² 4 <sup>e</sup> étage Ascenseur	SAINT-MANDÉ 7, rue de l'Amiral-Courbet LOCARE 40-61-86-10	4 034 + 634 + 3 599
92 - HAUTS-DE-SEINE								
3 PIÈCES Park., 66 m² 5 <sup>e</sup> étage Cave	BOIS-COLOMBES 11-17, rue du Gal-Lacour AGF 42-44-00-44	4 400 + 930 + 3 131	4 PIÈCES Park., 76 m² 1 <sup>e</sup> étage	GIF-SUR-YVETTE Résidence Les Grandes- Coudraies GCI 40-16-28-70	3 800 + 790	4 PIÈCES Park., 86 m² 4 <sup>e</sup> ét., balcon	SAINT-MANDÉ 7, rue Feys LOC INTER 47-45-19-97	8 033 + 859
4 PIÈCES Park., 93 m² 1 <sup>e</sup> étage	CLAMART 1, rue de Bivvres SAGGEL 48-08-96-70	6 300 + 749 + 4 483	93 - HAUTS-DE-SEINE			3 PIÈCES Park., 73 m² 2 <sup>e</sup> étage	SUCY-EN-BRIE 2, rue du Lys-d'Or AGIFRANCE 47-42-17-61	3 250 + 738 + 2 660
94 - VAL-DE-MARNE								
4 PIÈCES Park., 91 m² 3 <sup>e</sup> étage Cave	VINCENNES 21-35, rue du Petit-Parc AGF 42-44-00-44	7 710 + 920 + 5 486	3 PIÈCES Park., 66 m² 5 <sup>e</sup> étage Cave	BOIS-COLOMBES 11-17, rue du Gal-Lacour AGF 42-44-00-44	4 400 + 930 + 3 131	4 PIÈCES Park., 91 m² 3 <sup>e</sup> étage Cave	VINCENNES 21-35, rue du Petit-Parc AGF 42-44-00-44	7 710 + 920 + 5 486
5 PIÈCES Park., 99 m² 3 <sup>e</sup> ét., balcon	VINCENNES 86, rue Debraze LOC INTER 47-45-19-97	8 484 + 1 000						

Le Monde  
CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 806 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



RESIDENCES HOTELIÈRES  
HOME PLAZZA

L'ÉPARGNE  
DE FRANCE



SAGGEL vendôme  
GROUPE WAP

sefimeg

CIGIMO  
GROUPE GTF

SOLVEG  
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

1941	8 1/8	8 3/8	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4
1942	7 1/2	7 3/4	7 13/16	7 15/16	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/4
1943	8 1/8	8 3/8	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 7/16	8 3/4	8 1/4
1944	8 3/4	9	8 3/4	8 3/16	8 3/16	8 3/8	8 13/16	8 13/16
1945	7 1/2	7 3/4	7 11/16	7 13/16	7 3/4	7 7/8	8 1/16	8 1/8
1946	11	11	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
1947	13 11/16	13 15/16	13 13/16	13 15/16	13 15/16	13 15/16	14 1/16	14 1/16
1948	9 7/16	9 11/16	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 7/8	10 1/16	10 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## BOURSE DU 10 OCTOBRE

## Règlement mensuel

W. MICHAEL ROSS

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

Après la démission de plusieurs conseillers

## La crise municipale de Nice se développe dans la confusion

Le désordre règne à Nice. Vingt-quatre jours seulement après la démission de M. Jacques Médéric, quinze jours après l'élection de son successeur à la mairie, M. Honoré Baillet, la politique nicoise paraît être entrée dans la spirale de la désunion et de la désagrégation.

NICE

de notre envoyé spécial

En donnant mardi 9 octobre sa démission du conseil municipal et en invitant tous ses amis à le suivre, M. Christian Estrosi, député RPR, treize-cinq ans, médeciniste aux dents longues, a donné le départ de l'aventure (nos dernières éditions du 10 octobre). Président de la fédération RPR des Alpes-Maritimes, M. Estrosi a dit à son compagnon, le sénateur Baillet : quinze jours, ça suffit. Un maire condamnant Nice « à l'immobilisme », reléguant cette ville « au rang d'une banlieue mar-

seillaise », une majorité chahutée « par une quinzaine de clans » et donc « otage du PS et de l'administration municipale » : pour M. Estrosi la situation n'est plus tenable.

Dimanche soir 7 octobre, il était à Paris dans le bureau de M. Jacques Chirac pour débattre ses états d'âme et prévenir de ses intentions. MM. Alain Juppé, Bernard Pons et Charles Pasqua, dont il est l'un des proches, étaient présents. Lui ont-ils vraiment donné le feu vert ? Les avis divergent. M. Chirac, d'après son entourage, aurait déconseillé à M. Estrosi de démissionner, l'avertissant que « la décision prise serait de sa responsabilité ».

Mardi, on expliquait encore au siège du RPR que M. Estrosi « n'avait pour le moment pas la caution du RPR » et que ce genre de problème local relevait des instances locales. Subtile nuance qui permet de comprendre que M. Estrosi se soit, dès dimanche soir, senti libre de ses actes.

Mardi, M. Pasqua indiquait d'ailleurs dans les couloirs du Sénat que le RPR soutenait M. Estrosi et que M. Baillet ne faisait plus l'affaire. Compte tenu des récents dérapages de M. Jean-Marie Le Pen, le moins est bien choisi, ajoutait-il, pour faire pièce sur place au Front national. Car tel est bien le drame, aujourd'hui, de la droite nicoise : continuer à vivre avec ses divisions

ou s'exposer à faire définitivement le lit d'un Front national qui, pour mémoire, obtint aux élections européennes de juin 1989 plus de 27 % des suffrages dans la ville de Nice.

Pour provoquer de nouvelles élections municipales, la démission en bloc du tiers au moins du conseil (vingt-trois élus) est requise. M. Martine Daugreilh, conseiller municipal, député RPR, a pris le parti que M. Estrosi échouerait. Dès mardi, deux conseillers municipaux ont démissionné : MM. Alain Dogliani et Jean-Robert Lefèvre, écologiste médeciniste.

Un adjoint quitte le RPR

Un autre conseiller municipal, M. Bernard Asso, devait faire de même mercredi. « C'est un problème d'éthique politique, confiait-il, on ne peut pas continuer avec des élus qui ont peur des élections ». Le deuxième adjoint, M. Michel Falicon, a quitté le RPR, accusant les élus-majors parisiens d'avoir engagé « un processus de désintégration ».

Le groupe RPR ne compte plus que quatorze élus. Ce ne sera pas suffisant. Côté UDF, on demeure prudent. Le Parti républicain, influent sur place, soulignait mardi que l'affaire soit présentée devant le bureau national de l'UDF. Son député des Alpes-Maritimes, M. Rudy Salles, a indiqué qu'il

n'était pas question de démissionner. « La majorité de droite du conseil a élu M. Baillet à l'unanimité, y compris M. Estrosi », faisait-il remarquer. Mais on sait aussi que M. Michel Mouillot, maire de Cannes et patron du PR dans le département, est un ami de M. Estrosi.

Le Front national, dès la démission de M. Médéric, avait réclamé tout de suite des élections. Sa position n'a donc pas changé. Ses sept élus sont prêts à démissionner, mais seulement s'ils sont assurés que leur démarche provoquera une élection générale. Les élus communistes et socialistes n'ont évidemment, sur le principe, aucune objection. Ils préfèrent simplement laisser le temps faire son œuvre. « Il ne faut pas que notre adjoint serve les ambitions de M. Estrosi », expliquait mardi leur chef de file, M. Pierre Josiel.

En attendant elle court, elle court, la rumeur d'un débarquement massif de « gros bras » parisiens. On cite même les noms de M. Jacques Toubon, de M. Pasqua, qui s'en amuse beaucoup, de M. Jean-Marie Le Pen, qui a déjà dit qu'il ne serait pas candidat, et de M. Jean-Louis Bianco. Nipos d'origine, secrétaire général de l'Elysée, Le feuillet nicois continue.

DANIEL CARTON

Les cours du brut au-dessus de 40 dollars

## Cheikh Yamani lance un appel à la coopération internationale pour contenir l'envolée des prix du pétrole

Les cours du brut à New-York ont repassé mardi 9 octobre la barre des 40 dollars le baril, clôturant à 40,40 dollars, le marché réagissant aux menaces proférées par l'Irak contre Israël. La veille, dans les salons de « L'Institut des directeurs », un des clubs privés les plus sélects de Londres, ministres et hauts fonctionnaires, analystes, traders et responsables à tous niveaux s'étaient bousculés pour venir écouter Cheikh Yamani. L'ancien ministre saoudien du pétrole avait bien choisi la date de son retour sur la scène pétrolière après quatre années de retraite. En pleine crise du Golfe, alors que les cours du brut frôlent leur maximum historique, la première conférence annuelle du Center for Global Energy Studies qu'il a créé était assurée de faire recette.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Tous les principaux acteurs du marché étaient là. Un parterre idéal pour permettre à l'ancien ministre saoudien du pétrole de lancer un appel pressant à la coopération internationale « de toutes les parties prenantes de la chaîne pétrolière » afin de contenir la hausse des prix aussi vite que possible et, à plus long terme, de « protéger l'industrie pétrolière des influences de la politique ».

Tous les intervenants, lundi, ont convenu que l'envolée récente des

prix du pétrole, comme lors des crises précédentes, en 1973, en 1979 et en 1980, est d'origine plus psychologique que réellement économique. « Il n'y a pas de pénurie physique. Les éléments fondamentaux du marché ne justifient pas une hausse des prix au-delà de 20 dollars par baril », a expliqué M. Yamani, mais les craintes habituelles pesant sur l'approvisionnement ont pris le dessus.

Utilisation judiciaire des stocks

Tout prix supérieur à 25 dollars est une « crise de guerre », a renchéri Sir Peter Holmes, président de la Shell. Mais cette crise risque néanmoins, si elle se prolonge, d'entraîner les cours du brut dans une longue période de déstabilisation.

A 25 ou 40 dollars par baril, la demande mondiale chutera, et si la tension politique retombe, les prix risquent alors eux aussi de retomber à 15 dollars, voire en dessous. Chute qui recréera, à terme, les conditions d'une nouvelle pénurie, etc.

Une stabilisation des prix mondiaux du brut est donc plus que jamais urgente. M. Yamani croit qu'elle est possible. Il a appelé la convocation d'une conférence internationale réunissant les producteurs disposant des plus grandes réserves, les sept principaux consommateurs, grossis de l'URSS, du Brésil et de l'Inde, ainsi que les compagnies pétrolières « au moins en tant qu'observateurs ». « L'OPEP a joué son rôle, c'est au tour des compagnies et des gouvernements des pays consommateurs de prouver qu'ils peuvent faire quelque chose », a expliqué

l'ancien ministre. « Les prix peuvent être contenus par une utilisation judicieuse des stocks ».

Vous voulez ? La réponse des compagnies, comme celle des pays consommateurs, est décevante mais claire : que pouvons-nous faire, répond en substance le président de la Shell, les stocks excédentaires ne dépassent pas en réalité huit jours et ils sont détenus, pour l'essentiel, par les revendeurs et les consommateurs finaux, pas par les compagnies. « La quête d'une stabilisation du marché pétrolier s'apparente à la quête du Graal », tranche M. James Schlesinger, ancien secrétaire américain à la défense et à l'énergie.

« Depuis vingt ans, ajoute M. André Giraud, ancien ministre français de l'Industrie puis de la défense, il n'y a pas eu de crise pétrolière, seulement des crises politiques (...). On ne réussira aucun dialogue pétrolier sans un dialogue politique préalable. » Le président de la compagnie Petro-Canada est encore plus tranchant : « Nous vivons une crise. Comment parler de coopération sans savoir ce que sera le monde après cette crise, dit-il. Qui sera au Moyen-Orient ? Qui dirigera l'OPEP ? »

« Une hausse psychologique »

Si les Etats-Unis restent au Moyen-Orient, explique-t-il, et s'ils s'entendent avec le Koweït et l'Arabie saoudite pour maintenir les prix à 21 dollars, « la coopération sera là : dans le dialogue paritaire entre un pays consommateur majeur et deux producteurs de première importance... ».

Quant au directeur de l'Agence internationale de l'énergie, M. Helga Steeg, sa réponse est une fin de non-recevoir. « Tout le monde est d'accord sur le principe d'une coopération, dit-elle. Le problème est de savoir entre qui, sur quels sujets et sur quels objectifs ? »

A court terme, il n'est pas question d'utiliser les stocks stratégiques pour calmer les prix. « Les stocks ne peuvent rien contre la hausse des prix tant que l'incertitude politique demeure », explique-t-elle.

« Ils iront dans votre système et les prix baisseront ; la récession sera évitée, réplique Cheikh Yamani, qui conclut, ironique : « La hausse des prix actuelle est psychologique, mais la récession des pays consommateurs à tirer sur les stocks stratégiques l'est aussi. »

VÉRONIQUE MAURUS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Il ne se passe rien

C'E matin, après avoir regardé la télé, écouté la radio et parcouru la presse, je descends en traînant les pieds à la rédaction :

— De quoi voulez-vous que je parle aujourd'hui ? Il se passe rien !

— Là, l'exagères ! T'as un truc très chouette, tu sais cette lettre qui avait disparu et qu'on a retrouvée, tuée de deux coups de couteau sur un terrain vague, hier, à Lille.

— Bon, ça fait jamais que la cent quatorzième en six mois. Vous voudriez tout de même pas que je me mette à me lacerer chaque fois qu'on enlève, qu'on assassine, qu'on viole ou qu'on écrase un gamin à la sortie de l'école ?

— T'as peut-être raison, les enfants, au fond, ça n'intéresse personne... Tiens, à propos de fonds, il y a encore eu des convoyeurs mitraillés dans leur fourgon à Lentilly près de Lyon. Tu me diras c'est banal, mais bon, un mort, deux blessés graves.

— Ouais, j'ai vu leurs copains rousciller tout à l'heure sur la Cinq. Ils en ont marre d'être pris pour des chauffeurs-livreurs au

volant de véritables cercueils roulants. Ils voudraient être aussi bien protégés que leurs coffres-forts. Les gens ont de ces exigences ! Au prix d'une vie, là, maintenant, la leur vaut pas trois francs six sous. Comment on peut comparer avec tout le fric qu'ils transportent ? C'est pas raisonnable.

— Et la nuit d'émeute à Vaux-en-Velin, les bagnoles brûlées, les magasins saccagés, les jeunes qui se révoltent, les flics qui s'expliquent, ça te dit rien ?

— Ah ! non, la barbe ! Il y a un marre de ces goulantes sur la grande misère des banlieues ouvrières, des cités-dortoirs et des ghettos beurs ou noirs. C'est toujours pareil, ils viennent, ils chantent sous ma fenêtre, j'ouvre mon porte-monnaie et je leur balance des petits billets de condoléances : C'est affreux, votre condition, c'est vrai, je vous plains de tout mon cœur. Vous croyez qu'ils m'en seraient reconnaissants ? Tu parles ! C'est d'ailleurs précisément de ça qu'ils se plaignent : tu causes, tu causes, c'est tout ce que tu sais faire !

— Et la tuerie en Israël ?

— Laquelle ?

La rentrée universitaire

## L'UNEF-ID revendique une réforme des études

A la veille de la rentrée universitaire (lire pages 1 et 15), l'UNEF indépendante et démocratique, principal syndicat d'étudiants, estime que « cette année doit être celle de toutes les réformes, celle de la réforme de l'Université ».

M. Christophe Borgel, président de l'UNEF-ID, estime que la réforme des premiers cycles, où se concentre l'échec, est « une priorité » et doit reposer non sur la sélection mais sur une articulation entre les lycées et l'enseignement supérieur, appuyée par « une véritable politique d'orientation ». « On prétend encore accueillir et former plus d'un million d'étudiants à l'Université, comme on le faisait pour 300 000 dans les années 60 », a déclaré M. Borgel, mardi 9 octobre.

L'UNEF-ID reconnaît que « des efforts budgétaires sans précédent ont été réalisés » mais constate que des étudiants restent sur des listes d'attente (Ile-de-France, Poitiers, Orléans, Lyon-II, Rennes-II, Grenoble-I), que certaines universités souffrent d'effectifs excessifs (Grenoble-I, Paris-I, Lille-I, Rouen, Nantes, Caen), et que des constructions promises ne sont pas livrées en temps utile.

Arrestation du mari de M. Benazir Bhutto. - M. Asif Ali Zardari, mari de l'ancien premier ministre pakistanais destitué, M. Benazir Bhutto, a été arrêté, mercredi 10 octobre à Karachi, ont annoncé ses proches. M. Zardari a été interpellé lorsqu'il sortait de la Haute Cour de la province du Sindh et conduit à un poste de police. Le mari de l'ancien premier ministre comparait devant le tribunal dans le cadre d'une affaire d'octroi de prêt « illégal ». (AFP.)

TISSUS  
LE  
MAGASIN  
RODIN  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

"Champs  
et forêts  
sont-ils déjà  
des  
chefs-d'œuvre  
en péril ?"

YVES ROCHER  
La Gacilly - Bretagne

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Banlieues : un entretien avec M. Roland Castro ; Golfe : « Les amis des opprimés », par André Bercoff ; Environnement : « L'Etat ne peut pas tout », par Jacques Vernier... 2

## La politique syrienne

Damas tempore face au général Aoun... 4

## Les discussions

budgétaires  
aux Etats-Unis  
La pas de deux de M. Bush... 7

## Le plan

pour l'environnement  
Scepticisme à l'Assemblée nationale... 12

## SECTION B

## Le projet de loi

sur le tabac et l'alcool  
Deux prises de position : un entretien au Monde avec Simone Veil et la première conférence de presse du ministre délégué à la santé, M. Durieux... 13

## Les Témoins de Jéhovah

à Louviers  
Un nouveau projet d'implantation des Témoins de Jéhovah divise la ville de Louviers... 13

## Vaux-en-Velin

Relative accalmie dans la banlieue lyonnaise... 14

## SECTION C

## ARTS • SPECTACLES

Le disque compact à l'âge de raison • Le troisième forum international du Cusqueur à cordes de Paris • Le Nancy Jazz Pulsations • Cinéma : la reprise d'« Un homme qui dort », de Georges Percec • Une rencontre avec Chantal Morel... 21 à 32

## SECTION D

## La crise agricole

La porte-parole de la Confédération paysanne (orientée à gauche), M. Guy Le Fur, dénonce la politique du gouvernement... 33

## Les difficultés de Philips

Le nouveau président du groupe néerlandais annonce 4 900 suppressions d'emplois supplémentaires dans l'informatique... 35

## Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 37 à 39  
Automobile... 18  
Carnet... 18  
Marchés financiers... 40-41  
Mots croisés... 18  
Radio-Télévision... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10 octobre 1990 a été tiré à 537 324 exemplaires.



(Publicité)

## « SOURDS ET MALENTENDANTS »

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

organise les lundi 15 et mardi 16 octobre 1990 (service acoustique)

deux journées réservées aux sourds et malentendants.

- Vous pourrez gratuitement faire contrôler votre audition.

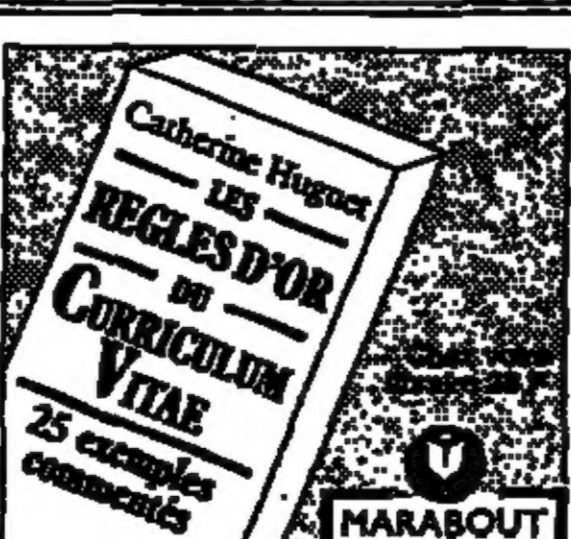
- Faire réviser vos appareils auditifs.

- Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75

M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE

29, rue de Turbigo, 75002 Paris



سكرا من الراجل